

SILENCE

ÉCOLOGIE
ALTERNATIVES
NON-VIOLENCE

N°206 - 207
JUILLET - AOUT 96

35 F

L'Autre Sommet

- POUR UNE ÉCONOMIE SOLIDAIRE
- PROTECTIONNISME DU COMMERCE OCCIDENTAL
- CRISE MEXICAINE
- LES MAÎTRES DE L'EUROPE

Prévention

QUESTIONS VACHES

Nucléaire

SCÈNES DE CHASSE EN BASSE-SAXE

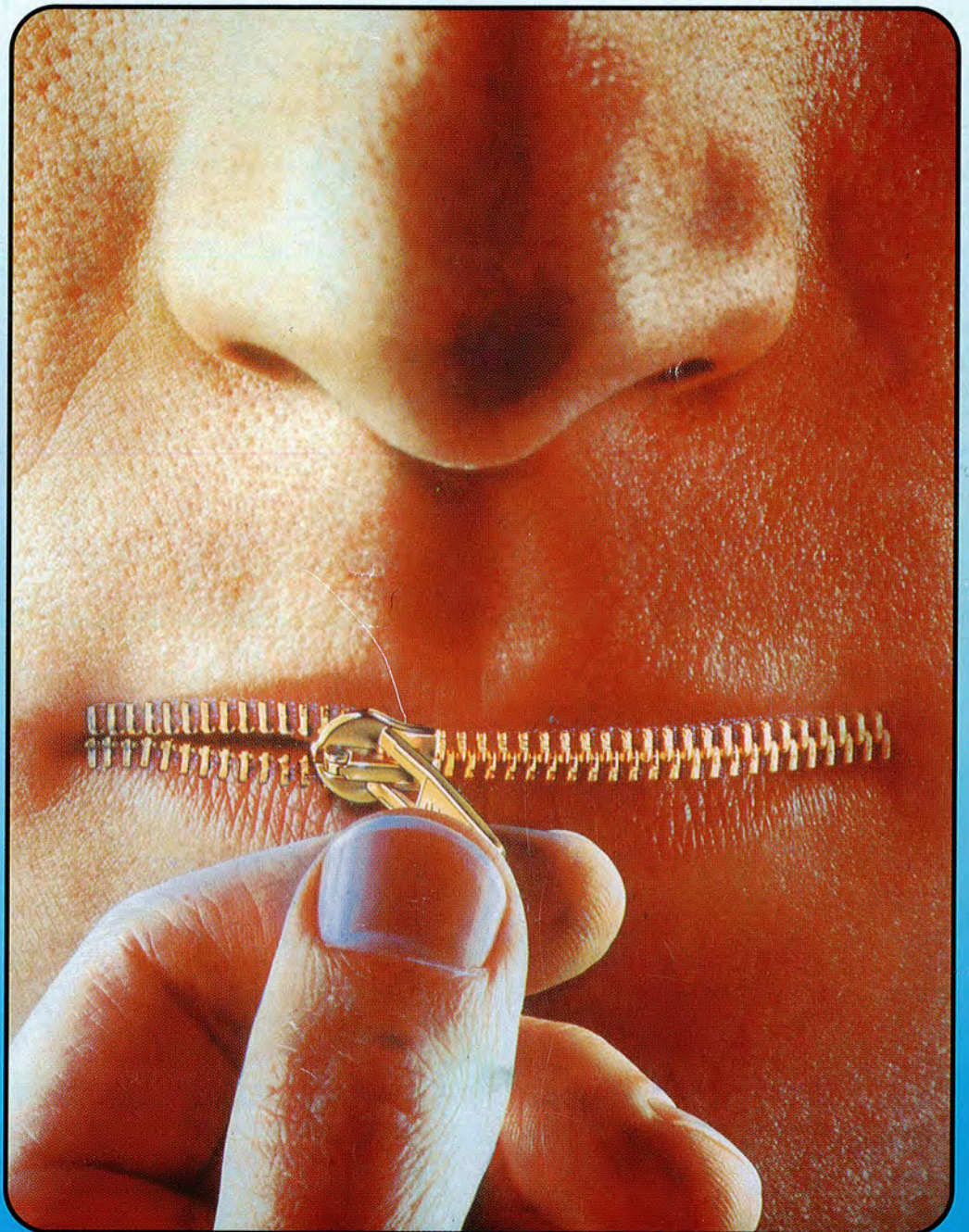
Société

COMBATTRE INTERNET

Femmes

POUR LE PARTAGE DU TRAVAIL

+ 200 TITRES
DE LA PRESSE
DIFFÉRENTE



FACE AU G7, OUVRONS-LA !

Sommaire

Face au G7, ouvrons-là !

- Pour une économie solidaire de *Ed Mayo* page 4
- L'imitation de la culture occidentale de *Julius Mukutu Muindi* page 9
- Protectionnisme du commerce occidental et "droits des travailleurs" de *Martin Khor* page 10
- Le Mexique et les coûts cachés du libéralisme de *David Werner* et *Jason Weston* page 12
- Les maîtres de l'Europe de *Ann Doherty* et *Oliver Noedeman* page 15
- Biographie Mondialisation dans *Silence* page 23

- Politique page 24
- L'armée reprend l'initiative
 - Face au G7, ouvrons-là
 - Corine Lepage déboulée

- Prévention : questions vaches de *Henry Chevallier* et *Michel Bernard* page 26

- Santé page 28
- Annonces page 28
- Environnement page 29
- Comment détruire la nature
 - Incinérateurs
 - Canal Rhin-Rhône
- Paix page 31
- Le coût du désarmement
 - Agir ici : procès suspendu

- La presse différente page 33

- Nucléaire page 37
- Tchernobyl : la nausée
 - Besançon contre Superphénix
 - Pollution au CERN

- Nucléaire : scènes de chasse en Basse-Saxe de *René Hamm* page 40

- Energies page 43
- Petite histoire de l'énergie solaire
- Alternatives page 45
- Mac Donald's, pub, mensonges et ketchup
 - NEF : la banque éthique
 - Activités du CIEPAD

- Nord-Sud page 48
- Ecologie, souci du Nord ou du Sud
 - Soulèvement en Papouésie

- Social : combattre Internet de *Jean-Michel Corajoud* page 49

- Société page 50
- Renouvellement des cartes d'identité
 - Racisme et imaginaire

- Santé : travailler sans se détruire de *Serge Mongeau* page 52

- Femmes page 57
- Mort : vers l'égalité

- Femmes : une nouvelle approche du partage du travail de *Andrés November* page 58

- Livres page 62
- Courrier page 66

Les informations contenues dans ce numéro ont été arrêtées au 1er juin 1996.

Bilan de santé

Silence a tenu son assemblée générale le 1er juin. Nos comptes publiés ci-dessous résume pour le premier (compte d'exploitation), les mouvements financiers de l'année 95, pour le deuxième (bilan), quelle était la situation au 31 décembre 95. Dans le premier tableau, la dernière ligne montre une hausse importante du chiffre d'affaires (+13 %). Cette hausse vient de l'augmentation des ventes de livres (1ère ligne à droite) nécessaires pour équilibrer notre première année avec deux salariés sans aide (CES transformé en CDI). Cette hausse n'a pas été suffisante puisque la perte de l'exercice se monte à 22 523 F. Cette perte montre (deuxième tableau) que l'on a toujours un énorme retard chez les fournisseurs (182 764 F) et dans les salaires (77 539 F). Si nous avions dû nous arrêter le 1er janvier, la ligne total fonds propres indique que nous aurions laissé un trou de 75 374 F... qui, pour être comblé, aurait nécessité de revendre une partie des parts dans le local (136 522 F à la ligne suivante).

Pour revenir à l'équilibre, l'Assemblée générale a décidé une hausse des tarifs : le numéro simple passera à 25 F et les abonnements suivront en proportion, à l'exception de l'abonnement petit budget qui reste à 190 F.

Côté nombre d'abonnés, la situation n'a pas variée sur un an et il a été décidé le principe d'une campagne de prospection avec l'aide des lecteurs pour le premier semestre 1997 sous une forme proche de la tombola réalisée pour l'achat du local.

Côté diffusion de livres, un accord devrait être passé avec les éditions québécoises **Ecosociété** pour la diffusion de leurs ouvrages en France, d'autres titres devraient également enrichir notre catalogue.

Enfin, l'idée d'un colloque sur le thème "Small is beautiful" a été retenu pour le dernier trimestre 1997. Il devrait se réaliser avec d'autres associations proches de nous.

Compte d'exploitation simplifié (du 01/01/95 au 31/12/95)

Charges	1994	1995	Produits	1994	1995
Achats marchandises	21 300	52 556	Ventes marchandises	30 845	49 680
Imprimerie + photo	245 120	241 100			
Photocopies	5 080	2 946	Variation de stocks	19 523	30 252
Achats, charges externes	103 418	123 364			
Salaires et charges soc.	176 114	215 633	Remboursement CES	12 332	0
Dotations amortissements	3 792	8 989			
Provision stocks	19 334	29 363	Reprise provision stocks	16 528	19 334
Droits d'auteurs	4 200	0	Soutiens et dons	10 649	14 248
Charges financières	1 749	555	Produits financiers	135	282
Excédent	7 216		Pertes		22 523
Total charges	587 323	674 508	Total produits	587 323	674 508

Bilan d'exploitation simplifié au 31 décembre

Actif	1994	1995	Passif	1994	1995
Investissements	17 123	20 089	Fonds associatif	37 639	37 639
Stocks	77 231	117 454	Report à nouveau	-97 707	-90 490
Titres participation		96 250	Excédent	7 216	
Clients	29 238	30 251	Perte		-22 523
Avance objecteurs	27 707	17 653	Fonds "Un toit"	87 797	136 522
Divers à recevoir	260	7 449	Emprunts	6 000	3 000
Trésorerie			Fournisseurs	149 862	182 764
Banque	6 756	12 659	Frais dus personnels	82 283	77 539
CCP	4 394	-66	Divers dettes	19 639	14 684
"Un Toit..."	88 510	1425			
Caisse	9 019	621			
Intérêts courus		-41			
Charges avancées	12 015	2 870			
Total actif	292 729	339 135	Total passif	292 729	339 135

Souscrivez

et gagnez un jeu "Sortir du nucléaire"

Afin de compléter la somme nécessaire à l'achat de notre part au sein de la société propriétaire de nos locaux (150 000 F sur 660 000 F), nous vous invitons à faire un don à notre compte "Un toit pour l'écologie". Un jeu "Sortir du nucléaire" est offert à toute personne qui fait un don d'au moins 100 F.

En mai, nous avons reçu :

Becquart JB (Pas-de-Calais) 100 F
Bouvier D (Ille-et-Vilaine) 120 F

- Cousin J.M. (Jura) 100 F
- Darras J.Ph. (Allier) 1000 F
- Debeaud-Laforet (Allier) 2000 F
- De Maubeuge U. (Marbihan) 150 F
- Drzymala P. (Yvelines) 100 F
- Honoré M. (B.-du-Rhône) 49 F
- Le Strat Ch. (Ardèche) 100 F
- Pascal A. (Saône-et-Loire) 150 F
- Pourquoi Pas (Haute-Loire) 180 F
- Thomas F. (Paris) 100 F
- Total de mai : 4149 F
- Reste à trouver : 25 401 F

SILENCE

"Ecologie, alternatives et non-violence"
9 rue Dumenge, 69004 LYON
Tel: 78.39.55.33.
CCP 550.39 Y LYON

Imprimé sur papier 100% recyclé blanc sans chlore par Alester 26 - Lotif - Tel : 75.85.51.00

Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs. La reproduction des textes est autorisée sous réserve d'en indiquer la source et le nom des auteurs (photos, dessins compris)

N° de Commission paritaire: 64946
N° ISSN 0756-2640
Date de parution: 3ème trimestre 1996
Tirage: 3 700 ex

Editeur : Association Silence

- Président : Dominique Zanda
Trésorière : Myriam Cognard
Administrateurs : Jacques Caclin-Mpouma
Michèle Dussault-Delorme

Réalisation du journal

- Directeur de publication : Dominique Zanda
Secrétaires de rédaction : Michel Bernard
Michel Janu
Publicité : Eve Malafosse
Relations commerciales : Claude Crollet
Documentation : Patrice Bouverel
Christiane Glosson
René Hamm

- Conseillers scientifiques : Michèle Dussault-Delorme
Sylviane Poulenard
Francis Vargier
Roger Bernard
Richard Grantham
Jacques Grinevald
Henri Peral
Henri Pezerat
André Picot

- Dessinateurs : Alho
Mullio
Lasserpe
Corretrices : Catherine Forestier
Chantal Grosmaillard
Hubert Plisson
Conception maquette : Deborah Bache
Expédition : Christiane Chapon
Loïc Gaudin
Malain
Vincent Marlin
Bernard Parez
Christian Rony
Xavier Sérédine
Myriam Travostino
Raymond Vignal
Suzanne Vignal

- Correspondants : Georges David
Alain Claude-Gallié
Eric Marquis
José Oria
Mireille Oria
Perline
Jean-Luc Thierry

- El pour ce numéro :
A SEED
Antoine Bonduelle
Antoine Bonduelle
CFDT
Henry Chevallier
Jean-Michel Corajoud
CPI-Rad
André Destandes
Ann Doherty
Ecoropa
Solange Fernex
Greenpeace-Genève
Boualem Khefili

- Martin Khor
Ed Mayo
Julius Mukutu Muindi
Serge Mongeau
Oliver Noedeman
Andrés November
RONGEAD
François Terrason
TOES
Volcans
David Werner
Jason Weston

Couverture : © Integral

Pour participer au journal

N°208 - Septembre

Comité de rédaction et clôture des articles : samedi 22 juin à 14 h
Clôture des brèves : vendredi 9 août à 12 h
Expédition : vendredi 23 août à 18 h

N°209 - Octobre

Comité de rédaction et clôture des articles : samedi 31 août à 14 h
Clôture des brèves : vendredi 6 septembre à 12 h
Expédition : vendredi 20 septembre à 18 h

Ce journal est réalisé en grande partie par des bénévoles. Vous pouvez y participer. Pour faire connaissance, vous êtes invités aux expéditions. Un repas à 21h30 est offert par Silence.

Le mois de
LASSERPE



ÉDITORIAL

« Crise »

sans rupture

Dès le XIII^{ème} siècle, l'idéal marchand « *d'acheter pour vendre plus cher* » devait commencer sa conquête des esprits occidentaux. Avec l'Écossais Adam Smith (1723-1790), le fondateur de l'économie libérale moderne, s'est imposée l'idée d'une morale naturelle de régulation par la concurrence entre désirs d'acquisitions et intérêts individuels, entre demande et création d'offres. Maintenant la *Machine économique moderne* est triomphante. Ses racines culturelles sont oubliées car son règne se veut absolu. La *Machine* gère la normalité. Et il est normal et rationnel d'idolâtrer l'argent au service du pouvoir et de la puissance.

Pour justifier les lacunes du système, l'Élite travestit l'achèvement de cette mutation en crise : le véritable bonheur est pour demain (1). Pourtant, notre histoire culturelle nous apprend que la *Machine économique* ne veut pas de la vie dans ses rouages, même si elle consomme de la vie. Oubliés la Biosphère, le social, la spiritualité. Cette crise/infirmitté est aujourd'hui simulée dans un but de tromperie (on peut dire *pathomimie*).

Dans un autre registre, le naturaliste anglais Darwin (1809-1882) initia l'idée d'un effet réversif de l'évolution qui veut que « *la sélection naturelle, principe directeur de l'évolution impliquant l'élimination des moins aptes dans la lutte pour la vie, sélectionne dans l'humanité une forme de vie sociale dont la marche vers la civilisation tend à exclure de plus en plus, à travers le jeu lié de l'éthique et des institutions, les comportements éliminatoires* » (2). On peut supposer que la sélection naturelle du plus apte soumise à sa propre loi marquera le retour du social avec la fin de la junte libérale. Avec la conscience de la Biosphère et de la spiritualité, c'est aussi la fin du marxisme. Deux enterrements de la *Machine* pour un véritable avenir.

Dominique ZANDA

(1) Cinq Nobel d'économie viennent de confirmer à 500 dirigeants d'entreprises venus du monde entier que tout va bien (« Les économistes de Chicago voient l'avenir en rose » dans *Le Monde* du 24 mai 1996). Les entreprises doivent invoquer la crise mais ne pas y croire.

(2) Effet réversif de l'évolution dans « Dictionnaire du Darwinisme et de l'évolution (A-E) » sous la direction de Patrick Tort, PUF, 1996, pp.1534-1535.

POUR UNE ECONOMIE SOLIDAIRE

Le message du Sommet du G7 des années récentes peut être résumé par la phrase : il n'y a pas d'alternative. La mondialisation économique conduit à la fusion de toute l'économie, qu'elle soit locale, régionale ou nationale.

pense lui qu'une production économique en augmentation doit être soumise aux contraintes écologiques étroites, d'être réorientée vers les besoins universels des personnes et vers une meilleure qualité de vie.

Alors que le G7 s'arroge le droit de décider des orientations de l'économie mondiale, de plus en plus de gens pensent qu'il est nécessaire de définir une nouvelle forme d'économie s'appuyant sur les besoins fondamentaux des personnes.

Le message de l'Autre Sommet Economique (TOES en anglais) (voir encadré) a été qu'il existe des alternatives réalistes, déjà mises en œuvre de manières pratiques et théoriques, et que nous avons poursuivi, depuis trop longtemps, un programme économique qui a traité les gens et l'environnement comme une activité secondaire.

L'ensemble des opinions économiques néo-libérales du G7 soutiennent que les échecs sont le fruit de mauvaises politiques des gouvernements et non de la faillite du marché ; le libre échange étant toujours la meilleure solution. Le mouvement pour une nouvelle pensée économique

La théorie de l'économie néo-libérale est fondamentalement basée sur la croissance. Celle-ci est une mesure de l'accroissement de la richesse matérielle, comme le chiffre d'affaires d'une entreprise à un niveau micro-économique ou du PNB, produit national brut, à un niveau macro-économique.

La nouvelle pensée économique considère qu'une économie socialement juste et durable pour l'environnement n'est pas figée dans le temps. Par conséquent, elle n'est pas un simple regard ou un modèle mais un ensemble complexe de perspectives et d'expérimentations. Une telle économie peut se distinguer des économies

modernes néo-libérales, par les points suivants :

- une base de valeurs centrée sur la justice sociale et la capacité à protéger l'écologie plutôt qu'une base de valeurs inavouées comme celles des économies modernes.

- une perception des systèmes économiques comme étant en évolution et potentiellement instables, plutôt que l'idée dominante des économies modernes selon laquelle les systèmes peuvent être compris en utilisant essentiellement des modèles d'équilibre statique, et que les économies tendent vers cet équilibre stable.

- la nécessité de réduire la consommation dans le Nord alors que les économies modernes n'ont aucune perception du "c'est assez" ; au lieu de se focaliser sur la protection de l'environnement ces économies favorisent la consommation par l'ajustement des prix.

- une reconnaissance du rôle différent des sexes et des relations entre hommes et femmes dans l'économie, alors que les économies modernes ne font pas de distinction de base de valeur entre les sexes et leur rôle dans l'économie.

- un regard sur le rôle négatif des technologies industrielles à grande échelle et les schémas d'organisation de la production et de l'emploi que cela entraîne.

Cette nouvelle pensée économique a une série d'implications politiques.

De nouveaux indicateurs

Dans les raisonnements sophistiqués des économies modernes, l'indicateur clé est le PNB. Quand celui-ci augmente, la qualité de vie devrait s'accroître. Que ce soit à un niveau local ou à un niveau global il y a une évidence croissante que cela n'est pas vrai. La santé, le bien-être individuel, la qualité de l'environnement, la sécurité personnelle et collective : tout ce qui contribue au bonheur n'est pas saisi par les statistiques économiques conventionnelles.

Ces critiques sont maintenant plus largement acceptées et ont conduit au développement de

(suite page 6)



Sommet TOES en 1989 à Paris (photo Silence/Dominique Zanda)

L'AUTRE SOMMET ECONOMIQUE

Manifester contre le G7 ne suffit pas. La confrontation des multiples expériences alternatives doit permettre de faire des propositions pour aboutir à un fonctionnement économique socialement juste et écologiquement durable.

L'autre sommet économique (the other economic summit, TOES) se tient en parallèle avec le G7, chaque année depuis 1984. Fondé par des personnes outrées du manque de discernement du "sommet des riches" envers la pauvreté et les questions d'environnement, TOES dénonce les politiques économiques actuelles et montre quelles sont les alternatives.

Les mots d'ordre du G7 - "flexibilité du marché du travail", "dérégulation", "libéralisation" et "développement" - sont devenus les bases d'une rhétorique fondamentaliste.

Le sommet du G7 a célébré l'aboutissement des négociations du GATT. Cela légitimise la chute écologique et sociale et provoque la disparition des moyens de survie de la majorité des populations rurales des pays pauvres. Les accords du GATT ont aussi accéléré la perte de la biodiversité mondiale. Poursuivant une doctrine du libre marché aujourd'hui démodée, ils menacent l'avenir de tous. L'histoire jugera sévèrement le G7 pour avoir abandonné les promesses faites à Rio. TOES soutient que toute décision politique un tant soit peu démocratique ne peut se prendre au niveau mondial, mais au niveau local ou national.

TOES revendique plusieurs idées :

Un nouveau mode de création des richesses

TOES a entendu, venant de multiples experts internationaux, comme de mouvements populaires, qu'il existe des alternatives pour résoudre la question du chômage dans les pays du Nord, pour résoudre la "thérapie de choc" des pays de l'Est, pour résoudre la pauvreté dans le Sud. Des communautés coopérant entre elles, pleines de vie, respectueuses de l'environnement, peuvent provoquer un nouveau processus de création de richesses. Une réforme fiscale et des investissements dans les énergies renouvelables, dans les économies d'énergie, dans la réduction des déchets, dans le recyclage, dans les transports publics sont quelques uns des points de cette nouvelle approche. Celle-ci peut permettre, dans le domaine du travail, de créer beaucoup plus d'emplois que les recettes inefficaces du G7.

Une nouvelle approche de la démocratie économique internationale

Le G7 doit être reconsidéré comme un véritable sommet économique, sous l'égide des Nations Unies, global et responsable de ses décisions. Ceci devrait être la première pierre d'une refonte plus générale des institutions chargées des politiques économiques mondiales. Cette réforme doit se faire sur des bases sociales et éco-

logiques. La vision d'après 1945, basée sur le libre échange, doit être revue. Les taxes qui sont appliquées sur le travail et les entreprises doivent être transférées sur la spéculation financière, sur l'utilisation des ressources non renouvelables et sur toutes les activités qui vont à l'encontre du bien-être collectif.

Nous souhaitons de nouvelles mesures en faveur du progrès

Les membres du G7 s'autocongratulent en affirmant que le monde serait sur le chemin de retrouver la prospérité économique. Mais TOES ne partage pas leur croyance aveugle dans la simple croissance d'une production économique pour le moins vulgaire. Les progrès économiques ne peuvent se mesurer que par l'amélioration de la qualité de la vie et la capacité à se maintenir dans la durée. De tels nouveaux indicateurs du bien-être social et de la soutenabilité environnementale sont présentés lors des réunions de TOES.

Derrière chacune de ces propositions, il y a tout un lot d'expériences pratiques, un peu partout dans le monde, qui montrent la viabilité et le réalisme d'une telle approche. Néanmoins, la transition vers une économie mondiale respectueuse de l'environnement à long terme et socialement juste est un enjeu considérable. On ne peut se contenter d'une simple contestation du G7.

Ed Mayo

nouveaux indicateurs. Un nouvel indicateur a été développé aux Etats-Unis, au Royaume Uni, en Allemagne et aux Pays-Bas, c'est l'Index de bien-être durable (ISEW en anglais).

L'ISEW corrige la mesure économique conventionnelle de consommation personnelle par des critères de bien-être social et de qualité de l'environnement. L'ISEW commence, comme le PNB, avec une mesure standard des dépenses du consommateur mais ensuite fait un certain nombre de corrections :

- *Les dépenses provoquées par les coûts sociaux et environnementaux (dépenses négatives) sont retirées.*

- *Les coûts à long terme des dégâts sur l'environnement et la dépréciation du capital naturel sont pris en compte.*

- *La valeur du travail ménager est incluse pour refléter les bénéfices non monétarisés dans l'économie.*

L'application de l'ISEW au Royaume-Uni montre une différence frappante entre les tendances du PNB et de l'ISEW. Alors, que sur la période de 1950 à 1990, le PNB par habitant a augmenté de 230 %, avec une moyenne annuelle du taux de croissance annuel de 2,1%, l'ISEW de 1990 est seulement 3% plus élevé que celui de 1950.

La différence entre le PNB et l'ISEW est particulièrement marquée à partir du milieu des années 1970. Sur les vingt-cinq premières années de l'étude (1950-1974) le bien être économique durable augmente parallèlement au PNB. Dans les quinze dernières années (1975-1990), le PNB par habitant a augmenté d'un tiers alors que le bien-être économique durable a lui chuté d'à peu près la moitié. Au cours des années 1980, l'ISEW par habitant a diminué à un taux moyen d'environ 5% par an (comparé à la croissance du PNB de 2,4%). En terme de bien-être économique durable, le Royaume-Uni apparaît être à peine mieux aujourd'hui qu'il ne l'était 40 ans avant et considérablement plus mauvais qu'il ne l'était au milieu des années 70.

La raison est simple : les coûts sociaux et environnementaux se reflètent de plus en plus par des pertes réelles en terme de bien-être.

Les coûts externes non pris en compte par les sciences économiques néoclassiques se paient aujourd'hui.

Une nouvelle politique budgétaire

L'environnement est devenu un sujet central dans le discours du G7. Mais il s'est contenté d'approuver quelques initiatives sur l'environnement à petite échelle plutôt que de remettre en cause son action sur la coopération économique générale.

Malgré cette prudence, on a aujourd'hui une vision assez claire de ce qu'il est nécessaire de faire pour réduire les impacts sur l'environnement au niveau global comme au niveau local :

- *Il ne faut pas utiliser les ressources naturelles plus vite qu'elles ne se renouvellent.*

- *L'épuisement des ressources non renouvelables doit être accompagné par le développement de produits de substitution renouvelables.*

- *Les déchets ne doivent pas être rejetés plus vite qu'ils ne peuvent être absorbés ou neutralisés sans danger par l'environnement.*

- *Les systèmes environnementaux globaux (climat, ozone de la stratosphère, biodiversité) doivent être traités en priorité.*

- *Les risques devraient rester dans la juste mesure fixée par le principe de précaution.*

Les secteurs économiques qui auront besoin d'être transformés pour que ces conditions soient remplies ne sont plus guère un mystère : la production et l'utilisation de l'énergie, l'industrie, l'agriculture et le transport.

Il est clair aussi qu'une politique en faveur de l'environnement ne coûte pas nécessairement des emplois. En réalité, les dépenses liées à cette politique, telle que la réduction de la pollution, augmentent même si vite que certains disent que la crise de l'environnement peut-être un moyen de résoudre la crise du chômage.

Les dépenses publiques sont financées par différentes taxes. Celles sur le travail ont sérieusement augmenté au cours des vingt dernières années dans les pays ayant une industrie de pointe.

Celles sur le capital ont très légèrement augmenté. Celles sur les ressources naturelles ont chuté.

La réforme dite de l'Eco-taxation serait, en simplifiant, un transfert des taxes sur le travail et le capital vers la pollution et l'utilisation des ressources. Ces "taxes Vertes" visent à intégrer dans le prix d'un produit les coûts environnementaux. Elles permettent aussi de réduire la distorsion de taxes comme celles portant sur le travail. Une telle réforme permet trois améliorations :

- *un système fiscal plus efficace,*
- *des coûts externes environnementaux réduits,*
- *l'augmentation de l'emploi.*

En effet, cela favorise la création d'emplois en diminuant le facteur coût du travail, tout en maintenant l'équilibre des ressources d'un gouvernement. Une simulation montre qu'une telle taxe appliquée au secteur de l'énergie, couplée à une réduction du coût du travail, pourrait entraîner la création de plus de 2 millions d'emplois en France, Grande-Bretagne, Allemagne, Italie, Espagne et Pays-Bas d'ici 2010.

La création de l'Eco-taxation est non seulement possible, mais souhaitable. Il faut voir ces "taxes Vertes" comme la première étape d'une révision beaucoup plus radicale des taxations.

Par exemple, l'écrivain James Robertson estime possible d'associer quatre réformes :

- *l'attribution d'un revenu universel à chaque habitant,*
- *la suppression des impôts sur le revenu, et les bénéfices,*
- *la suppression de la TVA, taxe sur la valeur ajoutée,*
- *leur remplacement par une taxe sur le revenu foncier et une sur la consommation d'énergie.*

Ceci est une proposition alternative par opposition aux réformes "à petits pas" qui ne créent le plus souvent que de nouveaux problèmes. C'est l'affirmation qu'il est nécessaire d'envisager des changements plus radicaux.

Une Commission indépendante des Nations-Unies a déjà avancé l'idée d'une nouvelle taxation à l'échelle de la planète. Au Sommet du G7 en 1995, la proposition de l'économiste James Tobin pour taxer

les opérations sur le capital des marchés financiers ne passa pas inaperçue. Le président Chirac rappela l'insécurité des marchés financiers globaux et les aides de l'économie mondiale. Tobin estime qu'une taxe à 0,5% dégagerait globalement 1500 milliards de dollars (7500 milliards de francs !). Le Canada et la France ont émis un avis favorable à cette proposition. D'autres pays membres du G7 l'ont bloquée.

Mettre en doute le libre échange

Le commerce est au centre du changement économique global. La vitesse accélérée de la libéralisation du commerce augmente les inquiétudes sérieuses sur les effets potentiels environnementaux et sociaux à long terme. Elles sont renforcées par l'idée que l'organisation mondiale du commerce, OMC, s'intéresse peu à l'environnement et qu'indubitablement elle encourage le développement d'avantages concurrentiels du commerce au détriment de l'environnement.

La théorie de l'OMC est que la libéralisation du commerce profite à tous. En simplifiant, cette théorie affirme que la production totale sera portée au maximum si chaque pays se spécialise dans la production de marchandises pour laquelle il a le coût le plus avantageux par rapport aux autres pays impliqués. Ainsi, il serait dans l'intérêt de tout le monde de se spécialiser dans quelque chose, même si l'un des pays peut être autosuffisant. Dans cette situation, les pays produiraient les choses pour lesquelles ils ont les avantages les plus grands, laissant aux autres pays le soin de produire des produits pour lesquels ils ont les avantages les plus mauvais. C'est cet argument simple et saisissant sur l'avantage comparatif qui est à la base de la libéralisation du commerce depuis deux siècles.

La validité de cette théorie est aujourd'hui contestée par des économistes qui soulignent qu'elle est basée sur un ensemble clair de suppositions sous-jacentes qui ne peuvent plus tenir à long terme :

- Elle ne tient pas compte des coûts externes comme ceux liés à l'environnement.



Sommet de Tokyo, juillet 1993. Les sommets se suivent mais les déclarations finales n'ont souvent aucune conséquence sur la politique internationale. Tout a déjà été réglé dans les rencontres préparatoires.

- Elle s'appuie sur des prix stables alors que les prix fluctuent à la fois entre des régions et entre matières premières.

- Elle suppose une dynamique égale dans les différents pays. Alors que cette dynamique va dépendre énormément des produits choisis par chaque pays. L'écart de dynamique va alors conduire à des inégalités croissantes entre les pays. Par exemple, les pays en voie de développement misant sur les bananes, avec les termes d'échange qui se détériorent, sont en compétition inégale avec les pays riches spécialisés dans une industrie de plus haute technologie comme la chimie ou l'informatique.

- Elle suppose un immobilisme international des facteurs de production, alors qu'il y a un degré élevé de mobilité du capital et du travail. Les facteurs de production des différents pays passent les frontières selon la logique de l'avantage absolu. Ceci se solde par des fuites de capitaux et l'émigration de la main d'oeuvre.

La responsabilité de l'entreprise

Il y a une remarquable absence de discussion dans les médias et dans les groupes de

réflexion sur le rôle des sociétés commerciales dans le modelage de l'économie globale. Cela peut s'expliquer par le contrôle, par ces sociétés, des moyens de communication.

C'est aussi l'omniprésence de ces sociétés à travers la publicité et d'autres moyens qui les rend finalement crédibles et immuables à tout le monde. En conséquence le système apparaît monolithique de la même façon aux journalistes et aux lecteurs.

Des écrivains comme David Korten ont plaidé en faveur d'un cadre réglementaire international nouveau, qui commencerait par exiger une plus grande responsabilisation des sociétés.

Réforme institutionnelle

Les critiques du G7 soulignent qu'il n'a pas de mandat démocratique pour prendre des décisions économiques qui affectent la totalité de la planète. Au Sommet du G7, à Naples en 1994, le secrétaire d'état américain James Baker répondit que les pays du G7 représentaient 50% de la production économique globale, et que, de ce fait, même si le G7 n'était qu'une toute petite minorité de la population

mondiale, il avait le droit de prendre de décisions unilatéralement.

Des propositions de réformes concernant les Nations-Unies, proposent la mise en place d'un Conseil de Sécurité Economique des Nations-Unies. Cela reviendrait à mettre le G7 sous les auspices des Nations-Unies.

De la même manière, les mauvaises performances du FMI et de la banque mondiale ont fait l'objet de sérieuses critiques, en particulier concernant les conséquences lamentables de l'ajustement structurel et la saga continue de la dette du tiers monde. Cette dernière a figuré dans tous les communiqués du G7 depuis 1989. Cela n'a pas empêché la dette, en particulier celle des débiteurs Africains, de s'aggraver. La réforme - ou la fermeture comme le soutient Suzan George - de la Banque mondiale et du FMI devrait commencer par un programme les obligeant à rendre des comptes aux Nations-Unies, aux parlements nationaux et aux différents peuples et communautés locales touchées par leur action.

NEW ECONOMICS FOUNDATION

La New Economics Fondation (NEF) est une organisation caritative basée à Londres qui travaille pour la recherche, l'éducation et mène des campagnes pour des alternatives économiques. Fondée à la suite du premier "autre sommet économique" en 1984, la NEF a un programme actuel qui inclut des concepts économiques de communauté, des nouveaux indicateurs, un audit social et une responsabilisation des sociétés, une démocratie financière.

Précisons que cette association internationale n'a rien à voir avec la Nouvelle Economie Fraternelle, banque alternative française.

Contact :

New Economics Foundation,
1st floor, Vine Court,
112-116 Whitechapel Road
London, E1 1JE UK
Tél : 44 (0) 171 377 5696
Fax : 44 (0) 171 377 5720

Localisation économique

Une fraction de plus en plus importante de l'opinion publique reconnaît que le développement économique local offre une alternative réalisable et durable face au système de plus en plus fragile et hautement centralisé qui domine aujourd'hui et qui menace les moyens d'existence des gens, à la fois dans les pays riches et dans les pays pauvres. Bien des problèmes humains, environnementaux et d'utilisation des ressources naturelles, peuvent être résolus en concevant un système plus petit, à une échelle plus humaine, et sous contrôle local. Il existe maintenant un réseau substantiel d'organisations dans le monde travaillant de manière à faire des communautés, urbaines et rurales, plus indépendantes, encourageant la production et la consommation locales, expérimentant une variété de formes de propriété capables de répondre aux différents objectifs économiques et sociaux, et générant des revenus.

Toutefois, il reste que ces démarches se heurtent à des blocages mentaux. Ça peut être la confiance en soi au niveau d'un village. Mais le développement local, en fait, signifie des déplacements vers un équilibre entre les marchés locaux, régionaux, nationaux et internationaux, en reconnaissant qu'il n'y a rarement - si ce n'est jamais - une justification pour transporter les principales nourritures de base au-delà de milliers de kilomètres. Cela ne signifie pas que tout doit être produit au niveau local, mais que les besoins de base le soient. Cela ne signifie pas qu'il n'existe pas d'échanges, mais que les firmes ont moins de contrôle et que les communautés en ont plus sur ce qui est produit et sur la façon dont c'est produit. Cela signifie que ce qui est commercialisé l'est équitablement, pour des avantages réciproques. Ce procédé ne coupe pas les communautés des autres cultures, mais crée une nouvelle base - accessible et indépendante - sur laquelle ils peuvent négocier les uns avec les autres.

Le développement local est aussi souvent interprété comme un "repli sur soi" et donc comme

une valeur négative, mais, après un examen plus attentif, il est clair que c'est le système actuel qui est négatif. Un système qui crée, aujourd'hui, des esclaves cachés de l'autre côté du monde et force les gens à abandonner leurs droits pour leurs propres ressources, n'est rien moins qu'un système structurel d'exploitation, une forme de fascisme. Etre plus responsable dans le Nord pour nos propres besoins signifie laisser les autres produire par eux-mêmes, plutôt que produire pour eux.

Le G7 va se détruire lui-même

Le système économique gouverné par le G7 ne convient en fin de compte à personne ; nul n'est gagnant. La qualité de vie est diminuée, même aux niveaux les plus élevés des sociétés où les fusions amènent l'insécurité de la perte d'emploi. Même la classe milliardaire montante est menacée. Leurs maisons gardées les protègent de la dépossession, mais de telles propriétés ne les protégeront pas des effets de l'effondrement de la biosphère.

En détruisant l'édifice social et environnemental par la doctrine du marché, de l'intérêt individuel, de l'efficacité, de l'externalisation des coûts environnementaux et sociaux, le modèle néo-libéral du G7 est en train de se dévorer lui-même. La base sur laquelle les marchés et les communautés peuvent opérer et être soutenus est minée.

En lisant les communiqués du G7 des dernières années, il apparaît clairement à travers toute leur rhétorique, que les leaders du G7 peuvent difficilement contrôler un système financier mondial de plus en plus difficile à prévoir. La recherche de nouvelles façons de conduire l'économie, les plaçant plus sous contrôle démocratique et trouvant de nouvelles formes durables de moyens d'existence, n'a jamais été aussi urgente.

Ed MAYO
New Economic Foundation

(traduction RONGEAD et Michel Bernard)

L'IMITATION DE LA CULTURE OCCIDENTALE

L'ancien président de la Tanzanie, Julius Nyerere, dit un jour aux Tanzaniens que s'ils voulaient découvrir le monde occidental sans se fatiguer à aller à Londres ou à New-York, ils n'avaient qu'à visiter Nairobi, la capitale du Kenya voisin.

ils la vendent au Sud. Cela a conduit à un large transfert de technologie occidentale vers le Sud, sans souci des situations particulières aux pays d'accueil. Mais parce qu'il n'est pas vraiment possible pour la nouvelle technologie d'avoir un caractère passe-partout,

L'imitation de la culture occidentale par les Africains se transmet rapidement à la mode, à la musique et à la littérature locales, comme le montre cette étude pour le Kenya.

Il est vrai qu'une promenade à Nairobi vous rappelle Paris ou New-York, car les Kényans sont devenus des copieurs de culture, imitant en bloc tout ce qui vient des pays occidentaux. Le problème est qu'on ne tient aucun compte des erreurs et des difficultés que la culture copiée peut avoir apportées avec elle, de son pays d'origine.

Ce que le Kenya et les autres pays qui "importent" les façons de faire du "Nord" semblent oublier, c'est que la culture, le mode de vie et la technologie sont façonnés par des gens spécifiques, habitant des lieux spécifiques, pour satisfaire des besoins spécifiques.

Les gens du Nord déclarent leurs nouvelles technologies "neutres" ou "universelles" quand

la société qui a créé la technologie ou même la technologie elle-même peuvent finir par imposer certaines valeurs à la société réceptrice, ce qui crée un impérialisme culturel.

Ici, au Kenya, la Kenyan Broadcasting Corporation (KBC) a toujours paru vieillote parce qu'elle ne pouvait pas retransmettre les chaînes américaines (CNN) ou britanniques (BBC). Mais avec le démarrage du Réseau Kényan de Télévision (KTN) qui s'est mis à diffuser CNN dans chaque foyer, les gens ont été réellement émerveillés par leur système de télécommunications. De peur de perdre du terrain, KBC a commencé à retransmettre la BBC : deux chaînes étrangères au Kenya !

De nombreux fabricants de vêtements du Kenya ont fermé leurs entreprises par manque de clients. Les Kényans ne veulent pas s'habiller localement et bon marché ; ce qu'ils veulent c'est de l'occident, importé et coûteux. C'est pourquoi beaucoup de femmes du Kenya semblent sortir tout droit des magazines "Vogue" ou "Cosmopolitan" et les hommes portent des marques telles que "Magnum", "Gavis", "Carlos", "Pyramid" et "Savco". Tout commerçant sait bien qu'une étiquette étrangère sur un article garantit son succès immédiat, même si l'article en question a été, en réalité, fabriqué en Thaïlande.

Nos musiciens n'ont pas été épargnés non plus, car qui voudrait écouter de la musique locale, à part les gens sans instruction ? Nos stations de radio ressemblent à des radios étrangères et la musique locale y est rarement diffusée. Si, exceptionnellement, on entend une chanson du Kenya, le chanteur se croit obligé de prendre un accent étranger pour singer la culture occidentale.

La jeunesse, au Kenya, est folle de l'Occident. J'ai rencontré une dame qui avait lu tous les livres de Sidney Sheldon, Robert Ludlum et Irwing Wallace, entre autres. Mais elle n'avait jamais entendu parler de Wole Soyinka, qui fut le premier Africain à recevoir le Prix Nobel de littérature.

Ce qui précède montre seulement quelques exemples d'imitation de la façon de vivre. Cela peut paraître assez inoffensif, mais quand on copie sans penser aux cultures et technologies locales, l'imitation peut s'avérer très coûteuse pour la société.

Le copiage culturel aura seulement son utilité dans le domaine du militantisme écologique et dans les méthodes pour préserver la Terre, puisque vivre sur Terre équivaut à habiter à la base d'un château de cartes. Quelle que soit la carte que l'on retire, tout l'édifice s'écroule.

Julius MUTUKU MUINDI

(traduit par Roger Bernard)

Texte repris de Third World Network Features.

PROTECTIONNISME OCCIDENTAL ET "DROITS DES TRAVAILLEURS"

Malgré la croissance économique, les pays du Nord sont confrontés à un chômage important et, semble-t-il, incurable. Cela provoque des tensions sociales croissantes et les gouvernements multiplient désespérément les raisons qui expliqueraient ce

phénomène et disent chercher des mesures politiques populaires pour y remédier.

Cela incite les multinationales à déplacer leurs usines du Nord vers le Sud, créant ainsi du chômage dans les pays riches.

Quelques gouvernements occidentaux, soutenus par les syndicats et quelques organisations non-gouvernementales, ONG, prétendent que les mauvaises conditions

Officiellement les partisans de ces théories prétendent que leur intention est d'améliorer les conditions de travail et de protéger les droits des travailleurs partout dans le monde. Quelques ONG du Nord, bien intentionnées, y croient même réellement. Mais en fait, ce que les gouvernements et les syndicats occidentaux essaient de faire, c'est d'arrêter ou de diminuer le flot des produits bon marché en provenance du Tiers-Monde et de protéger ainsi leurs emplois.

Les capitaux qui vont vers le Sud ne sont que minimes

Il y a différentes raisons pour lesquelles la position officielle des Etats-Unis ne peut être défendue.

Tout d'abord, il n'est pas vrai que l'extension des multinationales vers le sud soit une cause importante du chômage pour le Nord. La plupart des mouvements de capitaux ont lieu entre les pays du Nord et seulement une petite partie va au Sud. De même le nombre des emplois créés dans le Sud par les entreprises du Nord n'est qu'un pourcentage infime du nombre de travailleurs aussi bien du Nord que du Sud.

Le chômage est lié d'abord à la course technologique

Ensuite, le chômage au Nord est structurel par nature.

Les initiatives récentes des Etats-Unis et de la France pour tenter de séparer les relations commerciales des droits des travailleurs, au sein de la nouvelle Organisation Mondiale du Commerce, résultent plus de sentiments protectionnistes que d'égards pour les travailleurs du Tiers-Monde. Cet article examine les failles dans les arguments occidentaux.

phénomène et disent chercher des mesures politiques populaires pour y remédier.

Ils ont désigné les pays du Sud comme coupables d'exploiter les travailleurs avec des salaires insuffisants et des conditions de travail lamentables, telles que l'emploi des enfants et l'interdiction des syn-

dicats. Cela incite les multinationales à déplacer leurs usines du Nord vers le Sud, créant ainsi du chômage dans les pays riches.

Quelques gouvernements occidentaux, soutenus par les syndicats et quelques organisations non-gouvernementales, ONG, prétendent que les mauvaises conditions

de travail dans le sud représentent un avantage commercial déloyal : les pays en voie de développement seraient coupables de "dumping social" (surenchères à la baisse) et, bien que ce ne soit pas dit ouvertement, les marchandises exportées de ces pays devraient être frappées de taxes compensatoires.

C'est-à-dire qu'il est provoqué en grande partie par des changements technologiques, particulièrement l'automatisation et la robotisation qui ont commencé dans les usines, mais qui se sont maintenant étendues à l'agriculture et au secteur tertiaire, avec des conséquences catastrophiques pour les emplois. Ce "chômage technologique" explique le phénomène de la croissance du nombre de chômeurs, car une croissance économique basée sur une technologie de haute productivité ne crée pas d'emplois : au contraire, plus elle est rapide, plus vite les emplois disparaissent. Selon un rapport de l'Organisation Internationale du Travail, paru à l'occasion de la réunion sur l'emploi des ministres du G7 à Détroit, en mars 1995, deux nouvelles tendances expliquent le chômage important dans le long terme, autant pour les pays riches que pour les pays pauvres. Le degré et le rythme de changement technologique - dans l'industrie, le tertiaire, l'informatique, les biotechnologies et les communications - ont rendu certains métiers inutiles et transformé radicalement l'organisation du travail. De plus, la globalisation économique a conduit à une compétition sans précédent qui impose aux entreprises de réduire leurs coûts de production et d'investir dans les nouvelles technologies. Par exemple, la fabrication des automobiles est devenue une industrie où la robotique joue un rôle essentiel, ce qui a causé une

chute sévère du nombre des travailleurs dans cette industrie, partout dans le monde.

Le sociologue américain Jeremy Rifkin, dans le livre "La fin du travail" sorti début 1996 aux Etats-Unis, montre comment le changement technologique apporté par les ordinateurs, les robots et les biotechnologies a déjà éliminé plusieurs millions d'emplois au nord et en menace des dizaines ou des centaines de millions d'autres. Rifkin cite un récent article du Wall Street Journal qui prédit que les Etats-Unis pourraient perdre deux millions d'emplois chaque année à cause du changement technologique.

Une autre cause du chômage dans les pays riches est le très haut niveau d'endettement des gouvernements, des entreprises et des ménages. Etant donné la nature structurelle du chômage au nord, les mesures les plus nécessaires concernent des changements importants de politique sociale, redonnant un certain pouvoir d'achat aux classes les plus pauvres de la société pour stimuler à nouveau la demande. La Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International préconisent constamment des réajustements structurels difficiles pour les pays du Tiers-Monde, écrasés par leurs dettes et sujets à récession. Mais les gouvernements du Nord restent libres d'éviter les solutions difficiles. Au lieu de cela, il est plus facile de regarder ailleurs - dans ce cas vers les pays du Sud - pour y chercher des solutions à leurs propres problèmes économiques.

Quelles libertés pour les revendications des travailleurs ?

Enfin, bien que les travailleurs soient effectivement exploités dans quelques pays du sud, les salaires relativement bas payés par les entreprises étrangères ne sont pas nécessairement dus à une politique délibérée d'exploitation des travailleurs. Ils sont causés principalement par le niveau de vie de la population dans son ensemble, laquelle habite en grande

partie à la campagne, dans de nombreux pays. Les salaires offerts par les compagnies étrangères sont fixés à un niveau égal ou supérieur à celui qui pourrait être obtenu autrement (travail à la campagne, petit artisanat en ville ou entreprise familiale). Si le nombre des offres d'emploi augmentait, grâce à une politique de développement appropriée, le niveau des revenus et le niveau de vie s'élèveraient en conséquence. Les salaires dans le secteur moderne augmenteraient également par suite de la compétition des entreprises pour recruter des ouvriers devenus rares. Toutefois, si les salaires devaient s'élever très au-dessus du niveau général des revenus d'un pays donné, cela pourrait entraîner une perte d'emplois dans les entreprises, les industries ou les secteurs concernés qui ne seraient plus autant compétitifs. En d'autres termes, il y a une corrélation entre le coût du travail et le nombre d'emplois.

En ce qui concerne les "droits des travailleurs", il peut y avoir conflit entre de meilleurs salaires et de meilleures conditions de travail pour ceux qui ont déjà un emploi, et les chances de trouver du travail pour ceux qui n'en ont pas. Il peut également y avoir conflit entre de meilleures conditions de travail actuelles et les pertes futures de postes de travail qui pourraient résulter d'une diminution de la compétitivité de l'entreprise. Il semble donc qu'il y ait un compromis à trouver entre le droit à de meilleures conditions de travail et le droit de travailler.

Idéalement, cela ne devrait pas être mais, malheureusement, c'est la loi sans pitié du marché. Et comme le "marché" signifie maintenant de plus en plus le "marché international", la plupart des pays du sud doivent se plier aux lois et conditions du marché global. Cela peut être considéré comme une conséquence néfaste de la mondialisation.

Martin KHOR
Third World Network Features

(traduction Roger Bernard)

Third World Network Features

Le *Third World Network Features* est un réseau d'organisations et d'individus impliqués dans les questions de développement. Le secrétariat de ce réseau est basée en Malaisie : Third World Network Features, Consumer's Association of Penang, 87 Cantonment Road, 10250 Penang, Malaysia, tél : 373511, fax : 368106.

LE MEXIQUE ET LES COUTS CACHES DU LIBERALISME

Peu de gens auraient pu prévoir l'énorme catastrophe qui a soudain fait basculer le Mexique du succès à l'échec économique. Pour parer au plus pressé, le Mexique a déjà emprunté des milliards de dollars et se prépare à en emprunter d'au-

santé ou des autres services sociaux. Cela a déjà entraîné une énorme augmentation du prix du pétrole (35 % en 1995) et des produits de base, alors que les salaires ont été gelés. Dans le même temps, les taxes fédérales sur la plupart des marchandises sont passées de

diale du Commerce, se vit brusquement, en 1995, transformé de Superman en lampiste.

Sans doute Salinas contribua effectivement à la crise en mettant en lumière une image exagérée d'un Mexique prospère et stable, jusqu'à ce que son successeur soigneusement choisi, soit élu en Novembre 1994. Mais les économistes, aussi bien au Mexique qu'aux Etats-Unis, savaient que l'économie mexicaine fonctionnait à crédit. Pour maintenir l'euphorie commerciale de l'accord de libre échange pour l'Amérique du Nord (ALENA) et entretenir le flot des investissements spéculatifs vers le marché mexicain, le gouvernement du Mexique fit d'énormes quantités d'emprunts à court terme d'intérêt élevé ("Tesabonos"). Les réserves financières tombèrent si bas qu'il n'y eut plus aucune possibilité de rembourser ses emprunts sans que les spéculateurs étatsuniens ne continuent à investir des milliards chez leurs partenaires du Sud. Comme le déficit du commerce mexicain s'enflait sous l'influence perturbatrice de l'ALENA, le Mexique n'avait guère le choix : il fallait dévaluer le peso, dans l'espoir d'augmenter les exportations. Cette mesure fut prise trop tardivement et quand ce fut finalement fait, les investisseurs des Etats-Unis paniquèrent. Un cercle vicieux s'installa à mesure que les spéculateurs retiraient leur argent du Mexique et que la monnaie mexicaine s'effondrait de plus en plus.

La catastrophe financière et économique qui a frappé le Mexique et ses pauvres a attiré l'attention sur l'appel des Zapatistes pour un gouvernement honnête et responsable devant la population.

tres. Même si le peso ne s'effondre pas davantage, le fardeau de la dette, ainsi que les inconvénients de la dévaluation elle-même, vont être principalement à la charge des pauvres, dont les salaires continuent de fondre.

Pour payer ses dettes, le Mexique va devoir renforcer ses mesures d'austérité (analogues à celles que préconisent les programmes d'ajustement structurel de la Banque Mondiale). En d'autres termes, les Mexicains peuvent s'attendre à de nouvelles suppressions des services publics, de nouvelles réductions du pouvoir d'achat, de nouveaux impôts, et à un coût plus élevé des services de

10 à 15 %. Pour ceux qui avaient déjà du mal à joindre les deux bouts avant ces récentes mesures d'austérité, quelle sera la situation maintenant ?

Quand les systèmes commencent à échouer, les usagers cherchent un bouc émissaire, essayant de trouver les coupables parmi les personnes plutôt que parmi les structures. Dans le cas de l'effondrement du Mexique, le blâme est jeté sur l'ex-Président Carlos Salinas. Salinas qui, jusqu'à la fin de 1994, recevait les louanges des institutions financières internationales et avait été désigné par la Maison Blanche pour présider la nouvelle Organisation Mon-

Oui, Salinas a mérité en partie des reproches. Il a eu tort d'écouter la Banque Mondiale et les présidents Bush et Clinton, de même que les requins du "big business" de part et d'autre de la frontière (ceux qui font passer leur propre croissance économique avant les besoins essentiels des hommes et de l'environnement). Il a eu le tort de ne pas écouter les gens ordinaires, les paysans, les ouvriers et les étudiants qui ont manifesté en masse contre la signature de l'ALENA. Il a eu le tort de ne pas écouter les Zapatistes du Chiapas qui, stratégiquement, commencent leur révolte le 1er janvier 1994, jour de la mise en application de l'ALENA.

Mais bien plus que Salinas ou le gouvernement mexicain, il y a lieu de blâmer le système du marché mondial, manipulé par de puissants intérêts, cherchant à augmenter leur richesse plus par des opérations financières à l'échelle internationale que par un travail productif. Salinas, Bush, Clinton, Gingrich et Helms, soit qu'ils essaient de résister au courant, soit qu'ils se laissent porter par lui, ne sont jamais que des pions du système. Il est difficile de dire si la tentative de Bill Clinton pour sauver l'économie mexicaine à coups de milliards de dollars fut dictée par son courage, son habileté ou ses craintes. Mais c'est certainement une réponse aux puissants milieux d'affaires qui ont contribué à le faire élire. Clinton, à sa façon, est autant à la merci des requins du marché global que Salinas ou Zedillo, le nouveau président mexicain.

Une chose est certaine : il y a assez de richesse au Mexique pour redresser l'économie nationale si seulement elle était distribuée plus équitablement. Alors que le revenu réel des travailleurs est tombé de plus de 40 % durant les dix dernières années, une poignée de gens se sont énormément enrichis. En 1991, le Mexique comptait seulement deux milliardaires. aujourd'hui, il y en a 28. L'un d'eux, Carlos Slim, possède autant d'argent que ses 17 millions de compatriotes les plus pauvres.



Manifestation de soutien au sous-commandant Marcos à Las Casas, fin août 1995 lors de la consultation populaire organisée par les Zapatistes (photo Volcans / J. Falquet)

La solution, du côté des Zapatistes ?

Si quelqu'un a une vision claire de ce qu'il faut faire pour développer durablement le Mexique, c'est peut être les rebelles zapatistes du Chiapas. Bien qu'il n'y ait qu'un petit nombre de révoltés, le gouvernement mexicain a été incapable de les mater. Ceci s'explique par le soutien d'une grande partie de la population mexicaine, des pauvres aux intellectuels, qui sympathisent avec les Zapatistes et soutiennent leurs revendications humanitaires.

Les Zapatistes demandent au gouvernement de s'occuper des besoins des gens. Ils exigent qu'il respecte la Constitution mexicaine, qu'il revoie les statuts de sa réforme agraire et qu'il ne vende pas la terre aux riches, ceux qui habitent au Nord ou au Sud de la frontière. Ils demandent des salaires décentes, une distribution équitable des terres, un service de santé et une éducation gratuite et au service de tous. Ils revendiquent le respect des droits des femmes, des enfants et des peuples indigènes. Ils exigent des élections publiques, loyales et transparentes, la fin des fraudes et de la corruption. Ils demandent de mettre fin aux accords commerciaux qui favorisent les riches au détriment des

pauvres, et de nouveaux accords qui protègent l'économie de base et la liberté des pauvres. Ils souhaitent aboutir à une société basée sur la justice et une meilleure distribution des ressources, avec un gouvernement pleinement responsable devant le peuple.

Avec des exigences aussi "subversives" renouvelées au moment où la stabilité économique et sociale au Mexique est en pleine déroute, il n'est pas étonnant que des intérêts puissants, à la fois au Mexique et aux Etats-Unis, veulent voir les Zapatistes réduits au silence. En fait, les nouvelles attaques contre les Zapatistes et les communautés indigènes qui les soutiennent peuvent avoir été partiellement déclenchées par les affairistes des Etats-Unis. Le 14 janvier 1995, la nouvelle a filtré que des représentants des firmes d'investissement Merrill Lynch et Goldman Sachs avaient dit à des membres du gouvernement mexicain qu'il était temps de retrouver la confiance des investisseurs en neutralisant les Zapatistes. De même, un document interne de la Chase Manhattan Bank déclarait : "Le gouvernement (mexicain) devra éliminer les Zapatistes pour prouver qu'il a bien en mains le territoire national et la sécurité". Par solidarité (avec les banquiers américains), deux jours après avoir reçu l'avis de la Chase Manhattan, Zedillo donna



l'ordre d'arrêter le sous-commandant Marcos, le responsable des Zapatistes, et lança une attaque contre les communautés indigènes du Chiapas près desquelles les Zapatistes avaient leur quartier général. Des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants s'enfuirent dans la forêt de Lacandon où ils eurent à lutter contre la faim et la maladie. Cette invasion massive eut pour prétexte la découverte à Vera Cruz d'une "énorme réserve d'armes zapatistes" (en réalité trois révolvers, trois grenades, quelques munitions et des tracts !). On a dit qu'une partie de l'argent accordé par le président Clinton pour résoudre la crise, fut utilisée pour acheter des hélicoptères et des tanks et pour recruter pour l'armée du Chiapas, des tortionnaires professionnels venus de Colombie, d'Argentine et du Texas.

L'armée mexicaine établit des barrages pour empêcher la presse de parler des attaques brutales des villes et des villages indigènes. Cependant les Zapatistes parvinrent à faire connaître les atrocités, dont la mort des enfants et la torture des civils. Bien que le gouvernement ait nié toute mauvaise action, on peut douter de son innocence du fait du maintien de son refus de permettre l'accès de la zone à des observateurs et aux journalistes. Ce sont, pour une large part, les protestations de la presse internationale, accusant le gouvernement et l'armée du Mexique de violer les droits des civils et la liberté de la presse, qui

ont forcé Zedillo à rappeler l'armée, ouvrir les barrages et reprendre les négociations avec les Zapatistes. Des manifestations de soutien aux Zapatistes ont eu lieu un peu partout dans le monde. Le journal mexicain "La Jornada" a montré des photos de manifestants à l'intérieur de la banque Chase Manhattan à New-York. Des articles sur ces manifestations furent envoyés aux ambassades du Mexique à Madrid, Bruxelles, Paris, Los Angeles et San Francisco.

Cette réponse internationale de la base a mis le gouvernement mexicain au pied du mur. Début 1996, Zedillo envisageait de retirer l'essentiel de ses troupes des villes et villages qui soutenaient les Zapatistes pour convaincre ceux-ci de reprendre les pourparlers pour une réconciliation. (*)

Des sociologues ont fait remarquer que la révolte des Zapatistes est fondamentalement différente des révolutions populaires du passé. Elle fait un usage maximum des moyens modernes de communication, de pragmatisme moral et de solidarité internationale. Les Zapatistes ont déclaré nettement qu'ils ne veulent ni prendre le pouvoir, ni former un parti politique. Ce qu'ils veulent c'est répandre largement l'exigence d'un gouvernement honnête et responsable, qui se préoccupe de satisfaire les besoins urgents de la population.

David WERNER
et **Jason WESTON**
Third World Network

(traduction Roger Bernard)

Deux ouvrages pour découvrir les pistes concrètes d'une nouvelle économie

Jacques B. Gélinas

Et si le Tiers Monde s'autofinanciat

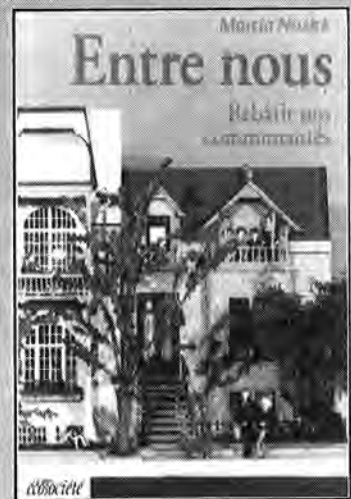
De l'endettement à l'épargne



Et si le Tiers-Monde s'autofinanciat

de Jacques B. Gélinas
1995, 240 p, 15 x 21 cm

Après une critique de l'"aidocratie", ce livre propose d'adopter la seule formule qui a permis un réel développement : l'épargne locale. L'argent économisé n'est jamais jeté par les fenêtres.



Entre nous, rebâtir nos communautés

de Marcia Nozić
1995, 265 p, 15 x 21 cm

L'autonomie se construit de l'intérieur de soi vers ses proches puis vers la société. Ce livre multiplie les exemples Nord-Américains sur les initiatives que l'on peut prendre pour appliquer la formule "penser globalement, agir localement".

Bon de commande en page 67

(*) Note de la rédaction : ce texte a été écrit en décembre 95. En fait, le blocus des villages zapatistes continue aujourd'hui.

LES MAITRES DE L'EUROPE

(1) Voir Hildyard Nicholas, "Maastricht : The Protectionism of Free Trade" (le protectionisme du libre échange), *The Economist*, Vol. 23, No. 2, Mars/Avril 1993.

Les années 80 ont vu le paysage économique et politique européen changer de manière dramatique, avec l'introduction du Marché Unique dans les pays membres de la communauté Européenne et plus ré-

L'un de leurs principaux canaux d'influences est un groupement de lobbyistes industriels, appelé **Table ronde Européenne des Industriels (TEI)**. L'admission à ce club est très sélective : environ 40 hommes (aucune

La Table Ronde Européenne des Industriels est un comité discret, composé de 40 dirigeants de multinationales européennes. Il s'agit d'une éminence grise, en relation avec les plus hauts décideurs nationaux et européens, elle influence, voire dirige, la politique dans le sens souhaité par les multinationales, et ceci dans des domaines aussi variés que les transports, l'enseignement, l'emploi, l'environnement et le Tiers-Monde.

(2) TEI : *Restructurer l'Europe*, Bruxelles 1991, page 2.

(3) Green M.L., "The Politics of Big Business in the Single Market Program" (la politique du big business dans le programme du marché unique), contribution présentée à l'Association des Etudes de la Communauté Européenne, Troisième Conférence Bisannuelle, le

comment, l'Union Européenne (UE), définie par le Traité de Maastricht (1). Parmi les principaux promoteurs de cette intégration européenne, on trouve une poignée de multinationales ayant leur siège en Europe, qui en tirent un bénéfice maximum. Ces firmes construisent, en coulisses, le profil actuel et futur de l'Europe.

femme), tous Présidents Directeurs Généraux de grandes multinationales, ayant principalement, mais pas exclusivement, leur siège en Europe. Parmi les firmes membres, on compte 11 des 20 plus grandes firmes européennes - BP, Daimler-Benz, Fiat, Siemens, Unilever, Nestlé, Philips, Hoechst, BSN, Lyonnaise des Eaux, St. Gobain,

Bolloré, Lafarge, Total, Thyssen et ICI - qui figurent toutes parmi les 50 premières firmes du monde. En 1991, les ventes cumulées des 40 firmes membres du TEI dépassaient les 500 milliards de dollars ce qui représente environ 60% de la production industrielle totale de l'UE (2).

Les origines de la Table ronde Européenne des Industriels

En 1983, une poignée de chefs d'entreprises multinationales ont créé la TEI, afin d'exprimer leur inquiétude face au rôle subalterne joué par l'industrie dans la politique européenne : il était urgent de créer un groupe de pression, composé de chefs d'entreprises partageant les mêmes idées, dans le but de fournir des pistes et un point de vue à Bruxelles, la patrie des Commissaires Européens. Umberto Agnelli de Fiat, Wisse Dekker de Philips et Pehr Gyllenhammar de Volvo en furent les initiateurs. Pendant les premiers mois de son existence, les comptes de la TEI furent tenus par la division des pièces détachées au siège parisien de Volvo (3). Ils reçurent les encouragements du Commissaire Européen à l'Industrie et au Marché Intérieur, le Vicomte Etienne Davignon, ainsi que du Commissaire aux Finances, François Xavier Ortoli. En 1986, Davignon quitte la Commission et entre à la TEI, en tant que représentant de la Société Générale de Belgique, (un grand holding formé par les principales banques belges), alors qu'Ortoli y entre comme PDG de Total, pétrolier français. Les liens entre la TEI et la Commission subsistent sous le régime de Jacques Delors. En mars 1985, tout au début de sa présidence à la Commission Européenne, Delors convoqua une réunion "officielle" avec la TEI pour "discuter des objectifs de la TEI" (4). Ces réunions se sont poursuivies à intervalles réguliers.

La vision des industriels

La TEI a constamment plaidé en faveur "d'un centre de

27 mai 1993, Washington DC, page 16. Les membres de la TEI qui exercent la plus grande influence sont les membres fondateurs, également les représentants des firmes les plus puissantes et les plus globalisantes du groupe. Le nombre des membres de la TEI fluctue, mais dans une fourchette de 40 à 45. Lorsque des PDG de firmes quittent leur poste, on en recrute de nouveaux, mais les anciens membres cultivent souvent des liens étroits avec la TEI. Par exemple, Shell ne fait officiellement plus partie de la TEI, mais participe toujours activement à plusieurs groupes de travail. Par exemple, elle a participé à la rédaction du rapport publié en 1993 par la TEI : "L'industrie européenne. Un Partenaire du monde en voie de développement. Investissements directs à l'étranger, outils du développement et de la coopération économique - Suggestions pour des améliorations ultérieures".

(4) Ibid., page 35

(5) TEI, *Vaincre la Crise*, Bruxelles 1993, page 1.

(6) Green M.L., op. cit., (3) page 33.

(7) van Apeldoorn, B. & Holman, O. (en anglais) "Stratégie de classe au niveau international et relance de l'intégration européenne : le rôle de la Table Ronde Européenne des Industriels", contribution présentée à la 35e conférence annuelle de l'Association des Etudes Internationales, Washington DC, 28 mars - 1 avril 1994, page 21.

(8) Green M.L., op. cit., page 33.

(9) Hallen J. & Thoren R., "Det hänger på kontakterna" *Metallarbetaren*, avril 1993, page 3.

(10) A Bruxelles, des milliers de lobbyistes professionnels travaillent pour l'industrie. Ils représentent 96% de tout le lobbying au niveau européen. Voir Hallen J. & Thoren R. op. cit., page 9.

(11) Ibid.

(12) Voir Olivier Lorge, "Transports : l'union européenne sous l'influence des industriels", *Silence* n°198, décembre 1995.

(13) TEI, *Vaincre la Crise*, op. cit. (5) page 15.

(14) van Apeldoorn B. & Holman O., op. cit. (7), page 11.

(15) Rapport TEI, septembre 1993.

décisions efficace au niveau européen, même lorsqu'il vaut mieux confier la mise en place des programmes à un niveau national ou régional" (5). Elle s'est organisée en groupes de travail politiques, centrés autour des principaux problèmes qui la préoccupent tels que l'éducation, la concurrence, les infrastructures, l'Europe Centrale et de l'Est, les problèmes Nord-Sud, le commerce et le GATT, les politiques de l'environnement et les politiques sociales. Les rapports publiés sont très bien reçus, à la fois par les gouvernements nationaux et par Bruxelles. Plus de vingt rapports ont été publiés ces dix dernières années.

La Commission se précipite sur chaque nouveau rapport. En 1991, les membres de la TEI ont envoyé un brouillon de leur programme pour les années 90, "Restructurer l'Europe", au Président de la Commission Européenne, Jacques Delors, puis ils ont organisé une série de consultations à haut niveau avec Delors et les Commissaires Européens. En décembre 1993, une conférence de presse lança le rapport de la TEI sur la concurrence en Europe : "Vaincre la Crise", et ceci une semaine avant la publication par la Commission d'un Livre Blanc sur le même sujet. Jacques Delors assista aux deux conférences de presse.

Les firmes membres de la TEI organisent également des consultations régulières avec des dirigeants politiques au niveau national : le Chancelier Kohl d'Allemagne et le Président Mitterrand de France ont rencontré régulièrement la TEI (6). Les ministres néerlandais ont rencontré à plusieurs reprises Floris Maljers, d'Unilever, pour discuter du contenu de "Restructurer l'Europe" (7), et, pendant sa présidence du Conseil Européen, le gouvernement italien a rencontré la TEI, en mai 1985, pour échanger sur la politique d'infrastructures (8).

Selon le Secrétaire Général de la TEI, Keith Richardson, "l'accès" est la clé du succès de la TEI.

"L'accès signifie la possibilité de téléphoner à Helmut Kohl pour lui recommander la lec-

ture d'un rapport ... L'accès signifie également un appel de John Major ... remerciant la TEI de lui avoir fait part de son point de vue, ou un déjeuner avec le Premier Ministre de Suède, juste avant la décision suédoise de déposer sa candidature à l'UE" (9).

Cette facilité d'accès aux preneurs de décisions de l'UE est sans rapport avec l'influence d'autres organisations non-gouvernementales, comme les syndicats, les PMI et les associations environnementales (10). L'Eurogroupe, un groupe de pression représentant les PMI (un secteur qui regroupe 99% des firmes européennes), a dû attendre plusieurs semaines un rendez-vous avec un fonctionnaire. Le Bureau Européen de l'Environnement (BEE), coordination très connue, basée à Bruxelles, n'a réussi à rencontrer le Président de la Commission qu'une seule fois en vingt ans. D'autres lobbyistes, interrogés sur l'influence de la TEI, répondent qu'elle n'est plus un groupe de pression, mais qu'elle fait partie intégrante des institutions de l'UE (11).

Ce lien entre la TEI et les décideurs politiques de l'UE, a, ces dix dernières années, dans de nombreux cas, permis à la TEI d'influencer de manière indiscutable les politiques européennes. Les exemples les plus évidents sont la mise en place du Marché Unique, la création du schéma d'infrastructures nommé Réseau Trans-Européen (12), la restructuration de la politique européenne d'enseignement, ainsi que la marginalisation des mesures de protection sociale. La TEI l'affirme clairement :

"L'industrie ne peut accepter que la poursuite d'autres objectifs soit utilisée pour endommager la machine à créer des richesses elle-même, que ce soit par l'augmentation des coûts ou par les freins à son développement. Il ne peut exister de société en bonne santé, ni d'environnement sain, sans une économie saine pour les financer" (13).

Un tel programme est lourd de menaces pour les travailleurs, les étudiants, les entre-

prises locales, les zones rurales, les cultures traditionnelles ainsi que pour le monde en voie de développement.

La mise en place du Marché Unique

La première campagne de la TEI a été l'accélération du processus d'intégration du marché unique européen, trop lent à son sens. En 1984, son rapport très ambitieux : "Europe 1990, un Programme d'Actions", proposait un plan quinquennal pour éliminer les barrières commerciales, harmoniser les réglementations et supprimer les frontières fiscales. Wisse Dekker, de Philips, co-auteur avec Umberto Agnelli, de Fiat, de ce rapport, expliquait l'urgence de cette intégration :

"Ce n'est qu'ainsi que l'industrie pourra, grâce aux économies d'échelle, s'engager dans une compétition globale, dans ce qui sera le plus grand marché intérieur du monde, le marché intérieur de la Communauté Européenne" (14).

Dès sa publication, les membres de la TEI se sont livrés à un lobby très énergique des chefs de gouvernements des pays membres et des Commissaires de l'UE. Cette stratégie fut payante : les propositions formulées dans le rapport "Europe 1990" de la TEI sont reprises dans le Livre Blanc que la Commission publie en 1985, "Réalisation du Marché Intérieur", qui fonde l'Acte Unique européen de 1986. La seule différence, plutôt mineure, entre le rapport de la TEI et le Livre Blanc, est le report à 1992 de la date limite, trop optimiste, de la TEI (1990) pour l'achèvement du marché unique. Lord Cockfield, de Grande Bretagne, qui dirigea la rédaction du Livre Blanc, a reconnu que celui-ci avait été influencé par le plan d'action de la TEI. Pour sa part, Jacques Delors a reconnu, dans un entretien télévisé en 1993, "la pression constante exercée par la TEI", soulignant qu'il "s'agit de l'un des principaux moteurs du marché unique" (15).

Les activités de pression en faveur du marché unique ont été



L'Europe est sous la coupe des lobbies et le Parlement reste sans pouvoir face aux décisions prises entre les gouvernements.

coordonnées très soigneusement. En 1986, la TEI crée, à l'initiative de Wisse Dekker, un Comité International de Soutien du Marché (CISM), afin de "s'assurer que le Livre Blanc soit effectivement mis en place, et surtout, que ces directives soient appliquées au niveau national". Tout ceci a nécessité de nombreuses réunions entre l'industrie et la commission, ainsi que "des milliers de contacts *ad hoc*" entre les membres de la TEI et les fonctionnaires de l'UE (16).

Dans son ardeur à mettre en œuvre le programme de l'industrie pour le marché unique, la Commission fit l'impasse sur d'autres règlements et rapports de l'UE, ainsi que sur les avertissements des groupes environnementaux. En 1989 par exemple, la Commission commanda une étude sur les conséquences sur l'environnement du marché unique européen. Le Rapport de la Task Force en question énuméra une liste inquiétante, comme le transport à grande échelle de déchets, l'obligation d'accepter des produits avec des contrôles moins sévères, une diminution des possibilités d'im-

poser des taxes écologiques au niveau national, une augmentation de la circulation routière et par voie de conséquence, des émissions polluantes. Suite à cela, le BEE publia une sévère mise en garde :

"Le programme du marché intérieur fait la promotion de la réduction des coûts par une production de masse. En conséquence, la diversité écologique et culturelle sont érodées par l'uniformisation d'une production de masse, inhérente à une économie globalisée" (17)

Ces deux rapports tombèrent dans des oreilles de sourds, ou plutôt dans des oreilles réceptives en premier lieu aux désirs de l'industrie européenne. Les membres de la TEI, triomphants, désormais assurés de disposer d'un marché intérieur docile de 340 millions de consommateurs, se fixèrent dès lors un nouvel objectif en faveur du marché libre : la création

"d'une infrastructure européenne ... d'un système unique interactif ou d'un mégaréseau, ayant un objectif unique : la mobilité". (18)

Liens manquants, réseaux manquants

En 1984, la TEI publia le rapport "Liens manquants", qui souligne les graves déficiences des infrastructures européennes de transport; qu'il juge "faire obstacle au progrès économique et social européen". Il argue de la mise en place du marché unique pour réaliser rapidement ces infrastructures. Il fait la liste des insuffisances particulièrement criantes : l'absence de ponts reliant l'Allemagne, le Danemark et la Suède, d'un Réseau Européen de Trains à Grande Vitesse, et d'un Tunnel sous la Manche (19).

La TEI introduit dans la discussion sur le Tunnel sous la Manche deux nouveaux arguments : elle suggère d'une part, qu'il ne sera rentable qu'à condition d'être raccordé à un réseau européen, et d'autre part qu'il pourrait être financé par des "Euro-actions", de préférence à des fonds publics. Le promoteur le plus influent de cette politique a été le membre de la TEI, Ian Mac Gregor, alors PDG

(16) van Apeldoorn B. & Holman O., op. cit. (7), page 11.
 (17) A SEED Europe, op. cit. (13), page 12.
 (18) TEI, *Réseaux Manquants*, Bruxelles 1991, page 17.
 (19) Voir Bower, C., (en anglais) "Les routes d'Europe: la course à la mobilité", *The Ecologist*, Vo. 23, No. 4, juillet/août 1993, pages 125 - 131.

de British Steel, qui présidait par ailleurs le consortium Euroroute, fervent partisan du tunnel (20). Plus tard, en 1984, Mac Gregor fut engagé par le Premier Ministre Margaret Thatcher pour démanteler les charbonnages britanniques, et il devint le principal protagoniste, du côté du gouvernement, de la grève des mineurs en 1984-85.

Grâce à la pression intense qu'elle exerça sur les ministres des transports européens, et aussi grâce au soutien du Premier Ministre français, Laurent Fabius, la TEI réussit remarquablement à faire partager sa vision des infrastructures de l'avenir aux décideurs européens. En 1985, Pehr Gyllenhammar de Volvo, rapporta aux membres de la TEI que le gouvernement italien, porte-parole

"de l'ensemble des ministres des transports de la Communauté, se référerait à 'Liens Manquants' comme s'il s'agissait du schéma directeur des infrastructures européennes" (21).

Au début des années 90, Scan-Link, le Tunnel sous la Manche et le Réseau Européen des TGV étaient tous en construction, et l'obligation de développer des "réseaux trans-européens" figure désormais dans le Traité de Maastricht.

Dans un nouveau rapport, "Réseaux manquants", publié en 1991, les plans d'infrastructures proposés par la TEI sont encore plus grandioses, y compris des propositions de nouvelles routes "pour franchir les barrières des Alpes et des Pyrénées, ainsi qu'en direction de l'Europe de l'Est". La TEI participa par ailleurs avec six autres groupes de pression routiers, au Groupe de Travail des Routes (22), une organisation *ad hoc*, créée pour conseiller la Commission au sujet de son programme de 1992, Réseaux Trans-Européens (TEN). Ce programme prévoit 12.000 km de nouvelles autoroutes en l'an 2002, soit une augmentation de 32% du réseau autoroutier, pour un coût de plus de 124 milliards d'écus (848 milliards de FF) les six premières années (23).

Néanmoins, feignant de reconnaître que l'expansion projetée ne pourrait jamais satisfaire la

demande potentielle, "Réseaux Manquants" se prononce également pour l'introduction d'une "taxe payée par les usagers... afin de répartir plus rationnellement les capacités insuffisantes de transport existantes" ainsi que "de générer des fonds pour améliorer la capacité effective". En clair, cela signifie des routes à péage, construites à l'aide de fonds privés, donc accessibles prioritairement aux voyageurs aisés, en particulier aux véhicules des industriels. En septembre 1992, un article de fond publié dans *The Economist* - dont un paragraphe, qui compare les embouteillages aux queues des magasins russes, ressemble étrangement à un passage de "Réseaux manquants" - défend vigoureusement une politique de péages qui stimulerait les investissements dans les infrastructures (24). Quelques mois plus tard, l'Allemagne et la Grande Bretagne annoncent l'introduction d'auto-roues à péage.

"Réseaux Manquants" promet également la création d'une nouvelle organisation, "réalisant une analyse prospective des infrastructures" afin de "placer les infrastructures au sommet de l'agenda politique de l'Europe" et "qui agirait comme un aimable chien de garde placé auprès des autorités nationales et municipales". Cet organisme vient d'apparaître. Il s'appelle Centre Européen pour l'Etude des Infrastructures (ECIS). Les membres fondateurs, choisis personnellement par Agnelli de Fiat, comprennent des représentants de firmes, des fonctionnaires nationaux et membres d'instituts de recherche. L'objectif de ECIS, à savoir fournir "une base d'analyse neutre et largement accessible" (25), est hautement suspect, vu la volonté affirmée par la TEI d'"accélérer la construction de réseaux d'infrastructures Trans Européens - avec une détermination politique (et) un engagement financier accru".

Apprendre tout au long de sa vie

L'enseignement est un autre domaine, dans lequel la TEI a fait pression pour imposer son

programme industriel. La publication, en 1989, du rapport de la TEI, "Enseignement et Compétence Européenne", se plaint essentiellement de l'inadaptation du système d'enseignement européen quant à la "préparation de ressources humaines" pour l'industrie. Elle préconise une transformation radicale de l'enseignement et condamne le système actuel, qui

"autorise et même encourage les jeunes à prendre la liberté d'entreprendre des études 'intéressantes' ; sans lien direct avec un emploi, et bien souvent, peu de chances de déboucher sur une application pratique" (26).

L'inaptitude des systèmes d'enseignement européens est comparée aux systèmes mieux organisés des Etats-Unis et du Japon.

La TEI propose plusieurs remèdes. L'une des recommandations est d'impliquer davantage les industriels dans l'enseignement, y compris au sein de son administration et de les faire "participer au développement des programmes et des autres outils de l'enseignement" (27). Une autre recommandation note

"que pour adapter davantage l'université et l'enseignement supérieur au monde du travail, il est souhaitable que les enseignants et les professeurs aient une expérience du travail industriel" (28).

Un troisième remède préconisé est "l'enseignement toute sa vie" - une formation permanente pour s'adapter aux changements technologiques - afin de permettre à l'industrie européenne de rester compétitive.

Le Traité de Maastricht a introduit l'enseignement dans le champ de compétences de l'Union Européenne. En 1991, la Commission publie son *Mémoire sur l'Enseignement Supérieur*, un document qui ressemble étonnamment aux arguments développés par la TEI en faveur d'une réforme de l'enseignement. Selon ce Mémoire, il faudrait non seulement augmenter la coopération entre monde industriel et instituts d'enseignement supérieur, mais encore adapter les structures et méthodes

(20) Green M.L., op. cit. (3), pages 18 - 19.
 (21) Gyllenhammar P., Lettre à Hans Merkle, PDG de Bosch, citée dans Green M.L., op. cit. (3).
 (22) Le groupe de travail sur les routes est composé de plusieurs groupes de pression routiers et industriels, ainsi que de Commissaires Européens.
 (23) Après son départ de la direction de Volvo, début 1994, Pehr Gyllenhammar a été engagé personnellement par le Commissaire Européen Marin Bangemann, pour participer à un groupe de travail chargé de mettre en place le Réseau Trans-Européen (ce groupe comprend par ailleurs les membres de la TEI Carlo de Benedetti d'Olivetti, Jan Timmer de Philips et Heinrich von Pierer de Siemens).
 (24) "Plaidoyer pour une planification centralisée" (en anglais) *The Economist*, 12 sept. 1992, page 13.
 (25) TEI, Centre d'Etudes sur les Infrastructures. La cotisation annuelle à l'ECIS est d'un minimum de 2.500 écus (10.500 FF). Son siège se trouve à Rotterdam. Le Secrétaire espère embaucher au moins 15 personnes dans un proche avenir.
 (26) TEI, *Enseignement et Compétence Européenne*, Bruxelles, 1989, page 4.
 (27) Ibid., page 8.
 (28) Ibid., page 9.



Les décisions politiques se prennent-elles dans les Parlements ou dans les places financières ?

universitaires pour faciliter ce partenariat. Le concept d'enseignement permanent en émerge, avec l'objectif de réhabiliter les travailleurs qui ont cessé d'être "utiles" dans le monde du travail.

Ces analogies entre les publications de la TEI et la politique de l'UE dans le domaine de l'enseignement ne sont pas fortuites. Le Mémoire a été préparé par une série de groupes de travail et de conférences, où étaient invités fonctionnaires, industriels et un nombre choisi de représentants de l'enseignement supérieur. Aucun étudiant n'y a participé. La même exclusivité a été observée à l'occasion de la réunion, en décembre 1993, du groupe de travail de la TEI sur l'enseignement. Il s'agissait de discuter le brouillon d'un nouveau rapport *Restructurer l'Enseignement Européen*. Les participants étaient des cadres supérieurs de Pétrofina, Hoffmann-La Roche et la société Générale de Belgique, des membres de la Commission Européenne et des représentants des administrations

des Universités de Dublin, Bruxelles et Louvain. Ce genre de collaborations risque de conduire au sacrifice de la liberté académique, de la diversité et de l'objectivité, au profit d'une course unilatérale à l'efficacité et à la productivité industrielles.

Protection sociale

L'essentiel du message de la TEI dans le domaine de l'emploi, est

"qu'il ne faut pas permettre au financement de la protection sociale de faire obstacle à la croissance économique" (29).

Dans plusieurs rapports concernant l'emploi et la protection sociale, la TEI estime que le marché du travail est trop rigide en ce qui concerne les embauches et les licenciements, les réglementations de la durée du travail, celles du salaire minimum, et même les politiques du logement. Ici encore, la TEI souhaite *"de la flexibilité"* sur le marché du travail : pouvoir déplacer les travailleurs à travers

l'Europe, imposer des horaires souples, des contrats saisonniers, l'intérim et le temps partiel. Tout ceci reflète les pratiques de déracinement de l'emploi utilisées par les multinationales, qui ont tendance à délocaliser suivant les conditions d'exploitation les plus favorables. La TEI souhaite également exclure les travailleurs des processus de prises de décisions dans les firmes, de peur qu'ils *"ne mettent en danger la souplesse locale, dont a besoin la concurrence sur le marché international"*. (29)

En décembre 1993, sept ans après la publication du rapport *"Mettre l'Europe au Travail"*, (période relativement longue, si l'on considère la rapidité avec laquelle d'autres revendications de la TEI ont atteint la respectabilité politique), la Commission Européenne a présenté un Livre Blanc sur *"Croissance, Compétitivité et Emploi, les Défis et les Réponses. Vers le 21e Siècle"*. L'un des mots clés du texte est la flexibilité, qui ouvre la voie à la suppression des protections sociales.

(29) TEI, *Restructurer l'Europe*, op. cit. (2) page 25.



La Défense : siège des grandes entreprises françaises ... et siège des grandes décisions politiques ?

La Confédération Européenne des Syndicats a réagi rapidement et avec colère au Livre Blanc, déplorant les "mesures à courte vue et contre-productives... qui parfois vont jusqu'à réduire les salaires, faciliter les licenciements, réduire les aides à l'embauche et même attaquer les droits fondamentaux des syndicats" (30). Et pourtant, l'opinion du mouvement syndical a été bien moins écoutée par les décideurs européens que celle de la grosse finance.

Désaccords sur le libre échange ...

Malgré la surface unie des rapports sur papier glacé de la TEI, ce groupe a connu des désaccords internes, en particulier des conflits sur le problème épineux du protectionnisme face au libre échange absolu. Dans les années 80, l'opinion des firmes membres était essentiellement protectionniste, défensive face aux importations venant d'autres blocs économiques, et dépendants d'une Europe forte (31).

Le renouvellement des membres confirme cette tendance : en particulier les démissions précoces des firmes les plus globalisantes, comme Shell, Unilever et ICI. L'approche "europrotectionniste" convenait également à certains dirigeants politiques, y compris Margaret Thatcher, la seule dirigeante politique d'un grand pays européen qui ait toujours refusé de rencontrer la TEI (32).

Cependant, plus récemment, on peut clairement discerner un changement de stratégie et de composition de la TEI. La nouvelle approche libre-échangiste, globalement agressive, de la TEI, provient en partie de sa fusion avec le "Groupe des Présidents", un club de 'déjeuners' de l'élite de l'industrie, qui, selon Floris Maljers d'Unilever, "regroupe davantage de libéraux que de protectionnistes" (33).

Cette fusion a encouragé Shell, Unilever et ICI à rentrer au bercail - Maljers est même l'un des Vice-Présidents actuels de la TEI. Par ailleurs, le quartier général de la TEI a déménagé de Paris (où des

firmes françaises très nationalistes risquaient d'infiltrer sa politique) à Bruxelles, symbolisant le développement, au fil des années, d'une relation symbiotique entre la TEI et la Commission, avec des consultations mutuelles intenses, facilitées par "un réseau de contacts personnels" (34). Vu la globalisation actuelle du capital et de l'industrie, ainsi que l'accès potentiel à de nouveaux marchés, il semble plausible que la TEI garde à l'avenir cette position néo-libérale.

... et l'environnement

Des conflits internes ont également éclaté au sujet de la politique de l'environnement. Stephan Schmidheiny, Président de la firme suisse Anova (dont le produit "Eternit" est synonyme en France de plaques de fibrociments en amiante) a démissionné récemment de la TEI.

Schmidheiny est bien connu, dans les milieux de l'environnement et du développement, pour sa collaboration avec le Secrétaire Général du Sommet de Rio en 1992, Maurice Strong, avec lequel il a créé en 1990 le Conseil de l'Industrie pour un Développement Soutenable (BCSD). L'objectif de cet organisme, qui compte parmi ses supporters des géants de l'industrie, comme DuPont, Dow Chemical, Ciba Geigy, Asea Brown Boveri, Chevron ainsi que les membres de la TEI, Daimler Benz et Norsk Hydro, était de "fournir au monde des affaires une vision sur le développement soutenable à l'occasion de la conférence de l'UNCED" (35). Le BCSD se distingua à Rio en veillant à expurger du texte final tout ce qui aurait pu brider les multinationales. Par bien des aspects, le BCSD ressemble à la TEI, sauf qu'il maquille toutes ses activités dans une "bouillie verte", plaider non argumenté sur la nécessité du libre échange pour un 'développement soutenable', et louanges superlatives pour les réalisations 'vertes' des firmes membres.

Dans "Restructurer l'Europe", la TEI a loué la "puissante idée" du BCSD, capable de "remplacer entièrement l'approche fragmentée de beau-

(30) Confédération Européenne des Syndicats, Contribution préliminaire au Livre Blanc de la Commission, Bruxelles, 1993, page 4.
 (31) van Apeldoorn B. & Holman O., op. cit. (7), page 12.
 (32) Green M.L., op. cit. (3), page 34.
 (33) van Apeldoorn B. & Holman O., op. cit. (7), page 19. Depuis, Shell a quitté la TEI, voir référence (3).
 (34) Ibid., page 15.
 (35) BCSD, rapport annuel, Genève, 1993.

coup de programmes existants, qui cherchent à réduire la pollution par des mesures punitives" (36).

Le BCSD a probablement considéré que ces louanges peu subtiles nuisaient à l'image verte si soigneusement cultivée. Etant donné que, selon l'adjoint de Schmidheiny, "la TEI agit comme un groupe de pression industriel, et pas toujours en accord avec la philosophie du BCSD", la démission de Schmidheiny de la TEI n'est pas surprenante (37).

L'approche environnementaliste de la TEI est moins évidente, bien qu'elle ait clairement affiché ses préférences, en particulier l'adhésion volontaire plutôt qu'un renforcement des méthodes de taxation.

"Nous recommandons l'efficacité énergétique, qui a plusieurs avantages sur d'autres méthodes d'économies d'énergie, dont beaucoup sont punitives, comme la taxe sur le CO2 et les gaz de serre" (38).

Bien qu'il soit difficile d'accéder à l'information sur un groupe de "surveillance environnementale" de la TEI, essentiellement composé de chimistes, pétroliers et fabricants automobiles (Pilkington, BP, Pirelli, Thyssen, Fiat, Petrofina, Hoechst, Volvo et Solvay, entre autres), on le soupçonne de formuler, en ce moment même, une réaction face à la taxe sur l'énergie proposée par la Communauté. Le Secrétariat de la TEI reste vague sur le sujet, alors que les représentants de Philips ont récemment déclaré qu'ils ne participaient pas à ce groupe (39).

Et dans l'avenir ...

Dans un avenir proche, il est probable que la TEI concentrera ses activités dans les domaines suivants.

En premier lieu, elle intensifiera sans doute son engagement dans l'union monétaire, en particulier dans l'accélération de sa mise en place. "Le Japon a une monnaie unique" gémit la TEI, "les USA ont une monnaie unique. Comment l'UE peut-elle vivre avec 12 monnaies ?" (40). Il y a déjà un précédent dans

ce domaine. C'est le calendrier proposé par la TEI pour l'union monétaire dans "Restructurer l'Europe", qui a été adopté quelques mois plus tard par la Commission, et publié dans le Traité de Maastricht.

En second lieu, dans son rapport "Vaincre la Crise", publié en décembre 1993, la TEI propose une "Charte pour l'Industrie". Celle-ci souhaite que le Conseil Européen adopte officiellement une perspective en faveur d'une "approche stratégique pour la reprise économique... de manière à ce que l'industrie retrouve une confiance totale en la direction politique de l'Europe" (41).

La TEI recommande également la création par l'UE d'un Conseil de Concurrence Européen, comparable à une institution aux Etats-Unis (disparue récemment), dont l'objectif serait de veiller à la dérégulation de l'industrie. Ce Conseil recevrait

"le mandat officiel de garder comme objectif politique prioritaire la compétitivité" - ainsi que les infrastructures - "et de rendre compte de l'avancement de la mise en oeuvre de la Charte" (42).

L'élargissement de l'UE à des pays candidats d'Europe de l'Est, constituera vraisemblablement le troisième objectif poursuivi par la TEI.

"L'Occident a poussé l'Europe de l'Est à emprunter la voie vers la démocratie et l'économie libre échangiste. A présent, nous ne pouvons lui refuser notre aide. La Communauté doit s'ouvrir à ses voisins" (43).

Les motivations plus profondes sont également clairement indiquées : un plus grand marché pour les biens et les services, avec jusqu'à 200 millions de "nouveaux" consommateurs, et

"l'accès à des ressources naturelles, y compris produits pétroliers, minéraux et terrains, qui sont en général rares en Europe Occidentale" (44).

Intégration globale

Cependant, le marché potentiel et les ressources de matières

premières les plus importants pour l'industrie européenne se trouvent dans le Tiers-Monde. Ceci a été souligné dans le rapport publié en 1993 par le groupe de travail Nord-Sud de la TEI, sous la présidence du Directeur de Nestlé, Helmut Maucher, sous le titre "L'Industrie Européenne : un Partenaire pour le Monde en Développement".

La dette de 100 milliards/an des pays en développement n'est pas considérée comme un problème grave, étant donné qu'

"un flux d'argent allant des zones à croissance lente vers les zones à croissance plus forte, est un phénomène normal correspondant à l'ouverture de crédits par les forces du marché" (45).

En d'autres termes, les riches deviennent plus riches, alors que les pauvres deviennent plus pauvres. Cependant, les masses d'individus écrasés par cette dette sont considérés comme "un immense potentiel de marchés non saturés" (46). Le rapport est rempli d'exemples tentants de ces marchés, du genre : "deux tiers de l'augmentation mondiale de la demande de voitures... proviendront d'Asie ces prochaines années".

L'approche de la TEI sur ces marchés est exclusivement partisane et agressive :

"L'adoption d'une perspective globale ... nous aidera à gérer nos firmes dans un environnement où nos marchés, nos ressources et nos investissements se trouveront toujours davantage dans de nouvelles régions du monde... Nous devons apprendre à être globalement compétitifs, sous peine de nous voir écrasés par nos concurrents qui le sont" (47).

Les concurrents que la TEI craint le plus sont les Etats-Unis et encore davantage le Japon, qui a doublé sa part d'investissements dans le Tiers-Monde entre 1980 et 1990, alors que la part de l'UE a baissé de 6%. Mais la TEI reconnaît également que les vrais perdants risquent d'être les petites entreprises du Sud. Elle encourage

"la rivalité entre compagnies locales et étrangères (ainsi

(36) TEI, *Restructurer l'Europe*, op. cit. (2), page 37.

(37) Communication personnelle, mars 1994.

(38) TEI, *Restructurer l'Europe*, op. cit. (2), page 33.

(39) Entretien de Joris van Rooij, A SEED, Pays-Bas, avec Henk de Bruin, Philips, mai 1994.

(40) TEI, *Restructurer l'Europe*, op. cit. (2), page 46. Etienne Davignon, membre de la

TEI, PDG de la Société Générale de Belgique et ancien Commissaire Européen à l'Industrie, est le Président d'un autre groupe de pression, l'Association des Banques pour l'Ecu, dont l'objectif est la mise en place rapide de l'union monétaire européenne. Voir De Financieel Economische Tijd, 18 juin 1994.

(41) TEI, *Restructurer l'Europe*, op. cit. 2, page 49.

(42) Ibid., page 48.

(43) Ibid., page 49.

(44) Ibid., page 48.

(45) TEI, *L'Industrie européenne, partenaire pour un monde en développement*, Bruxelles, octobre 1993, page 18.

(46) Ibid., page 7.

(47) E. Reuter de Daimler-Benz, cité dans *ibid.*, page 8. Souligné dans l'original.

Pour en savoir plus

- A SEED Europe a publié deux rapports critiques sur la TEI (en anglais) : "Déstructurer l'Europe" et "Accélérer la Crise", disponibles pour 5 £ chacun, port et emballage inclus : A SEED Europe, Postbus 92066, AB Amsterdam, NL.
- Une vidéo, en anglais, de 20 minutes sur la TEI d'ERTy business, est disponible auprès de Small World Media Ltd, 1a Waterlow Rd, London N19 9FJ, UK. Prix : associations : £21.50, individus et groupes : £ 9,50, étudiants : £ 5.50
- Les publications de la TEI sont disponibles gratuitement chez : ERT, Avenue Henri Jaspard 113, B - 1060 - Bruxelles, Belgique.

que l'arrêt du soutien à des champions nationaux)" (48).

"Les firmes multinationales" souligne la TEI, "sont des champions du marketing de marques et elles introduisent une culture de ce type partout où elles pénètrent" (49).

Le mépris éclatant manifesté par la TEI à l'égard de la culture du Tiers-Monde, illustré par l'importance accordée aux "marques", est parfois stupéfiant :

"Une filiale, bien ancrée dans le marché local, réussira à mobiliser les ressources locales et à les commercialiser sous une marque forte. Des chercheurs d'Hindustan Lever (Unilever), ont considérablement avancé dans le domaine de nouvelles huiles pour la fabrication de savon. Plus de 70.000 tonnes d'huiles indigènes inhabituelles et négligées par le passé (comme le sal, neem, kusum, Karanja etc), ont été adaptées pour la fabrication du savon et d'autres produits" (50).

En réalité, ces huiles "inhabituelles et autrefois négligées" sont utilisées depuis des siècles. L'arbre à neem, qui est à présent soumis à toute une série de brevets US et Japonais, est devenu le symbole d'un mouvement de résistance aux Indes, avec des manifestations

qui ont rassemblé jusqu'à 500.000 paysans, furieux de voir leur savoir sur les plantes piraté par des firmes multinationales (51). La "culture des marques" et "l'économie orientée vers les marques" préconisée par la TEI, sont en réalité un stratagème pour arracher les ressources produites localement des mains des peuples indigènes, et les mettre à la disposition d'une élite contrôlée au niveau multinational, élite qui créera les nouveaux marchés si importants pour les voitures et autres produits fabriqués par les membres de la TEI.

Il ne faut donc pas s'étonner du fait que la TEI ait été un ardent supporter des récentes négociations du GATT, qui commencèrent en Uruguay en 1986. Comme le déclarait Caroline Walcot, Secrétaire Générale Adjointe de la TEI en octobre 1993 :

"Nous croyons très très fort au GATT. Nous estimons que les négociations doivent aboutir et la TEI, individuellement et collectivement, a parlé à tout le monde, nous avons publié des communiqués de presse, nous avons écrit aux Premiers Ministres, nous avons fait tout ce que nous avons pu imaginer, pour faire pression en faveur de l'aboutissement du GATT" (52).

Passer outre la démocratie

La TEI n'aime pas les feux de la rampe. Elle fait davantage campagne pour ses idées que pour elle-même ou pour son rôle de groupe de pression. Un mois après la publication en 1984 du rapport "Liens Manquants", plus de 90 articles sur les infrastructures européennes sont apparus dans la presse européenne.

De même, la publication en 1993 de "Vaincre la Crise", suscita des articles dans nombre de journaux européens, sur le besoin "d'efficacité", sur le lieu de travail, sur la "flexibilité" des travailleurs. La TEI ou ses politiques ne sont que très rarement critiquées dans la grande presse européenne. Cette couverture partisane et élogieuse est le résultat des liens très étroits

entretenus par la TEI avec des journalistes choisis, en particulier du *Financial Times*, *The Economist*, *Le Monde*, *Sud Deutsche Zeitung*, *de Standaard*, *La Repubblica* et *Der Spiegel*.

Ce n'est que très récemment que des membres d'associations environnementalistes et de mouvements sociaux ont compris qu'une large part de ce que l'on croyait être la politique et le vocabulaire de l'intégration politique et économique européenne avait, en fait, été formulé par une poignée d'organisations, à leur profit. Au cours d'une récente manifestation au siège de la TEI à Bruxelles, la militante britannique Kate Geary a déclaré :

"La TEI n'est pas comparable aux autres groupes de pression à Bruxelles. De par ses contacts personnels, elle formule le programme de l'Europe. Le problème ne réside pas tant dans l'existence de la TEI que dans l'absence de démocratie de l'UE".

La réponse de la TEI aux militants qui lui ont jeté leur gant et ont défié ce groupe au sujet de ses activités et du secret dont elles s'entourent, peut être lue dans "Réseaux Manquants" :

"Les organisations de plus en plus efficaces de ceux qui luttent pour les droits des citoyens à l'environnement doivent être contrecarrées par une organisation plus efficace des avocats du changement, de l'adaptation et de la croissance" (53).

Reste à voir si les Chevaliers de la Table Ronde Européenne porteront sur la place publique leur combat contre les droits des citoyens, ou s'ils continueront à le chuchoter aux oreilles des politiciens dociles.

Ann DOHERTY
et Olivier HOEDEMAN

(Traduction : Solange Fernex
Article paru dans *the Ecologist*, Vol.
24, No. 4, juillet/août 1994)

(48) Ibid., page 43.

(49) Ibid., page 15.

(50) Ibid., page 15.

(51) Voir Shiva V. & Holla-Bhar R., (en anglais) "Piratage intellectuel et l'arbre à neem", *The Ecologist*, vol. 23, No 6, pages 223 - 227.

(52) Walcot C., entretien pour d'ERTy business, vidéo, Small World Media Ltd, Londres 1993.

(53) TEI, *Réseaux Manquants*, op. cit. (18), page 16.

G7, Banque Mondiale, FMI, OMC, "mondialisation"...

Pour en savoir plus, lire les articles parus dans Silence

- "Il n'y a pas de croissance durable"** **Hermann E. Daly**
n°148, décembre 1991, 2 pages.
Herman Daly, ancien économiste à la Banque Mondiale, adepte des théories de Goergescu Roegen présente dans ce texte la différence entre les notions de "croissance" (la quantité) et de "développement" (la qualité).
- "Les dangers de la surconsommation"** **J.F. Soussana**
n°155, juillet 1992, 2 pages.
Le mode de vie occidental, gros consommateur de ressources, est la première cause des atteintes à l'environnement et au développement. L'auteur, pour Solagral, montre que c'est donc les politiques des pays du Nord qu'il faut modifier
- "Les nouveaux exclus"** **G. Jehannin**
n°155, juillet 1992, 3 pages.
Dans le cadre d'une réflexion autour du sommet de Rio, l'auteur, pour le compte d'Ecoropa, avance que les ONG peuvent au moins exiger une démocratisation des instances internationales.
- "Mobilisation contre la dette"** **Gustave Massiah**
n°155, juillet 1992, 3 pages.
Une mesure radicale pour remettre en cause les actuelles relations Nord-sud serait l'annulation pure et simple de la dette. L'auteur, de l'AITEC, propose en plus de geler les avoirs à l'étranger des élites du Sud afin d'alimenter un fonds de développement.
- "Pour un autre développement"** **Jean Chesneaux**
n°155, juillet 1992, 2 pages.
Le mode de vie occidental n'est pas généralisable. L'auteur dénonce les rêves des élites du Nord et du Sud et propose, comme urgence planétaire, le développement des solidarités.
- "Les semences de la famine"** **Vandana Shiva**
n°165, mai 1993 + n°167, juillet 1993, 8 pages.
Les accords du GATT - aujourd'hui OMC - ne concernent pas que le libre-échange. Ils incluent également la propriété intellectuelle, c'est-à-dire les brevets. L'auteur, écologiste indienne, présente les conséquences souvent dramatiques dans les pays du Sud.
- "Une croissance durable ou limitée ?"** **Paul Ekins**
n°166, juin 1993, 4 pages.
L'auteur, ancien directeur de TOES et directeur de recherche du Righ Livehood Award (le "prix Nobel alternatif") s'interroge sur les retombées du sommet de Rio. Il montre que derrière les accords, le Nord est toujours aussi impérialiste.
- "Agriculture, environnement, développement durable"** **Alain Ruellan**
n°172, décembre 1993, 5 pages.
Imaginer un développement durable suppose un changement fondamental des mentalités. L'auteur, ancien président de la CIMADE, s'interroge sur notre capacité à être assez subversif pour sortir des chemins battus.
- "Développement, environnement et aide étrangère"** **Sundertal Bahuguna**
n°173, janvier 1994, 4 pages.
L'auteur, animateur du mouvement Chipko, en Inde, s'interroge sur les possibilités pour les peuples du Nord d'aider au développement des pays du Sud alors qu'ils sont incapables de trouver chez eux une satisfaction à leurs besoins.
- "L'escroquerie du développement durable"** **Serge Latouche**
n°177, mai 1994, 2 pages.
L'auteur, économiste, montre que la notion de "développement durable" n'est que la dernière née d'une longue série d'innovations conceptuelles visant avant tout à faire entrer une part de rêve dans la dure réalité de la croissance économique.
- "L'économie vernaculaire est locale donc autosuffisante"** **Teddy Goldsmith**
n°179, juillet 1994, 10 pages.
Pour l'auteur, directeur de "The Ecologist", il est évident que les solutions aux problèmes écologistes passent par un développement des liens au niveau local. Dans ce cadre, l'économie locale est la seule à même d'assurer la survie de tous.
- "Pour en finir avec le mythe du développement"** **Les autres voix de la Planète**
n°184, décembre 1994, 14 pages.
Le "développement" du Sud ne cache que le pillage par le Nord. Les variations du discours officiel n'amènent aucun changement concret. L'idée d'un gouvernement mondial privera encore plus les personnes de moyens pour modifier ces relations.
- "Pour une économie locale"** **Teddy Goldsmith**
n°185, janvier 1995, 4 pages.
Le développement du chômage dans les pays du nord est directement lié aux politiques de "développement" menée dans le monde. La solution passe par des initiatives locales permettant des alternatives à l'Etat-providence.
- "Capitalisme populaire ou survie conviviale"** **Serge Latouche**
n°185, janvier 1995, 6 pages.
L'auteur présente les multiples méthodes mises en place dans le cadre de l'économie informelle dans les pays du Sud. Ces exemples d'auto-organisation sont peut être les modèles pour ceux qui sont aujourd'hui exclus au nord.
- "Comment remettre le travail à sa place"** **Groupe du Chêne**
n°185, janvier 1995, 6 pages.
Les auteurs, un groupe d'universitaires, proposent de revoir la conception du travail dans un sens écologique, remettant en cause la croissance, favorisant la démocratie, limitant la compétition et tenant compte de la qualité de la vie.
- "Ajustement structurel et austérité budgétaire"** **Ecoropia et Fian**
n°204, mai 1996, 4 pages.
Les plans d'ajustement structurel, outil de contrôle de la Banque Mondiale, s'appliquent à tous les pays, même les plus riches. Progressivement, les "démocraties" du Nord passent sous la coupe des financiers internationaux.
- "L'héritage de Bretton Woods"** **Jim Barnes**
n°204, mai 1996, 3 pages.
Depuis 1944, date des accords de Bretton Woods fondant la Banque Mondiale, le FMI et le GATT (aujourd'hui OMC), la liste des conséquences sociales et écologiques est affligeante. L'auteur, pour les Amis de la Terre, dresse cette liste.

Les articles sont disponibles au prix de 1,50 F la page pour les dix premières pages. 1 F au-delà. La totalité, soit 82 pages, peut être envoyé contre 80 F franco.

SILENCE, 9 rue Dumenge, 69004 Lyon, tél : 78 39 55 33.



PETITES PHRASES

"Le développement et l'expansion des besoins sont l'antithèse de la sagesse. Chaque accroissement des besoins conduit à accroître notre dépendance à des

forces extérieures sur lesquelles l'individu n'a aucun contrôle" E.F. Schumacher, "Small is beautiful", 1975.

"L'économie politique est l'art d'empêcher les gens de s'occuper de ce qui les regarde" Alfred Sauvy.

L'ARMEE REPREND L'INITIATIVE

Bioforce (voir n°205 de Silence) n'en finit plus de multiplier les initiatives. Toujours sous couvert d'humanitaire voici que notre lobby militaro-industrielle s'intéresse maintenant aux exclus ! Bioforce vient de créer un "Centre ressource pour l'insertion par les actions de solidarité et pour le retour des expatriés". Cette nouvelle activité vise à favoriser le départ et le retour des volontaires de certaines associations humanitaires qui partent à l'étranger pour des missions humanitaires. Ce centre, sous couvert de Bioforce, va donc prêter aux associations les moyens de déplacement de l'armée. L'idée est de s'installer dans les banlieues pour donner un "sens" à ceux qui ne savent pas quoi faire de leur vie.

On retrouve comme partenaires de ce centre, aux côtés de Bioforce, une nouvelle fois Handicap International, une nouvelle fois Vétérinaires sans frontières (déjà évidemment inséparables !) mais plus grave la Fédération des Œuvres laïques, le Service de coopération au développement (SCD) et Santé-Mali Rhône-Alpes. D'ores et déjà des démarches sont engagées avec plusieurs villes de l'agglomération lyonnaise pour obtenir des locaux : Vénissieux, Bron, Rillieux, Saint-Fons, Vaulx-en-Velin, Décines et Villeurbanne. Des démarches sont également engagées pour obtenir des financements des GRETA (organisme de formation) des Missions locales pour l'emploi, de l'ANPE...

Ainsi, au lieu de diminuer le budget de l'armée pour redistribuer l'argent de l'Etat à des actions sociales ou à de l'aide au développement, on préfère confier l'argent à une structure contrôlée par l'armée et par la Fondation Mérieux pour recruter des jeunes dans les banlieues. En plus, cette association militaro-industrielle a le culot de demander un financement aux services sociaux ! Belle perversité !

Déjà les services psychologiques de l'armée ont beaucoup travaillé pour le recrutement des jeunes : sous couvert d'humanitaire, on vous emmène faire un tour en avion dans les unités de l'armée, et puis, un petit contrat avec une bonne paie pour vous sortir des banlieues, ça ne se refuse pas !

Pour les bénévoles des associations humanitaires qui se laissent piéger par cet argent facile, nous leur suggérons de rajouter "dictature" devant les mots "militaire" et "humanitaire" pour se rendre compte de la différence entre exploitation et aide aux pays du Sud.

INDE : VELO ET COCOTTE-MINUTE

Comment faire des élections démocratiques dans un pays qui compte 590 millions d'analphabètes ? La solution choisie est que chaque parti adopte un logo indéniable et les gens choisissent alors parmi les dessins. Les partis ont cherché à adopter des logos qui touchent la vie quotidienne des citoyens. Les animaux domestiques sont interdits car dans de précédentes élections, les opposants au candidat tuaient les animaux correspondants au logo. Reste les objets les plus utilisés. Selon la commission électorale, ce sont les représentation des vélos et des cocotte-minute qui reviennent le plus souvent. Quelques candidats choisissent bien la voiture ou l'avion, mais ce sont des candidats de la haute-bourgeoisie. (source : Courrier International, 25 avril 1996)

USA : ASSASSINAT D'UN MILITANT PROCHE DE MUMIA ABU-JAMAL

Le 23 avril 1996, Michael Taylor, porte-parole de la campagne de soutien à Los Angeles de Mumia Abu-Jamal, a été assassiné. Il a été retrouvé les mains menottées dans le dos, une balle tirée dans la nuque. Michael Taylor, comme Mumia Abu-Jamal, était un journaliste noir, qui animait une émission engagée sur Radio-Pacifica et multipliait les interventions sur les campus pour dénoncer le système judiciaire américain. La campagne "un million de lettres pour Abu-Jamal" continue de plus belle. Contact : Comité de soutien à Mumia Abu-Jamal, 18 place Jean-Jaurès, 13001 Marseille, tél : 91 42 98 47.

ISRAEL-PALESTINE : FRAGILE PAIX

Après 60 morts en trois attentats en une semaine, en février 96, l'élection, sans contestation possible d'Arafat, a pu laisser penser qu'une stabilisation de la situation était possible. Une manifestation en Palestine, le 3 mars dernier, a réuni plus

de 10 000 Palestiniens représentant exactement les mêmes slogans de paix que lors de rassemblements en Israël. Les accrochages entre le Hezbollah et Israël ont fait près de 200 morts au cours du dernier trimestre. Le retour de la droite au pouvoir, fin mai, mais avec une majorité qui dépend des partis religieux, ne laisse pas envisager une avancée rapide de la normalisation de la situation et la présence des colons dans les territoires palestiniens représente un risque d'explosion certain. La voie vers la paix reste donc extrêmement étroite.

INTERDIRE LE FRONT NATIONAL ?

Nous avons déjà dit notre scepticisme concernant la pétition de Charlie-Hebdo pour l'interdiction du Front National. Nos honorables confrères ont remis, fin avril, les signatures collectées au ministère de l'Intérieur : plus de 170 000 personnes ont signé. La délégation de Charlie-Hebdo a demandé qu'après comptage la pétition soit détruite pour éviter que demain, éventuellement d'autres puissent utiliser ces noms et ces adresses. Cela montre que, à l'évidence, Charlie-Hebdo ne croit guère à son action puisqu'ils envisagent sérieusement la prise de pouvoir par le FN.

Pour en finir avec cette pétition donnons la parole à Pierre-André Taguieff, qui écrit, dans "La République menacée" (Ed. Textuel) : "Ce n'est pas par l'interdiction de la mendicité qu'on résout le problème de la pauvreté, ni par l'interdiction du chômage qu'on élimine les causes du chômage. Le mouvement national-populiste en France est la résultante d'une pluralité de facteurs de divers ordres : c'est sur ces facteurs que l'action doit porter. On ne résout pas les problèmes sociaux, politiques, économiques ou culturels par des interdictions. On ne fait alors que supprimer le symptôme. La dissolution est illusion de solution. Il est temps d'en finir avec les gestes magiques et le purisme moralisateur, cet opium des démocrates inquiets". Ce n'est pas en cassant le thermomètre qu'on fait baisser la fièvre.

JACQUES ATTALI LE CENSEUR

Dans le numéro d'avril, nous présentions l'essai de Nicholas Georgescu-Roegen "La décroissance", réédité au Sang de la terre. René Hamm a retrouvé dans "Finis les lendemains qui chantent...1" de René Dumont (mai 1983 au Seuil, page 283) que l'inénarrable plagiaire Jacques Attali, expert en rien et déblatérant sur tout, avait conseillé aux Presses Universitaires de France de ne pas publier ce livre. L'auteur trouva preneur chez Pierre-Marcel Favre à Lausanne en 1979. Le décès de Georgescu-Roegen, un des économistes les plus pertinents et originaux du XXe siècle, n'est même pas mentionné dans la rétrospective 1994 du Monde. Le Roumain s'était éteint le 30 octobre 1994, à l'âge de 88 ans.

PARTI HUMANISTE : ATTENTION SECTE !

Depuis une dizaine d'années, ils apparaissent régulièrement dans les manifestations écologistes et pacifistes sous le nom de "Parti humaniste", "mouvement

humaniste" ou même "commission humaniste des objecteurs de conscience". Ils ont des drapeaux oranges, sont très ordonnés dans les manifestations et ont un porte-parole qui seul peut s'exprimer. Ils diffusent des revues où l'on met généreusement en avant la non-violence, l'autogestion, l'écologie et l'humanisme. Ils prônent un militantisme à la base, dans les quartiers afin de s'appuyer sur une démocratie directe.

Tout cela est fort attirant, mais derrière cette façade, on trouve une organisation bien rodée : pour prendre du grade dans l'organisation, il faut y amener un certain nombre de nouveaux adhérents et obéir à une discipline stricte. Si vous montez dans la hiérarchie, on vous proposera alors un long cheminement vers le sommet d'une structure très pyramidal. Progressivement vous apprendrez l'existence de Silo, Mario Cobos Rodrigues de son vrai nom, issu de la jeunesse catholique et qui a fondé le mouvement en 1969 en Argentine. Vous pourrez apprendre que la hiérarchie du mouvement est composé d'un Conseil Phénix et d'un Conseil Persée.

CORINE LEPAGE DEBOUTEE

Le pétrolier Amoco-Cadiz s'était échoué sur les côtes de Bretagne le 16 mars 1978. Le Cabinet Huglo-Lepage qui avait eu à défendre les communes sinistrées de Bretagne dans le procès, entre 1978 et 1992, avait envoyé une note d'honoraires supplémentaires jugée exorbitante par les maires. Les élus avaient décidé d'attaquer le cabinet d'avocat en justice pour abus dans la facturation d'honoraires. Un jugement en première instance en 1992, confirmé en avril 93 en appel, donnait, dans un premier temps, raison aux avocats. Mais après un recours en cours de cassation en octobre 1995, cette dernière a rejeté la demande des avocats qui devront restituer l'intégralité de la somme litigieuse majorée des intérêts légaux... soit 4 809 312 F. Il faut dire que sur les 693 millions de francs d'indemnités versés par la compagnie pétrolière responsable de la marée noire, seule 62 millions ont été distribués aux 92 communes, les 631 autres millions ayant été dépensés lors des 14 années de procédures. L'avocat des Huglo-Lepage revendique un travail de 9165 heures de la part de ses clients. Ce qui signifierait que la procédure a coûté, en note de frais, la bagatelle de 70 000 F de l'heure et en honoraires 524 F de l'heure ! (source : Le Progrès du 30 mai 1996)

Selon une étude parue aux Etats-Unis, le développement du mouvement a été aidé par le général Pinochet au Chili, et les auteurs du livre "The Radical Right" les classent dans les groupes néo-nazis.

Bizarrement ce Parti Humaniste a été accepté dans le collectif ACDC contre les essais nucléaires à l'automne. On l'a également retrouvé dans le collectif du Jour de la Terre pour la journée transports du 4 et 5 mai. Il serait temps que les orga-

nisateurs de manifestations mettent le hola sur ce groupe qui n'est autre qu'une secte dangereuse. Pour en savoir plus, un dossier est disponible (contre 40 F) à l'ADFI, 10 rue du Père Julien Dhullif 75020 Paris.

GENERATION LALONDE

Génération Ecologie existe encore. Nous l'avons retrouvé sur Internet, le code d'entrée est Blonde. Plus mégalo tu meurs !

G7 : OUVRONS-IA !

Précisions sur le programme publié dans le numéro précédent

LE SOMMET DES SEPT RESISTANCES

Le "Sommet des sept résistances" organisé par Agir Ici et le CEDETIM réunira, le jeudi 27 juin à 20 h : Wole Soyinka, prix Nobel de Littérature, Nigéria ; Selima Ghezali, rédactrice en chef du journal La Nation, Algérie ; José Dirceu, président du parti des travailleurs, Brésil ; Wang Fu Chen, ancien prisonnier politique chinois réfugié en France ; Jean-Baptiste Hayraud, président de Droit au Logement, France. Manquent encore deux invités.

LE CONTRE-G7

Le "Contre-G7" qui se déroulera au CCO de Villeurbanne, le mercredi 26 et le jeudi 27 juin, devrait ac-

cueillir de nombreuses délégations étrangères. Outre les groupes déjà signalés dans le précédent numéro, sont également organisateurs FIAN (Réseau international d'action pour le droit à se nourrir), AEDE-NAT et Foro Alternativo de las Autras Voces de la Planeta, deux des principaux organisateurs espagnols des actions menées à Madrid, il y a un an, à l'occasion du 50ème anniversaire de la Banque Mondiale.

CONTRE LE BAL DES VAMPIRES

Les groupes anti-G 7 (collectifs libertaires d'individus et de groupes) appellent à participer activement le samedi 22 juin à partir de 15 heures à la manif anti-G7 sous les mots d'ordre

suyants: "Contre le G 7 à Lyon, contre le bal des vampires" et "ce n'est pas le travail qu'il faut aménager, c'est le capitalisme qu'il faut supprimer". Le même jour, et le dimanche, se déroulera à Villeurbanne, au CCO, 39 rue Courte-line une série de débats axés sur la dénonciation du nouvel ordre mondial et la recherche de formes de résistances.

Au programme, sous forme de forum-débat :

Samedi 22 juin - 20 h :

"Travail, productivisme et mondialisation".

Dimanche 23 juin - 9 heures :

"Nouvel ordre mondial et apartheid social ici et ailleurs".

"Actualité et nécessité de l'antimilitarisme" animé par le RIRE.

Dimanche 23 juin - 13 heures :

"Pourquoi une lutte anti-

patriarcale et anti-sexiste contre le nouvel ordre mondial ?".

"Destruction de la nature, aménagement du territoire et contrôle de l'espace ici et ailleurs".

Tous ces forums-débats s'appuieront sur des exemples concrets de luttes, de résistances ou d'activités ; ainsi pour le thème "nature et territoire ...", les luttes concernant le canal Rhin-Rhône, les risques et les pouables nucléaires, le schéma autoroutier européen TEN. Sont aussi prévues buvette, restauration, vidéos et tables de presse. Pour plus d'informations, écrire ou téléphoner (l'après-midi) au GAG c/o librairie La Gryffe 5 rue Sébastien Gryphe 69007 Lyon 78 61 02 25.

QUESTIONS VACHES

Quelle opération d'envie pour protéger les consommateurs européens ! Abattre des milliers de vaches - demain peut-être des millions - en Grande-Bretagne et déjà des centaines en France... tout ceci parce qu'existe un risque médical non démontré scientifiquement. Depuis cinq ans

chez des personnes plus jeunes soit liée à la consommation de viande de "vache folle". Il y a seulement une hypothèse.

Le plutonium est-il moins dangereux qu'une vache folle ?

Quelle diligence pour nos braves décideurs qui, soucieux

quer la vague d'obésité sans précédent qui frappe les Etats-Unis et commence à nous atteindre ? (1)

Comment se fait-il qu'on laisse encore commercialiser les fruits de mer, filtres naturels des pollutions marines et qui renferme des quantités importantes de métaux lourds (mercure...) dont on pense qu'ils sont liés à de nombreuses maladies graves (surnis-me...) ? (2)

Comment se fait-il que l'on accepte de vendre des légumes traités avec des pesticides alors que l'on sait aujourd'hui que ces pesticides - dont la formule chimique est souvent très proche de celles des armes chimiques - sont souvent cancérigènes ? (3)

Comment se fait-il qu'on n'interdise pas immédiatement les élevages intensifs hors-sol responsables d'une bonne partie de la pollution des nappes phréatiques - et donc de l'eau "potable" - par les nitrates ? (4)

Comment se fait-il que l'on tolère encore des vaccinations obligatoires alors que les accidents réactifs sont extrêmement nombreux ? (5)

Comment se fait-il que l'on tolère l'ionisation des aliments pour leur conservation alors que de forts doutes existent sur l'inocuité d'un tel traitement ? (6)

Comment se fait-il que l'on commercialise encore des fours à micro-ondes alors que l'on sait qu'au moins dans le cas du lait, ce mode de cuisson produit une molécule cancérigène ? (7)

Comment tolère-t-on encore la vente de plaques en fibrociment contenant des fibres d'amiante alors qu'aujourd'hui les installations contenant de l'amiante provoquent déjà entre 3000 et 10 000 morts par an ? (8)

Comment tolère-t-on la commercialisation de la laine de verre alors que des scientifiques allemands suspecte cette fibre d'être aussi cancérigène que celle d'amiante ? (9)

Comment n'a-t-on pas encore arrêté les centrales nucléaires alors que les accidents de Three Mile Island (79, USA) et Tchernobyl (86, Ukraine) ont montré que la libération accidentelle de

La remarquable interdiction de l'importation de la viande britannique interpelle : est-ce le produit le plus dangereux dans notre environnement ?

on savait que les vaches anglaises étaient atteintes de l'encéphalopathie spongiforme (maladie dite des "vaches folles") en consommant des poudres de compléments alimentaires fabriquées à partir de carcasses de moutons morts atteints d'une maladie similaire (la tremblante) que l'on ne pensait pas transmissible jusqu'alors.

C'est l'apparition de la maladie de Creutzfeldt-Jakob sur une dizaine de personnes jeunes qui provoque le doute actuel. Cette maladie de dégénérescence du cerveau n'était jusqu'à maintenant observée que sur des personnes de plus de 60 ans. Rien ne permet d'affirmer avec certitude que le développement de cette maladie

de notre santé, ont pris toutes les mesures pour nous prévenir des "rosbifs" douteux ! Mais on peut alors se demander pourquoi ils n'ont pas la même inquiétude pour d'autres produits alimentaires renfermant des substances pathogènes, cancérigènes ou obésifiants.

Comment se fait-il que rien ne soit fait contre la suspicion qui pèse sur tous les élevages intensifs concernant la présence d'hormones et autres produits anabolisants ?

Comment se fait-il que rien ne soit fait pour faire immédiatement fermer tous les "fast-foods" qui à force de hamburgers sont fortement suspectés de provo-

(1) Voir procès Mac Donald's dans ce numéro
(2) Voir Silence n°130, 131/132, 134, 136, 139, 141, 158, 160.
(3) Voir Silence n°185 p.34.
(4) Voir Silence n°179 p.21, 183 p.21
(5) Voir Hors-série de l'Impatient, "Les vaccins", été 96.
(6) Voir Silence n°149
(7) Voir Silence n°149 et 152.
(8) Voir Silence n°154 et 185/188 p.4 à 12
(9) Voir Silence n°189 p.21

fortes doses de radioactivité dans l'environnement était possible ? (10)

Comment n'a-t-on pas encore arrêté Superphénix malgré tous les accidents graves ayant affectés ce type de réacteur (surgénérateur) utilisant du plutonium comme combustible et du sodium comme caloporteur ? (11)

Comment n'a-t-on pas arrêté le centre de traitement du combustible irradié de la Hague alors que la pollution radioactive est détectable sur les plages de Normandie jusqu'à l'estuaire de la Seine ? (12)

Comment n'a-t-on pas interdit la circulation des poids lourds alors qu'ils sont impliqués dans la majorité des accidents de la route ? Et pourquoi n'a-t-on pas fermé toutes les routes puisque nous comptons plus de 8000 morts par an (le double de la Grande-Bretagne !) ? (13)

Pourquoi accepte-t-on encore des véhicules individuels alors que l'on sait maintenant qu'ils sont les premiers responsables de la pollution de l'air en ville et qu'ils provoquent ainsi la mort par insuffisance respiratoire ? (14)

Comment délivre-t-on encore des permis de construire pour des incinérateurs alors que des études montre que plus de molécules cancérigènes s'échappent avec les fumées de ces usines et qu'entre autres la dioxine, cancérigène, se retrouve en quantité notable dans le lait des vaches - pas encore folles - du voisinage ? (15)

Pourquoi n'interdit-on pas les appareils électriques, les lignes à haute-tension... responsables des cancers provoqués par les champs électromagnétiques ? (16)

Pourquoi tolère-t-on encore la production de "substituts aux CFC" sous le nom d'HCFC pour les réfrigérants alors qu'on est sûr de leur responsabilité dans la dégradation de la couche d'ozone ? Et donc du lien avec l'augmentation des cancers de la peau provoqué par l'augmentation des ultra-violet du Soleil qui arrive au sol ? (17)

Pourquoi continue-t-on à produire des armes dont l'effet est encore plus radical que les produits cancérigènes ?



Pourquoi continue-t-on à cultiver du tabac et à produire des cigarettes alors que le lien avec le cancer du poumon est établi depuis longtemps ? (18)

Pourquoi continue-t-on à produire du vin et des alcools alors que l'alcoolisme est l'une des premières causes de mortalité en France ? (19)

Manipulations politiques et médiatiques

Tous les journaux, classiques ou non, ont titré en mai sur la vache folle. Belle unanimité qui montre une nouvelle fois le peu d'indépendance des médias classiques vis-à-vis du pouvoir politique et le peu de recul des médias dits "alternatifs" vis-à-vis de la "normalité" : le suivisme est de rigueur.

Alors que l'automne aurait dû être agité par les révélations multiples sur les bâtiments contaminés à l'amiante et sur les procès lancés par les victimes, qui en entend encore parler aujourd'hui ?

Alors que le printemps, avec le dixième anniversaire de Tchernobyl, aurait dû être le moment pour parler de l'impasse

du nucléaire et de l'arrêt des programmes dans tous les pays d'Europe de l'Ouest, le débat aura été pratiquement occulté.

Et maintenant quels sont les enjeux politiques de la vache folle ? Débarrasser les congélateurs géants de l'Union Européenne bourrés à craquer ? Mettre en position d'infériorité les Britanniques, les plus réticents vis-à-vis de la marche en avant de l'Europe ? Une vaste spéculation sur la viande de bœuf ? La main invisible des Etats-Unis qui veulent obtenir l'autorisation de vendre de la viande aux hormones sur le marché européen ?

Y-a-t-il un seul journaliste sérieux en France pour s'interroger sur ces questions ? La guerre des communiqués et des contre-communicés, les volte-faces, les contradictions ont au moins un effet : le citoyen - le "consommateur fou" - ne sait plus quoi penser, n'a plus d'éléments pour juger et finit donc par se résigner et par ne plus agir. C'est finalement bien plus efficace que le totalitarisme à l'ancienne. Big Brother est battu.

Henry CHEVALLIER
Michel BERNARD

(10) Voir Silence n°203 p.1 à XXIV
(11) Voir Silence n°194 p.28 et 29 et "Superphénix : le dossier" diffusé par Silence.
(12) Voir Silence n°197 p.22 à 26.
(13) Voir Silence n°177 p.25, 182 p.17.
(14) Voir Silence n°188 p.30, 192-193 p.49, 194 p.25
(15) Voir Silence n°198 p.4 à 7
(16) Voir Silence n°154 et n°171 p.4 à 14.
(17) Voir Silence n°153 et n°191 p.16 et 17
(18) Voir Silence n°159 p.4 à 13, 160 p.18 à 20.
(19) Voir Silence n°202 p.32



PETITES PHRASES

A propos du massacre du Temple Solaire : "ce n'est pas parce qu'un médecin homéopathe s'immole avec ses adeptes par le feu que ceux qui pratiquent l'homéopathie sont des têtes brûlées" de Pierre Dhombre, éditorial de l'Impatient, mars 1996.

SIDA : JUIFS RETROGRADES

Après des débats homériques, les évêques de France viennent d'admettre que l'on puisse utiliser le préservatif. Le Vatican refuse toujours cette idée. Il faut dire qu'en principe, au Vatican, ce n'est guère utile ! Mais les Cathos ne sont pas les seuls à fermer les yeux sur la réalité sexuelle d'aujourd'hui. Joseph Siruck, grand rabbin de France, dans Tribune Juive du 29 février 1996, répond à la question : "l'usage du préservatif est interdit par la halakha".

SIDA : VACCINS DECONSEILLÉS

Des études médicales ont mis en évidence que la vaccination, qui provoque la mise en état de défense du système immunitaire, entraîne une prolifération accélérée du virus du SIDA. Selon un article paru début mai dans la revue *New England Journal of Medicine*, cela expliquerait pourquoi la propagation du SIDA est plus importante dans les pays du monde où sont couramment pratiqués les vaccins. Des corrélations précises ont été mises en évidence concernant les vaccins de la grippe et de l'hépatite B. Rappelons que la France est le pays ayant le plus de vaccins obligatoires... et également l'un des pays les plus touchés par le SIDA.

ESPERANCE DE VIE

L'espérance de vie des Américains est de 78 ans. Chacun d'eux dépense en moyenne 14000 F par an pour sa santé. L'espérance de vie des Costaricains est la même. Ils ne dépensent que 650 F. Comme quoi la santé n'est pas liée aux dépenses de médecine. (source : Pierre Pradervand, "Les vraies richesses", 1996.)

ASTHME MORTEL

En dix ans, de 1980 à 1990, la mortalité entraînée par l'asthme a augmenté de 30 % en France. En 1990, 1946 personnes en sont mortes. Cette augmentation s'observe également dans les autres pays européens. Principale accusée : la pollution atmosphérique. Celle-ci intervient sous plusieurs formes : pollution par les industries et l'automobile mais aussi par la présence de solvants, d'acariens ou de poils d'animaux dans des espaces confinés. Ces 1946 morts s'ajoutent aux 350 morts par maladies cardio-vasculaires comptabilisés en région parisienne, aux 50 comptabilisés à Lyon et à tous ceux qui meurent sans que personne ne fasse le rapprochement avec la pollution de l'air.

SCLEROSE EN PLAQUE : NOUVELLES CAUSES

La sclérose en plaques pourrait être provoquée par une lente dégradation ayant comme origine la consommation du lait de vache durant l'enfance. C'est en tout cas la direction dans laquelle s'oriente la recherche selon un rapport de l'Institut Max-Planck de Munich. La présence d'une protéine particulière appelée MOG dans ce lait pourrait être à l'origine de la perte de myéline autour des circuits nerveux, cause de la sclérose en plaques. Autres pistes étudiées : la rougeole, le vaccin contre l'hépatite B et le vaccin contre la poliomyélite. (source : La Recherche, février 1996)



EMPLOI - OFFRE

- L'association sauvegarde des garrigues et de l'environnement garçais, Sylvain Dworcak, Mas des Corbières, 30320 Marguerites, tél : 66 75 30 82, cherche des berger(e)s désireux de faire une formation en élevage bio extensif (caprin, bovin, ovins, chevaux) ou de participer à l'entretien et au développement d'un troupeau en garrigue. Possibilité de compléter l'activité par activité d'accueil, découverte de la région, restauration de mas.

EMPLOI - DEMANDE

- 206-1 - Homme 38 ans, cherche activité en milieu rural : gardiennage, entretien des propriétés, valorisation du patrimoine, ancien jardin. Logement mis à disposition. Toutes régions ensoleillées. Ecrire au journal.
- JF diplômée ingénieur géophysicien, doctorat d'océanographie et licence de biologie, cherche emploi dans le domaine de l'environnement. Ecrire à Catherine Thomas, 98 avenue de Lavaur, 31500 Toulouse.

OBJECTEUR

- Artisans du Monde, 18 rue Faventines, 26000 Valence, tél : 75 56 34 27, cherche un objecteur incorporable en août ou septembre pour vente d'artisanat et éducation au développement.

RENCONTRE

- Cherche personnes intéressées pour créer une communauté libertaire citadine. Adultes de plus de 35 ans autonomes financièrement. Dispose d'une maison avec jardin dans le centre de Digne (04), quartier très calme. Tél : 92 32 06 31 ou 92 68 31 57.
- Je cherche à rentrer en contact avec d'autres abonnés de Silence dans la région de Vannes. Ugo de Maubeuge, 38 Straedar Mené, 56000 Gwened.

RECHERCHE

- Famille, 2 enfants, souhaite créer ou rejoindre projet ou communauté agricole, alternatif non sectaire. Tél en soirée au 76 50 27 78.
- Cherche stage d'initiation au tissage artisanal. Période indifférente, sauf du 11 au 15 juillet. Tél : Lianet Miranda, 84 78 01 19 (soir).
- Patrice Glanès, 9 Laubarède, 47800 Saint-Sardoux Isace, cherche liste associations (mouvements alternatifs, chantiers de jeunes...) dans le département de la Gironde intéressées par la question de la forêt.
- Jeune couple, deux enfants, très motivé pour vivre en milieu rural, cherche village n'ayant pas ou plus de boulangerie pour en créer une. Accepterait éventuellement reprise d'un fond de boulangerie avec l'aide de la commune. Nous recherchons également des témoignages sur des boulangeries associatives. Domi-

nique et Nelly Bouvier, Les Guichardières, Cornillé, 35500 Vitré.
 • Future maman seule et avec peu de sous cherche en don ou pas cher couches lavables (style "Indispensables") de 0 à 30 mois. Autre matériel et aide bienvenus. Ecrire à : Perline, Radio-Libertaire, 145 rue Amélot, 75011 Paris.

A VENDRE

- Près Roanne (Loire), écolos vendent à écolos sur terrain de 1,5 ha, site remarquable, boisé, face aux Monts de la Madeleine, refuge LPO (Oiseaux), avec deux maisons : une ferme rénovée à 290 000 F et une maison bioclimatique à terminer à 190 000 F. Tél : 77 64 31 69.

VILLEGIATURE

- "La Tour", refuge d'alpage à 1400 m d'altitude dans les Alpes (Diois), racheté par 555 copropriétaires pour être préservé du saccage par un projet chasse et 4x4, peut accueillir confortablement toute l'année jusqu'à 25 personnes. En juillet-août, stages 5-6 jours : initiation au chant des oiseaux, théâtre, guitare, chant, techniques locales, fabrication de flûte de pan artisanale, vannerie, art du conte... Renseignements : Renée et Ruy au 75 21 10 65.
- Camp enfants 8-13 ans (petit groupe), Cantal, du 5 au 15 août, initiation à l'aïkido et à la percussion, sorties, activités, baignades. 2300 F. Association "Petit Arbre", La Beauvodie, 15200 Le Vigeau, tél : 71 68 07 03.

Les annonces de Silence sont gratuites pour les offres d'emplois et pour les postes d'objecteurs. Pour les autres rubriques, elles sont réservées aux abonnés : joindre un bandeau d'expédition ou un chèque correspondant à un abonnement. Pour passer une annonce domiciliée au journal, joindre en plus, un chèque de 30 F. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe timbrée, écrire au crayon le numéro de l'annonce sur l'enveloppe puis glisser le tout dans une autre enveloppe que vous envoyez à Silence. Silence se réserve le droit de ne pas publier des annonces qui lui déplacent.



ENVIRONNEMENT

REMERCIEMENTS A ELF-ATOCHEM

Silence tient à remercier le groupe Elf-Atochem (relations presse : (1) 49 00 70 29) pour son invitation à une conférence de presse avec voyage à Bilbao les jeudi 6 et vendredi 7 juin. Malheureusement, nous ne serons pas disponibles. Contrairement à nos confrères de la presse classique, nous estimons qu'il n'est pas nécessaire d'aller se faire bronzer au soleil, de se gaver

de victuailles et de toucher de multiples cadeaux pour pouvoir parler de vos activités (production des PVC pour les bouteilles en plastique, production de HCFC pour détruire la couche d'ozone, exploitation pétrolière dans les pays du Sud avec soutien des dictatures...). Nous estimons même qu'il s'agit là d'une forme perverse de prostitution et nous nous demandons sérieusement pourquoi les syndicats de journalistes ferment les yeux sur ce genre de pratique fort courante.

INDE : AU SECOURS DES VACHES FOLLES

Le Conseil mondial des Hindous (WCH), l'une des organisations associées à la coalition qui vient de remporter les élections en Inde, a proposé très sérieusement au gouvernement britannique de prendre en charge les vaches anglaises. Ce mou-

vement politique rappelle que les vaches sacrées car, dans leur religion, elles aident les défunts à traverser le fleuve de la mort.

Le WCH a proposé deux solutions au gouvernement anglais : soit ouvrir en Angleterre des "maisons de retraite" pour les vaches, soit leur offrir le voyage en Inde où elle seront accueillies avec respect. (Source : Courrier International, 25 avril 1996)

ITALIE : CONTRE LA VOITURE

Sauro Orlandi, habitant de Bologne, est aveugle. Lassé de voir ses déplacements butter sur des voitures mal stationnées, il a adopté une méthode radicale : à chaque rencontre, il s'enchaîne au véhicule gênant et refuse de s'en aller tant que la police n'est pas venue verbaliser. Il en a même fait son passe-temps favori et réussi à tenir une moyenne de 13 à 14 contraventions par jour. Il fait cela "pour le respect des non-voyants, des handicapés et des personnes âgées". La police a essayé de passer avant lui pour faire dégager les voitures mal stationnées, mais il change régulièrement d'itinéraire. Si vous êtes au chômage et si vous voulez faire un travail d'utilité sociale, voici un exemple à suivre. (source : La Stampa citée dans Courrier International du 25 avril 1996).

VELO LE LONG DE LA LOIRE

Progressivement les cyclistes marquent des points et l'on commence à envisager des liaisons interurbaines spécifiques au vélo... essentiellement pour des raisons touristiques, mais nous ferons pas la fine bouche. Ainsi, les régions Centre et Pays de Loire ont décidé de créer sous dix ans un réseau continu de 400 km de pistes cyclables le long de la Loire depuis l'estuaire jusqu'au sud de Bourges. Une partie du tracé serait en bordure de routes départementales, mais la majorité devrait être en site propre.

HAUTE-LOIRE : ECOLE ET NATURE

Les 14ème rencontres nationales Ecole et Nature se tiendront du 25 au 30 août

INCINERATEURS

DIOXINES ET VACHES FOLLES

Greenpeace a appris par une indiscretion l'existence d'un rapport au Ministère de l'Agriculture concernant la pollution du lait des vaches françaises par les dioxines. Selon ce document, toujours pas rendu public à ce jour, dans plusieurs départements, les taux sont alarmants. D'où viennent ces dioxines ? Selon une étude de l'ADEME, agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie : principalement des incinérateurs ! Greenpeace a fait un recours au tribunal pour avoir accès au rapport du Ministère de l'Agriculture au nom du libre accès aux documents administratifs. L'ADEME qui s'appuie sur ce rapport clandestin pour une étude sur les rejets des incinérateurs indique "un incinérateur ne semble pas induire de risque majeur par ingestion directe de sols pollués dans les zones les plus exposées du voisinage, du moins dans les conditions de simulation et d'après les critères actuels de l'OMS. Les conclusions sont en revanche plus nuancées en ce qui concerne le lait". Quand un rapport commence à parler de conclusions "nuancées", c'est

généralement mauvais signe, surtout quand il s'agit de simulations travaillant sur des moyennes. Alors quelle est la réalité ? Nouvelle adresse de Greenpeace : 21 rue Godot de Mauroy, 75009 Paris.

RECORD DU MONDE

Non seulement, la France a le triste record de la plus grosse production d'énergie nucléaire par habitant, les plus grosses ventes d'armes par habitant, mais également le plus grand nombre d'incinérateurs au km². Il y en a effet près de 500 incinérateurs installés en France dont seuls 320 sont déclarés et autorisés par les services compétents. Les autres sont principalement les incinérateurs des hôpitaux, qui ne sont, pour la plupart, pas aux normes de pollutions acceptées. Situés pour la plupart en zone urbaine, ils dispersent dans l'air leurs fumées toxiques.

"VAPEUR D'EAU"

Selon Tiru, filiale d'EDF, exploitant les trois incinérateurs de Paris, la fumée qui sort des cheminées n'est "pas plus polluante que de la vapeur d'eau d'Evian" (Libération, 20 janvier 1996). La coordination nationale

contre l'importation, l'exportation et l'incinération des déchets s'inquiète donc d'apprendre que l'on trouve dans l'eau d'Evian quelques 200 composés organiques tous plus toxiques les uns que les autres. Ces composés sont inévitables car ils proviennent de la condensation et de la recombinaison des molécules dans les circuits tièdes en aval des systèmes de filtrage.

En plus de ces polluants organiques, en plus du dioxyde de soufre (SO₂), nocif lui aussi, des oxydes d'azote (NOx), nocifs également, et des acides minéraux libérés par ce procédé, il y a également "libération" d'un bon nombre de métaux lourds. Même présents à des doses très faibles, leur pouvoir cumulatif dans l'organisme présente des dangers spécifiques. C'est le cas du mercure, du cadmium, du plomb, etc... L'incinération libère également des quantités importantes d'acide chlorhydrique (HCl), des chlorures volatils dont la migration dans l'eau aboutit dans la chaîne alimentaire.

Franchement, le producteur de l'eau d'Evian (Nestlé !) devrait faire un procès à Tiru (EDF donc) pour dévalorisation de l'image de marque.

CANAL RHIN-RHONE

• **PETITES PHRASES.** "Le canal Rhin-Rhône est un projet qui a fait couler beaucoup d'encre à défaut de beaucoup d'eau. Le coût du projet est gigantesque : 17 milliards de francs, voire plus. Est-ce bien raisonnable en ces temps de rigueur budgétaire ? Les atteintes aux milieux naturels traversés sont énormes. Sont-elles bien nécessaires ? L'opposition des habitants et des protecteurs est résolue. Est-il opportun de négliger leur avis ? Voici trois questions que soulève ce projet. J'imagine vos réponses. Pour ma part, je n'y répondrai pas aujourd'hui. Mais dans une démocratie comme la France, j'estime qu'il est légitime de se les poser et je les poserai jusqu'à ce que j'aie des réponses qui me satisfassent". C'était Corine Lepage lors de son discours à l'assemblée générale de France-Nature-Environnement, le 20 octobre dernier. Depuis, obéissante, elle a signé tous les décrets en faveur du canal.

• **ASSOCIATION DANGEREUSE.** Le MNLE, mouvement national de lutte pour l'environnement, est une association pilotée par des élus communistes. Ce mouvement a manifestement été créé pour semer la pagaille dans les milieux écologistes. Après son soutien aux centrales nucléaires (pour lutter contre la pollution de l'air bien sûr), aux barrages sur la Loire (pour éviter les inondations), le MNLE mène aujourd'hui campagne pour "faire reculer le transport des marchandises par la route au profit du rail et de la voie d'eau (eux-mêmes modernisés)". En fait, il s'agit de soutenir le projet du canal à grand gabarit Rhin-Rhône. Au nom du modernisme, les communistes apportent ainsi à fond leur soutien aux lobbies et aux multinationales. Quand gauche et droite se retrouvent.

au Centre international études et loisirs de Saint Beauzire (Haute-Loire). Cette rencontre est ouverte à tous ceux et celles qui font de l'éducation à l'environnement : enseignants, animateurs, agents de collectivités, militants associatifs... Cette année, le thème central sera "Ecocitoyenneté : fais passer l'idée à ton voisin". Renseignements : Graine Auvergne, 2 bis, rue du Clos Perret, 63100 Clermont-Ferrand, tél : 73 31 22 13.

SAONE-ET-LOIRE : LES ELEVES DANS LE CHAMP MAGNETIQUE

Les élèves de l'école Jean Lurcat à Chalon-sur-Saône, ont le bonheur de baigner dans le champ électromagnétique généré par les deux lignes à haute tension de 63 000 volts qui passe juste au-dessus des classes. Si en France, il n'existe pas de législation sur la question, de nombreuses études à l'étranger montrent que l'exposition à de tels champs provoque une augmentation du nombre de leucémies et de cancers. Il existe déjà un précédent. En mai 1995, un commissaire enquêteur, constatant que deux nouvelles lignes de 225 000 volts, à Eperville en Roumois, dans l'Eure, passaient à moins de 260 m d'une école, il demandait la reconstruction de celle-ci à l'écart des lignes.

A Chalon-sur-Saône, les parents d'élèves, avec le soutien des Verts, se sont plaints à la mairie de cette situation. La mairie n'a rien trouvé de mieux que de sermonner la directrice de l'établissement pour lui demander de ramener le calme parmi les parents ! L'Education Nationale a interdit l'accès de l'école à deux journalistes de France3 ! Le 23 mars dernier, les parents ont alors organisé une conférence avec Roger Santini, un expert qui travaille depuis 1978 sur la question. Selon lui, il faut de toute urgence appliquer le principe de précaution et faire cesser la situation. 135 parents ont alors écrits à la mairie le 3 mai dernier pour menacer d'empêcher les enfants d'aller à l'école si aucune mesure n'était prise. Contact : Les Verts Saône-et-Loire, BP 23, 71390 Buxy.

RECETTES : COMMENT SE DETRUIT LA NATURE

Dans son livre "La civilisation anti-nature", Ed. du Rocher, François Terrasson donne la recette inévitable de la destruction de la nature. Nous ne résistons pas à l'envie de la reproduire :

- 1 - Lieu sauvage complètement oublié, difficile d'accès.
- 2 - Visite par hasard d'un mordu de Nature qui s'y sent bien tout seul.
- 3 - Il y amène sa petites amie ou son meilleur copain.
- 4 - Ils en parlent sans faire attention au repas du Conseil d'Administration de leur association.
- 5 - Plus tard, le conseil ou une partie veut voir les lieux.
- 6 - Un animateur, membre du conseil, y amène quelques personnes à qui il fait très sérieusement la leçon du comportement qui s'impose.
- 7 - L'endroit devient un lieu pédagogique d'animation.
- 8 - Une étude scientifique bénévole est commencée.
- 9 - Des fonds sont trouvés pour une vraie étude pluridisciplinaire.
- 10 - Une cabane est construite pour laisser sur place un peu de matériel.
- 11 - Une station de recherche soutenue par la Fac et le Ministère de l'Environnement est finalement installée.
- 12 - La valorisation pédagogique se met en place grâce aux résultats, aux chercheurs, et à la présence de la station.
- 13 - A cause des visiteurs, on rajoute des toilettes.
- 14 - La valorisation touristique s'ajoute à celle venue des activités pédagogiques.
- 15 - Des autorités et décideurs pas tellement désintéressés commencent à s'intéresser à l'affaire.
- 16 - Le chemin d'accès est amélioré.
- 17 - Le chemin d'accès est asphalté.
- 18 - On aménage un parking en terre battue.
- 19 - Le parking est asphalté.
- 20 - Le parking est agrandi.
- 21 - Où est-ce qu'on mange ?
- 22 - Salle de projection pour montrer ce qu'on verrait si on était dehors.
- 23 - Restrictions de circulation pédestre dans toute la zone.
- 24 - Pour financer les installations, l'entrée devient payante.
- 25 - Sur le terrain voisin, que la protection ne contrôle pas, des promoteurs venus d'on ne sait où édifient un équipement avec vue sur "la réserve naturelle".
- 26 - Les clubs de vacances, bénévoles ou pas, commencent à rechercher ces endroits déjà bien valorisés.
- 27 - Une sorte de "zone périphérique" en voie d'urbanisation entoure notre cher coin de nature.
- 28 - J'arrête là, à vous d'imaginer la suite..."

SAVOIE : SKI AUTOUR DE LA VANOISE

Une virulente campagne de la FRAPNA, fédération Rhône-Alpes de protection de la nature, avait permis d'empêcher la construction d'un télésiège à travers le parc de la Vanoise qui aurait relié Bonneval-sur-Arc au domaine skiable de Val d'Isère. Aujourd'hui, le projet revoit le jour avec une version souterraine : la commune demande l'autorisation de construire un funiculaire qui emprunterait un tunnel de 3 km sous le parc. La FRAPNA, forte des 70 000 signatures recueillies, s'oppose toujours à ce projet qui provoquerait un afflux de touristes dans les zones périphériques du Parc national.

Renseignements : FRAPNA, 20 rue Croix d'Or, 73000 Chambéry, tél : 79 85 31 79.

HAUTE-LOIRE : LES AILES DU VENT

L'association Paysages du Mezenc organise pendant l'été une exposition intitulée "les ailes du vent" qui présente les modes de vol des rapaces en fonction du vent, le fonctionnement des cerfs-volants, et la domestication du vent par l'homme à partir des éoliennes. L'exposition est elle-même éclairée par de l'électricité produite par une éolienne de 3 kW installée sur le lieu. L'exposition se tient à la ferme de Bru, 43150 Les Etables (sud-est du Puy). Tél : 71 08 30 14.



PETITES PHRASES

"Il nous faut jeter à terre comme une idole maléfique le mythe de la dissuasion nucléaire. Il ne peut conduire qu'à un monde desséché et privé de sens" Jacques de la Bolardière.

GUERRE OU PAIX ?

Alors que 25 millions de soldats "servent" dans les armées du globe, 40 collaborateurs de l'ONU travaillent à la prévention des conflits. Dans sa "tribune libre" parue dans le quotidien *Frankfurter Rundschau* du 22 avril, Michael Schmid de Gammertingen ajoute que début 1996 les pays membres de l'instance précitée devaient à celle-ci la somme totale de 3,3 milliards de dollars. (correspondance René Hamm)

ZONES DENUCLEARISEES

Après l'Antarctique et l'Amérique Latine, les pays du Sud Pacifique ont signé un accord de "zone dénucléarisée" en décembre 1995. Le 11 avril dernier, c'est au tour de 53 Etats africains de signer le traité de Pelindaba qui fait des membres de l'Organisation pour l'Unité Africaine une zone dénucléarisée. Malheureusement, ces traités ne concernent que les armes nucléaires et pas les réacteurs dits "civils". Les cinq grands - URSS, USA, France, Grande-Bretagne et Chine, se sont engagés à respecter ces traités, en particulier pour les îles de la Réunion et de Mayotte, îles françaises. Ces accords ont été signés au Caire, et le préambule comprend une invitation à Israël et aux pays arabes du Moyen-Orient pour qu'ils adoptent un traité similaire. Le contrôle de l'application de ce

traité est confié à l'AIEA, agence internationale de l'Énergie Nucléaire, agence de l'ONU, dont on sait, malheureusement, le rôle néfaste qu'elle joue dans le domaine de l'énergie nucléaire. Ces différents traités devraient être réunifiés dans le cadre de l'ONU où se négocie actuellement le traité d'interdiction total des armes nucléaires. Source : Bureau International de la Paix, 41 rue de Zürich, 1201 Genève, Suisse.

AUSTRALIE : ARME NUCLEAIRE ILLEGALE ?

Le gouvernement australien s'interroge sur la légalité de l'arme nucléaire. Si le pays n'est pas nucléarisé, il fournit par contre du combustible fissile pour les armes nucléaires américaines, et l'adoption de l'illégalité obligerait l'Australie à renoncer à de juteux profits. Fin 1995, le premier ministre, Paul Keating a nommé une commission internationale chargée d'étudier la question et qui doit remettre un rapport en août 1996. Dans cette commission on retrouve d'anciens diplomates et politiques de Malaisie, du Brésil, de Suède, du Japon, de Russie, de Grande-Bretagne, l'ancien ministre américain de la défense Mac Namara (celui de la guerre du Viêt-Nam), le prix Nobel de la paix 1995 Joseph Rotblat... et Michel Rocard, farouche pronucléaire et dont le père était l'un des artisans de la bombe française. (source : Stop-Essais, décembre 1995).

ALLEMAGNE : CONSCRIPTION ET CIRCONSPCTION...

Pour rendre le service armé plus "attrayant", certains politiciens germaniques souhaitent qu'à l'avenir le service civil devienne une "alternative pesante" pour les objecteurs de conscience. L'an passé, le nombre de ceux-ci avait atteint le total record de 160 695 contre 125 765 en 1994. Même si l'annonce par Jacques Chirac, le 22 février, de sa "réforme" a suscité quelques remous outre-Rhin, la suppression de la conscription n'y semble pas à l'ordre



ARMEE ET EDUCATION

Prenant prétexte de la proposition de réforme du service national proposé par Chirac, l'armée a développé ses énormes moyens de communication pour impulser des "débats" sur l'avenir de la défense nationale : panneaux publicitaires, rencontres dans les mairies, présence sur les places centrales des villes et intervention dans les lycées. Ainsi, fin avril, des professeurs se sont vu imposer d'organiser des débats le jeudi 9 mai dans les établissements scolaires autour d'un questionnaire de l'armée. Evidemment, une bonne partie du document est consacré aux "carrières" de l'armée. Un peu trop gros. Des syndicats d'enseignants ont renvoyé le questionnaire en refusant de le présenter aux élèves. Mais tous l'ont-ils fait ?

LE COUT DU DESARMEMENT

Depuis 1989, des programmes de désarmement sont mis en place, soit au niveau de l'ONU, soit au niveau des Etats. Le Worldwatch Institut a essayé de dresser un tableau des dépenses mondiales pour la paix de 1989 à 1994 (en millions de dollars) :

Catégorie	1989	1990	1991	1992	1993	1994
Déménagement	10	10	197	200	238	241
Démobilisation	46	28	38	54	56	52
Retour des réfugiés	77	101	160	172	252	463
Désarmement nucléaire	1174	1214	1706	1775	2007	1998
Désarmement conventionnel	25	26	144	351	321	529
Désarmement chimique	180	270	317	421	591	586
Aide désarmement ex-URSS	0	0	1275	1708	2370	1984
Désarmement autres	126	124	199	218	206	246
Fermetures de bases	?	538	998	1148	2120	2864
Reconversion	93	114	511	1302	1609	2707
Maintien de la paix	749	677	760	2149	3450	4080
Cour internationale de justice	6	9	9	9	9	20
Total	2486	3111	6314	9507	13229	15770

(Source : "L'Etat de la Planète 95/96", WWI, Ed. La Découverte)

ESSAIS NUCLEAIRES

• **547 MESSAGES.** Après chaque essai nucléaire, l'actuel maire d'Hiroshima envoie à l'Etat responsable un message de protestation. Les doubles de ces messages sont affichés au Mémorial pour la paix de la ville. Le dernier essai français a porté le nombre de missives à 547 et le maire espère que ce sera le dernier.

• **MONTEE DES INDEPENDANTISTES.** La dernière campagne d'essais nucléaires a provoqué une radicalisation des opinions en Polynésie. Lors des élections régionales qui se sont tenues le 12 mai, Gaston

Flosse, soutenu par le RPR, a vu sa majorité renforcée en obtenant 22 des 41 sièges de la région. De l'autre côté, Tavini Huiraatira, principal parti indépendantiste est passé de 4 à 10 sièges, un autre parti indépendantiste obtenant pour la première fois un siège.

• **NETTOYAGE À MORUROA.** L'armée française a commencé à faire le ménage sur les atolls de Moruroa et Fangataufa. Les bulldozers de la Légion étrangère remplissent des barges de matériels, de bétons, de déchets divers et même de matériel informatique quasiment neuf. Les barges se

rendent ensuite au large, là où la mer est profonde, pour y déverser leur contenu. Rappelons que la loi internationale interdit l'immersion des déchets radioactifs et on peut penser que bon nombre des bâtiments de ces îles sont contaminés. D'autre part, Jacques Chirac avait promis pendant la campagne de tir que des experts indépendants pourraient aller faire des mesures sur place : non seulement il n'en est rien, mais les démolitions actuelles montrent que tout est fait pour empêcher une mesure précise de la contamination des atolls. (source : Stop-Essais, mai 1996).

du jour. Etonnant tout de même que le député vif Winfried-Maria Nachtwei considère "qu'en France le thème soit abordé avec réalisme et calme". Y eut-il à ce jour dans l'Hexagone un véritable débat démocratique sur les conceptions en matière de défense ?... Fin février, le social-démocrate Caspar Einem, ministre autrichien de l'Intérieur, a prôné l'abolition des obligations militaires et de l'armée fédérale, déclenchant une mini-tempête entre Alpes et Danube. Même dans son parti, le SPÖ, il rencontra peu d'adhésion avec cette proposition... vraiment révolutionnaire. (correspondance **René Hamm**)

BOSNIE : EN AVANT POUR LA DETTE

La Banque Mondiale a accordé, début mars, un prêt sur 30 ans portant sur 2,5 milliards de francs. D'ici la fin 1996, la Banque Mondiale espère prêter 9 milliards de francs. Ainsi, la Bosnie de demain n'aura plus qu'à obéir aux institutions financières internationales. Bon courage !

BOSNIE : DEUXIEME MANCHE EN VUE ?

Après les prêts financiers accordés pour la reconstruction par la Banque

Mondiale, les vendeurs d'armes européens, iraniens et américains sont arrivés en Bosnie pour proposer leurs services. Argument de vente : après les élections américaines, la mission de l'OTAN risque de ne pas se poursuivre, alors profitez du répit pour vous réarmer. Et il paraît que les affaires vont plutôt bien ! (source : Washington Post in Courrier International du 4 avril 1996)

BELGIQUE : FORMATION A LA NON-VIOLENCE

L'Université de Paix de Namur organise tout au long de l'année des sessions

de formation à la non-violence. Au programme : "la médiation de quartier" (21 septembre), "communication non-violente" (28 et 29 septembre et 5 et 6 octobre), "jeu coopératif et éducation à la paix" (11 octobre), "jeu du labyrinthe" (12 et 13 octobre), le pouvoir sur ma vie (12 et 13 octobre), "la communication non-violente dans l'enseignement" (2 et 3 novembre), "la communication non-violente dans la relation thérapeutique" (5,6 et 7 novembre), "communication vivante selon Jacques Salomé" (23 et 24 octobre). Programme complet : Université de paix de Namur, 4, Boulevard du Nord, 5000 Namur, tél : 081 22 61 02.

OBJECTEURS : SYNDICALISME

Bien que cela soit rigoureusement interdit, des objecteurs de la région Nord-Pas-de-Calais ont franchi le pas en créant le premier syndicat d'objecteurs. Section de la CNT/AIT, syndicat anarcho-syndicaliste, cette section revendique la diminution de la semaine de travail à 30h, des salaires décentés, le droit de grève et de liberté syndicale et politique, la suppression de la double durée, le paiement régulier des salaires aux associations, l'amnistie des réfractaires, l'abrogation des textes visant à restreindre le libre choix par l'objecteur de son affectation. Contact : CNT/AIT, 1/2 rue Denis du Péage, 59800 Lille, tél : 20 47 62 65.

PLATEAU D'ALBION : CONTRE LES NUISANCES

Des élus et des associations se sont regroupées pour créer l'association pour le développement des pays du plateau d'Albion (ADDPPA) qui s'oppose au projet d'installation sur la base militaire d'une escadrille d'hélicoptères de l'Eurocorps. Subissant déjà les nuisances de la base-école de l'armée de l'Air de Salon-de-Provence, les membres de l'association revendiquent le droit à un développement durable sans nuisances. Contact : ADDPPA, Mairie, 84400 Lagarde d'Apt.

AGIR ICI : PROCES SUSPENDU

Le 14 mai, la cour d'appel de Paris devait donner son verdict sur le procès qui oppose Agir Ici aux établissements Ruggieri et Etienne Lacroix. L'association Agir Ici était attaquée par ces deux firmes pour "détérioration de leur image de marque" suite à la campagne d'Agir Ici, en 1994, demandant aux communes de ne plus acheter leurs feux d'artifice à ces deux marques par ailleurs productrices de mines antipersonnelles. En première instance (voir Silence n°194 et 197), Agir Ici avait été

condamnée à une forte indemnité à verser aux industriels (pour 700 000 F avec les frais de procès). L'association avait décidé de faire appel s'étonnant que les seules attestations du ministère de la Défense fussent suffisantes pour dédouaner les artificiers.

Le 14 mai, la Cour d'appel a suspendu les premiers jugements et a nommé un expert judiciaire pour savoir si les armes produites par ces entreprises sont des mines antipersonnelles ou non. Là où Agir Ici peut exprimer sa joie, c'est que

la cour a accepté de prendre comme définition de ces mines, celle inscrite dans la convention des Nations Unies de 1980, qui était à la base de la campagne d'opinion d'Agir Ici. En acceptant d'appliquer d'abord le droit international, la Cour a donc décidé de passer outre les recommandations du gouvernement. La date de la suite du procès n'a pas encore été fixée.

Contact : Agir Ici, 14 passage Dubail, 75010 Paris, tél : (1) 40 35 07 00.

LA PRESSE DIFFERENTE

Vous êtes nombreux à nous demander d'où nous viennent nos informations. Outre la presse classique, voici les principales revues que nous recevons à Silence. La plupart peuvent être consultées au local en semaine. Il y a deux ans, nous présentions 120 titres, nous en sommes ici à près de 200 !

• Si vous désirez un numéro spécimen, vous pouvez leur écrire en indiquant que vous avez relevé l'adresse dans Silence.

• Si vous êtes une revue, n'hésitez pas à nous envoyer votre prose, on republie cette liste tous les deux ans.

A titre indicatif, un code est proposé devant les journaux :

- plus faible tirage que Silence
 - même importance que Silence
 - plus grand tirage que Silence
- \$ revue institutionnelle.

En italique, un bref aperçu du contenu.

A

• **A Contre courant syndical et politique** - Mensuel anarcho-sindicaliste - 1 rue Hugo, 52100 Beltaucourt-La-Ferrée. 50 F les 10 n°. Dans le n°72, de mars 96, critique de la religion, réflexions sur le syndicalisme et le prolétariat. 14 pages.

• **A faire** - Mensuel, initiatives, emplois solidarisés. 61 rue V. Hugo, 93500 Pantin. 100 F les 12 n°. Avec le n°33, la revue inaugure une nouvelle formule : 4 pages grand format qui présentent le côté économique des initiatives alternatives.

• **Acid News** - Bimestriel publié depuis 1982 par le secrétariat suédois aux pluies acides, une coordination d'ONG où l'on retrouve les Amis de la Terre et le WWF. En anglais - Box 7005 S 402 31 Göteborg, Suède. Dans le numéro 1/96, toujours des chiffres sur les dégâts de la pollution de l'air, le rôle de la voiture, et les alternatives : économies d'énergie, transport en commun, énergies renouvelables. 16 pages.

• **ACRONique** - Trimestriel de l'Association pour le Contrôle de la Radioactivité dans l'Ouest, 18 rue Savoirgan de Brozsa, 14000 Coen. 80 F les 4 n°. Au sommaire du n°32 de mars 96, la suite des révélations sur les atteintes à la sûreté au centre de stockage de la Hague, des cours pour comprendre la radioactivité. 22 pages.

• **ADTC-Infos** - Trimestriel de l'Association pour le Développement des transports en Commun, voies cyclables et piétonnes dans l'agglomération grenobloise, MNEI, 5 place Bir-Hakeim, 38000 Grenoble. 15 F les 4 n°. Dans le numéro 67 d'avril 96, toutes les infos sur les alternatives à la voiture à Grenoble. Des dossiers techniques précis. 12 pages.

• **Agir ensemble pour les Droits de l'Homme**. Lettre mensuelle de la fondation du même nom - 31 cours Emile Zola 69100 Villeurbanne. 120 F les 10 n°. En quatre pages, le compte-rendu des missions financées par la fondation. En Avril, dans le n°40, l'Egypte, la Palestine, le Burundi...

• **Agri ici** - Trimestriel, la lettre des signataires, 17 place de l'Argonne, 75019 Paris, 20 F les 5 n°. En six pages, Agri ici rend compte de ses campagnes de lobbying. Dans le n°38, la campagne "Soyez sport", la politique africaine de la France, et le compte rendu du procès qui les oppose aux marchands de feux d'artifice au sujet des mines antipersonnelles.

• **Agri-Repère** - Bimestriel en France par le CEIPAL en lien avec le réseau mondial des agriculteurs (Fawn) - 8 quai Maréchal Joffre, 69002 Lyon. 15 F le n°. La revue présente des initiatives de collaborations entre des paysans du Nord et du Sud. 8 pages.

• **Agro-bio Poitou-Charentes** - Bimestriel régional de la filière agrrobiologique - Biosèvres, La Gerberie, 79310 Mazières en Gohline. Prix ? En douze pages, des renseignements pratiques et des contacts dans la région.

• **AIEA Bulletin** - Trimestriel de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique c/o OIDL, 48 rue Gay-Lussac, 75240 Paris cédex 05. Gratuit pour centres de documentation et presse. Bien sûr, c'est à vomir, mais on y trouve des sources bibliographiques et des comptes-rendus de colloques.

• **AIM Review** - Mensuel de Alternativa Informativa Mreza, réseau de journalistes indépendants provenant de toutes les républiques de l'ancienne Yougoslavie, 13 rue Gazon, 75014 Paris. En anglais, des résumés d'articles destinés aux rédactions des journaux et des bulletins des associations. Tarif en fonction du tirage de la revue. 150 F pour un particulier. 8 pages.

• **AJENA Contact** - Trimestriel de l'association jurassienne pour les énergies nouvelles, 195 route de Briançon, 39000 Lons-le-Saunier. 40 F les 4 n°. Dans le n°27, une présentation des chaufferies collectives au bois et des brèves de la région et d'ailleurs. 8 pages.

• **Alerte Atomique** - Trimestriel du Mouvement pour le désarmement, la paix, la liberté, BP 2135, 34026 Montpellier cédex 1, 100 F les 4 n°. Le MDPL s'interroge sur son avenir. La revue sert surtout de lieu de débat sur l'avenir du mouvement pacifiste. 16 pages.

• **Alliance végétarienne** - Trimestriel de l'Alliance végétarienne, Beauguegard, 85240 Saint-Hilaire des Loges. 50 F les 4 n°. "Entre la Terre, les animaux et les Hommes" avec des débats sur jusqu'où on peut aller (végétalisme) et des arguments pas toujours très bons. Bizarrement, c'est la seule revue sur ce sujet.

• **Alsace-Nature** - Trimestriel de l'association du même nom - 18 rue du 22 novembre 67000 Strasbourg. 50 F les 4 n°. Une revue en demi-format de 60 pages qui n'hésite pas à sortir de l'environnement pour parler d'écologie.

• **Alter Agri** - Trimestriel des cultures alternatives. Publié par l'Institut technique de l'agriculture biologique, BP 78 bis, 31150 Fenouillet. 195 F les 4 n°. Dans le 1er numéro de 1996, la revue présente un dossier sur les céréales et les engrais verts, le bien-être des animaux d'élevage, le désherbage, l'arboiculture... 44 pages hautement techniques.

• **Alternatives économiques** - Mensuel "d'information critique sur l'actualité économique et sociale", 12 rue du Cap Vert, 21800 Guéigny. 170 F les 10 n°. Le succès de la presse indépendante puisque la revue est aujourd'hui la 3ème sur le créneau de la presse économique. Tirage à plus de 100 000 ex ! Des hors-séries qui servent de référence.

• **Alternatives libertaires** - Mensuel, 2 rue de l'Inquisition, B-1040 Bruxelles. 700 FB ou 200 FF les 12 n°. Au sommaire du n°183 de ce grand format de 20 pages, un dossier sur l'éducation, de nombreux débats entre lecteurs, des affiches militantes insérées dans la revue, les actions avec les SDF, l'autogestion distributive, le SIDA...

• **Alternatives non-violentes** - Trimestriel, BP 27, 13122 Ventabren. 190 F les 4 n°. Revue de réflexion sur la non-violence à thème. Derniers numéros : la peine de mort, intervenir sans armes pour la paix, le Front National... 90 pages dans un format carré.

• **Alternatives rurales** - Trimestriel de Peuples et Culture, 9 rue de la Poste, 38000 Grenoble. 100 F les 4 n°. Interrogations sur la solidarité paysanne ici et là-bas, l'accueil paysan, le commerce équitable, le développement local. Une vingtaine de pages.

• **Ambiente Risorse Salute** - Mensuel environnementaliste italien, Centro Studi l'Uomo e l'Ambiente, via delle Palme 13, 35137 Padova, Italie. 100 000 lire par an. Des articles de scientifiques sur les questions d'environnement. 80 pages.

• **Amis de la Terre (les)** - Mensuel des Amis de la Terre de Belgique, place de Vingeanne, B 5100 Dave. 550 FB par an. Reste sur le terrain de l'environnement. 16 pages.

• **Aranella des Cévénnes** - Trimestriel "agir localement, penser globalement" de l'APRAC, BP 30, 07140 Les Vans. 100 F les 4 n°. Le petit frère de Silence dans les Cévénnes. Le sous-titre est passé de "Ecologie, alternatives et non-violence" à "Agir localement, penser globalement". Malgré un lectorat peu nombreux, en est déjà à son 55ème numéro.

• **Archipel** - Mensuel sous-titré "le journal des Républiques". Forum Civique Européen, 04300 Forcalquier, 200 F pour 12 n°. 8 pages éditée dans le cadre de la communauté de Longo Mai sur la question de la liberté de circuler des individus, mais également sur de nombreuses questions sociales.

• **Autre Amérique (l')** - Trimestriel édité par les éditions Syllepse, 42 rue d'Avron, 75020 Paris. 100 F les 5 n°. 24 pages dans un format tout en hauteur ; une vision anarchiste des luttes sociales de l'autre côté de l'Atlantique.

• **Autrement 53** - Trimestriel mayennais pour la citoyenneté, la solidarité et l'écologie. Remplace l'ancienne Lettre d'Idéal. Édité par Laval Autrement, 12 rue Eugène Jamin, 53000 Laval. Bulletin militant des élus écologistes et alternatifs du département de la Mayenne.

• **Autres Voix de la Planète (les)** - Bimensuel édité pour l'instant dans le cadre de la campagne d'opposition au sommet du G7. CEDETIM, 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris. Diffusé auprès des

organisations signataires et des revues militantes. Chaque numéro de 4 pages donne la parole à une organisation sur un thème de son choix.

• **Avenir entre vos mains (l')** - Bimestriel de l'ONG "Nouvelle Planète" qui anime le Centre Albert Schweitzer, 1042 Assens, Suisse. 3 FS ou 10 FF par an. Quatre pages grand format pour présenter des projets concrets dans le Sud aidés par l'ONG suisse.

• **Azione Nonviolente** - Mensuel italien - Via Spagna 8, 37123 Verona, Italie. 35000 lire pour 12 n°. La revue des non-violents italiens en est à sa 33ème année de parution. Dans le numéro de mars 96, un rappel de la philosophie de Gandhi, les échos des campagnes italiennes... L'équivalent de Non-Violence Actualité chez nous.

B

• **Baleine (la)** - Bimestriel des Amis de la Terre France, 38 rue Meslay 75003 Paris. 5 F le n°. 12 pages demi-format pour une association qui survit difficilement.

• **Billets d'Afrique et d'ailleurs** - "Informations et avis de recherche sur les avatars des relations franco-africaines". Édité par "Survie", 57 av. du Maine, 75014 Paris. 6 F le n°. Ce bulletin est né pendant les massacres du Rwanda pour contrer la désinformation française. Depuis, il s'est élargi à toutes les magouilles néo-coloniales de la France. En six à huit pages, un condensé explosif.

• **Biodynamis** - "La revue de l'agriculture, du jardinage et de l'alimentation bio-dynamique". Trimestriel grand public + supplément mensuel plus interne au Mouvement de culture biodynamique, 5 place de la Gare, 68000 Colmar. 140 F trimestriel + mensuel. Une vision du monde issue de la pensée de Rudolf Steiner. Convivial, mais jargon propre au mouvement, 60 pages pour le trimestriel.

• **Bretagne Verte** - "Lettre des élus verts au Conseil régional de Bretagne", 19 rue Salomon de Brosse, 35000 Rennes. Trimestriel. Le travail des élus, mais également des infos sur la région, en 6 à 12 pages.

• **Bulletin d'information du Centre de ressources sur la non-violence** - Trimestriel, 402 Saint-Paul est, Montréal, Québec, H2Y 1H4. 20 \$ par an. La non-violence en douze pages avec la spécificité du débat sur l'indépendance du Québec et des peuples autochtones.

• **Bulletin Vert** - Mensuel romand des Verts, 88 rue de Saint-Jean, 1201 Genève, Suisse. 20 FS les 12 n°. Nouvelle formule démarrée en février 1996 : le bulletin genevois s'étend maintenant à toute la Suisse romande. L'écologie à travers les multiples votes référendaires et les différents niveaux d'élection.

C

• **Calypsolog** - Mensuel de l'Equipe Cousteau, 7 rue de l'Amiral d'Estaing, 75211 Paris cédex 16. 100 F les 11 n°. 28 pages toutes en couleurs à la gloire du commandant Cousteau et des nombreuses actions qu'il supervise.

• **Campagnes Solidaires** - Mensuel de la Confédération Paysanne, 17 place de l'Argonne, 75019 Paris. 200 F les 11 n°. Une revue qui passe en revue les activités du syndicat agricole et qui devrait servir d'exemple à tous les syndicats : ouverture au monde, défense des petits, solidarité...

• **Champ libre** - Trimestriel de l'association Protection mondiale des animaux de ferme, 4 rue Maurice Bairès, 57000 Metz. Prix ? Association spécialiste des actions spectaculaires, la revue - 12 pages - regorge de photos atroces mais aussi de précieux renseignements sur ce qui se passe à l'étranger.

• **Charlie-Hebdo** - Hebdomadaire, 9 bis rue Abel-Hovelacque, 75013 Paris. On ne le reçoit pas, mais on le lit quand même. L'indispensable critique, l'humour sans concession, mais pas de propositions.

• **CIDES-Info** - mensuel du Centre d'Information pour un Développement Solidaire, 1 rue Joux-Aigues, 31000 Toulouse. 60 F les 11 n°. Un bulletin tout ce qu'il y a de plus sommaire... mais qui dure depuis 12 ans.

• **Citoyens du Monde** - Trimestriel de Citoyens du Monde, 15 rue Victor Duruy, 75015 Paris. 50 F les 4 n°. Face à la mondialisation de l'économie, la mondialisation des citoyens. 8 pages où la nostalgie l'emporte toutefois sur les perspectives.

• **Climax** - Trimestriel en anglais qui anime la campagne contre la dérive de l'effet de serre. Publié par EYFA, Postbus 94115, 1090 GC, Amsterdam, Netherlands. De l'action, encore de l'action et toujours de l'action... contre les bognotes, les routes, les industries polluantes et pour des alternatives radicales. 8 pages qui remuent.

• **Clin d'Oeil** - chez Franck Legris, 11 rue Lamartine 24210 Thenon. 110 F par an. Le premier numéro est sorti le 1er avril et porte le n°42. Un lieu d'échange local autour du Système d'échange local du Périgord. Tirage confidentiel. 12 pages de convivialité.

• **Combat-Nature** - Trimestriel, BP 3046 24003 Périgueux cédex. 160 F les 4 n°. Après 25 ans, Combat-Nature est devenu la revue qui référence tout ce qui se passe autour de l'environnement. Seul défaut : des délais de parution particulièrement longs. 90 pages.

• **Contraste** - Mensuel pour l'autogestion, PF 104520, D 69035 Heidelberg. 80 DM les 12 n°. Une revue des militants de base. Le numéro de mars - n°138 - titre

sur le retour de l'industrie nucléaire en Allemagne. 16 pages tabloïds.

•• **Contratom** - Trimestriel, CP 65, 1211 Genève, Suisse. 20 FS les 4 n°. La revue des antinucléaires de Genève mène la vie dure aux autorités suisses chargées d'appliquer le moratoire sur le nucléaire. Entre 20 et 30 pages.

• **Coquelicot (le)** - Bimestriel du groupe Alternative Libertaire, BP 4078, 31029 Toulouse cédex. 50 F les 5 n°. Une revue locale bien foutue. Au sommaire du n°6 d'avril 96, AC ! La vie des banlieues, l'après mouvement de décembre, le coral... 20 pages.

•• **Courant Alternatif** - Mensuel de l'Organisation communiste libertaire c/o Egregore, BP 1213, 51058 Reims cédex. 220 F les 10 n°. Souvent langue de bois, mais secoue là où ça démange. Réussit à se maintenir en kiosque contre vents et marées libérales. 36 pages.

§ **Courrier de l'environnement** - Trimestriel de la branche environnement de l'INRA, Institut national de la recherche agronomique, 147 rue de l'Université, 75338 Paris cédex 07. Diffusion gratuite presse et milieu scientifique. Des articles scientifiques, des annonces de colloques, des critiques de livres et un dessinateur Roussou qui vaut le détour. Entre 100 et 200 pages!

••• **Courrier de la Planète** - Bimestriel "Développement, environnement, les défis d'un monde solidaire", BP 95, 92244 Malakoff cédex. 240 F les 11 n°. La revue, issue de Solagral (Solidarité agro-alimentaire) et après des hésitations, cible aujourd'hui sur des gros dossiers. On sent le financement par les institutions, mais le fond est correct. 58 pages.

••• **Courrier International** - Hebdomadaire, 4 rue Raoul Dudy, 75980 Paris cédex 20, 780 F les 52 n°. On les cite souvent, mais ils refusent de nous l'envoyer en échange de presse. Auparavant indépendant, aujourd'hui dans le groupe Alcatel (et donc Framatome). En kiosque.

• **CRID-Echos** - Trimestriel, 14 passage Dubail, 75010 Paris. 30 F par an. Le CRID est une coordination entre les organisations de solidarité internationale. 4 pages surtout destinées à annoncer les interventions dans les colloques internationaux.

• **CRIDEV Bulletin** - Mensuel du Centre Rennais d'Information sur le Développement et la libération des peuples, 41 avenue Janvier, 35000 Rennes. 50 F les 5 n°. Le bulletin a malgré ces dernières années, on y trouve surtout une présentation des livres et revues achetés par le centre.

••• **Croissance** - Mensuel, 163 Boulevard Malesherbes 75859 Paris cédex 17, 330 F les 11 n°. Anciennement "Croissance des Jeunes Nations", cette revue s'est créée dans le cadre des décolonisations d'après-guerre. Aujourd'hui, ce titre "Croissance" a quelque chose d'iconoclaste dans la crise mondiale. Est-ce vraiment la solution ? Appartient au groupe "La vie". 52 pages en couleurs et bientôt le n°400!

D

• **Damoclès** - Trimestriel du Centre de Documentation et de Recherche sur la Paix et les Conflits, BP 1027, 69201 Lyon cédex 01. 160 F les 4 n°. La revue française la mieux docu-

mentée sur les dessous de l'armée. Dans le numéro du 1er trimestre 96, une enquête sur les essais nucléaires en Algérie. 52 pages.

• **Défis Sud** - "magazine d'actions pour le développement", rue Grôtes 25, B 1170 Bruxelles. 500 FB ou 100 FF pour 5 n°. Revue tiers-mondiste de très bonne qualité. Des articles très journalistiques. Plus radical que le discours des ONG françaises.

•• **Diagonales Est-Ouest** - Mensuel, 8 rue Fernand Rey, 69001 Lyon. 260 F les 12 n°. Avec des correspondants dans un peu tout les pays de l'Est, une revue de dialogue sur les événements à l'Est. Publie désormais en supplément avec d'autres revues européennes "Via Europa". 36 pages.

E

• **Echos** - Revue de l'Initiative des Alpes, regroupement des associations se battant pour la protection des Alpes, c/o Denis Roulin, Le Kalahari, case postale 236, CH 1928 Ravoire. Prix ? Périodicité ? Semble paraître à l'occasion des manifestations menées contre le percement de nouveaux axes routiers en Suisse, en France, en Italie, en Autriche...

§ **Echo bruit** - Bimestriel du Centre d'Information et de Documentation contre le Bruit, 4 rue Belfroy, 92200 Neuilly/s. 300 F les 6 n°. Revue technique donnant les nouveautés législatives en matière de bruit, actualités sur les matériaux, les labels, les salons professionnels.

• **Echo Vert** - Mensuel des Verts Isère, 4 place du Saint Eynard, 38000 Grenoble. 60 F par an. L'une des multiples publications des groupes locaux des Verts. Huit pages avec du contenu.

•• **Echos du Cola** - Trimestriel du Collectif d'échanges pour la technologie appropriée, 18 rue de la Sablonnière, B-1000 Bruxelles. 300 FB pour 4 n°. Une revue qui présente de manière pratique des réalisations issues de collaborations entre le nord et le sud. Présentations de livres sur le sujet. 36 pages très complètes.

• **Echos du GÈRES** - Trimestriel du Groupe énergies renouvelables et environnement, 73 avenue Caroli, 13013 Marseille. Prix ? Présentation des activités de ce bureau d'études spécialisé dans l'aide technique au développement.

• **Echos logiques** - Trimestriel du Groupe Ecologique Beaujolais, 47 passage de l'ancienne mairie, 69400 Villefranche. Abonnement libre. Micro-publication du nord du département du Rhône.

•• **Ecolo en actions** - Mensuel du mouvement Ecolo (Verts wallons), Vincent Decroly, rue du Séminaire 8, B-5000 Namur. 300 FB pour 11 n°. Dernier numéro reçu : celui de septembre 95 contre les essais nucléaires. Depuis plus rien. Boycott des produits français ?

• **Ecologie Politique** - Trimestriel "science culture société", 9 bis, rue Abel Hovelacque, 75013 Paris. 300 F les 4 n°. A lire ailleurs, cette revue de réflexion existait toujours sous le titre "Ecologie et politique", un changement d'orientation de la revue qui se traduit par le fait qu'on ne la reçoit plus. L'écologie vue par des néo-marxistes.

••• **The Ecologist** - Bimestriel, c/o Cissbury House, Furze View, Five

Oaks Road, Salford, West Sussex RH13 7RH, UK, 24 £ pour 6 n°. Depuis 1972, la revue de référence dans le monde anglo-saxon. En général des articles de fond avec en encart central des campagnes concrètes sur les questions écologistes internationales.

• **Ecopolitain** - "L'empêcheur de polluer en rond" - Trimestriel, publié par Ecopole, Maison des associations, 1A place des Orphelins, 67000 Strasbourg. L'année 95 a vu la mort de Strasbourg Alternatives, une revue qui existait depuis plus de dix ans. L'Ecopolitain est un quatre pages modeste, mais peut-être l'occasion de démarer un nouveau projet.

• **Eton** - Trimestriel, revue poétique littéraire et pacifiste trimestrielle, 31 rue Floch, 59126 Linselles. 40 F les 4 n°. La revue fête cette année ses 40 ans. 8 pages de poésie dans un monde de brutes.

•• **Epines Drômoises** - Bimestriel de la FRAPNA-Drôme, 6 rue Marguerite, 26000 Valence. 120 F les 6 n°. L'une des plus belles maquettes dans les revues à petit tirage. Tout sur l'environnement de la Drôme et même d'ailleurs.

•• **Espaces Latino-américains** - Mensuel, BP 5035, 69245 Lyon cédex. 250 F les 12 n°. La revue qui assure la solidarité avec les groupes populaires d'Amérique Latine. Modérée.

• **Espéranto-Info** - Trimestriel. Les hortensias II, 121 bis Bd Napoléon III, 06200 Nice. 20 F par an. L'actualité de la langue internationale de la poésie.

F

• **Feu Vert** - Bimensuel des Verts Nord Pas de Calais, 30 rue des Meuniers, 59000 Lille. 120 F les 12 n°. Le dernier numéro reçu est centré sur le sommet social de G7 qui s'est tenu à Lille. Beaucoup d'humour et beaucoup de pub pour les Verts. Une dizaine de pages.

• **Feuille et l'aiguille (la)** - Trimestriel de l'association Forêt Méditerranéenne, 14 rue Louis Astouin, 13002 Marseille. 15 F pour 4 n°. Tout ce qui concerne la gestion de ces forêts ravagées par les incendies. 4 pages de promotion de l'association.

§ **Finance et développement** - Trimestriel publié par le FMI et la Banque Mondiale. Gratuit évidemment pour la presse et les institutions. De temps en temps un article critique, mais alors vraiment de temps en temps. Tout baigne pour les sages du monde !

• **Flèche** - Trimestriel de Robin des Bois, 15 rue Ferdinand Duval, 75004 Paris. 15 F le n°. Plus de nouvelles depuis un certain temps...

• **Fonds d'intervention pour les rapaces** - Semestriel de l'association du même nom. 11 avenue du Château de Malmaison, 92500 Rueil-Malmaison. Belle revue apparemment liée à l'adhésion à l'association.

••• **Fourni Verte** - Trimestriel pour les enfants, BP 54, 63202 Riom. Cette merveilleuse revue est malheureusement dans les choux. Espérons qu'un autre projet de presse écolo pour enfant donne une suite à cette tentative.

• **Fruits oubliés** - Revue de pomologie vivante - Trimestriel. 4 avenue de la Résistance 30270 Saint-Jean du Gard. 80 F les 4 n°. Une vingtaine de pages pour les amoureux des espèces de fruits

délaissés par les cultures industrielles. Un créneau étroit.

••• **Futuribles** - Mensuel - 55 rue de Varenne 75341 Paris cédex 07 - 640 F les 12 n°. Revue de perspectives avec des articles de spécialistes sur les sujets les plus variés. 96 pages. Cher.

G

•• **Galipote (la)** - Revue ouvergnoise, ACAP, rue du Commerce, 63910 Vernaison. Prix ? Cette revue est un joyeux merdier au niveau de la maquette, mais elle se maintient depuis aussi longtemps que nous grâce à un engagement militant certain. Les dessinateurs ont la part belle... mais les sixième des dessins est parfois consternant. Le journal anti-Giscard.

•• **Garance voyageuse (la)** - Revue du monde végétal, 48370 St-Germain de Calberte, trimestriel, 70 F les 4 n°. 40 pages de botanique avec une pointe de poésie, beaucoup de curiosité. Ce qui explique que la revue ait réussi à se trouver un lectorat.

•• **Gardarem Lo Larzac** - Mensuel d'information du Larzac, Potensac, 12100 Millou. 207 numéros plus tard, la lutte pour le Larzac continue à faire des petits. La solidarité de l'époque s'est perpétuée et ce mensuel maintient le contact entre ceux qui ont manifesté de 1974 à 1981.

•• **Gazette nucléaire** - Bimestriel du Groupement des Scientifiques pour l'Information sur l'Energie Nucléaire, 2 rue François Villon, 91400 Orsay. 120 F les 6 n°. Tenue à bout de bras par Monique et Raymond Séné. Le principe de la revue est efficace : publier les textes officiels plus ou moins confidentiels suffit à faire prendre conscience des dangers du nucléaire. 32 pages.

••• **GID** - Mensuel d'information et critique de la génétique et des technologies de reproduction, Schönweider Str. 3, D 12055 Berlin. 80 DM les 12 n°. Une revue qui aborde des questions fondamentales touchant à l'éthique, à l'écologie, et qui anime un réseau international sur le sujet, malheureusement uniquement en allemand. 52 pages.

••• **Global Økologi** - Trimestriel de Økologiske Rad og Selskab, Borgergade 14.5, 1300 København K, Danemark. Belle maquette sur 28 pages. Malheureusement personne ne parle le danois chez nous !

•• **Grande relève** - mensuel de réflexion socio-économique, BP 108, 78110 Le Vésinet, 130 F les 12 n°. Publiée depuis 1934, cette revue fait la promotion de l'économie distributive : le monde étant de plus en plus riche, la crise actuelle est le fruit d'une économie qui oublie de redistribuer ces richesses. De bons articles, mais un effort pour se rapprocher des jeunes générations serait souhaitable. 16 pages.

••• **Greenpeace-Magazine** - Trimestriel, BP 509, 60505 Chantilly cédex. 80 F les 4 n°. Publié en France, Belgique, Suisse romande par les groupes de Greenpeace. Autour des actions de Greenpeace, d'excellents articles de fond sur l'écologie. 36 pages couleurs.

••• **Grünstift** - Mensuel de l'environnement pour Berlin et Brandebourg, Stiftung Naturschutz, Potsdamerstr. 69, D 10785 Berlin. 40 DM les 12 n°. Quarzième année pour ce magazine

"régional" d'une excellente qualité. Le genre de revue qui vous montre le gouffre entre les mouvements écologistes français et allemand.

H

•• **Haute-Savoie Nature** - Mensuel de la FRAPNA-Haute-Savoie, 58 avenue de Genève, 74000 Annecy. 15 F le n°. Le département vu par les amoureux de la nature. Au sommaire du n°72, la pollution de l'air dans les villes savoyardes. 16 pages.

•• **Hommes et migrations** - Mensuel. 40 rue de la Duée, 75020 Paris. 300 F l'an. Revue de réflexion sur les questions humaines et sociales que posent l'immigration. Indépendante des associations antiracistes, elle leur accorde une large place.

I

• **Iguzki Lore** - Bimestriel des Verts du Pays Basque, Uhalda, 64220 Uhart-Cize. 50 F pour 6 n°. Iguzki Lore est le nom basque du chardon, symbole solitaire des Basques. 28 numéros parus autour de l'activité des Verts. 4 pages à la maquette agréable.

••• **Impatient** - Mensuel d'information et de défense des consommateurs de soins médicaux, 9 rue Saulnier, 75009 Paris. 320 F les 11 n°. La revue sur les alternatives de santé. 52 pages en couleurs, plus de 220 numéros parus et en plus un fonctionnement différent.

• **Info-Uranium** - Trimestriel du Réseau-Uranium, 7 rue de l'Auvergne, 12000 Rodez. 60 F les 4 n°. Un bulletin très spécialisé animé par les groupes confrontés aux mines d'uranium. Un certain essoufflement. Tirage confidentiel, mais 80 numéros parus.

••• **Integral** - Mensuel, Taquigraf Garriga 10, 08014 Barcelona, Espagne. 8000 Pesetas les 12 n°. Ecologie et spiritualité en espagnol. Le top des revues écologistes européennes avec des photos couleurs d'une rare qualité, 100 pages tous les mois. Bientôt le n°200. Tire à 65 000 ex !

• **Ionix** - Mensuel du CSFR, comité de sauvegarde de Fessenheim et sa région, 8 rue des Ecoles, 68700 Uffholtz. Prix ? On ne sait pas, on sait qu'ils nous pompent abondamment, mais on ne le reçoit pas. C'est un monde !

• **IPB News** - Mensuel du Bureau International de la Paix - 41 rue de Zürich, 1201 Genève, Suisse. Abonnement à partir de 50 FS pour un abonnement individuel. IPB assure la coordination de 18 mouvements de paix internationaux et de 128 groupes nationaux de 40 pays différents. Il relaie leur action auprès de l'ONU et coordonne des actions communes (comme le boycott des produits français pendant les essais nucléaires).

•• **Isère Nature** - Mensuel de la FRAPNA-Isère, 5 place Bir-Hakeim, 38000 Grenoble. 160 F les 11 n°. La FRAPNA-Isère étant l'un des groupes les plus dynamiques du pays en matière de protection de la nature, la revue a de la matière à offrir. 32 pages.

J

• **Jakilea** - Trimestriel du Comité pour la défense des droits de l'homme en Pays Basque, MJC Polo Beyris, 64100 Bayonne. 50 F les 4 n°. Si vous croyez que la

France est le pays des droits de l'homme, un tour en Pays Basque vous montrera qu'il n'en est rien. La revue, 16 pages, fait le suivi des démantèlements judiciaires des indépendantistes basques.

• **JeunEsperanto** - Bimestriel de l'association des Jeunes Espérantistes, 4 bis rue de la Cerisaie, 75004 Paris, 25 F les 6 n°. Les jeunes espérantistes s'affichent volontiers libertaires et écologistes. La revue est en grande partie en espéranto, 20 pages.

• **Journal (le)** - Bimestriel, AAPLE, BP27, 74001 Annecy cédex, 90 F les 6 n°. Journal indépendant en 8 pages grand format sur des sujets qui dérangent (le social, l'écologie, la vie associative...). Dernier dossier reçu, le n°57 de janvier 96 qui fait la une sur les Témoins de Jéhovah.

• **Journal Dérouleur (le)** - Trimestriel - Association Droit au Vélo, 23 rue Gosselet, 59000 Lille, 20 F les 4 n°. Mini bulletin en 12 pages demi-format sur le vélo à Lille ou ailleurs.

• **Journal des Écologistes** - "Tous les écologistes sont égaux, mais certains plus que d'autres". Ateliers du Teyrac, BP1, 12230 Saint-Jean du Brueil, 80 F les 6 n°. Frémion qui anime des rubriques dans *Fluides Glaciaux*, ancien député européen, mélange ici les deux genres et vous offre la première revue humoristique faite par, pour et sur les écologistes. Pour ceux qui ont oublié de se laver le nombril.

K

• **K comme King** - Bimestriel du Centre Martin Luther King, Avenue de Béthusy 56, 1012 Lausanne, Suisse, 20 FS les 5 n°. La revue des non-violents romands avec des débats sur la neutralité suisse, l'objection de conscience et la somnolence actuelle du mouvement pacifiste.

L

• **La lettre de l'ADEME** - Mensuel de l'agence de l'environnement de la maîtrise de l'énergie, 27 rue Louis Vicat, 75015 Paris, 150 F par an. Par manque de moyens, l'ADEME travaille aujourd'hui surtout avec les collectivités locales et les industriels. La revue leur est destinée. Peu d'infos grand public, mais en 8 pages couleurs, des présentations de réalisation à plus grande échelle.

• **La lettre de l'Observatoire des transferts d'armements** - Trimestriel, BP 1027 69201 Lyon cédex 01, 80 F les 4 n°. 4 pages sur les ventes d'armes en lien avec une banque de données accessible par minitel. Objectif : donner des informations sur ce marché honteux et trop secret. Dérangeant.

• **La lettre des écologistes** - Mensuel du Mouvement écologiste indépendant, 34 chemin du Pont d'Y, 44600 Saint-Nozire. Le nouveau mouvement écolo animé par Antoine Waechter manque pour le moment de moyens. Il assure le minimum avec ce quatre pages.

• **Lettre du Hérisson** - Mensuel de France Nature Environnement, 57 rue Cuvier, 75231 Paris cédex 05, 160 F les 12 n°. Les ennuis financiers de la FNE ont conduit à la quasi disparition de leur revue. Actuellement 4 pages seulement, publiée avec souvent beaucoup de retard. Bizarrement, la FNE a sorti en mars 96 le numéro 1 de "La lettre eau" annoncée comme trimestrielle et de bien meilleure qualité (60 F les

4 n°)... Cette dernière est gérée par Nature Centre, 71 av. Charles Péguy, 45800 Saint-Jean-de-Bray.

M

• **Médécines Douces** - Mensuel, 26 bis rue Kléber, 93100 Montreuil, 220 F les 12 n°. A part quelques pages actualités, la revue est assez aseptisée : elle occupe un créneau porteur et joue la carte grand public. Sujets classiques du genre "les faux sucres font-ils vraiment maigrir ?".

• **Mer et Littoral** - Mensuel, 14 rue Carnot, 77360 Vaires-sur-Maine, 220 F les 10 n°. Chaque numéro est centré sur une région côtière. A côté d'articles très institutionnels, des articles plus dérangeants. Ainsi, dans le numéro d'avril sur la Normandie, la parole est donnée à l'ACRO qui présente ses études sur la Hague, 60 pages 2 couleurs.

• **MOC Infos** - Bimestriel du Mouvement des Objecteurs de conscience, 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris, 80 F les 6 n°. Le journal des objecteurs ayant disparu, le MOC réalise là un bulletin plus sobre mais toujours aussi nécessaire pour faire circuler l'information sur l'objection de conscience.

• **Moins vite !** - Edité par la commission transport de la Maison de l'Écologie, 4 rue Bodin, 69001 Lyon. Objectif : doter les opposants aux grandes infrastructures routières d'un lieu d'échange. Pour le moment, seul les numéros zéro et un ont été distribués gratuitement au début de l'année. A suivre...

• **Monde libertaire (le)** - Hebdomadaire de la Fédération Anarchiste, 145 rue Amelot, 75011 Paris, 290 F les 45 n°. L'hebdomadaire vient de passer le cap des 1000 numéros et anime le débat anarchiste et le suivi des luttes. Dommage qu'on n'y observe pas la même ouverture qu'à Radio-Libertaire.

• **Müllmagazin** - Trimestriel spécialisé pour la gestion écologique des déchets. Institut für ökologisches Recycling, Kurfürstenstr. 14, 10785 Berlin, 60 DM les 4 n°. Évidemment sur papier recyclé. Articles scientifiques.

N

• **Naturactions** - Bulletin d'Action Nature, BP 20, 28340 La Ferté Vidame. Prix ? 8 pages très locales.

• **Nature et Progrès** - Bimestriel "pour votre santé et celle de la Terre", 3 place Pasteur 84000 Avignon, 160 F les 5 n°. L'association du même nom étant en pleine crise financière, la revue serait menacée, ou moins dans sa formule actuelle. Pourtant l'une des plus anciennes revues sur l'agriculture biologique, jusqu' alors de très bonne qualité.

• **Nature Loire** - Maison de la Nature, 4 rue de la Richelandière, 42100 St-Etienne, 60 F les 6 n°. En reconstruction actuellement, la revue de la FRAPNA-Loire annonce une nouvelle formule à partir de cet été.

• **Naturellement** - Sous des aspects apparemment écolo, cette revue est une émanation du Parti communiste. Pro-nucléaire, pro-canal Rhin-Rhône, pro-barrages... On ne vous la cite que pour que vous l'évitiez.

• **Natur und Umwelt** - Trimestriel des adhérents du Bund, Natur&Umwelt Verlags, GmbH,

Im Rheingarten 7, D 53225 Bonn, 20 DM les 4 n°. La revue du BUND, l'équivalent allemand de France-Nature Environnement. Aucune comparaison ! L'écologie passe avant le lobbying avec les industriels.

• **Natürlich** - Mensuel, AT Zeitschriftenverlag Bohnhofstr. 39-43, CH 5001 Aarau, 68FS les 12 n°. Environnement et santé, grand public, mais en allemand.

• **Network Newsletter** - Bimestriel du National Center Atmospheric Research, PO Box, Boulder, CO 80307-3000, Etats-Unis, 16 pages sur la question des climats diffusés gratuitement aux associations et aux institutions. Financement par l'ONU.

• **Nilassinan** - Trimestriel publié par le Comité de Soulien aux peuples de l'Amérique, BP 317, 75229 Paris cédex 05, 160 F les 6 n°. La lutte des Indiens du Nord au Sud des Amériques, avec beaucoup de liens avec l'écologie du fait de la philosophie de ces peuples.

• **Non-Violence Actualités** - Mensuel, BP 241, 45202 Montargis cédex, 210 F les 11 n°. La revue, qui vient de fêter son 200ème numéro, réussit à traiter de l'actualité non-violente en seulement 24 pages. Beaucoup d'articles sur l'éducation non-violente et la méditation. La revue qui a le plus d'abonnés communs avec Silence.

• **Notiziario CDP** - Bimestriel du Centre de Documentation de Pistoia, via degli Orati 29, cas. post. 347, 51100 Pistoia, Italie, 25 000 lire par an. La revue est presque exclusivement réservée aux recensions d'ouvrages achetés par le centre sur les thèmes de la santé, de la nature, la poésie, la politique (écologiste, libertaire...), la paix, les alternatives...

• **Nous** - Trimestriel de la Confédération Syndicale des Familles, 53 rue Riquet, 75019 Paris, 34 F les 4 n°. 24 pages en couleurs pour la défense des intérêts de la famille. De gauche, modéré.

• **Nouvel humanisme** - Trimestriel de Georges Krassovsky, BP 164, 75664 Paris cédex 14, 12 F les 4 n°. Revue à une seule plume, 2 ou 4 pages seulement. Prix imbattable.

• **Nouvelles de Solagro** - Trimestriel, 219 av. du Muret, 31300 Toulouse, 50 F les 4 n°. Huit pages sur les énergies renouvelables, plus particulièrement centrées sur les usages agricoles (biomasse et biocarburants en particulier).

• **Nouvelles Ours** - Trimestriel du Fonds d'intervention EcoPastoral, BP 508 64010 Pau Université cédex. La lutte contre la disparition des ours dans les Pyrénées vue par les naturalistes.

• **Nuke Info** - Bimestriel, c/o Citizens' Nuclear Information Center, 3F Watanabe Bldg, Higashi-venno 2-23-22, Tai-to, Tokyo 110, Japon, 5000 yens les 6 n°. Revue antinucléaire japonaise. Photos de Manju occidentales dans le numéro de janvier/février : ça fait froid dans le dos !

O

• **Observez** - Bimestriel, 19 rue Lantiez 75017 Paris, 95 F les 6 n°. Une revue en voie de disparition ! Et pourtant, c'était le top au niveau de l'enquête journalistique écolo. Mais la petite revue a voulu grossir et ne semble pas s'en remettre. Le coup d'éclat a été la sortie en kiosque du numé-

ro collectif "Atomisez" en septembre 95. Depuis, les auteurs, investis dans le lancement du salon "Vivez nature" à Paris, n'arrivent plus à réaliser la revue.

• **Orlzodar** - Bimestriel, BP 4, Mouguerre, 64990 Pierre d'Irube, 70 F les 6 n°. En 16 pages, l'actualité avec les alternatifs, les écologistes et les autogestionnaires. Le titre signifie Arc-en-ciel en basque.

• **Other Israël** - Mensuel anglais du Conseil pour la Paix Israélo-palestinienne, POB 2542, Holon 58125 Israël, 30 \$ pour 12 n°. Réflexions et comptes-rendus d'actions du mouvement de paix israélo-palestinien.

P

• **Panda** - Bimestriel du WWF, chemin de Poussy 14, 1214 Vernier, Suisse. Diffusion aux adhérents. Demi-format sur papier recyclé, photos couleurs, numéros thématiques. Fort agréable à lire.

• **Partage** - Mensuel d'information sur le chômage et l'emploi, 290 F par an, 24 pages grand format pour débattre sur le chômage, souvent sous forme de débats entre des gens politiquement très différents : de Philippe Séguin à Michel Rocard.

• **Peace News** - "for nonviolent revolution" - Mensuel anglais, 8 Elm Avenue, Nottingham N63 4GF, Grande-Bretagne, 12 \$ par an. Créé à la fin de la dernière guerre mondiale, longtemps hebdomadaire, la revue vient de fêter son 2400ème numéro ! Beaucoup d'informations internationales sur la paix.

• **Pelite revue de l'indiscipline** - Trimestriel, c/o Christian Moncel, BP 1066, 69202 Lyon cédex 01, 50 F les 10 n°. En une quarantaine de pages, cette revue s'intéresse d'abord à la poésie, mais combat aussi la publicité. Tirage confidentiel.

• **Peuples en marche** - Mensuel de Peuples Solidaires et Terre des Hommes, 10 rue Lanterne, 69001 Lyon, 180 F les 10 n°. En vingt pages, un tour de l'actualité des deux associations et des reportages sur des initiatives de solidarité Nord-Sud. 115 numéros parus.

• **Plume** - Abréviation de pluriel mensuel, bulletin de Radio-Pluriel, 15 allée du parc du Château, BP 106, 69801 Saint-Priest cédex, 5 F le n°. Rebonds à partir d'émission de cette radio-locale.

• **Pollis** - Hebdomadaire, 2 B rue Jules Ferry, 93100 Montreuil, 950 F par an, 400ème numéro pour cet hebdomadaire résolument ancré dans la gauche non-communiste. Ardents partisans d'un rapprochement des Verts avec la gauche traditionnelle.

• **Pollische Ökologie** - Bimestriel, Cosmastr. 4, 81927 Münschen, 75 DM les 6 n°. Revue de réflexion sur l'écologie. De haut niveau.

• **Population et sociétés** - Mensuel de l'Institut National d'Études Démographiques, 27 rue du Commandeur, 75675 Paris cédex 14, 46 F les 12 n°. Statistiques pas toujours innocentes : les pro-natalistes battent le rappel.

• **Pote à pote** - Mensuel de la fédération nationale des maisons des pote, 62 Bd de Strasbourg, 75010 Paris, 150 F l'an. Le journal des banlieues et de la société pluriculturelle. Farouche-ment anticraciste, branché, féministe... 10 pages grand format.

• **Pou d'Agouti** - Trimestriel, 11 rue Victor Hugo, 97320 St-Laurent du Maronnin, Guyane, 40 F les 4 n°. La Guyane est peu peuplée, mais on y trouve suffisamment d'écologistes pour y animer une revue. En lutte contre les barrières EDF, le projet de parc naturel sur les terres indiennes et la pollution du site aéronautique de Kourou.

• **Présence dans le monde** - Trimestriel de l'association Équilibre, BP 1613, 69606 Villeurbanne cédex, 80 F par an. Revue de promotion de l'"entreprise humanitaire" dont les comptes semblent bien embrouillés.

• **Production propre (la)** - Mensuel de la coordination nationale contre l'importation, l'exportation et l'incinération des déchets c/o Greenpeace, 28 rue des Petites Ecuries, 75010 Paris. Bulletin de liaison entre les associations et les individus pré-occupés par les déchets. Un filon certain pour les années à venir et un démarrage intelligent de Greenpeace qui relie le travail de terrain et fait avancer la réflexion.

• **Le bibliophage** - "feuille théoriquement bimestrielle" écrite par Yvan Gradis, 56 bis, rue Escudier 92100 Boulogne, qui anime également l'association "Résistance à l'agression publicitaire" qui a également sa propre feuille d'infos...

Q

• **Quatre saisons du jardinage** - Bimestriel, BP 20, 38711 Mens cédex, 159 F les 6 n°. 100 pages demi-format tout en couleurs. Une sélection d'articles écrits par des reporters de haute qualité. Du jardinage au mode de vie, il n'y a qu'un pas que la revue a franchi en allant elle-même s'installer en pleine nature.

• **Que Choisir ?** - Mensuel de l'Union Française des Consommateurs, BP 400, 60732 Ste-Genève cédex 9, 265 F les 11 n°. On ne le reçoit plus ! Conséquence du virage libéral de la revue ?

R

• **RAP-Echos** - Trimestriel, Résistance à l'agression publicitaire, 61 rue Victor Hugo, 93500 Pantin, 20 F les 4 n°. Outre le bibliophage Yvan Gradis, de nombreux autres opposants à la pollution visuelle et de multiples idées d'actions. On leur a demandé un dossier pour Silence, mais en vain : ils ne veulent pas se faire de la pub ! 4 pages qui décollent.

• **Réalités de l'écologie** - Mensuel - 33 route de Bessières, 31240 L'Union, 240 F les 12 n°. Leur numéro 73, d'avril 96, aura été le dernier. Ils y avaient mis le paquet : 92 pages pour 25 F. C'était la seule revue écolo en kiosque en France. Liquidation judiciaire. Trop coûteux.

• **Réfugiés** - Mensuel du Haut Commissariat aux Réfugiés des Nations-Unies, CP 2500, 1211 Genève 2 dépôt, Suisse. Gratuit pour les ONG et la presse. Les camps de réfugiés au quotidien. Mais malheureusement peu d'articles sur les causes de ces déplacements de population. Faudrait voir où ne pas vexer les États membres de l'ONU.

• **Rencontres** - Mensuel "pour l'expression des autogestionnaires alternatifs du Périgord" c/o Jean Bertin, 7 rue Pierre

Magne, 24000 Périgueux, 100 F les 11 n°. Petit tirage mais grande régularité depuis plus de 120 numéros. Beaucoup de reprises d'articles piqués ici ou là.

• **Réseau-Nature** - Mensuel inter-associatif publié par Nature Haute-Loire, 47 Bd Saint-Louis, 43000 Le Puy-en-Velay, 10 F le n°. 8 pages que se partagent plusieurs associations du département ; protection de la nature et lutte contre les projets d'aménagement.

• **Réseau Espérance** - Trimestriel des Réseaux du même nom, 98 Bd des Rocs, 86000 Poitiers, 80 F les 4 n°. 40 pages demi-format pour débattre autour des valeurs des Réseaux : la dimension communautaire, l'autogestion, l'écologie, la pauvreté et la spiritualité. Tout le monde a la parole, pas d'équipe de rédaction.

• **Revue des Dossiers d'Aquitaine** - Trimestriel de poésie, 5 impasse Bardos, 33800 Bordeaux, 53 F les 4 n°. Beaucoup de choses peuvent s'exprimer par la poésie : l'antimilitarisme, l'écologie... La revue est également un soutien à de nombreux éditeurs qui s'autoéditent.

• **Rhône-Nature** - Trimestriel de la FRAPNA-Rhône, 39 quai St-Vincent, 69001 Lyon, 60 F les 4 n°. Comme toutes les sections de la FRAPNA, le Rhône a son bulletin dont la qualité est variable selon les humeurs des administrateurs, des objectifs, des bénévoles et de l'argent en caisse.

• **RIRE** - Bimestriel du Réseau d'information aux rétroactifs, 33 rue Coustellerie, 13002 Marseille, 60 F les 6 n°. L'antimilitarisme n'est pas mort et il existe encore des militants pour animer cette précieuse revue, 12 pages. Pas d'une haute qualité, mais indispensable.

• **Robin Wood Magazin** - Trimestriel, Robin Wood av. Bremen PF 102122, 28021 Bremen, 15 DM les 4 n°. L'équivalent allemand de Robin des Bois de chez nous. Plus de moyens bien sûrs. Se revendiquent comme plus démocratiques et plus radicaux que Greenpeace.

• **Rouge** - Hebdomadaire, La Brèche, 2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil, 480 F les 50 n°. Une des multiples publications de la Ligue Communiste Révolutionnaire. Intéressés par un rapprochement avec les écologistes, mais n'ont pas encore bien compris ce qu'écologie veut dire. Sinon, informations internationales nombreuses et grosse mobilisation contre le G7 en ce moment. 16 pages tabloïds.

• **Rouge et Vert** - Hebdomadaire de l'Alternative rouge et verte, AREV, 40 rue de Malte, 75011 Paris, 400 F les 40 n°. L'AREV, plus ou moins issue de la candidature Juvin, du PSU... fait l'élastique entre les Rouges et les Verts. Que c'est dur de dépasser le marxisme ! A signaler qu'il existe plusieurs bulletins locaux de l'AREV ayant le même nom. 12 pages.

• **Rouge et Vert info** - Mensuel de l'AREV des Alpes Maritimes c/o Le Temps de vivre, 38 Bd de la Madeleine 06000 Nice, 100 F par an. 14 pages, plus de 50 numéros parus, l'une des revues locales de l'AREV les mieux réussies.

S

• **SAT-Amikaro** - "Mensuel des travailleurs espérantistes des pays de langue française", 67 avenue Gambetta, 75020 Paris,

170 F par an. Une revue de 8 pages en espéranto et un résumé en français de 2 pages. Si la revue existe depuis 1937 et a dépassé cette année le n°500, la dynamique espérantiste est toujours aussi forte.

• **Sauve Gardon La Borie** - Mensuel du comité de défense de la Borie, La Boissière, 30140 Miciel, 50 F les 10 n°. Une simple feuille pliée en trois pour maintenir le contact autour de l'opposition au barrage sur le Gardon de la Borie. De l'Info locale et sur l'eau. L'annulation du projet n'est pas forcément définitive.

• **Science et Nature** - Mensuel, 18 rue de la Condamine, 75017 Paris, 660 F les 24 n°. Autour de grands reportages sur les animaux et sur la nature à travers l'œil de scientifiques, de nombreuses informations militantes parfois fort engagées. 100 pages, en kiosque. Quelques pubs douteuses.

• **Seedlinks** - Mensuel, A Seed Europe, PO Box 92066, 1090 AB Amsterdam, Pays-Bas. Prix ? Mouvement écologiste international faisant le lien entre les différentes luttes. Très radical. 28 pages. Un vrai plaisir !

• **Silence** - "Ecologie, alternatives et non-violence" - Mensuel, 9 rue Dumenge, 69004 Lyon, 220 F les 12 n°. On se met là, parce que vous allez faire des photocopies et après, vous allez nous oublier.

• **Soixante millions de consommateurs** - Mensuel de l'Institut National de la Consommation, 80 rue Lecourbe 75732 Paris cédex 15, 185 F les 11 n°. Pour tout savoir sur les arnaques à la consommation, mais en bon office gouvernemental, aucun recul sur ce qu'est la consommation.

• **Solidaire (vers un développement)** - Mensuel de la Déclaration de Berne, association pour un développement solidaire, ch. de Boston 11, CP 212, 1000 Lausanne, 9, Suisse, 50 FS les 12 n°. 28 pages et plus de 130 numéros parus. Des campagnes concrètes à mener ici pour ne pas exploiter les pays du Sud.

• **Solidarité** - Revue publiée par l'association du même nom, BP 52, rue du Château du Roi, 81602 Gailiac cédex, 40 F les 4 n°. Surtout consacrée aux actions de l'association.

• **Solidarité Irlande** - Trimestriel - Association Solidarité-Irlande. Centre social de Pen-ar-Creach, rue du Professeur Chrétien, 29200 Brest, 100 F les 4 n°. Pour suivre les négociations de paix entre l'Angleterre et l'Irlande du Nord, 12 pages.

• **SOS Loire Vivante Infos** - Trimestriel, SOS Loire Vivante, 8 rue Crozatier, 43000 Le Puy, 40 F les 4 n°. Surtout des infos contre les projets de barrages de la Loire, mais également sur d'autres actions concernant l'eau en général, 4 pages.

• **Stop Civaux** - Trimestriel du comité du même nom, 20 route de Bonneuil Matours, 86000 Poitiers, 50 F par an. Une douzaine de pages pour suivre la lutte contre la construction du dernier réacteur nucléaire français.

• **Stop Essais !** - Lettre mensuelle sur les essais nucléaires et maintenant pour l'abolition des armes nucléaires, c/o M.P. Bovy, Bonbecome, 12120 Comps La-Gonville, 50 F les 12 n°, 2 pages

régulières et des informations de première main.

• **Stop Golfech** - Lettre mensuelle de Vivre sans le danger nucléaire à Golfech, Maison des associations, 108 bd de la Liberté 47000 Agen, 50 F par an. 4 à 12 pages contre la centrale nucléaire.

• **Stop Malville** - Bimestriel des Européens contre Superphénix, 9 rue Dumenge, 69004 Lyon, 50 F par an. Nos voisins dans nos locaux. Arrêter Superphénix, comme première étape pour stopper le nucléaire. 8 à 12 pages et plus de 2000 abonnés !

• **Stop-Nogent** - Trimestriel - Lettre du comité du même nom. c/o Nature et Progrès, 49 rue Raspail 93100 Montreuil, 50 F les 4 n°. Contre la centrale la plus proche de Paris.

• **Stratégies énergétiques biosphère et sociétée (SEBES)** - Annuel de l'Association Pour l'Appel de Genève, c/o Ivo Rens, Département d'histoire du droit et des doctrines juridiques, Faculté de droit de l'Université de Genève, 5 rue Saint-Ours, CH-1211 Genève 4 - 30 FS ou 120 FF le n°. Des gros dossiers thématiques écrits par des scientifiques français et suisses soucieux de mettre un peu de philosophie dans les discours actuels.

• **Sud-Ouest Alternatives** - Bimestriel, 40320 Bats, 100 F les 6 n°. Les éditions Utovie, spécialisées dans les petits livres pratiques sur l'écologie publiées déjà la Lettre d'Utopie, centrée sur les nouvelles publications. En 1994, ils décident de lancer une revue régionale éco, tout à fait dans la lignée de Silence. Si Utovie continue, on n'a pas reçu de nouveau numéro depuis l'automne 95.

• **Survival** - Trimestriel, Survival International France, 45 rue Faubourg du Temple, 75010 Paris, 50 F par an. Survival assure la défense des peuples indigènes victimes de la destruction de la planète.

T

• **Tam-Tam** - Bimensuel de Brabant-Ecologie, route de Rénipont 33, 1328 Chain, Belgique, 400 FB les 22 n°. 6 pages seulement mais une multitude d'informations très brèves. 15ème année. Très antinucléaire et très anti-gaspillage. Pas de clichés, pas de place perdue.

• **Terminal** - Annuel - Technologie de l'information, culture et société, 24, rue de la Chine, 75020 Paris, 85 F le n°. Au départ

un mensuel très alternatif, aujourd'hui une revue de réflexion de plus en plus réservée aux professionnels.

• **Timor informations** - Mensuel de l'Association de Solidarité avec le Timor-Oriental, BP 59 75921 Paris cédex 19, 80 F l'an. Le Timor-Oriental en guerre contre l'Indonésie a besoin de se faire connaître. Bulletin modeste avec une importante partie consacrée à une revue de presse.

• **(Tous)** - Mensuel du centre de l'UNESCO de Catalogne, Mallorca 285, E 08037 Barcelone. Diffusé gratuitement en plusieurs langues dont le français. Pas reçu de numéro depuis un an, mais habituellement 8 pages sur un thème environnemental concernant la Planète. Dernier numéro reçu : le tourisme.

• **Transversales Science/Culture** - Bimestriel, 21 Bd de Grenelle, 75015 Paris, 400 F les 6 n°. Revue de débat d'un bon niveau intellectuel, mais fort lisible. Le prix est malheureusement dissuasif.

U

• **Urgence Pacifiste** - Trimestriel, 20 rue Marin, 75019 Paris, 50 F les 4 n°. L'une des plus vieilles revues pacifistes françaises : 330 numéros parus. Style satirique. Parfois facile.

V

• **Vache folle** - "Journal politiquement j'emmérde des jeunes écologistes" 37 rue Julien Lacroix 75020 Paris, 90 F les 10 n°. On a reçu les premiers numéros et puis plus rien. Existe-t-il toujours ? Pourtant au niveau notoriété, chapeau : on parle d'eux tous les jours !

• **Vélocité** - Trimestriel, revue de FUBICY, fédération des usagers de la bicyclette, 4 rue Brulée, 67000 Strasbourg, 80 F par an. "La revue du cycliste urbain", mais aussi de plus en plus rural puisqu'on commence à envisager des pistes cyclables entre les villes. 30 pages pour prendre connaissance de l'actualité du vélo.

• **The Verge** - Bimestriel de EYFA, European Youth Forest Action, Postbox 94115, 1090 Amsterdam, Pays-Bas, 90 F par an. Revue en anglais qui pratique un taux d'abonnement en fonction du niveau de vie de chaque pays. Très radicale, autour de multiples campagnes et d'un rassemblement annuel sous forme d'un village alternatif d'été Ecologia. Publie aussi "Climax".

• **Verts-Contact** - Hebdomadaire national des Verts, 107 Parmentier, 75011 Paris, 140 F 52 n°. 2 ou 4 pages par semaine. La vie interne des Verts, quelques rares ouvertures à l'extérieur. A signaler également de nombreux autres bulletins régionaux, départementaux, des élus régionaux... Qualité variable.

• **Vie naturelle** - Mensuel, Sté Arys, 8 rue Darwin, 75115 Paris, 220 F par an. Se présente comme le premier magazine de santé, d'écologie et de médecines alternatives. Reste grand public et très politique.

• **Vif Argenl** - Bulletin de liaison des sociétaires et amis de NEF, 46 rue de la Burge, 03 Bourban l'Archambault. Si vous ne le recevez pas encore, comme vous avez oublié de tenir votre compte en banque trimestriel pour choisir la banque alternative (et proposer qui existe pour le moment France.

• **Vigilance Soudan** - Mensuel trimestriel. Edité par le comité de vigilance pour les droits de l'homme et les libertés au Soudan, BP 184, 75665 Paris cédex 14. Une version mensuelle ou digeste trimestriel pour parler d'un des plus longs conflits l'Afrique. Prix ?

• **Vieftall** - Trimestriel de l'association pour les peuples en danger, Gesellschaft für Biodiversität, Sennweg 1, 3012 Bern, 30 FS les 4 n°. Un peu comme Survival International.

• **Viva** - Mensuel, magazine de la santé et de la solidarité, rue de Vincennes, 93100 Montreuil, 154 F les 11 n°. Journalet édité par la Fédération nationale de Santé. Très gros tirage, avec éditions régionales. Lisible et souvent des infos intéressantes.

• **Volcans** - Bimestriel, revue d'information et de solidarité avec les Amériques centrales, Caraïbes, Etdrev, 14 rue de Neufeuil, 75015 Paris, 120 F les 5 n°. pages pour taire le tour de luttes sociales dans les pays concernés. Très à gauche.

W


• **WISE News** - Bimensuel anglais du Service Mondial pour l'information sur l'énergie, POB 56, 1007 AP Amsterdam, Hollande, 90 Florins les 22 n°. Le bulletin base des antinucléaires de tous les pays. Pour voir comment se passe ailleurs.

LA LIBERTÉ DE CIRCULER

Pour en finir avec le mythe de l'automobile de Colin Ward

Au XIXème siècle, le rail connaît un développement fulgurant. Au XXème siècle, la route a détrôné le rail. L'auteur montre dans ce livre comment l'arrivée de l'automobile a conduit à l'apparition d'une société de plus en plus individualiste. Il développe ensuite les alternatives possibles.

144 pages format 14 x 21 cm.
Bon de commande page 67.





JAPON : REFERENDUM

Les opposants au projet de réacteur à proximité de Maki ont réussi à gagner les élections municipales du 21 mars dernier. Le nouveau maire a immédiatement demandé aux autorités préfectorales d'organiser un référendum sur la question du réacteur sur sa commune et les 4 autres communes environnantes. Les autorités ont accepté, ce qui est une première au Japon. Le référendum aura lieu le 4 août prochain. (source : Nuke Info Tokyo, mars 1996)

USA : GRAVE CONTAMINATION

Entre le 1er et le 5 février 1996, dans l'usine NDC Systems Inc de Irwinvale, en Californie, des ouvriers ont été sérieusement contaminés après avoir laissé à l'air libre une source d'américium 241. L'usine qui fabrique des instruments de mesure, se sert de sources radioactives pour étalonner ses appareils. Du 5 février au 13 mars, l'usine a été décontaminée. Des analyses d'urine réalisées sur 16 employés ont montré que deux d'entre eux avaient

reçu l'énorme dose de 170 rems ! (limite annuelle autorisée : 5 rems !). Ces deux personnes ont été hospitalisées à l'hôpital de Hanford, spécialisé dans les cas d'irradiations. La source d'américium 241 avait été fournie par le centre de Saclay en France. (source : WISE, 26 avril 1996)

CAMPAGNE POUR CESSER LA PROMOTION DU NUCLÉAIRE

Une campagne de pétition a été lancée par "For Mother Earth", groupe antinucléaire belge, pour demander la révision des statuts de l'AIEA, agence internationale de l'énergie atomique, service de l'ONU. Il est demandé que cette agence n'ait plus de rôle de promotion de l'énergie nucléaire, mais soit simplement une agence de lutte contre la prolifération du nucléaire militaire. La pétition demande également la création d'une agence de l'ONU spécialisée dans la promotion des économies d'énergie et des énergies renouvelables.

Cette pétition, qui dure jusqu'à fin novembre 96, est relayée en France par Stop-Essais, Bonnetcombe, 12120 Comps Lagrandville.

SUICIDES

On parle beaucoup des policiers qui se suicident (30 pendant les 5 premiers mois de l'année)... mais on parle moins d'une autre vague en cours : la CGT a annoncé que chez les infirmières faisant de la sous-traitance dans les réacteurs nucléaires, il y avait déjà eu sept suicides sur les 4 premiers mois de l'année. La peur conduit au désespoir et les salaires (parfois triples) ne compensent pas.

GOLFEC : OCCUPATION D'UNE TOUR DE REFROIDISSEMENT

Pendant que les vigiles de la centrale de Golfech avaient les yeux rivés sur leur poste de télé pour suivre le match de foot du PSG, le mercredi 8 mai, vers 22 h, des antinucléaires du Collectif Paix de

SUPERPHENIX PREMIERE PLAINTE D'UNE COMMUNE FRANCAISE

Une vingtaine de communes suisses ont attaqué la validité des derniers décrets autorisant le fonctionnement de Superphénix devant le conseil d'Etat (au départ avec Corine Lepage comme avocate). Dans une telle procédure, il est toujours possible pour d'autres associations ou communes de se joindre à la procédure en cours de route. Depuis deux ans, les opposants à Superphénix ont essayé d'entraîner des communes françaises dans la procédure : pendant la marche de 1994, les Européens contre Superphénix ont été reçus par environ 200 maires. L'opération a été renouvelée avant les élections municipales avec les "Aliments de la Vie". Ces deux moments forts ont permis de cibler ensuite le travail de "lobbying" sur les communes les plus opposées à Superphénix. Tout un travail, via les élus écologistes, s'est poursuivi après les municipales. Le principal problème était qu'aucune commune ne voulait être la première à franchir le pas. C'est finalement la mairie de Besançon qui le 21 avril, s'est décidée la première : la majorité (gauche) a voté pour le dépôt de plainte, l'opposition s'est abstenue. D'autres communes pourraient maintenant suivre rapidement.

Bazens et de Stop-Golfech, sont entrés sur le site, ont escaladé une tour de refroidissement et s'y sont installés, avec un téléphone portable pour faire la liaison avec les militants restés au sol.

C'est la deuxième fois qu'ils renouvellent cette action (une première occupation avait eu lieu en juin 1989). Comme quoi la première occupation n'a rien changé : il est toujours aussi facile de rentrer sur le site d'une centrale et si au lieu d'un téléphone portable, cela avait été quelques caisses d'explosifs, on n'ose imaginer le résultat !

L'occupation a été l'occasion de rappeler aux médias du Sud-Ouest quelques réalités sur le nucléaire ; outre le risque de terrorisme, les

TCHERNOBYL : LA NAUSEE

"(Lors du sommet de Vienne) les plus hautes sommités de l'énergie et de la production nucléaire ont observé une minute de silence. Cet hommage aux victimes passées et à venir peut paraître respectueux ; il inspire cependant un profond dégoût pour ce qui relève d'un cynisme que l'on espère inconscient et qui n'en demeure pas moins insupportable. Que n'ont-ils, ces éminents responsables, consacré une autre minute de silence à l'évocation de leurs propres responsabilités ? Dix années déjà, remarquablement perdues, valent quelques heures de discussions empreintes d'un minimum d'autocritiques.

Mr Blix, président de l'Agence internationale de l'énergie atomique, une décennie durant, n'a-t-il pas, avec ses pairs, minimisé, en particulier dans les premières années, les conséquences de l'accident ? Ces braves gens ont cautionné des rapports officiels fallacieux, le décret de secret dès l'accident, l'obligation faite aux médecins de poser de faux diagnostics, les examens et prélèvements sanguins effectués en données codées et transmises à Moscou ; ils ont couvert l'insuffisance des mesures de prévention, en particulier l'évacuation de la seule zone de 30 kilomètres.

Ce sont les mêmes qui n'ont pas su développer les structures répondant aux besoins réels : centre de dépistage, de traitement, de formation d'équipes médicales. Ce sont les mêmes encore qui n'ayant aucune obligation de résultat, commandent des expertises itératives, redondantes et coûteuses, n'entretenant que le chiffre d'affaires des cabinets de consultants et n'aboutissant à aucune prise en charge de la population (500 000 enfants touchés en Biélorussie, à peine 30 000 échographies annuelles pratiquées).

Ce sont toujours les mêmes qui, dix ans après, n'expriment que cette inquiétude : "le sarcophage fuit...". Et eux, que fuient-ils, en réalité ?

Marie-Laurence Simonet, présidente de l'association Les Enfants de Tchernobyl, "Le Monde", 23 avril 1996.

LA HAGUE

METTRE FIN AU RETRAITEMENT

Alors qu'en Allemagne, les manifestations antinucléaires mobilisent des dizaines de milliers de policiers pour permettre le passage des transports de déchets radioactifs venant de la Hague, en France, la COGEMA cherche à signer de nouveaux contrats de retraitement pour essayer d'amortir ses installations de la Hague. En effet, l'échec de la filière plutonium (Superphénix) et la fin de la course aux armements met l'avenir du centre de traitement de la Hague dans une impasse. Il ne sert strictement à rien de retraiter des déchets si le plutonium qu'on en extrait n'a pas de destination. Pire, cette manipulation augmente la dissémination de la radioactivité de manière inquiétante.

La logique voudrait donc que l'on stoppe l'usine de la Hague. Mais la COGEMA, donc le CEA, donc les militaires, ne l'entendent pas ainsi : au nom d'un hypothétique reprise de la course aux armements, ils veulent maintenir en marche cet "outil" industriel. Alors comme celui-ci coûte extrêmement cher, ils cherchent à le valoriser en proposant à d'autres pays de "retraiter" leurs déchets.

En fait de "retraitement", il s'agit d'une séparation en trois catégories de déchets, selon leur durée de vie. On ne sait pas se débarrasser des déchets nucléaires.

Mais à quoi peut servir pour un autre pays de payer très cher pour seulement séparer ses déchets ? A rien.

C'est pourquoi, les nouveaux contrats proposés par la Cogéma sont beaucoup plus vicieux que cela : ils proposent de stocker en France les déchets des autres pays en attendant un éventuel retraitement.

La loi interdit le stockage en dehors du pays d'origine des déchets. Mais là, il ne s'agirait pas d'un centre de stockage mais d'une "aire d'attente".

Cette solution intéresse évidemment de nombreuses compagnies d'électricité étrangère, car de plus en plus de législations nationales les obligent à résoudre la question des déchets s'ils veulent poursuivre dans la voie du nucléaire.

Depuis 1994, Greenpeace a lancé une campagne pour demander d'une part qu'aucun contrat nouveau ne soit engagé par la COGEMA et que d'autre part, la transparence soit de mise pour les contrats déjà signés.

Actuellement, 8710 tonnes de déchets sont "en attente de retraitement" à la Hague auxquelles s'ajoutent 6360 tonnes stockées dans les piscines des réacteurs nucléaires français. Cela représente un délai de traitement de l'ordre de dix ans ! Uniquement pour séparer, évidemment pas pour les faire disparaître.

Greenpeace a lancé une campagne "Poubelle nucléaire, non merci !" qui comprend une campagne de cartes postales adressées à Corine Lepage et à son homologue allemand pour demander que cessent les envois de déchets allemands. Greenpeace diffuse également du matériel d'information pour aider à faire signer les cartes postales.

Contact : Greenpeace, 28 rue des Petites Ecuries, 75010 Paris, tél : (1) 47 70 46 89.

CREONS DES EMPLOIS

Dans une lettre ouverte aux ministres concernés, Didier Anger, non sans humour, propose de créer des emplois autour du site de la Hague. Ceux-ci, sous le contrôle de l'ANDRA, agence nationale gestionnaire des déchets radioactifs, pourrait consister à reprendre, un par un, les milliers de fûts entreposés dans la centre de stockage de la Manche, puisque les différents éléments disponibles aujourd'hui montrent que l'ANDRA ne sait plus ce que contiennent ces fûts. Après identification du contenu de chacun des fûts, il faudrait reconditionner les fûts prévus pour durer 300 ans et déjà éclatés au bout de 20 ans. Il faudrait trier les déchets étrangers stockés "par erreur" dans cette décharge. Il faudrait en sortir les sources radioactives dont l'entreposage dans ce dépôt est interdit (le plutonium en particulier), renvoyer ces "erreurs" à l'usine de la Hague...

Evidemment, tout cela suppose que des travailleurs vont se faire exposer à de grosses quantités de radioactivité, mais avec une bonne surveillance, et en n'employant que le personnel de l'ANDRA, on doit pouvoir rester dans les normes internationales (moins de 2 rems par an). Si par hasard, il n'y a pas assez de personnels dans les bas salaires de l'ANDRA, il serait possible de demander aux cadres de venir eux aussi prendre leurs doses par solidarité et si cela ne suffit pas, nul doute que les services des ministères concernés pourraient également participer. Bien sûr,

tout cela coûtera extrêmement cher, mais après tout si on veut retraiter les déchets étrangers et pour suivre le programme nucléaire français, il faut en assurer les conséquences. Les opposants au nucléaire s'engagent eux à contrôler que le taux de radioactivité au niveau des limites du site ne dépasse pas les normes admises et que l'ANDRA ne fasse pas appel à de la viande à neutrons (intérimaires).

Contact : Didier Anger, 18 rue d'Etang Val, 50340 Le Pieux, tél : 33 52 45 59.

L'ANDRA PORTE PLAINTE

L'ANDRA, propriétaire du centre de stockage de la Manche, a porté plainte, le 20 mai dernier, contre l'ACRO, l'association pour le contrôle de la radioactivité dans l'Ouest, pour avoir diffusé des documents internes de la société révélant la présence massive - et illégale - de plutonium dans les fûts stockés sur ce site. L'ACRO avait publié ces documents pour prouver que l'ANDRA avait menti pendant l'enquête publique concernant la fermeture du centre qui contient 530 000 m3 de déchets radioactifs.

Entre la nécessité d'alerter les citoyens et la légalité, il y a la légitimité. L'ANDRA a peut-être la loi pour elle mais si un procès avait effectivement lieu, la justice devrait tenir compte du contexte très particulier de cette agence dépendant du CEA, donc de l'armée et qui ment régulièrement.

Contact : ACRO, 18 rue Savorgnan de Brazza, 14000 Caen, tél : 31 73 79 17.

occupants ont insisté sur le fait qu'un accident est toujours possible et que la distribution des pastilles d'iode (hypothétique) n'est qu'une faible protection.

Les trois militants ont également dénoncé la politique antidémocratique du lobby nucléaire, en contradiction avec les sondages qui montrent la volonté de la population de mettre fin à l'expérience de l'énergie nucléaire. Ils ont demandé à pouvoir parler à un représentant de

l'Etat par téléphone, ce qui leur a été refusé.

André Crouzet, le premier à redescendre au bout d'une journée, s'est vu confisquer des fioles de prélèvements qu'il avait effectués sur le site avant l'ascension. Ces échantillons auraient dû être confiés à la CRIL-Rad pour étudier la pollution possible sur le site. De quoi les autorités ont-elles peur ? Benoît Potel redescendu le troisième jour, a lui aussi été privé de ses échantillons.

Enfin Pierre Kung, le troisième militant, est redescendu seulement le quatrième jour, téléphone portable déchargé, et menacé par les orages. Ce samedi 11 mai, près de 200 personnes l'attendaient devant la centrale. A aucun moment, les autorités n'ont accepté de dialoguer. Ce qui a fait dire aux associations Collectif Paix et Stop-Golfch : "que dans notre pays les pouvoirs publics dialoguent avec des gens cagoulés et armés plu-

tôt qu'avec des citoyens pacifiques et déterminés".

La direction de la centrale a annoncé qu'elle porterait plainte. Les deux associations ont demandé que cette plainte soit effective pour qu'au moins, au tribunal, les autorités soient obligées de venir répondre à leurs questions.

Contacts : Collectif Paix, 47130 Bazens, tél : 53 67 45 34 et Stop-Golfch, Impasse Darnald, 47000 Agen, tél : 53 87 64 51.

DECHETS

UNE REVUE A GRAND TIRAGE

Alors qu'inexorablement, l'ANDRA, l'agence gouvernementale chargée de trouver une solution à l'épineuse question des déchets nucléaires, continue comme si de rien n'était à prévoir la création de trois "laboratoires" qui seront les prémices à trois poubelles souterraines, la coordination nationale des collectifs contre l'enfouissement des déchets a décidé de frapper un grand coup.

Que ce soit dans le Gard, la Haute-Vienne, la Meuse ou la Haute-Marne, partout, l'ANDRA arrose les élus, distribue sa propagande, sponsorise des clubs et des associations. C'est la corruption généralisée.

Pour essayer d'allumer un contre-feu efficace, les opposants ont préparé une revue intitulée "Droits de regards" de 8 pages, très bien présentée. Cette revue est destinée à être distribuée dans le maximum de boîtes aux lettres autour des

sites concernés. Cela nécessite un tirage de 250 000 exemplaires. L'impression, la réalisation et la distribution par la Poste nécessite de trouver maintenant environ 150 000 F. Fin mai, environ la moitié de la somme a été apportée par la coordination, par les groupes locaux et par Greenpeace. Un appel financier est donc lancé le plus largement possible pour trouver la deuxième moitié du financement... avant le lancement des enquêtes publiques qui pourraient se faire pendant l'été ou à l'automne.

Vous pouvez envoyer une contribution à : Coordination Nationale, 3 chemin de Vaux le Comte, 55000 Bar-le-Duc.

GARD : 127 MEDECINS POUR UN DEBAT

Un "laboratoire" est prévu à Bagnols dans le Gard.

L'enfouissement des déchets supposerait une capacité à prévoir la stabilité géologique des sous-sols sur des milliers d'années. Comment cela pourrait-il être le cas quand on sait que, pour le cas du site du Gard, 250

épïcètres de tremblements de terre sont connus dans un rayon de 50 km, que la roche sédimentaire, une roche marneuse, est coincée entre deux nappes aquifères qui peuvent faire remonter à la surface les éléments radioactifs.

L'enfouissement des déchets, de manière irréversible, est dénoncé par tous les gens responsables. Les opposants demandant l'arrêt immédiat du retraitement à l'usine de La Hague, le stockage sur les sites des réacteurs nucléaires des déchets actuellement produits, et l'arrêt le plus rapide possible de la production de ces déchets, c'est-à-dire la mise en place d'une politique alternative de l'énergie visant à stopper les réacteurs nucléaires.

Conscient de leur responsabilité, 127 médecins des villes autour de Marcoule et de Bagnols demandent un débat sur le projet d'enfouissement. Ces 127 médecins, dont la liste a été rendue publique le 15 mai, ont désigné deux des leurs, les docteurs Marina Seoane et Philippe Magnard, pour négocier avec la préfecture du Gard. La commission

locale d'information est composée actuellement, outre les représentants du nucléaire, essentiellement des élus locaux (vivant des retombées financières du nucléaire) et des syndicats (qui ne voient pas plus loin que l'emploi). Les 127 médecins demandent la présence dans cette commission de géologues et de sismologues indépendants, de spécialistes de la santé, d'experts pouvant présenter des alternatives à la politique actuelle de stockage des déchets radioactifs, la présence de personnes capables de présenter une alternative de société à celle produite par le nucléaire. Ils demandent au préfet que le débat soit mené dans la transparence et non dans les couloirs du pouvoir.

Contacts :

• Dr François Joubert, place Chevalier d'Assas, 30120 Le Vigan.

• Dr Philippe Magnard, 35 bis av. Gaston Ribot, 30100 Alès.

• Dr Marina Seoane, Le Vivaldi, rue Maximin Dhombres, 30100 Alès.

• Philippe Tiebot, La Grande Rue, 30700 Arpailargues.

SUISSE-FRANCE : POLLUTIONS DU CERN

Le CERN, centre de recherche de l'organisation européenne pour la recherche nucléaire, a ses locaux en Suisse, mais son anneau d'accélérateur de particules empiète sur le territoire français. Au début de l'année, le laboratoire de la CRIL-Rad, commission de recherche et d'information indépendante sur la radioactivité, a procédé à des contrôles radiologiques à l'intérieur du site et autour. Ces contrôles ont été effectués à la demande de M. Allemann qui a travaillé en sous-traitance au CERN de 1980 à 1994, date à laquelle il a dû quitter son emploi, pour raisons de santé (tumeur au poumon). Sa maladie a été reconnue comme maladie professionnelle en avril 1995 pour cause d'exposition à l'amiant, mais il s'interroge sur le rôle qu'a pu jouer son exposition aux rayonnements ionisants.

La présence de radioactivité au CERN provient essentiellement des accéléra-

teurs. Les particules accélérées génèrent des énergies susceptibles d'activer les matériaux qu'ils traversent. Gaines, câbles, aimants... peuvent libérer du tritium, du béryllium 7, du carbone 11, de l'azote 13, du sodium 22, du titane 44, du vanadium 48, du chrome 51, du fer 59, du cobalt 60, du zinc 65, de l'euporium 152, du baryum 133, du césium 134... Les mesures de la CRIL-Rad autour des bâtiments où travaillait M. Allemann révèlent un débit de dose jusqu'à 4 fois supérieur au bruit de fond naturel de la région. Cela signifie une irradiation externe non négligeable. Les mesures faites dans les poubelles du CERN révèlent la présence de déchets radioactifs comme des câbles électriques ayant une radioactivité de 2800 bq/kg soit 3 fois le seuil officiellement reconnu par le CERN. Cette activité provient d'un mélange de 13 radionucléides. Des joints dépassent de 40 fois le seuil fixé par le CERN.

On y trouve ainsi du sodium 22 à la dose de 232 000 bq/kg. Des petits objets métalliques trouvés le 3 février 1996 atteignent 100 fois le seuil du CERN. Un objet métallique bat tous les records : avec 140 µSv/h, il suffirait de le porter sur soi pendant 8 heures pour que l'on reçoive la dose annuelle autorisée sur le site du CERN ! Cette forte dose est due à la présence de bismuth 207 dont l'activité atteint ici 7 millions de bequerels/kg ! Un élément radioactif rare caractéristique d'une cible à particules.

M. Allemann a rapporté avoir eu comme travail l'évacuation de pièces radioactives parfois très irradiantes (jusqu'à 200 µSv/h !). Il semble que les portails de détection placés aux entrées du CERN ne permettent pas de repérer des pièces de petites tailles, fortement radioactives, noyées dans le contenu des poubelles. Tous les échantillons de terre, de sable, prélevés

autour du site montrent une contamination. L'eau prélevée dans un puisard (un puit de contrôle de la nappe phréatique) montre la présence de radioéléments. L'eau de ruissellement des pluies se charge en radioactivité en circulant sur les aires goudronnées du CERN. Ces eaux de ruissellement et la nappe phréatique rejoignent ensuite le Rhône. Des prélèvements d'algues dans celui-ci montre que la pollution radioactive descend très loin... jusqu'en amont de Creys-Malville où la CRIL-Rad avait mesuré - sans explication - la présence de plutonium il y a quelques années. Ce plutonium pourrait venir du CERN et non de Superphénix.

La CRIL-Rad conclut son étude par la nécessité de faire une étude à grande échelle sur le CERN et n'exclut pas le rôle de la contamination radioactive dans les problèmes de santé actuels de M. Allemann.

NUCLEAIRE

SCENES DE CHASSE EN BASSE-SAXE

Le district de Lüchow-Dannenberg aura connu un déploiement d'uniformes sans précédent dans l'histoire de la République fédérale ; les autorités mobilisèrent au total 19 000 policiers et gardes-frontières (9 000 rien que pour les 30 derniers kilomètres !) pour "protéger" le premier convoi en provenance de La Hague, avec

Comme 20 bombes d'Hiroshima

Fin 1978, les exploitants des centrales germaniques avaient conclu avec la Cogéma, après concertation entre le chancelier social-démocrate Helmut Schmidt et le président Valéry Giscard

die à Gorleben, en vue de leur conservation durant une quarantaine d'années (première phase de refroidissement des éléments fissiles) dans un hall de béton, d'une capacité de 420 emplacements avant leur éventuel enfouissement dans un sous-sol salin et rocheux. Les cargaisons comprendront 55 tonnes de plutonium et 4 485 tonnes d'oxyde mixte, le Mox, produit à Marcoule. Le 20 mai 1990, le gouvernement Rocard engagea la France dans cette filière.

Le récipient français, dit type TS28V, pèse 112 tonnes ; la température intérieure avoisine les 400 degrés. Selon de nombreuses associations environnementalistes son maniement comporte encore davantage de risques que le "Castor" (2) allemand, d'un seul tenant. L'Association internationale de médecins pour la prévention de la guerre nucléaire/Médecins responsables socialement (IPPNW) considère que chacun d'eux émet à lui seul un taux de radioactivité équivalent à 20 bombes d'Hiroshima. Pour le biologiste Horst Kuni d'Marbourg, la pollution neutronique générée par un "château" est 30 fois supérieure au rayonnement gamma, particulièrement nocif. Les individus qui accompagnent un colis rempli encaissent en quelques heures la dose de 10 millirems "admissible" sur un an. La majorité de la population du Wendland, où l'hostilité antinucléaire ne se dément pas depuis 10 ans (3), refuse que les immondices irradiés émanant des 19 réacteurs actuellement en fonctionnement qui produisent annuellement 50 tonnes d'ordures, ou de ceux définitivement arrêtés, aboutissent dans leur région. Le stockage déf

Outre-Rhin comme en France ou en Europe orientale, les gouvernements imposent sans la moindre consultation démocratique leurs options aussi démentielles que coûteuses. Que la politique nucléaire induise, au-delà de la rime jadis amplifiée par les mégaphones, une société policière, a trouvé une énième confirmation les 7 et 8 mai 1996 à Gorleben.

un container en acier fin de 28 coquilles cylindriques renfermant des résidus hautement radioactifs. D'une hauteur de 1,34 mètre et d'un diamètre de 43 centimètres, elles enrobent une masse vitrifiée de 400 kilos. Lorsque Fritz Pleitgen, l'animateur du Club de la presse dominical, lance la discussion en demandant à ses invités : "Quelle résistance l'Etat de droit peut-il supporter ?" (1), il songe aussi à la facture du transfert, que les officiels estiment à quelque 55 millions de marks (193 millions de francs).

d'Estaing, un contrat stipulant le retour des déchets après leur retraitement dans le complexe implanté à la pointe du Cotentin. Le 12 février 1996, Greenpeace a dévoilé l'existence "d'arrangements illégaux" entre la Compagnie générale des matières nucléaires et la Prusien Elektra, autorisant cette dernière à déposer dans le parc de la Manche des ordures a priori non recyclables !... Cependant, d'ici 2003, 2800 emballages, nécessitant au minimum 120 trajets, seront en principe acheminés de la Norman-

(1) Sur l'ARD (la première chaîne) le 12 mai 1996.
(2) Cask for storage and transport of radioactive material.
(3) Cf. l'ouvrage "Voyage au creux du désordre" de Hans-Christoph Buch chez P.O.L., Hachette - 3e trimestre 1980.



Pendant les manifestations, les antinucléaires ont fait dans la psychologie : ici les gardes-frontières mobilisés pour l'occasion ont dû se regarder dans un miroir pendant de longues heures.

nitif (4) des substances, contaminantes pendant des siècles, suscite trop de questions non résolues ; le site bas-saxon s'avère, à en croire divers ingénieurs, absolument impropre à cette mission, en raison de la porosité des galeries et des infiltrations d'eau boueuse. Par conséquent, les fûts dont l'étanchéité ne semble pas garantie, font peser une énorme menace tant sur la nappe phréatique que sur l'atmosphère. Pourtant, les lobbyistes escomptent disposer, après l'achèvement du chantier, d'un espace pour 1,1 million de mètres cubes.

Les initiatives de citoyens locales avaient annoncé qu'elles tenteraient sinon d'empêcher que "le frêt diabolique" parvienne à son terminus, du moins d'en freiner la progression. Le slogan en vigueur : "nous nous plaçons en travers".

"Le citoyen devient l'ennemi..."

Le ministre de l'Intérieur Manfred Kanther (CDU - démocrate chrétien) avait exhorté ses troupes d'intervenir avec "la plus

grande détermination contre les contestataires", un avis partagé par son collègue du Land, Gerhard Glogowski (SPD - socialiste). A la tribune du Bundestag, le 9 mai, le supérieur hiérarchique des forces de l'ordre qualifia les manifestants de "ramassis peu ragoûtant !...". Pour la députée verte Ursula Schönberger, le gouvernement fédéral et celui de Basse-Saxe "ont sciemment tablé sur la provocation et l'escalade". Les hommes "en tenue de combat" coiffés d'un casque en plexiglass "se comportèrent tels des soldats qui placent l'intérêt de l'Etat atomique au-dessus des considérations de santé, de vie et de proportionnalité... ; le citoyen devient l'ennemi" (5). Ils dirigèrent sans sommation, à tir tendu, les lances à eau contre des groupes improvisant des sit-in... Sous prétexte qu'une centaine "d'autonomes" lancèrent des projectiles en direction des fonctionnaires en surnombre, armés et entraînés, des membres de la coalition CDU/CSU/FDP (droite) vociférèrent contre "la racaille", en assimilant l'ensemble du mouvement aux "professionnels de la

violence" ; amalgames d'autant plus odieux que des témoins aperçurent certains "auteurs de troubles" descendant des véhicules à gyrophare... "La criminalisation des antinucléaires nous ramène aux années 80", constate Andrea Hoops (6), élue écologiste au parlement régional de Hanovre. La ronde des hélicoptères, équipés de caméras à infra-rouges, balayant les remblais et les clairières pour repérer d'éventuels "casseurs" à l'œuvre, raviva des souvenirs assez sinistres. Le Syndicat de la police s'inquiète de la dérive étatique. Son leader, Hermann Lutz, estime qu'à terme "de tels déploiements massifs nuiront à la sécurité intérieure" (7).

Avant le jour X de l'arrivée du train en gare de Dannenberg, associations et protestataires isolés programmèrent diverses actions : le week-end pascal des 6 et 7 avril, un "nettoyage de printemps" (avec meeting, blocades de routes et de voies ferrées...) dans lequel s'impliquèrent 3000 personnes ; le 4 mai, une chaîne humaine avec 10 000 maillons... Le déboulonnage de rails, le sabo-

(4) Il n'existe aucun site prévu à cet effet dans le monde. Des études pour l'aménagement d'un espace dans une formation granitique se poursuivent en Suède. Le trust US Fuel and Security Service, créé l'an passé, et rebaptisé "The group", propose de stocker la totalité des combustibles extrêmement toxiques dans "une île lointaine" qu'il possède dans le Pacifique Sud !...
(5) Hermann-Josef Tenhagen dans le quotidien Die Tageszeitung du 9 mai 1996.
(6) Die Tageszeitung du 10 mai 1996.
(7) Quotidien Frankfurter Rundschau du 9 mai 1996.

tage de boîtiers d'aiguillage, l'abattage de l'un ou l'autre pylône... s'inscrivent dans une pratique militante plus... radicale. "Si je brandis simplement une pancarte dans la rue, rien ne change", insiste l'agriculteur Adolf Lambke (65 ans). En 1977, il fut le premier à se rendre en tracteur dans la capitale du Land lorsque le ministre président Ernst Albrecht (CDU) eut annoncé, le 22 février, que Gorleben accueillerait des déchets nucléaires. Le 8 mai dernier, des fonctionnaires le jetèrent brutalement de la cabine de son véhicule.

Andreas Graf von Bernstorff (53 ans), un des plus importants propriétaires fonciers dans le nord de l'Allemagne, possède 600 hectares jouxtant le site. Ses terrains, qu'il n'envisage nullement de vendre, seraient affectés par les travaux d'extension. En raison de ses critiques, la CDU l'exclut en 1978 de ses rangs. Si le tribunal administratif fédéral déclarait sa plainte recevable, il remettrait de facto en cause des pans entiers de la politique atomique germanique. Angela Merkel, la ministre de l'Environnement, souhaiterait exproprier l'entêté millionnaire !... Selon celui-ci, "50 à 60 % de la population s'indignent surtout des méthodes utilisées par la mafia nucléaire pour imposer autant d'installations et de décharges dans un endroit". (8).

Aveuglement antigermanique

Manfred Kanther et d'autres artilleurs de la droite dure envisagent sérieusement de restreindre la liberté de manifester. Une précédente tentative d'imposer une législation anticasseurs suscita, en janvier 1985, le veto du Tribunal constitutionnel fédéral de Karlsruhe. La coalition à Bonn et quelques sociaux-démocrates misent invariablement sur une technologie des plus dangereusement aléatoires plutôt que d'imaginer des alternatives, de promouvoir les énergies renouvelables et des économies ; en Allemagne, où le nucléaire fournit 30 % du courant, sa "sortie" définitive paraît envisageable dans un délai de 7 à 10 ans. Alors que Gerhard Schröder (SPD), le ministre-président de la Basse-Saxe, s'évertue à dégager un "consensus" quant à l'épineux problème du stockage des combustibles irradiés, ... qui satisfasse essentiellement les managers des compagnies d'électricité, Undine von Blottnitz, parlementaire européenne de l'Alliance 90/Grüne, plaide que "les détritiques doivent être conservés dans les centrales jusqu'à ce qu'une solution valable internationalement pour leur élimination soit trouvée" (9). Les accusations de Philippe Val, "Les Verts allemands pour une France radioactive" (10), se révèlent d'autant plus stupides qu'elles reposent sur une méconnaissance crasse de la réalité du pays limitrophe. Comme si les écologistes, et non les managers des firmes Veba, Preussen Elektra, RWE..., avaient négocié les contrats avec la Cogéma !... Dans son aveuglement anti-germanique, quasi atavique chez plusieurs potes de Cavanna, il confond même l'usine de retraitement de Wackersdorf (Bavière), à laquelle les pouvoirs publics renoncèrent le 7 juin 1989, et le surgénérateur de Kalkar (Rhénanie du Nord-Westphalie), construit pour 7,5 milliards de marks et abandonné en mars 1991. L'homme d'affaires néerlandais Hennie van der Most achève de transformer cette aire de 29 hectares en parc de loisirs...

Le plus imposant rassemblement (100 000 personnes) contre un projet nucléaire civil précis se déroula le 28 février 1981 à Brokdorf (Schleswig-Holstein). Le 7 juin 1986, 60 000 personnes approchèrent des grillages encerclant les bâtiments. La fabrique, d'une puissance de 1 290 mégawatts, fut couplée au réseau le 14 octobre 1986. Le mouvement anti-nucléaire y a subi "son traumatisme et sa défaite", déplore Wolfgang Ehmke, un des coordonnateurs de l'initiative de citoyens à Lüchow-Dannenberg (11). Les 4000 opposants qui voulurent obstruer, en date du 25 avril 1995, le passage au premier "Castor" chargé à Philippsbourg (Bade-Wurtemberg) et les 8000 du 8 mai 1996 témoignent que l'engagement sur le terrain a molli au fil du temps. Pourtant, l'exécutif prendra-t-il le risque de diligenter prochainement un nouveau transport entre La Hague et Gorleben ? D'aucuns conjecturent sur des livraisons par voie aérienne ! Dans cette hypothèse, il faudrait construire un hélicoptère adapté. Des spéculations afférentes à l'évacuation, contre financement, de l'ensemble des ordures radioactives vers les plaines sibériennes ou les monts de l'Oural, circulent également. Le 13 mai, un container chargé à Gundremmingen (Bavière), initialement destiné au hangar de Gorleben, a pris la direction du complexe Thorp à Sellafield (Angleterre)...

Privilégiant comme à l'accoutumée les scènes spectaculaires de "débordements" et la désinformation, les médias français ont occulté les tenants et aboutissants du rapatriement, via le nord de l'Alsace, des coquilles vitrifiées. En revanche, les chaînes de télévision publiques allemandes y consacreront plusieurs tranches horaires. La plupart des journalistes s'émurent des violences policières et développèrent les conséquences de ces décisions technocratiques conduisant à une impasse fatale...

René HAMM

- (8) Frankfurter Rundschau du 14 mai 1996.
(9) Hebdomadaire Der Spiegel du 15 avril 1996.
(10) Editorial dans Charlie Hebdo du 24 janvier 1996 ainsi que dans la brochure "Sortir du nucléaire : Tchernobyl-Superphenix, 10 ans, ça suffit", disponible auprès des Européens contre Superphenix : 9, rue Dumenge-69004 Lyon.
(11) Die Tageszeitung du 10 avril 1996.

NUCLEAIRE ? NON MERCI !

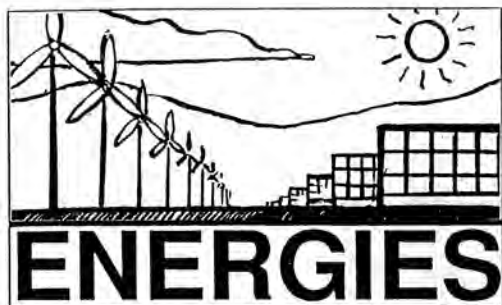
un livre coordonné par Henry Chevallier

Le nucléaire, ce n'est pas seulement le réacteur ou le projet de décharge à côté de chez soi. C'est avant tout un choix de société qui implique de nombreuses contraintes. L'histoire de l'énergie nucléaire et ses effets aujourd'hui nous rappellent la nécessité de stopper au plus vite le programme nucléaire français.

190 pages
17 x 22,5 cm.

Bon de commande
page 67.





PETITES PHRASES

"Un petit peu qui dure vaut mieux qu'une grande quantité qui soudain s'épuise". Proverbe yéménite.

GASPILLAGE DES RESSOURCES

Une étude publiée par le Worldwatch Institute de Washington, en 1992, à l'occasion du sommet de Rio, affirme que l'humanité a consommé autant de ressources naturelles entre 1950 et 1992 que pendant les 4 millions d'années précédentes !

TOUR DU MONDE EN BATEAU SOLAIRE

Ce printemps a vu le départ d'Angleterre du premier tour du monde en catamaran solaire. Le bateau, de 13 m, est propulsé par l'énergie délivrée par 54 m² de photovoltaïques d'une puissance totale de 6 kW. Karen Howarth prévoit un voyage d'une durée de six mois, à 7-8 nœuds de moyenne. Elle traversera l'Atlantique, empruntera le canal de Panama, naviguera à travers l'Océan Pacifique puis rejoindra la Méditerranée par le canal de Suez. Un accostage à Brest est prévu pour le 20 septembre. Contact : Nick Hart-Williams, 47 Redcliffe Square, London, SW10 9HG, Royaume-Uni. (source : Systèmes solaires, 1er trimestre 1996).

CHINE : DEVELOPPEMENT DE LA GEOTHERMIE

La Chine possède plus de 2700 sources d'eau chaude naturelles et 1300 sources souterraines mises à jour par l'exploitation minière. La Chine commence à utiliser ces sources de chaleur pour produire de l'électricité. La région la plus riche est le

Tibet où une centrale a vu le jour à Yanbaljian. Celle-ci a une puissance de 25 MW et couvre 50 % des besoins de Lhassa (105 000 habitants). Cette centrale peut augmenter sa puissance et pourrait atteindre à terme entre 100 et 150 MW. Six autres centrales sont en fonctionnement pour une puissance totale de 7 MW. La Chine estime pouvoir développer une puissance de 210 à 295 MW en 2010 et de 400 à 590 MW en 2020. (source : Systèmes solaires, 1er trimestre 1996).

TUILES SOLAIRES : ARCHITECTURE BLEUE

Reprenant le concept des tuiles solaires japonaises, un industriel allemand "Bmc solar industry" a mis au point des tuiles photovoltaïques imitant soit l'ardoise soit les

tuiles de terre cuite. L'utilisation de ces tuiles comme couverture en toiture permet d'économiser sur le coût du toit et donc de diminuer le prix de revient de l'électricité solaire. L'entreprise présente son produit sous le nom d'"architecture bleue" car les toits ont ainsi une teinte bleutée. Le produit devrait bientôt être disponible en France. (source : Systèmes solaires, 1er trimestre 1996).

LUXEMBOURG : PREMIERES EOLIENNES

Le Luxembourg vient de s'équiper de ses premières éoliennes. Quatre aérogénérateurs de 1 MW chacun (pales de 26 m de long, hauteur 60 m) sont en construction entre Vianden et Hosingden.

PAYS-BAS : A FOND POUR LES RENOUEVABLES

Le gouvernement néerlandais vient de fixer des objectifs énergétiques ambitieux : éolien, biomasse et solaire devront couvrir 10 % des besoins en énergie du pays en 2010 et entre 30 et 50 % en 2050. En 1995, la croissance de la puissance

installée des éoliennes a été de 75 %. En janvier 1996, on en était à 860 machines assurant une puissance de 230 MW. Des agriculteurs viennent de créer l'association des propriétaires d'éoliennes pour accélérer encore le mouvement. (source : Systèmes solaires, 1er trimestre 1996).

ESPAGNE : EOLIENNES A FOISON !

Le gouvernement régional de Galicie (région au nord du Portugal) a accordé des permis pour l'installation de 2 550 MW éoliens... une puissance supérieure à celle de l'Europe actuelle ! Le marché se partage entre dix compagnies espagnoles (pour 1040 MW) ou étrangères (790 MW) et un consortium (720 MW). Le programme nucléaire espagnol a été abandonné pour lutter contre le chômage et l'appel d'offres pour les éoliennes prévoyait comme clause l'embauche de personnes de la région. D'autres autorisations pourraient suivre, la région ayant fixé comme objectif d'atteindre 5600 MW. (rappel : un réacteur nucléaire = 1000 MW environ). (source : Systèmes solaires, 1er trimestre 1996).

PETITE HISTOIRE DE L'ENERGIE SOLAIRE

Contrairement à ce que l'on veut nous faire croire, l'énergie solaire n'est pas une énergie nouvelle.

Elle a longtemps été la seule source d'énergie grâce à la photosynthèse qui permet la production du bois, grâce à la chaleur qui provoque le cycle de l'eau et le vent... La seule énergie nouvelle est le nucléaire dont la production d'énergie ne remonte qu'à une cinquantaine d'années.

La découverte du feu à partir du bois remonte à la nuit des temps.

La découverte de l'utilisation du vent pour le déplacement des bateaux remonte à plusieurs millénaires.

Depuis l'invention des jeux olympiques, en 776 avant notre ère, la flamme est toujours allumée par les Dieux : c'est avec une parabole solaire que la flamme est allumée. (à signaler

que c'est toujours le cas aujourd'hui).

Archimède, environ 250 ans avant notre ère, mit au point des miroirs pour concentrer l'énergie solaire et incendier la flotte romaine assiégeant Syracuse.

Héron d'Alexandrie, environ 100 ans avant notre ère, construisit une machine solaire permettant le pompage de l'eau.

Saussure, physicien suisse, inventa au 18^{ème} siècle des capteurs solaires à des fins scientifiques.

Vers la même époque, Lavoisier, chimiste et physicien français, fabriqua un four solaire pour fondre du platine : ce four chauffait déjà à 1755°C.

En 1839, Edmond Becquerel, physicien français qui donna son nom à la mesure de la radioactivité, découvre l'effet photovoltaïque qui se développera par la suite surtout dans le

domaine de la conquête de l'espace.

En 1878, Auguste Mouchot créa une machine à vapeur fonctionnant grâce à un miroir parabolique concentrant l'énergie solaire qui lui permit d'actionner une presse d'imprimerie.

En 1900, plus de 1600 chauffe-eau solaires fonctionnaient en Californie du Sud. Au Mexique, de nombreuses maisons "bioclimatiques" utilisant l'énergie solaire fonctionnent depuis le début du siècle.

En 1912, l'Américain Schumann a construit en Egypte une station de pompage de l'eau.

En 1953, un four solaire de 75 kW est installé au Mont-Louis dans les Pyrénées. Son successeur, le four d'Odello, bâti en 1970, permet d'atteindre des températures de 3500°C.

(correspondance André Deslandes)

POUR UNE SUISSE SOUTENABLE

L'institut INFRAS a réalisé pour le compte de Greenpeace, du WWF, de la LSPN, la SPE, la FSE... une étude extrêmement intéressante sur le concept suivant : en considérant le taux de renouvelabilité des ressources dont dispose le pays, quels sont les domaines où l'on peut consommer davantage et quels sont ceux où l'on doit consommer moins pour arriver à un équilibre durable. Un exercice complexe dont les résultats sont les suivants.

Pour atteindre, d'ici 2050, une Suisse soutenable, il faudrait :

- diminuer les émissions de gaz carbonique d'au moins 73 %,
- diminuer la consommation d'énergies fossiles d'au moins 68 %,
- diminuer le nucléaire de 100 %,
- diminuer la consommation de bois de 10 %,
- diminuer la consommation de

ciment de 87 %, - diminuer l'usage des engrais phosphatés de 56 %, - diminuer les émissions de SO₂ de 60 %.

On peut par contre augmenter le recours aux énergies renouvelables de 92 % (au-delà se poseraient des problèmes de place).

(source : Domaine Public du 1er février 1996)

EDF ET ENEL COLLABORENT

EDF et son homologue italien, l'ENEL, mènent ensemble un programme de recherches, financé par l'Europe, sur les entraves au développement de l'électricité photovoltaïque. Ironie ? Non, l'étude porte sur les pays en voie de développement. En France, l'Europe peut économiser ses sous, on sait très bien ce qui freine le développement des énergies renouvelables. (source : Systèmes solaires, 1er trimestre 1996).

GUADELOUPE : CAPTEURS SOLAIRES

La production d'électricité par des centrales thermiques dans les Dom-Tom, entraîne des coûts importants et comme EDF doit vendre son électricité partout au même prix, elle mène depuis dix ans maintenant, dans les Dom-Tom, avec l'ADEME, l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, des campagnes visant à économiser l'électricité. C'est-à-dire exactement le contraire que ce qui se passe en métropole. Ainsi, après des campagnes pour les lampes économes, c'est maintenant un programme de chauffe-eau solaires qui se développe. Actuellement, il s'installe entre 700 et 800 chauffe-eau solaires par an en Guadeloupe et la campagne vise à monter à 2000 pendant au moins les cinq prochaines années. Pour cela EDF propose deux for-

mules : soit l'achat de l'installation solaire, soit la location de cette installation... qui se traduit en fait par une baisse de la facture d'environ 25 %. (source : Systèmes solaires, 1er trimestre 1996).

LOIRE : MICRO-CENTRALE SOLAIRE

Fin 1995, 23 micro-centrales photoélectriques de type Phébus étaient installées en France. Ces unités solaires, qui fonctionnent en étant reliées au secteur (donc sans batteries), permettent à un particulier d'être autonome en électricité. Une nouvelle série de chantiers est en cours pour 1996. Dans la Loire, Jean-Paul Gérard cherche des souscripteurs pour finir de trouver le financement de son installation. On peut prendre contact avec lui : Jean-Paul Gérard, 42650 Saint-Jean Bonnefonds.

Fiche extraite de la revue "Le nucléaire détrôné" dessinée par Boualem Khelifi, texte d'Antoine Bonduelle (bon de commande page 67)

LE BIOGAZ CENTRALISÉ

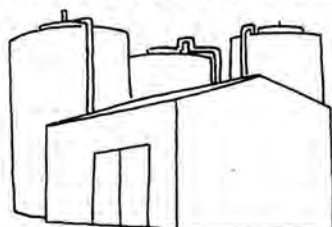
20 technologies pour changer l'énergie



Le digesteur, c'est une sorte de citerne dans laquelle les bactéries travaillent pour nous. En partant de matières issues du vivant, ces bestioles produisent du méthane et du gaz carbonique. C'est la fermentation anaérobie, ce qui veut dire "sans oxygène". On peut transformer ainsi la plupart des déchets organiques de l'industrie, des boues issues de l'épuration des eaux, et surtout des lisiers d'élevage. En moindres quantités mais de façon aussi intéressante, la méthanisation concerne aussi les

déchets ménagers issus de collectes sélectives.

Mais que faire de ce gaz? Les premières expériences françaises à la ferme ont buté sur les technologies -encore immatures à l'époque- et surtout sur



l'absence de débouchés, si ce n'est une chaudière en hiver. Désormais, les biodigesteurs centralisés, comme ceux réalisés au Danemark, ont démontré leurs qualités. Ils regroupent les lisiers d'un village ou d'un canton, et alimentent un chauffage urbain et parfois des turbines en cogénération. La rentabilité est ainsi très augmentée, d'autant que ce système dépollue les effluents agricoles. Ce qui reste dans le digesteur, le digestat, peut être utilisé comme amendement organique sans odeur.



PETITES PHRASES

"Camarade, n'accepte pas la vie telle que te la proposent les hommes. Ne cesse point de te persuader qu'elle pourrait être plus belle, la vie ; la tienne et celle des autres hommes ; non point une autre, future, qui nous consolerait de celle-ci et qui nous aiderait à accepter la misère. N'accepte pas. Du jour où tu commenceras à comprendre que les responsables de presque tous les maux de la vie, ce n'est pas Dieu, ce sont les hommes, tu ne prendras plus ton parti de ces maux. Ne sacrifie pas aux idoles".

André Gide, "Les Nouvelles nourritures", 1936.

"La perfection est atteinte non quand il n'y a plus rien à ajouter, mais plus rien à ôter".

Antoine de Saint-exupéry.

"La richesse d'un homme se mesure à l'aune de ce qu'il sait laisser de côté".

H.D. Thoreau.

"Il y a, chez l'homme qui construit sa propre maison, un peu de cet esprit d'à-propos que l'on trouve chez l'oiseau qui construit son nid. Si les hommes construisaient de leurs propres mains leurs demeures, et se procureraient la nourriture pour eux-mêmes comme pour leur famille, simplement et honnêtement, qui sait si la faculté poétique ne se développerait pas universellement, tout comme les oiseaux, universellement, chantent ?"

H.D. Thoreau.

USA : UN FONDS ANTI-ETHIQUE

Partout dans le monde se multiplient les banques alternatives et les fonds éthiques qui permettent de savoir à quoi servent nos

économies et d'éviter des usages néfastes. Toutefois, aux Etats-Unis, un fond d'investissement dénommé "Mutual Fun-Fund" se présente, depuis 1989, comme le premier fond anti-éthique : il assure un niveau élevé de rémunération (12 % par an) et affiche ouvertement les domaines dans lequel il joue avec l'argent : le nucléaire, les salles de jeux, la pornographie... Manque la connerie.

SUISSE : FINANCES ALTERNATIVES PROPRES

La Banque Alternative Suisse, depuis 1990, ne prête qu'à des projets ne provoquant ni atteinte à l'être humain ni à l'environnement : écologie, en faveur des femmes, formation et culture, autogestion, projets sociaux, agriculture biologique, habitat alternatif et social, développement et coopération, encouragement général. Elle a également ajouté dans sa charte de fonctionnement l'engagement pour les déposants de s'engager à déclarer au fisc les sommes déposées et d'indiquer l'origine de ces fonds. Dans un pays où le blanchiment de l'argent est une institution, ces mesures devraient permettre d'éviter que la Banque Alternative se retrouve avec des dépôts d'argent d'origine douteuse. Pour en savoir plus : BAS, case postale 138, CH-1000 Lausanne 17, tél : (021) 311 72 93.

ALLEMAGNE : PRODUITS ECOLOS

Qu'est-ce qu'un produit écolo ? La société de vente par correspondance Manufactum en donne les grandes lignes : "des produits ne contenant pas de substances toxiques, faits pour durer longtemps et répa-

rables". A partir de ces critères, l'entreprise dont le PDG est un ancien dirigeant des Grünen, a remis au goût du jour plus de 3000 objets : du stylo à la cuisine toute équipée. Créée en 1988, le succès est foudroyant : la société double son chiffre d'affaires chaque année et a atteint 102 millions de F en 1994. Une étude de la clientèle montre une frange de la population conservatrice, âgée et bourgeoise, heureuse de retrouver les produits d'avant les années 60, et une frange jeune, écologiste, soucieuse de ne pas produire de déchets. (source : Courrier International, 18 janvier 1996)

NAISSANCE DE L'ENVOI

"L'envol" est un projet de magazine indépendant de tout groupe financier, politique, syndical, spirituel ou groupe de presse, qui désire

traiter tout ce qui touche à l'éducation autrement.

Cette revue, dont le premier numéro est annoncé pour le mois d'octobre devrait ouvrir ses colonnes aux expériences innovantes, aux débats d'actualité sur la violence et la non-violence dans l'acte éducatif, les rythmes scolaires, les écoles différentes, les ressources pédagogiques, les publications...

Pour recevoir les 3 premiers numéros, on peut envoyer 50 F à : ADPAE, 6 rue des Ormes, 44640 Saint-Jean de Boiseau, tél : 40 65 92 99.

RESEAUX ESPERANCE : RENCONTRES D'ETE

Les Réseaux Espérance organisent une semaine de rencontres du 20 au 27 juillet, à la Communauté de Bois-Gérard (10130 Chessy-les-Prés, tél : 25 70 67 09) sur le thème central de l'échange avec la participation de la NEF, des réseaux d'échange de savoirs, des SEL... Renseignements : Réseaux Espérance, 98 bd des Rocs, 86000 Poitiers.

FORMATION A L'AGRICULTURE BIO-DYNAMIQUE

Le centre de formation d'Obernal et le syndicat d'agriculture bio-dyna-

PETITES PHRASES

"Vos enfants ne sont pas vos enfants.

Ils sont les fils et les filles

De l'appel de la Vie à elle même.

Ils viennent à travers vous, mais non de vous.

Et bien qu'ils soient avec vous,

Ils ne vous appartiennent pas.

Vous pouvez leur donner votre amour

Mais non pas vos pensées

Car ils ont leurs propres pensées.

Vous pouvez accueillir leurs corps

Mais pas leurs âmes

Car leurs âmes habitent la maison de demain

Que vous ne pouvez pas visiter, pas même dans vos rêves.

Vous pouvez vous efforcer d'être comme eux

Mais ne tentez pas de les faire comme vous

Car la Vie ne va pas en arrière

Ni ne s'attarde avec hier.

Vous êtes les arcs par qui vos enfants

Comme les flèches vivantes sont projetés.

L'archer voit le but sur le chemin de l'infini

Et il vous tend de sa puissance pour que ses flèches

Puissent voler vite et loin.

Que votre tension par la main de l'archer soit pour la joie.

Car, de même qu'il aime la flèche qui vole,

Il aime l'arc qui est stable".

Khalil Gibran, peintre libanais, 1883-1931.

mique d'Alsace, organisent une formation en alternance de 24 mois consuisant à un BPA Polyculture élevage adapté à l'agriculture biodynamique. Formation unique en France qui s'adresse à des adultes d'au moins 19 ans, ayant une année d'expérience professionnelle dont au moins 6 mois en agriculture, fortement motivés. Début du stage en février 1997, ce qui laisse le temps de faire un stage de 6 mois si besoin. Renseignements : Enseignement et formation en biodynamie, 5 place de la Gare, 68000 Colmar, tél : 89 41 53 85.

HAUT-RHIN : FOIRE DE LINTHAL

La 9ème foire-exposition agricole et artisanale de montagne se tiendra le 14 juillet à Lintal (vallée de Guebwiller). Dégustation de produits biologiques vosgiens, artisanat traditionnel, associations alternatives (écologie, solidarités, non-violence), artistes locaux... Entrée gratuite. Renseignements : Hubert Martin, 71 a, rue du Hilsenfirst, 68610 Lintal.

TOURS : FOIRE ECOBIOLOGIQUE

La 5ème foire écobio- logique de Touraine se tiendra les 31 août et 1er septembre dans le parc du Lycée agricole de Tours-Fondettes, sur le thème de l'arbre. Au programme : 100

exposants, des animations, des conférences, un espace enfants, restauration biologique, bal folk le samedi soir. Contact : ASTER, La Glanchère, 37160 Descartes, tél : 47 59 75 44.

AUDE : RESEAU TERRE

Sur une propriété de 36 hectares constituée surtout d'une forêt de chênes et de quelques terres agricoles, dans la vallée d'Embrugguette, l'association Réseau Terre envisage de regrouper 5 familles dans cinq maisons à autoconstruire pour y développer une structure économiquement viable. Les terres agricoles seront destinées à une agriculture écologique polyculture-élevage (permaculture). La forêt devrait permettre de produire du bois d'œuvre, du bois de chauffage et des champignons. Ces derniers devraient donner lieu à une commercialisation. Situé sur un chemin de randonnée, le hameau devrait pouvoir offrir des activités nature et s'inscrire dans le réseau des gîtes d'étapes. D'autres activités peuvent se greffer sur ces ressources naturelles. Réseau-Terre cherche des familles intéressées. Une rencontre est prévue du 15 au 21 juillet. Contact : Réseau-Terre, 11300 Festes Saint-André, tél : 68 31 51 11.

DROME : HABITER

L'association HabiTer (prononcez habiterre) cherche

HERAULT ACTIVITES DU CIEPAD

Le CIEPAD, carrefour international d'échanges de pratiques appliquées au développement, organise, du 25 août au 1er septembre 1996, une **semaine de formation à l'agroécologie** avec des interventions de nombreux spécialistes dont Pierre Rabhi. Il organise pour des enfants de 12 à 15 ans, du 13 au 27 juillet, un **camp itinérant** "sur le chemin des transhumances" qui fera parcourir environ 80 kms aux enfants sur le Causse Noir, sur le chemin des bergers.

Le CIEPAD propose du 28 juillet au 3 août, une rencontre autour du thème "**La mondialisation, résister ? comment ?**" avec la participation de Christian de Brie, Pierre Rabhi, les SEL, Oasis en tout lieu, Pierre Galand, Serge Latouche, Patrice Burger...

Programme complet : CIEPAD, Le Triol, Chemin Pailhas, BP 3, 34380 Viols le Fort, cédex 12, tél : 67 55 07 97.

à promouvoir l'autoconstruction collective d'hameaux de 5 à 10 maisons, permettant l'intimité de chaque famille et la mise en œuvre de services et d'équipements communs. La taille limitée de ces hameaux doit permettre une démarche écologique cohérente : équipements collectifs pour les besoins en énergie (soleil, vent, bois...) et pour une gestion responsable des eaux et de leur recyclage. La préférence sera donnée aux matériaux de construction liés au lieu (terre, bois, paille) ou récupérés. L'autoconstruction et ce choix de matériaux permet, pour un confort similaire, de diviser de 5 à 10 fois le prix d'une habitation. L'association apporte des conseils sur les techniques écologiques à mettre en œuvre.

Pour en savoir plus : HabiTer, BP 13, 26770 Taulignan.

ARIEGE : NOTES EN BULLES

Pour la quatrième année, l'association Els Segadors organise, du 20 au 26 juillet, 7 jours de fête en chanson, à Artigues (09).

Manifestation entièrement organisée par des bénévoles, elle invite des artistes chanteurs, plus ou moins connus, avec comme principe que tous ont la même rémunération.

La musique est complétée par des activités de loisirs et des débats : "A la découverte des champignons", "Le droit des immigrés", "Le massacre des Pyrénées", "La chanson à travers les luttes" et un spectacle pour enfants : "Qui a vendu la peau de l'ours" ? Programme complet : Els Segadors, 09460 Artigues.

ANJOU : FAITES DE LA SOLIDARITE

La toute nouvelle Maison de l'Ecologie de l'Anjou organise sa première journée Portes Ouvertes sur le thème de la Solidarité, le samedi 29 juin. Des associations de solidarité ont été invitées (Agriculteurs du Monde, Amnesty...) pour présenter leurs activités. Des animations (papier recyclé) auront lieu. Un goûter "solidaire" est prévu.

Programme complet : Maison de l'Ecologie, 11 bis rue Lemeignan, 49150 Baugé, tél : 41 89 04 36.

NEF : LA BANQUE ETHIQUE

Alors que la société financière la NEF se transforme en banque, elle a rendu publics ses comptes pour 1995. Voici comment se répartissent ses prêts :

	Nombre de prêts	montant prêt	moyenne des montants prêtés	% du nombre de prêts	% du montant total prêt
Agri bio et biodynamique	5	815 000	163 000	4,27	3,49
Pédagogie, art et culture	10	1 920 000	192 000	8,55	8,23
Entreprises à vocation sociale ou but de réinsertion	63	11 276 000	178 984	53,85	48,31
Santé, thérapie	8	2 950 000	368 750	6,84	12,64
Ecologie, environnement	25	5 270 000	210 800	21,37	22,58
Divers	6	1 111 000	185 167	5,13	4,76
Totaux	117	23 342 000	199 504	100,00	100,00

Depuis sa création en 1989, 440 prêts ont été accordés pour un total d'environ 60 millions de francs. En 1995, le capital de la NEF a augmenté de 52 % pour atteindre 14,1 millions répartis sur 1365 sociétaires. Les dépôts à terme ont augmenté de 22 % pour atteindre 14,6 millions répartis sur 345 personnes. Le compte-épargne a augmenté de 100 % pour atteindre 9 millions sur 463 comptes. Depuis avril 96, il est possible d'ouvrir des comptes courants. Contact : NEF, 46 rue de la Burge, 03160 Bourbon l'Archambault, tél : 70 67 18 50.

MAC DONALD'S : PUB, MENSONGES ET KETCHUP

Quand en 1994, commença en Grande-Bretagne la campagne contre Mac Donald's, que pouvait-on lui reprocher ? Après tout rien n'interdit à une firme qui a un chiffre d'affaires de 30 milliards de dollars par an (150 milliards de francs) d'ouvrir un nouveau magasin toutes les 8 heures, magasin qui vient s'ajouter au 18 000 déjà ouverts dans 89 pays.

Aujourd'hui, le procès qui oppose la firme à ses opposants est en passe de devenir le plus long du pays. Surfout, il a obligé la firme à argumenter et donc à expliquer ses pratiques. Cela a provoqué tellement de remous que la firme a déjà proposé à ses adversaires de stopper la procédure par un accord à l'amiable. Les militants, dont personne n'aurait cru au succès au départ, n'entendent plus aujourd'hui baisser les bras.

Tout a commencé quand le groupe local de Greenpeace-Londres a publié un document de six pages "Qu'est-ce qui ne va pas chez Mac Donald's ? Tout !". Le tract accuse la bouffe Mac Do de provoquer de l'obésité, de n'avoir aucun intérêt nutritionnel, de tyranniser les enfants avec sa publicité agressive et omniprésente, de multiplier les déchets avec ses emballages perdus, de maltraiter les animaux, de sous-payer ses employés, de provoquer la déforestation dans de larges parties de l'Amérique Latine par l'élevage de bovins. Lorsque Mac Donald's menaçait le groupe d'un procès, les accusés de ne pas pouvoir prouver le contenu du tract, le groupe se rétracta dans un premier temps. Mais deux des militants, Dave Steel et Hellen Morris décidèrent de poursuivre seuls la campagne.

Attaqués en justice, ils persuadèrent le tribunal de leur accorder trois semaines pour collecter des documents. Ils recueillirent pendant ce temps le témoignage de 65 personnes du monde entier. L'aide judiciaire n'étant pas prévue dans ce cas, ils se défendent eux-mêmes au tribunal depuis maintenant plus de deux ans.

Bouffe de merde

Ce procès a déjà provoqué de multiples changements dans le mode de consommation de la chaîne de ma-

gasins. La bataille a fait rage sur les mots "junk food" car si Mac Donald's a réussi à faire admettre qu'il s'agissait bien de "food" (nourriture), rien n'interdit à quiconque d'affirmer qu'elle est "junk" (bonne pour le dépotoir).

Un deuxième débat a porté sur le fait que ce type de bouffe provoque de l'obésité. A la question de Dave Steel : "vous n'affirmez quand même pas que vous contribuez à lutter contre l'obésité", le représentant de la firme répond "Non, pourquoi devrions-nous le faire ?".

Les opposants ont ressorti un jugement rendu au Texas où Mac Donald's a été condamné pour avoir osé vanter les qualités nutritionnelles de sa bouffe sans aucune preuve d'une quelconque qualité.

Concernant le déséquilibre alimentaire, Peter Cox, de la Société végétarienne, est venu lire à la barre des extraits d'un livre diffusé par la firme "Derrières les arches" où le directeur de Mac Donald's affirme que "si les Japonais ont le teint jaune, c'est parce qu'ils ont mangé du riz et du poisson pendant deux siècles. S'ils mangeaient des hamburgers, ils deviendraient grands, leur peau serait blanche et leurs cheveux blancs".

Publicité agressive

Sur la pub, Mac Donald a reconnu dépenser 1,5 milliard de dollars (7,5 milliards de francs) par an pour sa promotion. Un responsable du marketing reconnaît que la télévision est privilégiée car c'est le moyen le plus sûr de créer l'envie chez des enfants de 2 à 8 ans. Et c'est eux ensuite qui traineront leurs parents dans un restaurant de la marque. Il explique que c'est cette stratégie publicitaire qui a sans doute le plus favorisé le développement de l'entreprise.

Du matériel scolaire offert par Mac Donald's a été amené au tribunal pour montrer comment l'entreprise arrive à pénétrer dans le milieu scolaire, en mettant son logo partout. Une association de parents d'élèves est venue témoigner pour dénoncer cette publicité subliminale et le véritable lavage de cerveau qui s'en suit.

Prolifération des déchets

Concernant les emballages au "M" d'or, le directeur de

l'emballage est venu expliquer à la barre que leur pratique était plus respectueuse de la nature car ce type de nourriture ne nécessite ni cuillère, ni couteau, ni fourchette ! Les opposants ont dénoncé cette multiplication d'emballages perdus en papier, plastique, carton ou polystyrène. Mac Donald's a alors avancé qu'il sponsorisait à hauteur de 200 000 livres (1,6 millions de francs) un groupe privé "Tidy Britain Group" (groupe britannique de propreté, aussi financé par Coca-Cola et Shell) chargé de résoudre ce problème. Dans les restaurants britanniques, les clients sont maintenant invités à jeter leur emballage en polystyrène dans des poubelles sélectives, mais les opposants ont fait remarquer que cela ne garantit pas le recyclage, que cette mesure n'a pas été prise dans les autres pays, que la plupart des gens sortent avec leurs emballages et continuent à les jeter n'importe où. Questionné sur un éventuel recyclage, l'un des directeurs a avoué qu'ils étaient en fait jetés aux ordures.

Elevages concentrationnaires

Des membres des associations de protection des animaux sont venus expliquer dans quelles conditions sont élevés les poulets servant aux hamburgers : salle noire, nourriture bourrée d'antibiotiques, jambes difformes pour la moitié des poulets du fait de l'obésité, chambre à gaz pour tuer les poulets malades, électrocution au bout de 6 à 7 semaines d'élevage intensif.

L'expert en élevage de Mac Do a quand même osé dire que les cages étaient confortables et que les poulets semblaient heureux !

La firme a dû reconnaître qu'elle faisait régulièrement l'objet de plaintes pour nourriture non conforme aux normes de consommation : plusieurs centaines chaque année, de par le monde. Concernant le bœuf, la direction de Mac Do a dans un premier temps affirmé qu'elle procédait à 36 contrôles de qualité avant qu'un autre responsable n'avoue que seuls les contrôles bactériens étaient respectés (note de la rédaction : on imagine le tollé que cela doit provoquer aujourd'hui avec la "vache folle").

Main d'œuvre exploitée

Concernant les conditions de travail des employés, les opposants ont affirmé qu'ils étaient presque aussi mal traités que les animaux.

De nombreux employés sont venus témoigner à la barre, décrivant l'univers fanatique de cette boîte à faire du fric, les risques pris dans les cuisines (avec les risques d'accidents par glissade, chutes, coupures ou brûlures), les méthodes anti-syndicats mises en place et tous les moyens utilisés pour diminuer les coûts.

Ils ont expliqué comment les heures supplémentaires sont souvent oubliées au moment des coups de bourre, mais comment on leur décompte par contre la moindre pause. Quand il y a peu de monde, ils sont renvoyés chez eux et évidemment pas payés. Le salaire est le minimum garanti sans nombre d'heures fixes.

L'un des directeurs américains venu à la barre a dû reconnaître comme vrai le don de 250 000 dollars fait à Nixon en 1972 en échange de la promesse de faire adopter ce qui sera appelé le "décret Mac Donald's" qui a autorisé des payes en dessous du minimum légal pour les jeunes employés.

Opposition aux fast-food

Ce procès, largement médiatisé en Grande-Bretagne, a provoqué une levée de boucliers de plusieurs associations qui ont organisé des campagnes contre l'ouverture de nouveaux magasins, et ceci parfois avec succès. Pour soutenir les militants, un serveur sur Internet a été mis en place pour collecter de l'information. Celui-ci compte des relais dans 14 pays. Pendant la première semaine de son fonctionnement, il a été très consulté.

En regardant qui s'était branché sur le serveur, les organisateurs ont découvert que, la première semaine, Mac Donald's s'était connecté 1724 fois ! La multinationale commencerait-elle à avoir peur ?

Contact : *Mac Libel Support Campaign*, c/o 5 Caledonian Road, London N1 9DX, Grande-Bretagne, tél/fax : 44 171 713 1269.

(source : SEEDlinks, avril 1996, traduction Michel Bernard)



NORD-SUD

PETITES PHRASES

"Vivez simplement afin que d'autres puissent simplement vivre". Gandhi.

"Le remède de l'homme, c'est l'homme" proverbe walof (extrait de "Mémoire du monde Noir", Ed. L'Harmattan)

BIRMANIE : LA FRANCE SANS SCRUPULES

Alors que les Etats-Unis et l'Angleterre sont en froid avec la dictature militaire au pouvoir en Birmanie, les investisseurs français suivent la voie ouverte par Total dans ce pays où le travail forcé est pratique courante (voir Silence n°201). Si Total a déjà investi plus de 5 milliards de francs dans le pays, 37 autres sociétés françaises ont également investi depuis le début de l'année et 250 autres ont pris des contacts avec

l'ambassade de France pour mener des études de marché. Accord construit ainsi un Novotel et un Sofitel, Alstom fournit des moteurs de train... Pierre Cardin va ouvrir des magasins et les agences de tourisme montent des circuits. Explication de cet engouement des entreprises : le pays étant anglophone, les populations des Etats-Unis et de Grande-Bretagne sont plus au courant des exactions de la dictature et une forte opposition de l'opinion se fait sentir dans ces pays. En France, il n'en est rien, tout le monde s'en fout et nos industriels peuvent se faire de l'argent sur le dos d'un peuple réduit à l'état d'esclaves. (source : Asia Times, Bangkok, repris dans le Courrier International du 9 mai 1996)

BIRMANIE : SOUTIEN AUX REFUGIES

Pour financer le fonctionnement de camps de réfugiés

Karennis et Shans, l'association AIDE, action internationale pour les droits de l'enfant, commercialise des cartes postales avec des portraits d'enfants.
Contact : AIDE, BP 427, 75870 Paris cedex 18.

TOGO : RETOUR DES PAYSANS

Le général Eyadama est un dictateur écologiste : pour développer le tourisme vert, il n'a pas hésité à virer de nombreuses tribus et à multiplier les parcs naturels. En 1989, les 83 parcs créés occupaient 14 % du territoire national. Mais où voulez-vous qu'aillent les expulsés ? Après avoir erré quelques années, les "déportés" de l'environnement reviennent discrètement et l'Etat n'a pas les moyens de les chasser. En 1994, la direction des parcs nationaux estimait que 20 % des zones protégées étaient déjà occupées par leurs anciens propriétaires. Fin 1995, ce taux atteindrait 50 %. L'éco-fascisme a du plomb dans l'aile. (source : Courrier International, 1er février 1996)

DEMOCRATIE, ENVIRONNEMENT, DEVELOPPEMENT

Plusieurs associations belges avec le soutien de radios publiques de langues fran-

ÉCOLOGIE : SOUCI DU NORD OU DU SUD ?

Il est classique de dire que la préoccupation à l'égard des problèmes écologiques est une préoccupation de riches. A cela, un sondage réalisé au niveau mondial par l'institut Gallup apporte un démenti cinglant. A la question de savoir si les personnes sont "très", "assez", "peu" ou "pas du tout" "préoccupées par les problèmes d'environnement, les deux premiers avis totalisent le maximum aux Philippines (94 %) devant le Nigéria (87 %) et les Etats-Unis (85 %), l'un des plus mauvais scores étant au Japon (seulement 66 %). A la question de savoir qui, du Nord ou du Sud, est responsable de la crise écologique mondiale, la réponse majoritaire est que les torts sont partagés et ceci quel que soit le pays où la question est posée. (Source : "L'Etat de la Planète 95/96", WWI, Ed. La Découverte)

çaises ont réalisé une série de douze cassettes audio sur le thème général : "Démocratie, environnement, développement".

Chaque cassette, d'une durée de 60 mn est consacrée à un thème :

- épargne, crédit et bon usage de l'argent ;
- la part manquante ou le retour des femmes ;
- les grands travaux ou le syndrome de Prométhée ;
- les oubliés de l'Histoire ;
- gestion des ressources et développement durable ;
- des pilules et des hommes ou la santé pour tous ;
- transport et mobilité ;
- la citoyenneté au risque de l'industrie ;
- parole et liberté ;
- démocratie et participation ;
- révolution verte ; dialogue.

Ces cassettes sont disponibles contre 2400 FB (soit environ 400 FF) auprès du COTA, rue de la Sablonnière 18, 1000 Bruxelles, tél : 02 218 18 96.

PAPOUASIE : SOULEVEMENT DE LA POPULATION

L'Irian Jaya est une île de 470 000 km² (presque la taille de la France) peuplée par des Papous qui vivent dans la forêt. L'île est partagée en deux entre la Nouvelle-Guinée et l'Indonésie. Le régime militaire de l'Indonésie qui n'a que faire de ces tribus a autorisé les compagnies minières à faire ce qu'elles veulent sur cette île.

Régulièrement des accrochages ont lieu entre les Papous et l'armée indonésienne qui protège les sites miniers. Le 25 décembre 1994, 19 villageois de Waa sont arrêtés et torturés pour avoir hissé le drapeau Papou à proximité de la mine de Grasberg, le plus gros

gisement d'or, de cuivre et d'argent connu au monde. Le 31 mai 1995, dix personnes, dont deux enfants et un pasteur, sont tuées sans sommation sous prétexte qu'elles sont proches des indépendantistes.

Le 8 janvier, les Papous réagissent en enlevant 13 personnes dont 9 étrangers sur le site de Grasberg.

Ce site est exploité par la firme américaine Freeport et la société britannique RTZ. La concession s'étend sur 2,6 millions d'hectares et 120 000 tonnes de minerai sont extraites chaque jour ! Freeport est la plus grosse industrie minière du pays avec 1,7 milliards de chiffre d'affaires. Les com-

pagnies forestières (indonésiennes) passent avant les compagnies minières pour déboiser.

Le WWF a réussi à faire classer en parc national les terrains à l'est de la concession, mais les compagnies forestières y font de fréquentes incursions. Des hélicoptères de l'armée essaient d'avancer vers le nord.

Le 10 mars, suite à un accident de voiture ayant renversé un Papou, une révolte a éclaté : des manifestants ont envahi l'aéroport de Timika au sud du pays, faisant 3 morts. La révolte a duré trois jours.

(source : le Monde, 14 mars 1996)

COMBATTRE INTERNET

Un scientifique faisait justement remarquer que les premières autoroutes de circulation des voitures avaient été construites par le régime fasciste centralisateur de Mussolini. Les premières inforoutes ont été construites par l'armée américaine ! Au-delà de l'analogie, il convient de souligner que les réseaux de communication qui s'installent participent au mouvement de centralisation technico-financière amorcé à la sortie de la seconde guerre mondiale et qui se matérialise aussi bien dans le domaine économique que dans le

Soete (1). Au fond, cela fonctionnera comme pour les autoroutes : les villes se battent pour être sur leur tracé et au début, celles qui ne le sont pas se désertifient, leurs activités étant transférées aux villes desservies. Puis, la crise aidant, la concentration continue : maintenant, les petites villes desservies se vident au profit des grands centres (Paris, Lyon...) auxquels elles sont reliées et qui drainent leurs activités et leurs travailleurs (grâce à l'autoroute !). Il est à parier que les autoroutes de l'information auront le même effet car, en mondialisant la communication, les

réseaux ont l'illusion qu'ils ont plus de contacts ; mais, en fait, qu'en est-il des échanges avec leurs voisins et même avec les membres de leurs familles qu'ils peuvent parfaitement ignorer grâce à l'"autonomie" procurée par les divers services informatisés obtenus sans sortir de chez eux ?

Luc Soete dit "La violence, quant à elle, semble liée au phénomène de l'isolement : l'utilisateur aujourd'hui est terriblement seul, et la cohésion sociale s'en trouve lourdement perturbée" (1). Un tel "progrès" détruit donc la convivialité et mène à l'incompréhension entre les hommes. Incompréhension qui conduit tout droit à l'intolérance et au refus des différences. Et à l'apathie devant le pouvoir comme le relève Ivan Illich :

"Le comportement mécanique de ceux qui se sont enchaînés à l'électronique constitue une dégradation de leur bien-être et de leur dignité qui, à la longue, devient insupportable. Les enquêtes sur l'effet délétère des environnements programmés montrent qu'en leur sein les gens deviennent indolents, impuissants, narcissiques et apolitiques. Le processus politique se rompt parce que les gens cessent d'être capables de se gouverner eux-mêmes ; ils aspirent à être dirigés" (2).

Et si les gens deviennent apathiques et apolitiques, belle perspective pour la démocratie ! Il est peut-être temps pour l'écologie politique, au risque de sombrer comme les autres mouvements démocratiques, de combattre Internet et ses futurs petits frères, comme elle le fait déjà, pour des raisons identiques, contre le nucléaire ou les manipulations génétiques. De l'issue de ce combat dépend l'avenir de l'écologie.

Jean-Michel CORAJOU

En se branchant avec des correspondants lointains, nous oublions les relations avec nos voisins, ce qui engendre une peur du réel, source de violence et d'intolérance.

domaine politique (avec, par exemple, l'introduction, par le gaullisme centralisateur, du régime présidentiel en France).

Les laudateurs d'Internet (et ils sont nombreux à droite comme à gauche) avancent que ce réseau va permettre le développement des pays pauvres. Illusion : il faudrait d'abord que ces pays aient accès aux réseaux, ce qui est impossible car les investissements à consentir sont trop élevés pour eux (qu'on pense seulement à l'achat d'ordinateurs par les paysans africains). Et, en auraient-ils l'accès, qu'ils ne seraient que les terminaux d'un ensemble de serveurs chargés de prêcher la bonne parole du productivisme occidental, sous forme de publicité (de plus en plus présente sur Internet d'ailleurs) ou de conseils "techniques" non appropriés aux besoins de ces pays.

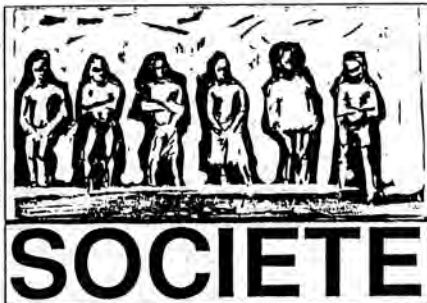
"Les autoroutes de l'information creuseront encore l'écart entre riches et pauvres" estime le professeur Luc

réseaux supprimeront plus d'emplois qu'ils n'en créeront. En effet, pourquoi, par exemple, une entreprise garderait-elle des employés spécialistes d'un domaine alors qu'il suffit d'être raccordé à un serveur alimenté par quelques bureaux d'études qui fournissent, en un temps record, les mêmes prestations à un prix moins élevé. Internet va amplifier le mouvement de rationalisation de la production qui conduit, grâce aux gains de productivité, à la diminution des emplois disponibles.

Les "progressistes" affirment aussi qu'Internet accroît les échanges entre les hommes et ferait reculer les barrières entre les peuples. Illusion encore : Internet n'accroît pas les échanges entre les gens mais leur distance. Les usagers de ces



(1) Journal "24 heures" de Lausanne, Suisse, 6 octobre 1995.
(2) Ivan Illich, "Dans le miroir du passé. Conférences et discours, 1978-1990", Ed. Descartes et cie, 1994, p.55-56.



PETITES PHRASES

"Politiques et économistes font comme si la montée du chômage était un accident de parcours, un simple problème d'ajustement entre l'offre et la demande, qui se résorbera au fur et à mesure que nos économies, embarquées dans l'ère de l'information, consommeront les produits dérivés de ces nouvelles technologies et créeront à leur tour de nouveaux marchés. Cette vision optimiste, fondée sur le postulat d'un progrès libérateur, est une mièvrerie."

Jeremy Rifkin, "The end of the work : the decline of the global labor force and the dawn of post-market era" 1995 cité par le Nouvel Observateur du 22 février 96.

"L'école a été, avec la famille, l'usine, la caserne et accessoirement l'hôpital et la prison, la passage inéluctable où la société marchande infléchissait à son profit la destinée des êtres que l'on dit humains."

Première phrase du livre de Raoul Vaneigem "Avertissement aux écoliers et lycéens" 1995.

DEMOGRAPHIE : PREVISIONS A LA BAISSSE ?

L'équilibre mondial de la population, que les démo-

graphes prévoient pour le 21ème siècle, pourrait être atteint plus vite que prévu tant les baisses de fécondité sont rapides. L'un des exemples les plus frappants est l'Algérie : alors qu'on comptait 6,3 enfants par femme entre 1980-1985, on n'en compte plus que 3,8 entre 1990-1995 ! (source INED)

MINORITES : L'ARME DEMOGRAPHIQUE

De tout temps, les minorités opprimées ont essayé de jouer le jeu démocratique en multipliant le nombre d'enfants pour essayer de se faire entendre. Si dans certains pays, le phénomène est en voie de disparition (les français au Québec), on note encore de nombreux pays où ce phénomène s'observe : ainsi les catholiques d'Irlande du Nord continuent à avoir l'un des taux de natalité les plus importants d'Europe, avec les Albanais du Kosovo, les Turcs de Bulgarie ou les Musulmans de Bosnie... Hors d'Europe, les Kanaks espèrent bien avoir la majorité grâce à la différence démographique lors du référendum d'autodétermination prévu en Nouvelle-Calédonie en 1998.

BIG BROTHER A LA PORTEE DE LA MAIN

Dans un film sur ces recherches en électronique, le géant américain AT&T présente un projet de puce que l'on pourrait greffer à vie sur le dos de la main d'une personne. Cette puce pourrait remplacer toutes les cartes de crédit, simplifier les remboursements de sécurité sociale, les encaissements de salaires, le suivi des traitements médicaux, les condamnations en justice, etc... Ainsi, pour payer dans un magasin, il suffirait de passer la main sous un lecteur pour

que votre compte soit automatiquement débité.

Cette puce appelée "bio-ship mark" ne mesurerait qu'un mm de long sur 0,1 mm de large. Ces puces sont déjà utilisées par les scientifiques pour le suivi des animaux dans certaines circonstances.

Ce qui est pour le moment de la science-fiction pourrait demain servir à mettre en place un gouvernement mondial où chacun serait identifié par un numéro à vie. Des études ont été réalisées sur ces possibilités aussi bien par le FBI, la CIA, des multinationales, la Banque Mondiale ou l'ONU.

USA : RICHES PLUS RICHES

En 1979, le centième de la population la plus riche possédait 21 % du patrimoine national. Ce chiffre est aujourd'hui passé à 42 %. Les 9 centièmes suivant détiennent encore 43 % du patrimoine ce qui laisse 11 % pour les 90 % restant ! (source : New York University)

ALLEMAGNE : DEVELOPPEMENT LOCAL EN MILIEU RURAL

L'association Peuple et Culture d'Auvergne organise un séjour en Allemagne, du 24 au 31 août consacré aux dynamiques nouvelles qui ont pu être générées par le changement politique depuis la réunification allemande. Le voyage se passera dans le Land de Hesse et permettra des comparaisons avec l'Auvergne. Pour en savoir plus : Peuple et Culture, 3 rue Gaultier de Biauzat, 63000 Clermont-Ferrand, tél : 73 36 05 36.

LE CRIME NE PAIE PAS ?

Selon une étude publiée par le centre de recherches sur le droit et les institutions pénales, la délinquance économique coûte 6 milliards de francs par an, soit le double des vols, qui eux représentent la moitié des délits. Les voleurs vont en prison, les escrocs bénéficient de l'immunité parlementaire ou font des séjours à l'étranger. (source : Politis, 8 février 1996).

RENOUVELLEMENT DES CARTES D'IDENTITE

L'application des lois Pasqua concernant l'obtention de la carte nationale d'identité provoque un parcours du combattant sans précédent pour tous ceux qui ont soit un parent étranger, soit qui sont nés à l'étranger. Il faut maintenant "prouver" qu'on a la nationalité française, la possession d'une carte nationale d'identité préalable n'étant pas considérée comme une preuve !

La CFDT du service de naturalisation de Rezé, près de Nantes, a publié un livre blanc mettant en avant les obstacles à franchir :

"• seuls 228 tribunaux d'instance sont compétents pour gérer la procédure sur tout le territoire (contre environ 500 avant).

• Les demandeurs ne disposent d'aucun document synthétique sur les démarches à effectuer, ce qui entraîne des demandes différentes selon les préfectures.

• le manque de personnel est criant : une seule personne peut avoir à recevoir jusqu'à 30 personnes par tranche de deux heures et demie. A Marseille, le service a même été fermé pendant deux mois en 1995 pour donner la priorité aux passeports des Français voulant partir en vacances à l'étranger.

• Début 96, plus de 50 000 dossiers sont en attente à Rezé du fait du manque de personnel et cela laisse prévoir des délais qui peuvent attendre un an. Ajouté au temps de décision du tribunal et à la recherche d'autres papiers, la procédure pourra prendre jusqu'à 3 ans.

• On compte près de 20 000 demandes de naturalisation par mariage par an, celle-ci n'étant plus automatique.

• Début 1996, il y a 800 dossiers de demande de réintégration (anciennes colonies françaises, sauf Algérie) déposés avant la réforme de 1993 qui sont bloqués car considérés comme "non prioritaires". "

SECURITE SOCIALE : GASPILLAGE

Pour nous signaler que le taux des charges liées à la retraite augmentait au 1er janvier, la Caisse Régionale d'Assurance Maladie nous a adressé une lettre recommandée avec accusé de réception. Coût : 26,50 F... pour deux lignes ! Sachant qu'une lettre normale coûte 2,70 F et qu'il y a un million d'employeurs en France, cela fait 23,8 millions de francs qui manqueront à la fin de l'année.

MORTS DE LA ROUTE

C'est en Afrique du Sud que l'on compte le plus de morts de la route : 31 (pour 100 000 habitants). La France (16) et la Belgique (18) sont loin d'être en tête. C'est au Brésil que l'on compte le moins de morts : seulement 4. Autres bons conducteurs : Hong Kong (5), Grande-Bretagne (7), Pays-Bas (8). En 1995, le nombre de morts est passé sous la barre de 8500 en France... mais cela reste deux fois et demi plus élevé qu'en Angleterre. (Source : Sécurité routière)

DROIT DE VOTE DES ETRANGERS

L'opinion des Français en faveur du droit de vote des étrangers n'appartenant pas à la communauté européenne n'atteint plus aujourd'hui que 28 % contre 32 % il y a deux ans. Espoir quand même d'une véritable ouverture : ce sont les jeunes qui sont le plus favorables à cette mesure (46 % chez les moins de 25 ans contre 42 % deux ans avant). (source : Rouge et Vert, 15 mai 1996)

GENS DU VOYAGE : TOUJOURS LA GALERE

En 1990, la loi Besson rendait obligatoires des aires de stationnement pour les gens du voyage dans les communes de plus de 5000 habitants. Cette année-là, 312 des 1744 communes concernées offraient 332 aires de stationnement représentant 7900 emplacements alors que la population nomade est estimée entre 250 000 et 300 000 personnes. Il faudrait donc multiplier au moins par

dix le nombre d'emplacements. Une enquête du MRAP, mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples, réalisée fin 1995, montre que cinq ans après, la situation est inchangée : les communes n'appliquent pas la loi.

HEURES SUPPLEMENTAIRES ET EMPLOIS

Dans l'Education Nationale, huit cent mille heures supplémentaires ont été effectuées en 1995, ce qui représente un potentiel de 40 000 emplois, auquel il convient d'ajouter l'utilisation de nombreux contrats emploi-solidarité : deux CES remplacent un poste permanent. (source : AC !)

TELEVISION : LA BAISS

A force de pousser le bouchon de la connerie toujours plus loin, il semble que les téléspectateurs commencent à saturer. Entre 1990 et 1995, l'audience de la télévision, entre 20 h et 22 h, a baissé de 8 %. (source : 60 millions de consommateurs, avril 1996)

PUBLICITE : DEBILES MENTAUX

Si on vous annonce que vous devez payer 200 F pour regarder pendant 8 heures de la publicité sans interruption, seriez-vous volontaires ? Non, eh bien à Paris, la Nuit des Publivores arrive à drainer plus de 1000 personnes, trois nuits de suite. En plus, cela se passe entre minuit et 8 heures du matin. Il s'agit surtout d'adolescents. Y-a-t-il une limite à la connerie ? (source : RAP-Echos, avril 1996)

RACISME ET IMAGINAIRE

Une étude réalisée par la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) pour la journée contre le racisme (20 mars) donne des résultats parfois surprenants. Tout d'abord, on constate que la xénophobie s'exerce surtout contre les Maghrébins : 45 % (contre 42 % en 1995 et 39 % en 1990) avouent une antipathie à leur rencontre. Cette montée lente du racisme s'accompagne pour la première fois d'une étude sur la localisation des racistes. Et là, surprise : moins il y a d'immigrés, plus il y a de racistes ! Ainsi si seulement 36 % avouent leur sympathie pour les Maghrébins dans les communes ayant moins de 10 % d'immigrés, ce taux monte à 53 % pour les villes ayant plus de 10 % d'immigrés. Ce taux monte même à 62 % dans les villes à fort taux d'immigrés ! Cette étude statistique vient renforcer les analyses faites à partir du vote de l'extrême-droite : il avait déjà été montré que celui-ci n'était pas lié à la quantité d'immigrés. En Allemagne, les incendies racistes contre les foyers d'immigrés ont souvent également lieu dans des communes ayant peu d'immigrés.

Alors comment enrayer la montée lente du racisme ? En évitant le repli identitaire, en mélangeant les gens le plus possible et favorisant les dialogues... et en mettant au moins 10 % d'immigrés partout !

ILLE-ET-VILAINE : CYCLOMOTEURS POUR LES CHOMEURS

L'association d'Aide aux Chômeurs de Redon et la Mission Locale emploi viennent de lancer le prêt de cyclomoteurs pour favoriser la recherche d'emplois. Pour un coût de 50 F par semaine, un chômeur peut emprunter un véhicule. Les associations cherchent à récupérer des vieux cyclomoteurs et envisagent la création d'un poste de mécanicien. Contact : Mission Locale, 1 rue du Tribunal, 35600 Redon, tél : 99 72 19 50.

PARTAGE : UNIVERSITES D'ETE

La revue "Partage", animée par les maisons de chômeurs, organise ses quatriè-

me universités d'été dans l'ancien couvent Saint-Paul du Thiviers, en Dordogne. Cette rencontre dure du 1er au 31 juillet et trois types d'activités s'y déroulent en alternance : une quarantaine de rencontres avec des chercheurs, décideurs, experts, responsables syndicaux et associatifs sur les problèmes relatifs à l'emploi, au chômage, à l'exclusion, à la crise de notre système de protection sociale, à l'avenir de la société post-industrielle... ; des présentations d'initiatives des associations ; des activités touristiques et culturelles à la découverte du Périgord et l'organisation de fêtes sur place. Pour obtenir le programme complet : Partage, 54 rue des Entrepôts, 94300 saint-Ouen.

RENNES : TRAVAILLER MOINS MAIS TOUS

Les personnes qui utilisent la rocade ouest de Rennes ont pu découvrir à plusieurs reprises sur les ponts à hauteur de Cleunay, trois banderoles qui se suivent où l'on peut lire "Vous partez au travail", "Je reste au chômage", "travaillons moins mais tous". Cette action qui se répète de temps en temps est réalisée par l'association Problème n°1, la maison pour l'emploi, 8 rue de Coetlogon, 35000 Rennes, tél : 99 54 86 13.

PARIS : VICTOIRE DES SANS PAPIERS ?

Le 20 mai, après 18 jours de grève de la faim, les médiateurs ont annoncé que le gouvernement, après avoir examiné le cas des quelques 300 personnes réfugiées rue Pajol, a décidé d'accepter d'ouvrir des dossiers de régularisation pour 205 d'entre eux, les 30 % restants étant jugés non régularisables. Ceux qui devraient voir leur situation régularisées le plus vite

sont les parents immigrés ayant des enfants français puisque, de toute manière, ils ne sont pas expulsables. A Versailles, où s'est déroulé un autre mouvement des familles sans papier, sous l'égide de l'Eglise, d'autres ont également réussi à faire plier le gouvernement dont - et c'est une première - des ressortissants algériens habituellement considérés à part, par suite

d'une convention spéciale entre la France et l'Algérie.

Ces victoires ont provoqué un immense espoir dans les rangs des immigrés et des mouvements du même ordre ont commencé à se développer, notamment en Seine-Saint-Denis et à Toulouse.

Comme quoi la solidarité est plus forte que les lois "Pasqua".

MOI, MA SANTE (7)

TRAVAILLER SANS SE DETRUIRE

Il est maintenant clair que notre santé est en grande partie liée à notre style de vie ; or dès que nous atteignons l'âge adulte, et parfois même dès l'adolescence, nous passons une proportion importante de nos heures d'éveil à travailler, la plu-

Pendant longtemps dans l'histoire de l'humanité, les gens n'ont travaillé que lorsque cela leur était nécessaire pour assurer leur survie. Quand l'agriculture a commencé à être pratiquée et lorsque les groupements humains ont pu s'établir en permanence à

L'usure prématurée, les accidents de travail ou les maladies professionnelles ne constituent pas la rançon inévitable du travail. De même, le partage du travail peut permettre un meilleur mode de vie en évitant le stress de celui qui travaille trop et l'angoisse de celui qui en manque.

part du temps à l'extérieur du foyer. Les lieux physiques où nous avons à travailler de même que les contextes dans lesquels se déroulent nos activités exercent sans conteste une grande influence sur notre santé, selon qu'ils favorisent ou non les divers piliers sur lesquels repose la santé ; plus souvent qu'autrement, cette influence est négative, à voir le nombre de personnes qui subissent des accidents ou qui deviennent malades au travail. Pourtant, la situation pourrait être fort différente.

des endroits fixes, une certaine spécialisation des tâches a pu et a dû s'effectuer ; cela a contribué à augmenter la productivité et a, par la suite, permis l'accumulation de biens. Mais ce n'étaient pas tous les individus qui amassaient ainsi des biens et ceux qui, pour diverses raisons, s'enrichissaient ont pu commencer à utiliser leurs biens accumulés pour les échanger contre du travail que d'autres accomplissaient pour eux ; la division des tâches était née et avec elle la possibilité de l'exploitation

des uns par les autres, ce qui n'a pas manqué de se produire par la suite sous des formes plus ou moins subtiles, à partir de l'esclavage jusqu'aux manufactures anglaises du XIXe siècle, qui allaient donner naissance aux premières organisations du prolétariat, les syndicats.

Depuis les journées de 18 heures de travail dans des conditions épouvantables, depuis le travail des enfants de huit ou dix ans dans les mines et les filatures, depuis les salaires absolument inadéquats du XIXe siècle, d'immenses progrès ont été réalisés par la classe ouvrière grâce aux luttes qu'elle a menées, avec comme conséquence que les abus les plus flagrants n'existent plus dans nos pays industrialisés. Il ne faudrait cependant pas se faire d'illusions : à l'échelle mondiale, la majorité des travailleurs continue d'être exploitée et de travailler dans des conditions qui ne peuvent que taxer leur santé. Par exemple, « on estime qu'il y a 52 millions d'enfants qui travaillent dans le monde, dont 50 millions dans les pays sous-développés » (1) ; il y a encore des enfants de six ans qui travaillent dans des filatures du Bangladesh. Il y a quelques années, l'Organisation internationale du travail rapportait l'exemple du Maroc :

« Entre le tiers et les trois cinquièmes des employés de l'industrie du tapis sont âgés de moins de douze ans. Ils n'ont souvent que huit, neuf ou dix ans. Deux usines tournent 72 heures par semaine, cinq autres entre 60 et 64 heures. La moitié de celles pour lesquelles on possède des informations dépassent les 48 heures légales. Les salaires sont maigres et les soi-disant apprentis ne gagnent rien ».(2)

Quant aux travailleurs adultes de nombreux pays, leur pauvreté les oblige très souvent à accepter des conditions qui ressemblent étrangement à l'esclavage : au Mexique, à Taïwan, à Haïti et dans de nombreux autres pays du tiers monde existent des

(1) *The New Internationalist*, juillet 1987
(2) *La Presse*, 5 avril 1980

"enclaves" de travailleurs regroupés auxquelles ont accès les multinationales qui recherchent de la main-d'œuvre presque gratuite.

La situation locale

Même dans nos pays industrialisés, l'écart est énorme entre les conditions de travail des employés syndiqués et des travailleurs des industries de pointe et celles des personnes qu'on retrouve dans les petites manufactures, dans certaines exploitations agricoles ou dans d'autres lieux de production. Des gens travaillent encore au noir pour des salaires ridicules, les immigrants qui ignorent les lois ou qui craignent d'être expulsés du pays sont exploités sans vergogne, le harcèlement sexuel et les conditions physiques insalubres continuent à caractériser le travail dans certaines industries.

Dans les pays industrialisés occidentaux, il existe un certain équilibre de forces entre les employeurs et les travailleurs et en conséquence, la question de la qualité de la vie au travail devient une préoccupation de plus en plus importante.

Notre société est fondée sur le profit ; ceux qui possèdent les usines et autres entreprises trouvent leur intérêt dans une production déchaînée couplée à une consommation effrénée. Nos syndicats embarquent trop facilement dans ce système, en cherchant par tous les moyens à augmenter la capacité de consommation des travailleurs ; certains syndicats vont jusqu'à monnayer la santé et la sécurité de leurs membres, échangeant à la table de négociation une faible augmentation des salaires contre le retrait des mesures de protection qu'ils réclamaient. Il serait important de cesser de tomber dans le piège patronal et de commencer à considérer le lieu de travail comme ce qu'il est véritablement, un lieu où le travailleur doit aussi vivre. Or comme l'écrivent les docteurs Daum et Stellman,

"les procédés industriels modernes sont une source



constante de dangers nouveaux. Les plus faciles à détecter sont ceux qui tuent ou blessent rapidement. D'autres prennent plus de temps à se faire sentir mais sont tout aussi susceptibles d'apparaître. Lorsque ces dangers sont présents, les indices sont très nombreux, et on finit par s'y habituer : toux persistante, maux de tête, étourdissements, lassitude, douleurs qui ne s'en vont plus, raidissements des articulations. Puis, ceux-ci s'accumulent avec le temps : vieillissement prématuré, abandon du travail à l'âge de 50 ans, mort prématurée. C'est un prix énorme à payer et tout aussi inutile" (3).

La façon dont les nombreuses heures de travail se déroulent exerce aussi une influence sur les heures hors travail : le stress, la fatigue exagérée, la santé qui s'abîme sont des réalités qu'on ne devrait pas négliger.

Une situation inacceptable

On ne meurt ni au même âge ni des mêmes causes quand on appartient à une classe sociale différente ; et il est certain que les conditions de travail constituent un élément important de ces dispari-

tés. Ce sont les gens au bas de l'échelle qui occupent les emplois les plus dommageables pour la santé. Car en plus des accidents et des maladies professionnelles, les atteintes à la santé qui sont reliées au travail sont nombreuses. Mais puisque ces effets surviennent peu à peu ou apparaissent longtemps après l'exposition et que le rapport de causalité n'est pas encore prouvé, leur lien avec le travail est nié par les employeurs. Comme les travailleurs sont souvent exposés aussi à d'autres risques en dehors du travail, il devient encore plus facile d'embrouiller la situation et d'ignorer le rôle pathogène du milieu de travail. À ce propos, la cigarette constitue un archétype de l'échappatoire patronale, comme si d'ailleurs la propension à fumer n'était pas souvent avivée par les conditions de travail elles-mêmes... Si dans notre société, l'incidence du cancer ne cesse d'augmenter, il est fort probable que les conditions de travail en soient pour une large part responsables ; chaque année, ce sont des milliers de nouvelles substances chimiques qu'on introduit dans les processus de production et ce n'est que quelques années plus tard qu'on découvre leur potentiel carcinogénique.

L'exposition chronique au stress peut aboutir à pratiquement n'importe quelle maladie ; l'insuffisance coronarienne (la maladie de

(3) Jeanne M. Stellman et Susan M. Daum. *Pendre sa vie à la gêner.* Montréal, Parti Pés. 1979, p.21.

(4) The Gazette,
7 mai 1981.

cœur) et les diverses pathologies mentales en sont parmi les plus fréquentes conséquences. Au Canada, on estime officiellement que le stress au travail entraîne des pertes de 10 à 12 milliards de dollars chaque année au pays : «*la perte de productivité, l'absentéisme et les abus d'alcool ou de drogues reliés au stress sont devenus plus coûteux que les grèves*» (4). Les sources de stress au travail sont nombreuses ; voici les plus importantes :

• **facteurs intrinsèques à la tâche :**

- *mauvaises conditions physiques de travail (éclairage, température, bruit...),*

- *surcharge de travail,*

- *horaires inadéquats (heures supplémentaires, rotation, délais trop courts...),*

- *présence de dangers physiques constants ;*

• **facteurs liés au rôle dans l'organisation :**

- *ambiguïté de rôles,*

- *conflits de rôles,*

- *responsabilité trop lourdes,*

- *conflits sur la définition de sa tâche,*

- *absence de participation,*

- *poste trop lourd ou au contraire pas assez exigeant pour ses capacités ;*

• **problèmes de relations humaines :**

- *manque de communications avec les pairs ou avec les supérieurs ;*

• **perspectives d'avenir :**

- *absence de sécurité d'emploi,*

- *manque de possibilités de formation et d'enrichissement de la tâche,*

- *absence de possibilités de mobilité.*

Le travail devrait contribuer à l'épanouissement

L'usure prématurée, les accidents de travail ou les maladies professionnelles ne constituent pas la rançon inévitable du travail ; avec les connaissances que nous possédons aujourd'hui, il serait possible d'arriver à ce que toutes les technologies, toutes les machines et tous les processus de production soient conçus de manière à éviter toute exposition aux substances chimiques ou aux agents physiques (les vibrations, la chaleur, le bruit, etc.), qu'ils aient été prouvés dangereux ou non. De cette façon, nous atteindrions une situation d'« exposition nulle » dans laquelle on n'attend pas de constater les dommages d'un produit ou d'un processus sur un travailleur pour agir. Pour l'instant, nous n'en sommes pas encore là ; nous n'agissons que lorsqu'il a été prouvé qu'une situation ou un produit affectait des travailleurs.

Au Québec, la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* énonce plusieurs obligations pour les employeurs ; ceux-ci doivent en effet prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger la vie et

la santé des travailleurs et assurer leur sécurité et leur intégrité physique. Voici quelques-unes de ces obligations :

- s'assurer que les établissements sur lesquels ils ont autorité sont équipés et aménagés de façon à assurer la protection du travailleur (contrôle de la salubrité des lieux de travail, organisation du travail, méthodes de travail, mesures de sécurité contre l'incendie, etc.) ;

- inventorier et surveiller les matières dangereuses et les contaminants présents dans leurs établissements afin de s'assurer qu'ils ne portent pas atteinte à la santé et à la sécurité de toute personne se trouvant dans un lieu de travail ;

- communiquer la liste des contaminants et des matières dangereuses aux travailleurs, au comité de santé et de sécurité, à l'association accréditée, au centre de santé publique de la région et à la Commission de la santé et de la sécurité au travail ;

- mettre en place les méthodes et techniques visant à déceler, contrôler et éliminer les risques pour la santé et la sécurité ;

- informer adéquatement les travailleurs sur les risques reliés à leur travail et leur assurer la formation, l'entraînement et la supervision nécessaires pour qu'ils sachent et puissent accomplir leur travail en toute sécurité ;

- désigner des membres de leur personnel pour s'occuper des questions de santé et de sécurité ;

- fournir les moyens et les équipements individuels et collectifs de protection.

Nombre d'employeurs tentent d'échapper (et y réussissent trop souvent) à ces obligations. Aussi les employés doivent-ils exercer une vigilance constante pour s'assurer d'un minimum de protection ; pour ce faire, les moyens suivants pourraient être utilisés :

- **s'informer** sur ses droits et sur les obligations de l'employeur, sur les dangers particuliers reliés au travail accompli et sur les moyens de se protéger, etc.

- **sensibiliser** à la question ses compagnons et compagnes

Hors-série n°6

Coédition Silence / A Faire

Certains n'ont pas attendu qu'il y ait 3 millions de chômeurs pour créer leur emploi. En effet, il existe de nombreux métiers nouveaux ou abandonnés qui ont un intérêt écologique et qui peuvent s'avérer des filières porteuses d'avenir pour peu que l'on réfléchisse à la méthode de travail, que l'on développe la solidarité et que l'on s'appuie sur une certaine éthique.

Au sommaire : l'environnement, l'agriculture biologique, la santé, l'éducation, le social, les énergies renouvelables, la coopération Nord-Sud, l'édition, les finances alternatives... 40 reportages.

Rédaction coordonnée par Michel Bernard

108 pages, nombreuses illustrations.

Bon de commande page 39.



de travail. Surtout dans les endroits où il n'existe pas de syndicat, les personnes qui réclament des mesures de sécurité sont souvent mal perçues par l'employeur et risquent des représailles. Il est donc important d'entreprendre des actions en ayant l'appui du groupe ou du syndicat et en même temps de se chercher des alliés à l'extérieur, pour se protéger. Les centrales syndicales peuvent fournir de l'aide à des employés, même aux endroits où il n'existe pas de syndicat ;

- voir à ce que s'établisse un programme de santé au travail ; le plus tôt possible, pour arriver à éviter l'approche cas par cas défensive (quand quelque chose est arrivé), il est nécessaire de bien étudier son milieu de travail et ensuite de prendre les mesures qui permettent d'éviter les situations dangereuses. Il existe par exemple des droits particuliers aux femmes enceintes, dans le but de protéger leur fœtus ; ainsi dans certains cas, ces femmes peuvent demander à être affectées à d'autres postes de travail ; même si une fois la grossesse confirmée, il est déjà tard pour intervenir, ces mesures peuvent tout de même aider.

La qualité de la vie au travail ne tient pas qu'à l'élimination des risques d'accident ou de maladie, ainsi que nous l'avons vu. Même l'architecture des lieux de travail devrait être repensée, comme le signale l'architecte Vincent Grenier :

"Les agents responsables de la conception des espaces ont réussi, dans leurs usines-containers, dans leurs boîtes impersonnelles, à briser les rapports humains des utilisateurs. La nouvelle organisation du travail a enlevé les « espaces intermédiaires », ces terrains neutres, dans les édifices, où les employés pouvaient entrer en communication. Mais, ce qui est plus grave encore, la taylorisation du travail, cette uniformisation fondée sur l'efficacité, a complètement « déconnecté » les ouvriers de la cité. Leurs édifices sont isolés des quartiers



et sont souvent situés dans de mornes « parcs industriels » qui paraissent avoir été conçus comme si l'homme n'existait pas" (5).

Cet oubli de l'humain constitue la caractéristique dominante de l'organisation du travail qui prévaut encore dans trop d'entreprises ; or nous savons que les facteurs psychosociaux agissent à long terme sur la santé. Voici quelques aspects de l'organisation du travail qui me semblent de première importance :

L'horaire de travail : la recherche du profit mène à l'établissement d'horaires qui visent à maximiser la rentabilité des installations, ce qui oblige beaucoup de gens à un travail de nuit en permanence ou, pis encore, en rotation ; dans l'un et l'autre cas, ces horaires contre nature ne manquent jamais d'aboutir à une détérioration de la santé et en conséquence, ils devraient être abolis dans la production pour ne demeurer que dans les services essentiels, sous des formes plus humanisées qui tiennent compte des besoins physiques mais aussi psychosociaux. Même durant le jour, des horaires mal aménagés et en particulier des

périodes de repas trop courtes sont fréquemment à l'origine de troubles digestifs ou autres.

La division des tâches : comme le signalent Jean-Marie Toulouse et Maurice Boisvert,

"l'organisation du travail des employés de la base, que ce soit des cols blancs ou des cols bleus, est encore au Québec comme ailleurs marquée par la spécialisation et la parcellarisation des tâches. Que l'employé œuvre dans une conserverie ou une compagnie d'assurance, il répète fréquemment les mêmes gestes à l'intérieur d'un système prédéterminé et fortement contrôlé. On voit alors s'installer la monotonie et l'ennui. Bien sûr, il existe mille façons de compenser pour le manque d'intérêt du travail (ex. : la rêverie, les conversations sur la vie hors travail...) mais n'est-ce pas là des pis-aller qui rendent tolérable une sous-utilisation flagrante du potentiel humain ?" (6).

La participation : diverses entreprises ont réussi à développer des systèmes de gestion qui incluent la consultation systéma-

(5) Exposé rapporté par Jean-Pierre Bonhomme, *La Presse*, 27 septembre 1980.
(6) "La qualité de la vie au travail", "Le devoir", 8 mars 1979.

LE SOLEIL BRILLE !

Passez à la pratique,
grâce à 4 ouvrages de
Roger BERNARD



• Le soleil à votre table

170 pages 15 x 21 cm

En Afrique, on brûle les arbres pour faire cuire les aliments pendant qu'une énergie solaire surabondante reste inutilisée. En France, en été, cuisinez sans fumée, sans pollution, sans risque d'incendie. Découvrez que l'énergie solaire marche. Une explication théorique et pratique des possibilités de l'énergie solaire en matière de cuisson. Découvrez les différents modèles de cuiseurs, apprenez à cuisiner solaire : des plans, des photos, des recettes...

• Un cuiseur solaire facile à faire

26 pages 21 x 29,7 cm

Cette brochure technique vous permettra de construire des cuiseurs-boîtes... à un prix de revient proche de zéro franc, comme il en existe des millions d'exemplaires dans le monde. Peut être réalisé avec des enfants.

• Construire et utiliser une cuisinière solaire

22 pages 21 x 29,7 cm

Cette brochure technique vous permettra de construire une véritable cuisinière solaire... à un prix plus élevé mais avec des performances beaucoup plus poussées.

• Séphastoche, mon premier cuiseur solaire

32 pages 17 x 22,5 cm

Le plus simple des cuiseurs... Spécial pour les enfants. Un cuiseur qui nécessite seulement un vieux carton et quelques ustensiles.

Bon de commande page 67.

tique des employés concernés et qui arrivent à un certain partage des pouvoirs et même des bénéfices ; même si toutes les tentatives en ce sens n'ont pas connu le succès, il s'agit là d'une voie fort intéressante qu'il faut continuer à explorer.

Les actions-santé : un certain nombre d'entreprises, ayant compris qu'elles avaient intérêt à ce que, pour une meilleure productivité, leurs employés soient en santé ont mis sur pied divers programmes qui contribuent au mieux-être de leur personnel : programmes et équipements de conditionnement physique sur les lieux de travail, douches pour les gens qui veulent venir travailler en faisant du jogging ou à bicyclette, centres de détente pour la relaxation, cafétérias avec des menus équilibrés, garderies pour les nourrissons des mères qui allaitent, etc.

En plus des équipements physiques pour des actions individuelles orientées vers la santé, il est également important de prévoir des moments et des lieux pour aider au développement des relations entre le personnel, ce qui contribue aussi à l'équilibre mental.

Le partage du travail : autant le travail peut nuire à la santé, autant le chômage a souvent des effets aussi négatifs. Même quand la société compense l'absence de salaire par diverses prestations sociales, les conséquences psychosociales de l'absence d'emploi sont très grandes. L'heure est certainement venue de mettre au point des formules de partage du travail, qui en bout de ligne bénéficieraient à tout le monde :

- à celles et à ceux qui actuellement se détruisent à travailler, notamment à cause du nombre d'heures consacrées à leur travail et de l'intensité d'effort qui y est requise ;

- à cette masse croissante de personnes qui gaspillent leur potentiel parce qu'on ne trouve pas à les employer ;

- à toute la société qui étouffe sous le poids des taxes et des impôts nécessaires pour fournir un minimum vital aux gens qui n'arrivent pas à trouver du travail.

De plus en plus d'individus ont compris qu'ils avaient tout à gagner à moins travailler et qu'en définitive la nécessité de moins consommer que leur décision entraînait leur était également bénéfique.

La façon dont se déroule le travail et le cadre dans lequel il s'effectue influent sur le reste de la vie ; par exemple, les conditions de stress au travail se répercutent sur le comportement des individus à la maison et touchent leurs relations avec les autres membres de la famille. Les lieux de travail peuvent de plus avoir un impact physique sur l'environnement et affecter la totalité de la communauté. L'impact des industries ne s'arrête pas aux apparences ou aux odeurs : les substances rejetées dans l'air sont absorbées par la population et ont un effet sur sa santé. En plus des retombées sur l'environnement immédiat, les industries peuvent contribuer à la détérioration globale de l'air, de l'eau et des sols.

Dans notre société, nous avons trop souvent tendance à oublier la finalité du travail et de la production : nos produits devraient nous aider à mieux vivre et à être plus heureux. Si le processus de production entraîne des effets négatifs sur les producteurs ou sur la communauté, il s'agit d'une situation inacceptable, surtout à une époque où nombre de produits ne sont plus destinés à notre mieux-être et où nous pouvons trouver des moyens de produire sans danger. Sans doute faut-il aller plus loin encore que simplement remettre en question les processus de production : c'est toute une partie de la production qui ne sert aujourd'hui qu'à alimenter une consommation artificiellement stimulée qui contribue de plus en plus à une dégradation de notre environnement et finalement de notre vie.

Serge MONGEAU

Cet article est extrait du livre "Moi, ma santé" diffusé en France par Silence (voir page 67)



PROSTITUTION MILITAIRE

Dans les pays du Sud, de nombreuses associations se battent contre la présence de bases militaires de pays étrangers. Parmi elles, de nombreuses associations de femmes qui lèvent le voile sur un phénomène lié à l'armée : les bordels militaires (de campagne en cas de guerre) : les militaires étant essentiellement des hommes, de plus, conditionnés à exprimer leur "virilité", toute base militaire s'accompagne de prostitution, de viols et par voie de conséquences de maladies sexuellement transmissibles, le SIDA n'étant que la dernière arrivée. Dans les pays du Sud, cela s'accompagne aussi de la naissance d'enfants métis en nombre, presque toujours abandonnés par leurs pères qui retournent dans leurs pays d'origine. Si les autorités s'inquiètent du SIDA, c'est uniquement dans le sens femmes-militaires et non l'inverse alors que ce sont essentiellement les militaires qui imposent des rapports sans préservatifs. La France compte actuellement 6000 hommes déployés sur le territoire africain, en soutien aux dictatures locales. (source : Femmes et Violences, Ed. L'Harmattan)

USA : FEMMES ET PORNOGRAPHIE

Alors que les mouvements féministes dénoncent la pornographie comme étant spécifiquement une demande masculine, une étude réalisée aux Etats-Unis sur les locations de cassettes vidéos vient d'apporter un éclairage nouveau à la question : la location de cassettes pornos à des femmes représente 40 % du marché ! (source : Courrier International, 7 mars 1996).

USA : FEMMES CREATRICES D'EMPLOIS

L'ensemble des entreprises ont créé aux USA, entre 1991 et 1994, 5,3 % d'emplois en plus. Si l'on ne prend que les entreprises dirigées par les femmes, ce taux monte à 11,6% et si l'on prend les entreprises de plus de 100 salariés dirigées par des femmes, le taux atteint 32,5 %. (source : Courrier International, 29 février 1996)

INDE : LA REINE DES BANDITS ELUE

Phoolan Devi a été victime en 1981 d'un viol collectif par des membres d'une caste élevée. Quelques temps après 22 Hindous ayant participé à ce viol ont été assassinés. Accusée de ces meurtres, elle avait pris la fuite devenant un symbole de la révolte contre les castes dominantes. Recherchée par la police, elle avait été surnommée "la reine des bandits". Les poursuites contre elle ayant dû être abandonnées, elle a pu se présenter cette année sous les couleurs socialistes... contre le candidat de la formation nationaliste hindoue, un membre de la caste de ses victimes présumées. Elle a été élue députée, promettant l'eau, l'électricité et des écoles pour les pauvres.

PEU DE FEMMES SDF

Il y a au moins un domaine où les femmes s'en sortent mieux que les hommes, c'est sur le logement en cas de pauvreté. Selon une étude de l'INED sur 591 personnes en région parisienne, les femmes ne représentent que 17 % des SDF... alors qu'elles disposent pourtant souvent de revenus moindres. Meilleure solidarité ? Meilleure gestion ? Moindre alcoolisme ? L'étude montre que les SDF sont surtout des

personnes ayant cédé à un moment donné sur le plan psychologique. La faible présence des femmes semblerait donc indiquer une meilleure résistance psychologique face aux difficultés de la vie. (source Population et Sociétés, mai 1996).

PRESSE SEXISTE

La fédération nationale de la presse française nous a contactés pour nous demander d'être présents dans un catalogue édité sous forme de CD-Rom, mais nous nous sommes trouvés dans l'impossibilité de trouver notre place dans leur classification. Les rubriques de classements présentent ainsi dans la famille "féminine" :

- Généraliste grand public
 - Mode-Beauté
 - Arts ménagers
 - Romans photos
- et dans la rubrique "masculine"
- Mode-Charme
 - Adultes
 - BD Adultes
 - Presse homosexuelle

Pour les responsables de ce syndicat les femmes ne sont bonnes qu'à rêver en lisant des romans-photos et en préparant les repas de monsieur, qui lui, sexe en avant, ne pense qu'à ça ! Pour leur envoyer des lettres d'amour : FPNP, 7 rue de Madrid, 75376 Paris cedex 08.

VERONIQUE AKOBE : DEMANDE DE GRACE

Véronique Akobé purge depuis huit ans une peine de prison pour avoir tué son

employeur alors que celui-ci et son fils étaient, une nouvelle fois, en train de la violer (voir Silence n°202). Le 3 mai dernier, un complément de recours en grâce a été envoyé au Président de la République en s'appuyant sur le manque de prise en compte par le tribunal des viols subis par cette jeune ivoirienne. Plus de 35 000 signatures de soutien ont déjà été collectées et il est toujours possible de rejoindre le comité de soutien en contactant :

- Association européenne contre les violences faites aux femmes au travail, AFVT, 71 rue Saint-Jacques, 75005 Paris.
- Mouvement français pour le planning familial, MFPF, 4 square St-Irénée, 75011 Paris, tél : (1) 48 07 29 10.

ABUS SEXUELS ET PSYCHOTHERAPIES

Une enquête canadienne révèle que 10 % des sexothérapeutes ont déjà abusé d'une de leurs clientes. Aucune enquête n'a eu lieu en France, mais plusieurs procès sur ce problème sont en cours. Des associations s'occupent plus particulièrement de ce problème :

- Groupe Femmes et psychothérapies, BP 2, 27 Bd Poniatowski, 75012 Paris, tél : (1) 43 44 99 69.
- Collectif féministe contre le viol au 05 05 95 95 (appel gratuit)
- Suisse : Viol Secours, 022 733 63 63.

(source : L'Impatient, mai 1996)

MORT : VERS L'EGALITE

Il existe actuellement une différence d'environ 8 ans entre l'espérance de vie d'un homme et d'une femme, en France. Selon les estimations des démographes, cet écart devrait rapidement diminuer, l'espérance de vie des hommes et des femmes devant converger autour de 80 ans. Pourquoi ce rapprochement ? Parce que depuis la "libération" de la femme, celle-ci a adopté le même mode de vie que celui de l'homme et les accidents (route, travail) et les toxiques (alcool, tabac, drogues) vont provoquer la même mortalité chez les unes que chez les uns. Ainsi, les cancers du poumon, provoqués par le tabagisme, mettent entre 15 et 25 ans pour apparaître, les femmes fumant aujourd'hui autant que les hommes, on peut s'attendre à une montée rapide de ce cancer dès le début du XXIème siècle. Dès fois, les femmes feraient mieux de cultiver leurs différences ! (source : Philippe Lebreton dans Stratégies énergétiques biosphère et société, 1993-1994).

UNE NOUVELLE APPROCHE DU PARTAGE DE L'EMPLOI

(1) L'absence du rôle des femmes dans le débat concernant le partage du temps de travail est une observation empirique que l'on peut certes contester. Je n'ai toutefois pas connaissance de contributions qui concernent spécifiquement les femmes quand il s'agit de partage de l'emploi.
(2) Il existe pourtant de nombreux domaines où le travail n'est pas rémunéré

Avec l'installation durable du chômage et de l'exclusion, le "partage du (temps de) travail" est devenu un enjeu socio-politique considérable. Le débat concernant le partage de l'emploi ne se limite pas à la tentative d'apporter une solution au chômage ; il touche, en réalité, aux principes fondamen-

si dans le langage courant les deux termes sont utilisés comme des synonymes. L'emploi correspond à une occupation rémunérée qui fait partie de la sphère économique. Le travail, en revanche, relève de la sphère sociale et n'est pas forcément rétribué. C'est le cas du travail domestique, accompli essentiellement par les femmes.

étude menée dans les années 30 par Alfred Lotka, démographe américain bien connu. Il a voulu savoir quelle pouvait être la valeur apportée à la collectivité par un groupe, en calculant la somme de revenus accumulés par un ensemble de mille personnes au cours d'une vie (3). Le résultat de son enquête est édifiant : la valeur créée par les hommes salariés durant leur vie monte jusqu'à soixante mille dollars (au prix des années 1935-1940) alors que celle correspondant au travail des femmes est estimée à zéro dollar (sic !). Il n'est pas sans intérêt de se demander comment une étude "scientifique" peut aboutir à une conclusion aussi absurde, qui attribue une valeur nulle au travail des femmes. Un mystère, que seuls quelques économistes (en "mâle" de formules économiques abstraites) arrivent à expliquer...

Une autre étude, en effet, réalisée en Finlande, en 1994, estime que la valeur monétaire du travail domestique représente au moins 42 % du PNB. Si l'on calculait la valeur de ce travail au prix du marché, le taux pourrait même être supérieur. Cette étude indique également qu'une famille fournit en moyenne 7,2 heures de travail non rémunéré par jour, l'équivalent de 50,4 heures par semaine. Sur ce total, la part des femmes est de 5 heures par jour et celle des filles de 1 à 2 heures. Celle des garçons est inférieure à une heure par jour (4).

Si l'on parle de partage du travail, alors commençons par partager tout le travail, c'est-à-dire, aussi, celui non rétribué. Les femmes sont tout à fait favorables au partage des tâches domestiques !

taux de l'organisation sociale. L'interrogation sur le rôle et le statut des femmes dans ce processus s'inscrit dans cette perspective. Or le "facteur femme" est singulièrement absent des propositions. Le chômage et le partage de l'emploi sont abordés exclusivement sous l'angle "masculin" et pratiquement jamais au "féminin" (1).

De l'emploi au masculin et du travail au féminin

Il convient de souligner d'emblée que "travail" et "emploi" ne sont pas notions équivalentes ; il ne faut pas les confondre, même

Avec l'avènement de la société industrielle, l'emploi salarié a progressivement remplacé le travail - dont l'utilité est à la fois économique et social - pour devenir le fondement même de la socialisation et de l'insertion des individus dans la société. Le travail non rémunéré, quant à lui, a été purement et simplement évacué du champ économique (2).

L'écart sémantique entre emploi (marchand) et travail (non marchand) se double d'un autre décalage, celui qui existe entre les valeurs "masculines" et "féminines" attribuées au travail. Cette rupture est illustrée par une

par un salaire, comme le travail domestique ou l'éducation des enfants qui sont généralement pris en charge par les femmes. Il est vrai que le nombre d'"hommes au foyer" est en augmentation, surtout parmi les jeunes. Mais ils sont encore déconsidérés.
(3) Le calcul tient compte des revenus cumulés pendant la vie active d'une personne en soustrayant les coûts occasionnés par son éducation et sa retraite. Voir Jacquard Albert, *J'accuse l'économie triomphante*, Paris, Calmann-Lévy, p.147.
(4) Voir Uma Devi, *Women, Work, Development and Ecology*, New Delhi, Haranand Publications, 1994, p.17-18.

L'attribution d'une valeur monétaire au travail domestique est une idée encore très discutée, mais qui fait cependant son chemin. La modification apportée par la 10ème révision de l'AVS en Suisse, en 1994, reconnaît, par exemple, au "salaire ménager" une valeur - fictive - de 33 000 francs suisses par an (130 000 francs français) pour le travail domestique accompli par les femmes mariées.

Division sexuelle du travail

Il existe une autre rupture paradigmatique entre travail et emploi : elle découle de la division sexuelle du travail. Notre vision du monde du travail est encore ancrée dans une conception patriarcale de l'organisation de la société, qui réserve aux hommes un accès prioritaire aux emplois salariés, alors que l'éducation des enfants et l'organisation du ménage incombe plutôt aux femmes.

Suite aux revendications des mouvements féministes, la législation concernant la division sexuelle du travail a été modifiée dans plusieurs pays occidentaux. Malgré ces changements, la répartition inégalitaire du travail et de l'emploi reste toujours profondément enracinée dans les mentalités et dans la réalité quotidienne de la condition féminine.

Le tableau suivant résume les multiples champs de tension qui traverse la problématique emploi/travail, marchand/non marchand, formel/non formel, salarié/non rémunéré.

	Marchand	Non marchand
Masculin	Emploi	Informel
Féminin	Temps partiel	Travail

Discrimination professionnelle, chômage, exclusion des femmes

Le troisième ordre de rupture entre le travail masculin et féminin est lié à la "configuration" interne du marché de l'emploi.



d'après MILLET, TIGS

Le marché de l'emploi et l'organisation du travail dans les entreprises continuent à fonctionner selon des valeurs et des règles de comportements masculins. "Pensé par des hommes et pour des hommes", le monde du travail oblige les femmes qui s'y insèrent à se conformer à des principes masculins, au détriment d'un mode d'organisation qui tiendrait compte des valeurs féminines. De nombreuses enquêtes, effectuées aux Etats-Unis, mettent par exemple l'accent sur les difficultés rencontrées par les femmes diplômées en matière de reconnaissance de leurs compétences dans un univers masculin (5).

Malgré l'augmentation de la main-d'œuvre féminine dans les secteurs administratifs (aux Etats-Unis, 78,7 % des travaux administratifs sont accomplis par des femmes), de la santé et de l'éducation, les conditions de travail des femmes en matière de formation et de perfectionnement professionnel, ainsi que le poids des obligations familiales, constituent toujours des obstacles à l'émancipation professionnelle des femmes. Les tâches qui leur sont confiées restent le plus souvent routinières, subalternes et exigeant peu de qualifications professionnelles (6). Ainsi, l'industrie micro-électrique dans les pays du Sud-Est asiatique fait massivement appel au travail féminin pour les postes peu qualifiés et mal rétribués (assemblages des modules, soudure des circuits électroniques ou contrôle de qualité).

Comment s'étonner, dès lors, que les emplois féminins soient les premiers marqués par la crise et les plus vulnérables lorsque se produit un changement de conjoncture ? (7). Selon l'OFIAMT, en Suisse et jusqu'en 1993, les hommes et les femmes ont été touchés par le chômage dans des proportions similaires (environ 4,5 %). Depuis 1994, en revanche, le taux de chômage des femmes est passé à 5,2 % alors que celui des hommes est resté stable. En 1993, les femmes représentaient 41 % des chômeurs, et cette proportion s'est élevée à 43 % en 1994. Les femmes sont également plus durement touchées que les hommes par le chômage de longue durée (8).

La marginalisation sociale et son corollaire la pauvreté sont des phénomènes sociaux complexes qui accompagnent inévitablement le chômage. Leur évaluation - qualitative comme quantitative - varie en fonction du groupe social qui le vit. Il n'en reste pas moins que, derrière la relativité du concept de pauvreté, se cache la condition objectivement "sub-humaine" de la personne exclue (9).

Avec l'exclusion correspondant souvent au cumul de facteurs socio-économiques et psychologiques (faiblesse de revenu, chômage, cadre familial instable ou éclaté, manque de qualifications professionnelles, difficultés relationnelles et/ou malchance), on peut aussi observer une tendance à la "féminisation" de la pauvreté.

(5) Cordero Christiane, *Le travail des femmes*, Paris, Le Monde-Editions, 1994, p.52.

(6) Hirschhorn Larry et Westin Alan, *The employment effects of micro-electronics in the office and service sector in the United States*, Genève, I.L.O. 1986 (World Employment Programme Research, Working Papers). Par ailleurs, en Suisse, la Commission fédérale pour les questions féminines a mené une étude dans trois grandes entreprises pour analyser les effets de l'innovation technologique sur les postes de travail des femmes.

(7) Greve Rose Marie, *The effects of technological change on women workers*, International Industrial Relations Association, Seventh World congress (Hamburg, 1-4 septembre 1986), 17 p.

(8) Voir "Les femmes, fondement pénalisées", *La lutte syndicale* (Revue des syndicats suisses), janvier 1995.

(9) L'expression est de Fabrizio Sabelli qui parle de "la relativité du concept de l'objectivité d'une condition".

Les femmes seules ou cheffes de familles monoparentales constituent un groupe dont le risque de franchir le seuil de la marginalisation est élevé.

Avant d'aborder le partage du travail pour les femmes, il serait donc souhaitable que les partenaires sociaux et les pouvoirs publics se préoccupent d'abord sérieusement du travail des femmes et puissent répondre aux revendications suivantes : égalité de salaire entre les femmes et les hommes et accès des femmes aux possibilités de promotion, de formation et de recyclage.

Partage de l'emploi ou partage du travail ?

La montée endémique du chômage fait apparaître l'idée du partage de l'emploi et du travail. Mais quel est le véritable objet de ce partage ? A l'heure actuelle, l'objectif est de mieux répartir le nombre d'emplois entre le plus grand nombre de personnes actives. Une meilleure répartition des emplois et, partant, la réduction du chômage, pourraient être réalisées soit par la réduction du temps de travail, soit par l'introduction de l'emploi à temps partiel. Mais cette dernière forme ne concerne que très indirectement l'emploi féminin, le travail à temps partiel étant déjà largement adopté par les femmes.

Le temps partiel, "une forme d'emploi spécifique, au statut particulier, un mode d'emploi en tant que tel", pose en réalité de nombreux problèmes (10). Il faut savoir en effet que dans les pratiques actuelles des entreprises - publiques ou privées - le statut des travailleurs (travailleuses) à temps partiel reste déprécié. L'introduction du partage de l'emploi à grande échelle, qu'accompagnerait sans doute une féminisation accrue du temps partiel, comporte le risque d'augmenter la discrimination à l'égard des femmes, et de confirmer la dévalorisation de leur travail en termes de qualification, de rémunération, de profil de carrière et de stabilité de l'emploi (11).

Par ailleurs, les femmes, du fait de la nature multiple de

leurs tâches, choisissent généralement une méthode "frontale" pour les accomplir. "Les femmes ont une vision globale du monde, elles pratiquent une action non sectorielle et se sentent plus concernées par le vécu quotidien" (12). Quand elles doivent assumer "de front" plusieurs activités comme le travail ménager, l'éducation des enfants, l'emploi professionnel et parfois certaines activités communautaires, elles se partagent. Ne pouvant compter sur le partage du travail domestique entre hommes et femmes, elles effectuent ainsi souvent de doubles ou triples (quand une responsabilité socio-politique s'y ajoute) journées de travail.

En conclusion, il y a donc bien une distinction à faire entre "partage de l'emploi", réservés aux salariés (au masculin) et "partage du travail" (au féminin). Pour développer le concept de partage de l'emploi et du travail tel que nous l'entendons ici, c'est un changement de paradigme qu'il faut envisager. On ne peut pas se contenter d'une réforme (réformette ?) de l'aménagement du temps de travail qui s'inscrirait dans la continuité et changerait à peine les conditions de l'emploi existantes.

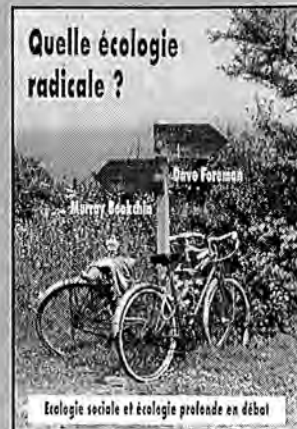
Afin de mieux répartir le travail féminin/masculin, des formes de travail innovatrices doivent être imaginées. Il faudra prendre conscience qu'un véritable partage de l'emploi et du travail représente une rupture socio-économique, et devrait être inscrit dans un pacte de solidarité entre femmes et hommes, les générations actuelles et les générations à venir. Il s'agit de prévoir, dans un contrat volontariste et audacieux, une répartition plus équitable du temps social et professionnel, du travail et de l'emploi, des charges et des revenus (13).

Andrès NOVEMBER

Institut Universitaire
Environnement et Développement
de Genève

Texte repris de l'ouvrage
"Femmes, Villes et Environnement",
IUUED, 1995.

QUELLE ÉCOLOGIE RADICALE ?



Écologie sociale
ou écologie profonde
en débat

Murray Bookchin
et Dave Foreman

Préfaces de Jacques Grinevald
et Alain-Claude Galtié

co-édition
Atelier de Création Libertaire
Silence

Loin de l'environnementalisme qui cherche à accompagner la société actuelle, l'écologie radicale cherche à définir les modes de fonctionnement d'une autre société. Cette recherche n'est pas sans soulever des polémiques.

Aux États-Unis, l'écologie sociale développée par Murray Bookchin s'appuie sur les luttes sociales pour essayer de définir une pratique en accord avec la survie de la planète.

A l'opposé, le mouvement Earth First auquel appartenait Dave Foreman part d'une sauvegarde systématique des espaces naturels pour ensuite aller vers une démarche sociale.

Ces deux méthodes sont-elles compatibles ?

164 pages 15 x 21 cm.

Bon de commande page 67

(10) Messant-Laurent Françoise, "Travailler au féminin ? Certes, mais à quel prix", *Campus*, (Magazine de l'Université de Genève), n°27, mars/avril 1995 p.21.

(11) Gauvin Anne, "Le travail professionnel des femmes. Vers d'autres modèles d'emploi ?", *Projet* n°236, hiver 1993-1994, p.63 ; et Becherel Béatrice, "Temps partiel, mode d'emploi", *Projet*, n°236, hiver 1993-1994, p.67-74.

(12) "Femmes et pouvoir chez les Verts", *Le Bulletin Vert* (journal romand des Verts), n°295 p.5.

(13) Euzéby Chantal, "Les femmes et la protection sociale en Europe", *Informations et commentaires* (Salaire, protection sociale, exclusion, emploi), n°89, octobre-décembre 1994, p.38.



ARDELAINÉ

07190 St PIERREVILLE
Tel 75 66 63 08

**FILIERE LAINE LOCALE
ECOLOGIQUE et EQUITABLE**

*Matelas, couettes,
oreillers, couvertures,
pulls, vestes, manteaux,
PURE LAINE VIERGE*

**VISITEZ le MUSEE VIVANT
de la LAINE et du MOUTON**

à St PIERREVILLE (en Ardèche, à 2 h de Lyon)
Evolution des techniques de travail de la laine, du
néolithique à nos jours... animaux, démonstrations,
spectacles.... passion, humour et pédagogie....
VISITES à 15 h tous les mercredis, dimanches et
jours fériés. Pendant les vacances d'été, visites en
continu tout l'après midi (départs de 14 à 17h).
Pour tout renseignement, téléphoner au 75 66 61 97

**Pour RECEVOIR notre CATALOGUE
de VENTE par CORRESPONDANCE**

gratuitement, envoyez ce coupon rempli
à ARDELAINÉ 07190 St PIERREVILLE

NOM.....
Prénom.....
ADRESSE.....
.....
.....
.....



VALERIANE 12ème édition

un salon pour notre santé et celle de la terre

30, 31 août et 1er septembre 1996

Thème : « Jardins d'Enfance »

- 250 exposants - **Le plus grand marché « bio » de Belgique**
- agriculture, jardinage et alimentation biologiques
- santé, hygiène, habitat sain, artisanat, protection de l'environnement
- 3 jours de conférences et débats, ateliers, animations pour enfants
- restauration biologique

Tarif : 25 FF 3 jours 50 FF membres Nature & Progrès 15 FF

 **NATURE
PROGRES**

Organisation et renseignements :

Nature et Progrès, rue de Coquelet, 24b 5000 Namur
tél: 081/226045 fax: 081/225345



LA MONTEE DE L'INSIGNIFIANCE

de Cornélius Castoriadis
Ed. Seuil
1996 - 245 p. - 130 F

Le co-fondateur de la revue et du groupe *Socialisme ou Barbarie* nous transmet ici le quatrième tome de la série "Les carrefours du labyrinthe". Il s'agit d'un ensemble de textes déjà publiés ici ou là, regroupés en un volume, nous éclairant sur la réelle signification de la démocratie, les illusions de la publicité, l'organisation des partis et des syndicats. L'auteur s'en prend à ce qu'il nomme "l'apathie générale" confortée par "la crise de la critique" mais qui n'est qu'"une manifestation de la crise générale de la société". Dans le système actuel, il serait vain de devenir subversif. Cette posture "est prise dans le tout-venant de ce qui se fait, de ce qui se propage. Pour faire la publicité d'un livre, on dit aussitôt "voici un livre qui révolutionne son domaine", mais on dit aussi que les pâtes Panzani ont révolutionné la cuisine". Tout perd son sens. Pourtant la situation n'est pas imposée. Elle n'est pas le fait d'un "groupe de faiseurs d'opinions, d'une poignée de grands capitalistes" (...) "c'est un immense courant social, historique, qui va dans cette direction et fait

que tout devient insignifiant" puisque tout est rattrapé par la logique marchande. Un système oligarchique existe bel et bien, mais est accepté par nous tous. Ainsi, l'auteur montre que la capacité d'être citoyen réside en nous.

En outre, le prétendu "individualisme" n'est pas ce qui définit le caractère de l'époque, il s'agit plutôt d'un "conformisme généralisé" auquel contribue de façon omniprésente la publicité. Certes, souligne l'auteur, il reste des poches de résistances, notamment celles des coordinations des dix dernières années (étudiants, infirmières, cheminots...) ou des ouvrages, des "lettres de lecteurs du Monde" dont la pertinence est à signaler. Mais il reste sévère quant au caractère souvent corporatiste de ces sursauts face au "délabrement de l'Occident".

Le cas le plus frappant est celui des écologistes qui ont été tirés à leur corps défendant vers des débats de politique générale alors que la question écologique implique de toute évidence la totalité de la vie sociale. Dire qu'il faut sauver l'environnement, c'est dire qu'il faut changer radicalement le mode de vie de la société, qu'on accepte de renoncer à la course effrénée de la consommation. Un livre roboratif dans un contexte dominé par la pensée unique. CG.

SI JE SUIS ENCORE EN VIE...

Journal de détention
de Ken Saro-Wiwa
Ed. Stock.
1996 - 330 p. - 130 F.

La phrase qui clôt le dernier ouvrage de l'écrivain nigérian donne son titre à la traduction française de "A month and a day: a detention diary".

Kenule Beeson Saro-Wiwa espérait bien en publier d'autres. Arrêté le 22 mai 1994 pour "incitation au meurtre" de quatre Ogonis conciliants avec le régime de Sani Abacha, il fut condamné à mort le 2 novembre 1995 par un tribunal d'exception de Port-Harcourt et pendu le 10 novembre avec huit autres militants, au moment où déboutait à Auckland (Nouvelle-Zélande) le sommet du Commonwealth. L'homme à la pipe recourbée évoque la géopolitique de son pays, l'inlassable combat non-violent en faveur de l'autodétermination des Ogonis, pour lesquels "territoire et peuple ne font qu'un", l'arbitraire, l'oppression, la corruption, les irréversibles saccages causés contre l'environnement dans le delta du Niger par des compagnies pétrolières qui exploitèrent sans vergogne le sous-sol. Alors que le Nigeria était encore sous domination britannique,

pillage éhonté représenté "un crime contre l'humanité tout entière".

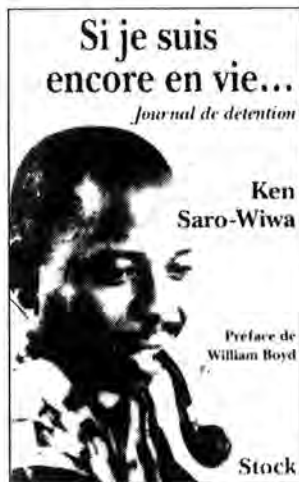
Deux dates capitales parmi d'autres : le 26 août 1990, la déclaration des droits des Ogonis portant le Mosop sur les fonds baptismaux ; le 4 janvier 1993, the Ogoni Day, où 300 000 personnes participèrent à une marche de protestation autour de Mogho et du gisement K. Dere à Bonu comme dans d'autres secteurs.

Greenpeace, après avoir encore opposé en 1991 une "glaciale" fin de non recevoir à Ken Saro-Wiwa, s'intéressa à cette cause, appâté par la mobilisation massive des indigènes ; en 1995, l'organisation ne ménagea pas ses efforts pour sensibiliser l'opinion mondiale avant et après l'abomination de novembre. Dans un premier temps, "le génocide" perpétré à l'encontre d'une minorité autochtone de 500 000 âmes n'entraîna pas dans les "catégories" d'Amnesty International qui affirma ne s'occuper que des "meurtres conventionnels"...

Le dramaturge et cinéaste rappelle l'histoire du continent africain, "constitué d'Etats-nations conçus dans l'intérêt du colonialisme européen...". Ces structures ont "déshumanisé les tribus et groupes ethniques en les privant de leur force vitale, tout en limitant leur capacité à l'indépendance". Le découpage s'opéra en 1884 à Berlin, "en suivant les cours d'eau ainsi que les lignes de longitude et de latitude sur une carte".

La guerre civile au Biafra coûta entre 1967 et 1970 la vie à 30 000 Ogonis ; à l'époque, Ken Saro-Wiwa soutint l'Etat fédéral contre les sécessionnistes. A l'été 1988, il rencontra William Boyd, auteur d'*Un Anglais sous les tropiques*, qui a rédigé la préface du présent livre.

Mi-1992, il entra en contact à Genève avec l'Organisation des nations et peuples sans représentation (UNPO). En juin 1993, les autorités lui confisquèrent son passeport et ne put se rendre à Vienne à l'occasion de la conférence des Nations Unies sur les Droits de l'Homme. Bien que détenu dans des conditions effroyables après l'embuscade du 21 juin 1993, il ne se départit jamais de son



Shell installa en 1956 ses premiers derricks, opérationnels en 1958, dans une contrée à très forte densité de population (579 habitants au kilomètre carré) et à l'écosystème d'une inestimable richesse : la firme au coquillage jaune a extrait en 35 ans pour environ 30 milliards de dollars d'or noir, répandant désolation et mort dans le sillage de ses pipe-lines et autour de ses torchères de gaz.

Pour le créateur de la série à succès *Basi and Co*, il s'agit d'une "guerre écologique implacable" qui a transformé la terre de ses ancêtres en "désert". A ses yeux, ce



humour et garda ses sens en éveil. Lorsque Joy Nuniéh, "la brillante avocate" de Lagos, apporta un plat de riz et de poulet, de la bière et de l'eau fraîche, "je dois avouer qu'entre elle et le repas, je l'aurais préférée, elle, si elle avait été également disponible...". Existait-il "leader charismatique" (pardon pour le cliché !) moins dogmatique ?... R.H.

ECRITS
D'ALEXANDRE JACOB
Ed. L'Insomniaque (Paris)
1996 - 670 p. en deux volumes + 2 CD - 120 F

A la fin du siècle dernier, le mouvement anarchiste est déjà - divisé et persécuté. Parmi les tendances, les "illégalistes" se prononcent pour la "réappropriation sociale", c'est-à-dire pour le

vol des riches et la redistribution aux pauvres. Alexandre Jacob fait partie de ces libertaires qui refusant de travailler pour un patron, vont multiplier les cambriolages tout en maintenant un niveau de vie modeste et en redonnant le surplus d'argent ainsi récupéré à la bonne cause. De nombreuses revues anarchistes bénéficient à cette époque

des dons anonymes de ces "travailleurs de la nuit". Ces deux livres qui publient en extenso tous les textes connus d'Alexandre Jacob se divisent en trois parties. Dans "Souvenirs d'un révolté", Jacob explique ses méthodes : pose de scellés sur les maisons bourgeoises pour vérifier qu'elles sont vides, puis cambriolage sans violence. Il aime égale-

— Le livre du mois —

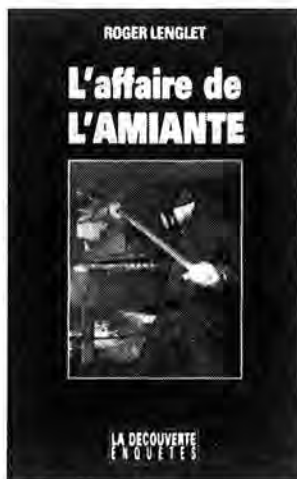
L'AFFAIRE DE L'AMIANTE

de Roger Lenglet
Ed. La Découverte
1996 - 250 p. - 135 F

A en croire les autorités, on vient juste de s'inquiéter des risques que présente l'amiante pour les personnes qui y sont exposées en dehors du milieu professionnel. Cette version est battue en brèche dans ce livre où l'auteur fait une enquête tout à fait complète sur l'histoire de l'amiante et de ses conséquences pour la santé. Ainsi, c'est en 1900 que, pour la première fois, un médecin s'inquiète des maladies pulmonaires observées sur les travailleurs de l'amiante et suspecte les fibres de ce minéral. Ce médecin, H. M. Murray, trouve des fibres d'amiante dans les poumons des cadavres. En 1921, déjà, la 3ème Internationale ouvrière dépose une plainte auprès du Bureau International du Travail. Après guerre, on commence à s'inquiéter des pollutions de voisinages : les enfants qui jouent dans la poussière d'amiante sont fortement atteints. En 1947, l'asbestose, maladie de l'amiante, est reconnue comme maladie professionnelle. En 1960, une étude d'Afrique du Sud publie les premiers résultats sur les populations habitant autour des mines d'amiante : on y découvre que les poussières cancérigènes frappent tout autant la population avoisinante que les travailleurs. En 1969, l'Angleterre fixe une première norme d'exposition. En France, comme pour les doses de radioactivité, on invente la notion de "seuil" en-dessous duquel il n'y aurait plus aucun risque. En

1969, le Centre International contre le Cancer de Lyon se construit : un flocage sans amiante est proposé, mais le choix se fait sur un flocage d'amiante... ce qui coûtera très cher à l'établissement près de 20 ans après ! Le flocage est interdit à partir de 1972 au Danemark. Une étude épidémiologique réalisée en France de 1965 à 1977 montre que sur 479 cas de mésothéliomes, seulement 12 % des cas sont issus du milieu professionnel, 21 % des ouvriers des chantiers navals, des plombiers, des couvreurs qui manipulent de l'amiante, 38 % des maçons, des peintres, des soudeurs à l'arc, des employés de la SNCF qui sont exposés à l'amiante, 28 % sont issus de personnes n'ayant pas d'exposition professionnelle à l'amiante, 1 % est dû à la pollution de proximité d'usines ou de mines... Donc, dès cette date, on avait la preuve que l'amiante n'est pas seulement dangereux quand on le manipule, mais aussi par son simple voisinage. Le flocage est interdit à la suite de cette étude et divers décrets limitent les usages possibles et les conditions d'utilisation... mais rien n'est fait pour enlever l'amiante. Entre 1945 et 1995, le stock d'amiante accumulé sur le territoire français représente 73 kg par habitant ! Nombre auquel il faut ajouter les importations d'avant-guerre. En 1995, des terrils d'amiante sont encore en plein air (à Thiant dans le Nord par exemple).

En 1995, une étude britannique annonce que l'on compte déjà 3000 morts par an dans ce seul pays par exposition à l'amiante... dont 2 % seulement sont des ouvriers de l'amiante. Des scientifiques français confirment l'étude, et pensent que les chiffres français sont du même ordre (voir n°185-186 de Silence). Les médias commencent à parler du "scandale de l'air contaminé". L'INSERM dans un rapport communiqué au ministère, et non publié avant ce livre, reconnaît qu'elle estime l'actuel nombre de morts à 1000 par mésothéliomes et entre 1000 et 2000 par cancer broncho-pulmonaire. Ce qui recoupe parfaitement l'étude britannique. La CNAM, caisse nationale d'assurance maladie publique également ses comptes : elle a reconnu comme maladie professionnelle par l'amiante 3 personnes en 1975, 37 en 1976, 100 en 1978, 396 en 1990, 507 en 1992...



Début 1996, des décrets sont enfin sortis pour pousser les propriétaires à nettoyer les bâtiments, mais l'auteur souligne que la méthode proposée est la porte ouverte à toutes les

escroqueries. Il aurait fallu, comme pour un recensement de population, faire un recensement par les services publics, de tous les bâtiments contenant de l'amiante, car le coût du nettoyage est tel que l'on peut craindre qu'il soit effectué "en douce" dans la plupart des cas. Les enseignants de Jussieu qui se battent depuis les années 70, ont enfin obtenu un devis pour le nettoyage des 200 000 mètres carrés de l'université parisienne : 700 millions de francs. Cette estimation a fait dire que le nettoyage de tous les bâtiments pourrait dépasser les 150 milliards de francs. On comprend la tentation de la fraude ! Non seulement le livre reprend un historique des connaissances sur l'amiante, mais étudie très finement les processus de l'administration et du politique en France pour essayer de comprendre l'inertie des pouvoirs publics. Médecins du travail salariés par les industriels, structure de lobbying (le CPA) mis en place pour influencer les ministères, insuffisance d'effectifs des inspections du travail, méconnaissance des politiques, peur du chômage des syndicats... Tout cela a provoqué une dilution des responsabilités. Roger Lenglet, n'hésite pas à indiquer les noms des responsables et certains peuvent maintenant craindre une répétition des procès du sang contaminé. Un livre précieux qui montre un processus sur un sujet particulier mais que l'on risque bien de retrouver dans de nombreux autres domaines dans les années à venir tant la mise sur le marché de molécules cancérigènes est aujourd'hui courante et peu contrôlée. MB.

ment cambrioler les églises et les bijouteries. Il développe sa propre fondérie pour revendre les métaux précieux qu'il récupère. Il est arrêté en 1904 après plus de 170 cambiolages. La 2ème partie présente les lettres qu'il a envoyées pendant ses 25 ans de bagne à sa mère, à raison d'une lettre par mois. La dernière partie présente différentes correspondances après son retour à la vie civile et jusqu'à son suicide en 1954.

Sa phrase préférée : "un criminel est un honnête homme qui n'a pas réussi. Inversons la proposition, nous avons la définition d'un honnête homme".

Les éditeurs ont complété ces livres par différents articles, rapports, extraits de livres concernant le personnage. Enfin, deux disques présentent des chansons contre la prison et les honnêtes gens ainsi que des sketches reconstitués à partir d'anecdotes de la vie d'Alexandre Jacob.

Des éditeurs un peu fous quant au prix. A ce prix là, on ne se refuse pas le plaisir de replonger dans l'histoire d'un cambrioleur dont on dit qu'il aurait inspiré le père d'Arsène Lupin. FV.

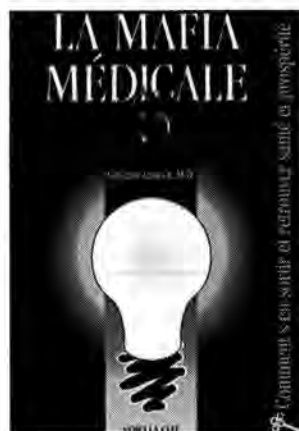
LA MAFIA MEDICALE

de Guylaine Lanctot
Ed. Voici la Clef BP 113,
Coaticook, Québec,
Canada, J1A 2S8.

Voilà un livre qui déménage. Un peu trop parfois. Médecin de formation, ayant beaucoup fréquenté les milieux alternatifs en France, aux USA et au Canada, l'auteure Guylaine Lanctot en arrive à parler de "mafia médicale" concernant le lobby pharmaceutique. Regroupant de nombreuses références, ce livre est convaincant lorsqu'il s'agit de dénoncer les campagnes de vaccination à travers le monde ou la multiplication de médicaments soi-disant pour soigner le Sida ou le cancer. Elle part de l'hypothèse que l'industrie pharmaceutique travaillant comme les autres dans une économie de marché, les patients sont considérés comme des clients et que donc, pour augmenter leurs chiffres d'affaires, les industriels appliquent les mêmes règles

que dans d'autres domaines : donner envie d'un produit (le remède miracle) puis ne surtout pas soigner pour que le client revienne prendre sa dose.

Les solutions proposées sont intéressantes et on lira avec attention ce que Guylaine Lanctot avance sur la question de la soumission au système au nom de la sécurité, au nom de la normalité. De même, elle a un grand sens pédagogique. Trop peut-être, et c'est là que l'on peut regretter un certain fanatisme. Si sa démonstration sur la façon du système de récupérer les médecines douces les plus développées (acupuncture et homéopathie) est remarquable de clarté, elle semble oublier que les multinationales, les hôpitaux, les indus-



tries pharmaceutiques, les Etats, sont remplis de personnes qui n'ont certainement pas les intentions que leur prête l'auteure ; entre la complicité et la possibilité d'agir contre une situation donnée, il y a une marge extrêmement difficile à franchir dans ce domaine comme dans bien d'autres. On dénoncera également quelques dérapages spirituels qui nuisent à sa démonstration. Que vient faire par exemple cette phrase "on rapporte que le curé d'Ars s'élevait de 50 cm au-dessus du sol quand il disait la messe" (p16) ou autre femme restant des années sans manger. Qu'est-ce que la Loi Universelle ? Qu'est-ce que le divin vient faire dans ce combat pour une politique de santé (la mafia ayant elle une politique de maladies) ? Indubitablement, ce livre permet d'ouvrir sa conscience sur de multiples

questions et sa critique des médecines alternatives (avec le risque que l'on soit des consommateurs de ces médecines) est fort intéressante. Sa revendication d'autonomie contre la soumission à l'Etat comme à tout dogme est très attirante. Sa confiance en l'auto-guérison par le travail sur soi rejoint l'approche de nombreuses personnes travaillant sur la santé : "la soumission est le fondement de toutes les maladies" (p.77). Sa comparaison entre les vocabulaire de la médecine d'aujourd'hui et l'armée est formidable ("combattre la maladie, vaincre le cancer"). Son analyse comparant "pouvoir sur", "pouvoir de" et "pouvoir avec" est très claire. Il faut donc lire ce livre, mais avec des pincettes et ne pas tout prendre pour argent content. MB.

SURARMEMENT POUVOIRS DÉMOCRATIE

de Andrée Michel
Ed. L'harmattan
1995 - 390 p.

En ces temps où la propagande militaire bat son plein, voilà un ouvrage de référence pour tout pacifique refusant la barbarie et l'escalade de la violence.

Face à la censure et à la soumission des grands médias et de la plupart de ceux qu'on appelle des intellectuels, l'auteure argumente et démontre le lien entre le surarmement et les inégalités sociales, le chômage, la dette, la pollution. A chaque chapitre, elle compare la situation en France et aux USA (pays militarisés s'il en est).

Elle montre comment les pays, soi-disant civilisés, pratiquent un "keynésianisme militaire", cédant aux lobbies militaire-industriels. Cette méthode est axée sur le surarmement comme seule possibilité de sécurité et sur la guerre comme seul moyen de résoudre des conflits ; les gouvernements entretenant à travers les médias muselés et dociles, la peur et le mensonge.

A l'aide de nombreuses références et arguments, l'auteure explique comment "la démocratie en France est malade d'une

militarisation qui gangrène toute la société et qui intervient encore plus clairement dans la définition de la politique étrangère de la France".

Elle affirme que "le pouvoir des complexes militaro-industriels repose sur la démission des citoyens (nes) qui ont préféré s'en remettre à l'état pour la définition de leur propre sécurité et des moyens de l'assurer." Cela les conduit à adopter "une attitude passive de légitimation de la violence comme solution des conflits et de la militarisation comme gage de leur sécurité".

Elle démontre que le surarmement comme moyen de défense des populations est devenu un leurre. "En 1990, d'après l'UNICEF, 90% des victimes des guerres en cours ont été des civils alors que ce pourcentage avait été de 10% au cours de la première guerre mondiale". La dissuasion nucléaire comme moyen de préserver la paix est un mythe.

Loi de créer ou de maintenir des emplois dans l'armement (comment peut-on défendre un secteur d'activité dont le but est de tuer ou de détruire), "un milliard de dollars dépensés à des fins civiles permet de créer en général deux à quatre fois plus d'emplois que la somme affectée à des dépenses militaires". Ainsi "si la fabrication d'un bombardier B1 faisait travailler 58 000 personnes, avec la même somme, on pouvait faire travailler 84 000 personnes dans le logement, 80 000 dans la santé, et 118 000 dans l'éducation".

Elle dénonce les dégâts provoqués par l'armée sur l'environnement (manœuvres sur le terrain, essais nucléaires, déchets, radiations..)

Elle montre le lien entre le nucléaire civil et militaire. Tous ses arguments se retrouvent et se vérifient lorsqu'elle évoque la guerre du Golfe et celle de l'ex-Yougoslavie.

Elle analyse le pillage et l'exploitation du tiers-monde par l'armée. Ceux-ci, comme le surarmement, permettent le contrôle de la société civile et des médias. Après un tour d'horizon du mouvement pacifiste et de la résistance à la militaris-

tion, elle développe sa conception d'un avenir humanisé non plus basé sur des réponses violentes ou armées aux conflits, mais sur une définition de la sécurité définie par les hommes et les femmes "dans le cadre d'une solidarité et d'une équité conçues à la dimension de la planète et non plus de la seule nation".

On sent, à travers ces lignes, la féministe. En abordant chaque sujet, elle fait chaque fois le point sur la situation des femmes subissant une discrimination de la part d'un système hypermilitarisé et donc sous la domination de l'homme. Pour l'auteure, "le système patriarcal qui repose sur la domination des femmes par les hommes, se maintiendra aussi longtemps que la guerre sera utilisée pour trancher un conflit".

L'auteure présente, de manière convaincante, que "même armé jusqu'aux dents, l'on ne pourra pas vivre en sécurité dans un monde où règne si peu de justice sociale et internationale, où les inégalités économiques et de pouvoir entre le Nord et le Sud, et à l'intérieur de chaque pays, entre les régions, les classes, les genres, ne cessent de croître, alimentant ainsi les frustrations, les conflits armés, le terrorisme, et l'intégrisme". En fin de compte, pour elle "ce n'est pas le surarmement, mais la volonté politique de trouver une solution équitable aux conflits existants entre pays frontaliers ou à l'échelle internationale qui est le meilleur moyen de sauver la paix et d'assurer la sécurité des populations".

Il y a incompatibilité entre surarmement, pouvoir et démocratie. MJ

LE SPORT C'EST LA GUERRE

Manière de voir n°30.
1996 - 98p. - 45 F

Pour tous ceux que le centenaire des Jeux Olympiques va agacer en juillet, le Monde Diplomatique a concocté un numéro hors série. Comme d'habitude, nous avons droit à des contributions déjà publiées (remises à jour) plus quelques textes originaux. Le tout est excellent et le constat est terrible : le sport

de compétition est une religion supervisée par le trio financiers-sportifs-médias. Conclusion : pour sortir de la jungle du sport de marché, c'est à dire résister au nouvel ordre mondial, on peut pratiquer un sport récréatif. DZ.

CIGALES

Des clubs locaux d'épargnants solidaires pour investir autrement

de Pascale Dominique Russo et Régis Verley
Ed. Fondation pour le progrès de l'homme
1996 - 124 p. - 35 F

Apparues au début des années 80, les CIGALE, clubs d'investissement pour une gestion alternative locale de l'épargne, se veulent un outil pour permettre à ceux qui ont des économies de s'investir directement dans des projets "socialement utiles". Si Silence a déjà parlé plusieurs fois de ces clubs d'investissements, les auteurs, journalistes, présentent ici de multiples reportages dans différentes villes qui donnent un aperçu de la diversité des démarches possibles à partir d'un même outil : certains cherchent une rémunération de leur argent avant tout, d'autres se fichent royalement de perdre une partie de leur argent. Le réseau des CIGALE fait donc se rencontrer des gens assez différents. Les échecs sont nombreux et les réussites pas toujours très alternatives. Dix ans après 178 CIGALE ont vu le jour et 77 sont toujours en vie. En moyenne une CIGALE regroupe 9 personnes. L'investissement cumulé de ces structures est de 1,4 millions de francs, ce qui est très peu mais a souvent permis le coup de pouce nécessaire au démarrage d'une entreprise. 111 entreprises seulement ont bénéficié de ces aides (surtout dans le Nord Pas-de-Calais et en Région Parisienne). Une faiblesse qui interroge sur l'avenir d'une telle méthode d'utilisation de l'argent, mais un outil qui permet d'aborder la notion de solidarité à travers les emplois, ce qui n'est pas le moindre de ses intérêts aujourd'hui. Un livre passionnant pour ceux qui cherchent comment "(se) financer autrement". MB.

NOUS AVONS EGALEMENT REÇU

RENEWABLE ENERGY STRATEGIES FOR EUROPE

de Michael Grubb
Royal Institute of International
Affairs, Chatham House,
10 St James's Square,
London SW1Y 4LE.
1995 - 224 p. - 12,95 £

Ce livre est le premier tome (d'une série de 5) sur les motivations et les obstacles politiques, stratégiques, philosophiques du développement des énergies renouvelables en Europe. Le livre montre les influences entre le domaine de l'énergie et d'autres domaines (l'agriculture par exemple), les erreurs et les réussites qui ont été faites et leur influence dans le long terme. Les exemples dépassent parfois le cadre de l'Europe. On y cherche en vain (et pour cause !) la France. Les autres volumes à paraître concernent les sources d'électricité, la chaleur et la biomasse, les instruments, les données et les perspectives et enfin un index des documents disponibles en Europe : on peut se procurer le tout pour 50 £ à l'adresse ci-dessus.

L'ÉGLISE ET L'ANIMAL
France, XVII-XXème siècle
de Eric Baratay
Ed. Cerf
1996 - 390 p. - 185 F

A travers les textes religieux sur les animaux, l'auteur essaie de montrer comment l'homme appréhende la nature. Si l'église est passée par différentes phases (créature de Dieu à côté de l'homme, au service de l'homme, en dehors de la religion...), elle n'a pas aujourd'hui de position unitaire. La religion bute en effet sur le phénomène de l'évolution (l'homme est un animal et non une créature née de rien). Beaucoup de réflexions sur l'anthropocentrisme. L'Eglise est celle des catholiques. Une église qui suit les débats de société.

L'EXCLUSION,
L'ÉTAT DES SAVOIRS
Serge Paugam et coll.
Ed. La Découverte
1996 - 590 p. - 160 F

Voici un énorme livre qui rassemble des textes d'une cinquantaine d'auteurs, pratiquement tous du CNRS. Les premiers articles font un historique de l'exclusion. La deuxième partie cherche les causes de l'exclusion : mauvaise scolarité, handicaps, chômage, immigration et racisme, divorce, jeunesse ou vieillesse, maladies. La troisième partie, plus géographique présente la question de la ségrégation sociale : les quartiers pauvres, les banlieues, les fauils, le rôle de l'architecture et du logement. Une quatrième partie s'intéresse aux identités des groupes : comment les exclus s'identifient entre eux depuis les malades

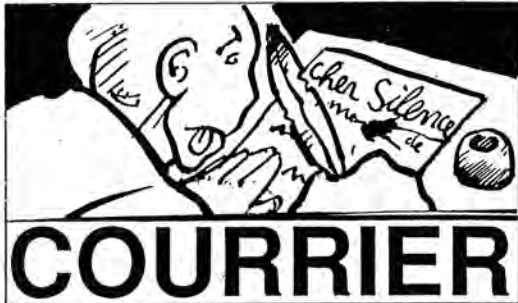
du SIDA, les groupes communautaires, les SDF, les jeunes... La cinquième partie s'intéresse aux mesures utilisées contre l'exclusion : le rôle de l'Etat, des associations humanitaires, de la société civile. La dernière partie parle perspectives : comment améliorer le rôle de l'Etat, comment lutter contre l'échec scolaire, comment développer le logement social, la solidarité familiale, le revenu d'existence... Tous ces articles sont fort lisibles, mais on regrettera que le débat s'arrête à la porte du politique : les mesures décrites ici consistent à éponger le trop plein de l'exclusion, pas à fermer le robinet, ce qui signifierait proposer un autre mode de fonctionnement de la société. Une réflexion non abordée. Et c'est fort dommage.

COUP DE GUEULE
CONTRE L'EXCLUSION
de Jacques Gaillot
Ed. Ramsay
1994 - 138 p. - 85 F

On demande à l'éditeur "coup de gueule contre les essais nucléaires" de notre médiatique évêque, écrit à la rentrée 95 et on reçoit son précédent livre contre l'exclusion. Allez on ne lui en veut pas ! Le sujet est toujours d'actualité. Avec son style emporté, Gaillot alterne anecdotes et pensées philosophiques concernant les lois Pasqua, les lâchetés au quotidien, les bavures, le racisme latent, les discours démagogues, les images simplistes (les seuils de tolérance par exemple). Il s'attaque à tous ces catholiques racistes et montre qu'ils sont à l'opposé du message de l'Eglise pour qui l'accueil des autres est une de ses raisons d'exister. Il dénonce la politique de répression, justifie son engagement aux côtés du DAL (Droit au Logement) et revendique le droit d'agir. Stimulant.

L'ENFANT REFUGIE
Quelle protection ?
Quelle assistance ?
Sylvie Mansour et coll.
Ed. Syros
1995 - 224 p. - 180 F

Les enfants constituent 50 % des réfugiés. Déplacés dès leur plus jeune âge, souvent orphelins ou séparés de leurs parents, quel traumatisme subissent-ils, quel avenir est possible pour eux, quel rôle peuvent jouer les organisations internationales qui s'occupent des enfants ? A part quelques exceptions (catastrophes naturelles) la plupart de ces enfants sont des victimes de la guerre. Bien sûr, les expériences racontées, les analyses psychologiques, les réponses apportées par les associations humanitaires ou le Haut Commissariat aux Réfugiés sont intéressantes, mais pourquoi pas un mot sur la prévention ? La guerre est ici considérée comme un phénomène naturel et on ne commence à agir qu'après qu'il soit trop tard. Sous couvert de la spécialisation, on ferme les yeux sur les origines du mal.



SUICIDE D'UN SALARIE

L'Homme crée - à son insu ? - un système qui, à plus ou moins long terme, selon la résistance de chacun, se retourne contre lui-même et ses propres enfants car si l'expérience n'est plus considérée, comment les jeunes pourront-ils tenir sans modèles solides et généreux ? De plus en plus de gens malmenés déprimés, sont atteints de maladies dues au stress, vont jusqu'au suicide parfois ! Quand cesserons-nous de trouver cela normal ? Du moins de constater sans réagir ? Patrons et salariés, vous souffrez de cette situation, vous vivez dans la peur les uns des autres et dans l'incertitude insupportable de l'avenir.

"La suprême récompense du travail n'est pas ce qu'il nous permet de gagner, mais de devenir" dit John Ruskin et si l'entreprise fait vivre son personnel, sans celui-ci l'entreprise n'est rien.

Cet homme qui vient de partir a dû faire ce bilan, et n'a pas pu tenir plus longtemps. Une prise de conscience collective est urgente. Chaque

jour fait de nouvelles victimes. Restaurons la solidarité dans le monde du travail par le verbe et par l'action, pour que le départ de cet époux et père soit le commencement d'un nouvel esprit dans l'univers de plus en plus inhumain qu'est devenu le travail.

Nous faudra-t-il créer une association de conjoints pour sensibiliser l'opinion à un problème qui prend une ampleur sans précédent dans de nombreuses professions en ce moment ? Un "homme" tristement célèbre a osé dire *"quelle chance pour ceux qui gouvernent que les hommes ne pensent pas !"*. Nous dirions maintenant "ne parlent pas". Osons parler pour protéger ceux qui nous sont chers et, par delà, les familles et l'humanité toute entière.

C'est ainsi qu'Elie Wiesel, à la réception du prix Nobel de la paix 1986, l'a dit : *"Il faut prendre parti. La neutralité aide l'opresseur, jamais la victime. Le silence confirme le tortionnaire, jamais le torturé !"*.

A. TEXIER
Vendée

UNE SI PAUVRE MANIF

Cela devait être une manifestation significative pour réclamer la limitation de l'automobile et faire respirer la ville et les esprits : à vélo, à roller, à poussette et même à pied.

À Paris, rendez-vous était donné à la Bastille, à 14 h, sans autre précision ni signalisation sur place. Tant pis pour les nombreux retardataires condamnés à mener une enquête pour pisser la manifestation.

Celle-ci, la moins nombreuse que j'ai jamais vue (1000 personnes en étant optimiste), était éconduite loin du centre, là où, pourtant, il aurait été intéressant d'aller, là où elle aurait eu le meilleur impact. Elle était donc dirigée, conjointement par la police et par les organisateurs, vers des quartiers extérieurs fortement peuplés d'immigrés majoritairement gagnés au culte de la bagnole et de la consommation. Stupéfaction et incompréhension sur les trottoirs. Ambiance lourde. Lancers de mottes de terre et de cailloux sur la manif. Bousculades avec des bas de plafond fous furieux

de voir des cyclistes et des piétons se réappropriant momentanément la rue : *"Vous nous faites chier ! C'est vous qui polluez ! Vous z'êtes cont'l'évolution ! Paysans ! Z'êtes que des merdes"*, etc... Un chef de bande, entouré de pitbulls à ses copains : *"R'garde ces pédés, j'aurais une voiture, j'foncerai d'dans, j'tuerai tous !"*.

Comment ne pas évoquer la première manif à vélo en 1972 ? Avec moitié moins de voitures polluant la ville et la vie, dans un temps où la pratique du roller était plus que confidentielle et où il n'y avait pas de regain pour le vélo, nous avions rassemblé 10 fois plus de compagnons pour une partie de plaisir largement partagée du Bois de Boulogne au Bois de Vincennes. Mais il est vrai qu'à l'époque le mouvement social alternatif bougeait encore. Il n'avait pas été mis à mal par la manipulation électoraliste et les pseudo-oppositions politiciennes entre "écologistes" qui n'en sont pas.

Alain-Claude GALTIE
Paris.

HEURE D'ETE

Voici quelques réflexions à propos de l'heure d'été, en réaction à tous ceux qui la critiquent. Personnellement, j'ai toujours beaucoup de mal à passer à l'heure d'hiver et j'attends avec impatience le retour à l'heure d'été. Par conséquent, je ne fais pas partie de ceux qui s'y opposent, bien que je reconnaisse l'effet biologique négatif d'un changement de rythme en soi. Vous allez voir pourquoi.

On entend souvent dire qu'en France nous avons deux heures d'avance sur le Soleil avec l'heure d'été. C'est vrai pour les régions de l'Ouest, mais moins pour celles de l'Est. En effet, le méridien de Greenwich passe un peu à l'Ouest du Havre, du Mans, d'Angoulême et de Tarbes. Dans ces villes, l'heure solaire correspond à l'heure d'hiver en Grande-Bretagne. Entre les heures solaires de Strasbourg et de Brest (extrémités Est et Ouest de la métropole), il y a près de 49 minutes de différence. Je ne pense pas que ce soit avantageux d'adopter deux heures officielles différentes au sein de la France ni même entre la France et les pays limitrophes ; bonjour les changements pour les gens qui se déplacent souvent, pour les horaires des trains... Mais pourquoi ne pas se contenter de l'heure d'hiver ?

Les arguments officiels vous les connaissez (économies d'énergie), ceux des opposants aussi (peu d'économies, perturbations pour les élèves, pour les élèves...). J'aimerais parler de notre rythme de vie en général. L'être humain est un être diurne. Les animaux diurnes s'activent le jour et dorment la nuit. Par rapport au repère midi-minuit, nous vivons décalés. Nous tirons les rideaux le matin et allumons la lumière le soir, alors que le sommeil avant minuit est dit être le plus récupérateur. L'heure d'été en France se situe environ entre 7 et 9 heures puis entre 16 et 18 heures, celle en Allemagne (qui est traversée, à l'Est, par le méridien sur lequel elle est alignée) entre 6 et 8 heures, puis entre 16 et 18 heures. Les bureaux, services et administrations allemands sont généralement ouverts de 8 à 17 h, les magasins entre 8 et 18 h. Vous voyez, en France, nous avons déjà adopté (dans notre rythme social) l'heure de retard avec l'Allemagne que certains souhaitent voir officialiser.

La plus grosse différence est dans le rythme des repas. En Allemagne (pour poursuivre la comparaison), il y a un dictionnaire selon lequel il faut manger le matin comme un roi, à midi comme un bourgeois et le soir comme un mendiant. Les enseignements traditionnels orientaux (indiens) vont dans le même sens en préconisant de ne pas manger après le coucher du Soleil (qui se situe toujours autour de 18 h dans les pays plus proches de l'Equateur).

En France, on pratique tout le contraire. Mais nos organes fonctionnent eux à l'heure solaire.

En 24 heures, ils ont des moments précis de fonctionnement optimum. La journée, le pH sanguin est plus acide, pour favoriser la digestion et le transport des nutriments vers les cellules. La nuit, le pH sanguin est plus alcalin pour favoriser l'élimination des toxines. Le foie et la vésicule biliaire, par exemple, ne travaillent pas pour la digestion pendant la nuit. Le repas du soir est digéré moins vite et moins bien et gêne le processus de "nettoyage" pendant la nuit ; il contribue aux dépôts de graisse. Pas étonnant alors qu'on se sente fatigué le matin, qu'on se lève le plus tard possible et qu'on "ne puisse rien avaler". On est loin de s'imaginer que le moment où on se trouve dans un embouteillage ou un train bondé, matinal, correspond au potentiel optimum de la performance physique et intellectuelle.

L'heure d'été, cette avance sur l'heure solaire, comble au moins en partie ce grand décalage que nous avons par rapport à nos rythmes biologiques et contribue ainsi à notre santé. Elle nous permet de passer des soirées claires, dehors, quand il fait chaud. "Les enfants ne s'endorment pas quand il fait jour" me dit-on. Mais alors, se réveillent-ils à 5 heures du matin, avec le Soleil ? Ne font-ils pas la sieste ? Dans les pays scandinaves, les nuits sont claires en été ; ce n'est pas pour cela que les gens ne dorment pas pendant plusieurs semaines. On dort moins qu'en hiver, oui, chez nous aussi, peut être une heure de moins en moyenne. Cette heure, la prenons-nous le matin sans la rattraper le soir ?

Alors me direz-vous, pourquoi ne te couches-tu pas avec les poules, pendant toute l'année, après un repas tôt, léger ou inexistant, pour te lever quand le coq chante et aller au boulot après avoir déjà fait plein de choses ? Quelle que soit l'heure officielle. Eh bien, parce que j'aime la compagnie, j'adore danser, je suis intéressée par des conférences et des spectacles, je veux participer à des activités associatives et politiques. Or, dans ce pays, on ne peut pas inviter ou être invité(e) sans qu'un repas copieux remplisse nos ventres et la soirée. Les conférences et réunions commencent généralement à 20h30 (+ les 15 à 30 minutes de retard), les spectacles et bals rarement avant 21 h, et une heure après je baille ! Pitié ! Impossible de maintenir un rythme "d'été" après 3-4 soirées comme ça ! Ne pourrait-on pas avancer les horaires de nos coutumes et activités, au moins en hiver, pour s'"aligner" sur nos voisins européens et sur nos biorythmes ? Alors vous comprendrez qu'à défaut d'un tel changement "radical", je suis en faveur de l'heure d'été pendant toute l'année et j'espère qu'elle sera maintenue encore longtemps, pendant l'été au moins.

Ingeborg EILERS
Isère

MISES AU POINT

Dans son courrier inséré page 38 de Silence d'avril 1996, Pierre-Emmanuel Neuroth qualifie la conclusion de mon éditorial "Ecodéc light ?" (Silence de février 1996) de "bêtement simplification". En affirmant "qui méconnaît la multidimensionnalité de l'écologie se trompe de lutte et de planète", je ne visais pas "les combattants de l'arc-en-ciel", mais celles et ceux qui occultent les criminelles logiques de ce "monde intolérable", comme l'avait fort justement dénoncé René Dumont dans un essai de 1988. Je ne saurais trop recommander au spécialiste des déchets toxiques la lecture de mes textes parus dans l'hebdomadaire *Témoignage chrétien*, "De l'Atlantique Nord au Pacifique Sud" (n° 2661 du 7 juillet 1995) dans lequel j'évoquais diverses campagnes greenpeaceiennes, ainsi que "Nigeria : la mort programmée des Ogonis" (n° 2680 du 17 novembre 1995) où je précisais que "les terribles déprédations sur les terres ogonies, des-

quelles Shell se retira en janvier 1993, occasionnèrent la première intervention de Greenpeace sur le continent africain". Je tenais à dissiper ce malentendu. (...) En ce qui concerne le dossier "Sortir du nucléaire", j'eusse souhaité des informations précises sur les accidents graves dans des réacteurs, un point sur les débats, notamment en Europe (Allemagne, Suède, le moratoire suisse...), sur la politique énergétique dans des pays comme l'Autriche, l'Italie et la Biélorussie qui n'ont pas de centrales sur leur territoire (...)

Dans son papier "Histoire des radios locales" (Silence de juin 1996), Louis Sate mentionne Radio Fessenheim. Le nom exact était Radio Verte Fessenheim (RVF), effectivement née en 1977 dans la mouvance antinucléaire. Aujourd'hui avec une équipe différente, elle s'appelle Radio Dreyeckland (traduction : "des trois pays" ; les germanophones auront noté l'y, orthographique-

ment faux, mais sans doute plus seyant dans un logo qu'un i...). Un ancien animateur du Mouvement rural des Jeunes Chrétiennes (MRJC), très impliqué alors dans les luttes contre l'atome civil et militaire, assume la direction de la station, ni vraiment pire, mais surtout ni meilleure que le tout venant capté sur la bande F.M. Un flash d'actualités régulier dans le style "France Info", l'un ou l'autre magazine, des reportages occasionnels, de la musique (chansons françaises, de la "dance", du flonflon, couleur "locale" oblige...). La dernière campagne ne porte pas sur l'arrêt de la centrale de Fessenheim, non, mais, avec le concours bienveillant de certains commerçants, Radio Dreyeckland a lancé une opération digne d'Europe 1 ou de RTL : "posez l'autocollant sur votre voiture et gagnez jusqu'à 2000 F de bons d'achat ou un vol surprise...". Mynable, pardon, minable...
René HAMM
 Obernai (Bas-Rhin)

DETOURNEMENT DE SEL

Lors de mon passage à votre bureau de Lyon, vous avez eu l'amabilité de m'offrir un exemplaire du n° 194 dans lequel vous présentez le système SEL. Je me suis mis en contact par téléphone avec M. Mahl de l'Isle en Dodon pour lui demander les adresses des systèmes SEL de France. Il me demande alors de lui faire parvenir 10 F en timbres. Je lui envoie 12 F et reçois bien une doc mais sans les adresses promises. Il m'envoie surtout une

publicité pour un serveur minitel. Je l'ai appelé quatre fois en tout et il s'est même permis de m'envoyer sur les roses... Il s'agit donc d'une petite escroquerie. Mais ma déception est grande venant d'une organisation écologique ou apparentée... Tout ceci pour vous conseiller de ne plus écrire à leur sujet afin d'éviter de faux espoirs aux gens !

Georges KRELL
 Alpes-Maritimes.

Silence : vous pensez si votre lettre nous a fait sauter au plafond. Nous donnions effectivement l'adresse de M. Mahl dans le n° 194. Nous avons essayé de le joindre, mais nous sommes tombés sur un répondeur. Nous avons donc appelé Alain Bertrand également cité dans l'article. Ce dernier nous a expliqué que M. Mahl a décidé de faire bande à part en créant un pseudo-bulletin des SEL et en mettant un service minitel en place. Plusieurs plaintes lui sont déjà parvenues à ce sujet. Aujourd'hui, une centaine de SEL sont en place coordonnés par la Coordination des SEL, Conterate, 09600 Montbel, tél. : 61 68 26 10.

anciens numéros

- 146 Verts : la politique autrement. Maison de vigilance de Taverny. Canal Rhin-Rhône. Rythme de travail et santé. Oreades..... 18 F
- 154 Amiante, Vallée d'Aspe. Arsenic en Ardèche. LHT. Agric. Assises de l'écologie. Essais nucléaires. Femmes et travail..... 18 F
- 157 Non à l'écologie libérale. Maastricht. Plutonium. Fessenheim. Civaux. Malville. Aide au développement. Appel Heidelberg 18 F
- 158 Extrême-droite et écologie. Green Belt Movement. Violence télé. Yougoslavie. Japon et plutonium. Nickel et chrome. Plastiques. Label. Nike. Nestlé. Pensée sauvage..... 18 F
- 162 La prison autrement. Sompport. Forêts tropicales. Indonésie : développement destructeur. Yougoslavie. Malville. Argent et pouvoir comme drogues. Utopie verte..... 20 F
- 164 Bioéconomie et biosphère. Narmada. Malville. Bio-carburants. Tchernobyl. Seuil d'exemption. Economiser l'électricité..... 20 F
- 165 Yougoslavie. Semences de la famine. GATT. Plantes comestibles sauvages. Politique : la proie pour l'ombre. Malville..... 20 F
- 166 Moruro : comment s'arrêter. Yougoslavie. Toisk. Malville. Sompport. Banque Mondiale et citoyens. Nouveaux écologistes. Ecotopia. Banques alternatives. Croissance durable..... 20 F
- 169 Délocalisation, chômage et solidarité. Vêtements toxiques. Vallée d'Aspe. Ambiance bois. Reconversion des usines d'armement. Malville. Semences de la famine. Verts..... 20 F
- 170 Racisme et environnement. Sompport. Péniche pour la paix. Chanvre. Télévision et violence. Le Bio-Lopin. l'AIEA. Energie solaire et bagages. L'emprise des logiques sociales..... 20 F
- 171 Pollutions électromagnétiques. Pichus. Malville. Inondations et aménagement doux. A. Carrel. L'avenir du travail. Le système planétaire..... 20 F

- 172 Après Rio : un monde à venir. Feuille d'érable. Palestine-Israël. La dérive technologiste. Esperanto. Malville. Inondations..... 20 F
- 173 Mir-Sada. Ingérence méfiance. Déchets toxiques suisses. Développement, environnement et aide. Malville. Sompport..... 20 F
- 174 Vallée d'Aspe : alternative ferroviaire. Arsenic. Barrages et nucléaire. Entre réduction ou ouverture (1)..... 20 F
- 175 Eoliennes : le vent en poupe ! Co-voiturage. Entre réduction et ouverture (2)..... 20 F
- 176 Superphénix : la marche en avant. Nucléaire : la loi du silence. Transports : suivons les Suisses ! Entre réduction et ouverture (3)..... 20 F
- 177 Quelle écologie radicale ? Héritage du nucléaire. Marche contre le chômage. Voile et intégrisme ? Sompport. Malville. Escroquerie du développement durable..... 20 F
- 178 Comment délégitimer ? Citoyens pour la paix. Conscription. Service civil. Reconversion de l'industrie d'armement. L'Inestère. Malville. Importations de déchets. Mac-do..... 20 F
- 181 Energies douces au Sud (1) : Mauritanie, Zimbabwe, Bénin. Malville. Libérons les boîtes aux lettres..... 23 F
- 182 Energies douces au Sud (2) : Burkina, Mali, Tunisie, Zaïre. Quel développement ? Artisans du Monde. La « Ville-monde » face à l'inertie sécuritaire..... 23 F
- 183 Les centres écologiques. Malville. Ecologie : quelle expression politique ? Bazar sans frontières. Le travail valeur d'échange ?..... 23 F
- 184 Breton Wood : 50 ans ça suffit ! Le piège du gouvernement mondial. Une société équitable en paix avec la planète. Maison de quartier de Neudorf. Energies renouvelables. Bhopal..... 23 F
- 185-186 Amiante. La fin du travail. Espère. Castors. Centre énergies renouvelables de Tarbes..... 35 F
- 187 Prolifération nucléaire (1). Israël. Asie. Marcher. Société informatico-policière..... 23 F
- 188 Prolifération nucléaire (2). Neve Shalom. Le solaire dans les régions froides. Matérialisme, mécanisme et impérialisme..... 23 F

- 189 Autonomie toujours, Réseau Santé. Cui du Larzac. Servas. Laine de verre cancérogène. Ecologistes : éloge de la différence..... 23 F
- 190 Le Nicaragua face au marché mondial. Brennelis : démantèlement. Malville. La retraite : une solution au chômage ?..... 23 F
- 191 Santé : vers l'autonomie (1). Climat : compromis de Berlin. Champ d'action. La loi et les femmes. Yougoslavie. Verts Allemands..... 23 F
- 195 Stop Essais : Campagne contre la reprise. La fin de la dissuasion la simulation alibi. Le nucléaire civilitaire... Israël : Vanunu. Sompport..... 23 F
- 196 Canal Rhin-Rhône : non à l'eau-torante ! Autourne Grenoble-Sistron. Santé, vers l'autonomie (4). Irlande. Les urnes ou la vie..... 23 F
- 197 La défense par actions civiles (1). La Hague. Grünen et non-violence. Essais nucléaires. Amiante. Salsigne. Ozone. A51. Coface..... 23 F
- 198 Ni déclarations, ni incinérateurs. Lobbys rontiers européens. Défense par actions civiles (2). Méthanisation. Essais nucléaires..... 23 F
- 199-200 Ecologie, à gauche, à droite, ailleurs ? avec Anger, Archimbaud, Bégin, Clark, Cochet, Dierckx, Fernex, Galland, Gatté, Lalonde, Lippiez, Mongeau, Parkin, Waechter, Turquie sanglante. Santé, vers l'autonomie (5)..... 35 F
- 201 Marée noire sur les droits de la personne, Shell au Nigeria, Total en Birmanie, Monju. Loi de programmation militaire. Déficits Etat..... 23 F
- 202 Soyons Réseau-nables, la Maastricht de Pantin. Primevère, L'Impatient, Cuisseur solaire..... 23 F
- 203 Sortir du nucléaire. Mythes du nucléaire. Sites dangereux, déchets. Tchernobyl, Economies d'énergie, énergies renouvelables..... 23 F
- 204 G7 : l'argent d'abord. Les autres voix de la Planète. Femmes algériennes. Santé, vers l'autonomie (6). Pour une nouvelle culture du travail..... 23 F
- 205 Radios actives. Mérieux et le G7. Séchage solaire au Népal. Bouteilles plastiques. Médias face au mouvement social..... 23 F

Prix franco de port. Les numéros ne figurant plus sur cette liste ne sont plus disponibles.

Je m'abonne :

- Particulier 12 n° 220 F
- Dom-tom et étranger 12 n° 270 F
- Institution 12 n° 440 F
- Soutien 12 n° 300 F et +
- Petit futé 24 n° 380 F
- Groupés par 3 ex. 36 n° 570 F
- Groupés par 5 ex. 60 n° 850 F
- Petit budget 12 n° 190 F

Je m'informe :

- Hors-série Silence*
- Paris Dakar : Pas d'accord..... 25 F
 - La menace climatique..... 30 F
 - Radioactivité, les faibles doses..... 30 F
 - Energies renouvelables..... 30 F
 - Les métiers de l'écologie..... 70 F
 - Du chômage à l'autonomie conviviale..... 30 F
- Editions Silence*
- Le soleil à votre table..... 89 F
 - La liberté de circuler..... 70 F
 - Nucléaire ? Non merci..... 75 F
 - Le nucléaire détroné..... 30 F
 - Séphastoche, mon premier cuisinier..... 36 F
 - Superphénix : le dossier..... 30 F
 - Quelle écologie radicale ?..... 70 F
 - Un cuisinier solaire facile à faire..... 20 F
 - Construire une cuisinière solaire..... 20 F

- Diffusion Silence*
- Ed. Ecosystérie (Montréal)*
 - Pour un pays sans armée..... 75 F
 - Pour que demain soit..... 75 F
 - L'écologie ou la sagesse de la nature..... 75 F
 - Moi, ma santé..... 75 F
 - L'écologie politique..... 75 F
 - Entre Nous, rebâtir nos communautés..... 98 F
 - Et si le Tiers-Monde s'autofinçait..... 98 F
 - Deux roues, un avenir..... 98 F
 - Ed. Lucien Sionys (Limoges)*
 - La dignité antinucléaire..... 50 F
 - Ed. Atelier de Création Littéraire (Lyon)*
 - Qu'est-ce que l'écologie sociale ?..... 35 F
 - Pour une écologie de la liberté..... 88 F
 - Ecologie et politique de l'anarchisme..... 38 F
 - Ed. Utovie (Laudes)*
 - La désobéissance civile..... 36 F
 - Nous sommes peut-être frères..... 36 F
 - Ed. Alternatives (Paris)*
 - Le catalogue des ressources..... 180 F
 - Ed. Courrier du livre (Paris)*
 - Le solaire pour tous..... 90 F
 - Ed. Georg (Lauterne)*
 - Additifs alimentaire..... 98 F
 - Gestion des déchets..... 98 F
 - Les sols..... 98 F
 - L'eau..... 98 F
 - La radioactivité..... 98 F
 - L'alimentation..... 98 F
 - La diversité biologique..... 98 F
 - L'air..... 98 F
 - Le bruit..... 98 F

Frais de port :

- 1 ouvrage..... 15 F
- 2 ouvrages..... 28 F
- 3 ouvrages et plus..... 40 F
- Je souhaite recevoir une présentation plus détaillée des ouvrages ci-dessus
- Je commande les anciens numéros suivants :

Je règle un total de :

Mes coordonnées :

NOM :
 Prénom
 Adresse

Code postal
 Ville

Règlement à l'ordre de Silence, à retourner 9 rue Dumenge, 69004 Lyon

Question capitale

En 96, peut-on encore soutenir les initiatives protégeant notre environnement ?

Oui, avec la NEF,
votre argent
finance

- la protection de l'environnement,
- l'agriculture écologique,
- la création de petites entreprises,
- les innovations sociales et culturelles

Alors, souscrivez à son
capital !

La Société Financière Coopérative de la NEF
procède à l'augmentation de son capital
(visa de la COB n° 95-320 du 1/08/95)

NEF
société financière

Bulletin à retourner à la Société Financière de la NEF • 46, rue de la Burge
03160 Bourbon l'Archambault • Tél. : 70 67 18 50

créditcoop • Tél. : 22 71 05 92

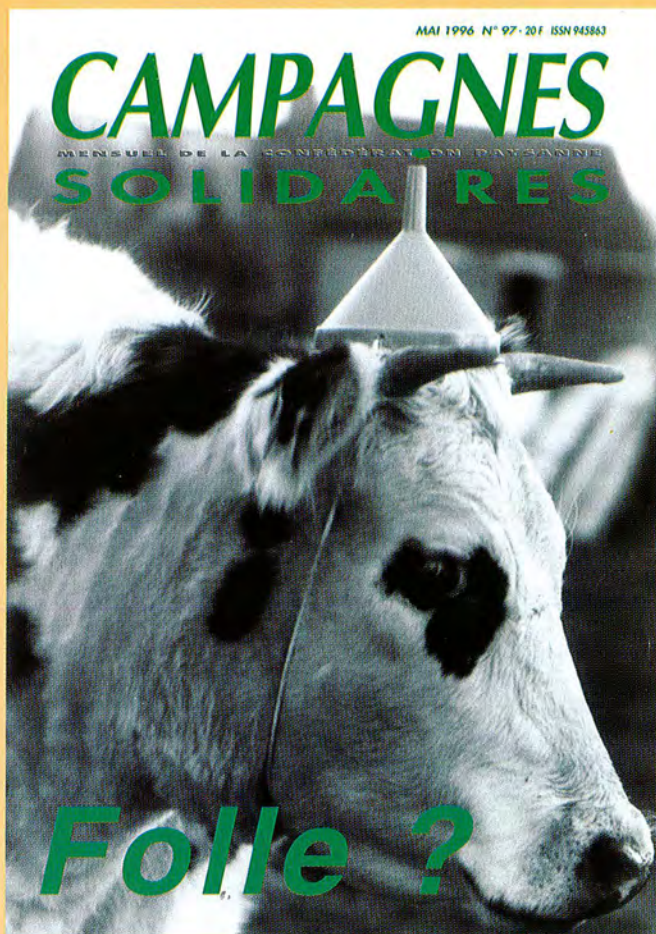


Je souhaite recevoir sans frais la notice visée par la COB
ainsi qu'une documentation sur l'activité de la NEF et les formules d'épargne.

M. - Mme - Melle
Adresse
Code Postal Ville
Tél. :

Campagnes solidaires

Le mensuel de
la Confédération paysanne



- ANNUEL (11 NUMÉROS) : **200 F**
 SOUTIEN, COLLECTIVITÉS ET ÉTRANGER : **280 F**
 ABONNEMENT À L'ESSAI (4 NUMÉROS) : **60 F**

NOM :

PRÉNOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL : VILLE :

TÉL :

PROFESSION:.....

Chèque à l'ordre de Média-Pays,
104, rue Robespierre - 93 170 Bagnolet.